

Havas absorbe sa filiale presse-édition CEP Communication

HAVAS a décidé d'absorber sa filiale presse-édition CEP Communication. Inspirée par la Générale des eaux, actionnaire de référence du groupe, cette décision devait être avalisée, lundi 1^{er} septembre, par un conseil d'administration de CEP Communication, au cours duquel devait également être annoncée la démission de son « patron historique », Christian Brégou. PDG de Havas, Pierre Dauzier le remplacera à la tête du sixième groupe européen de presse et d'édition. De plus, Eric Licoys, conseiller de Jean-Marie Messier, président de la Générale des eaux, devait être nommé à la présidence du groupe Express.

Les dirigeants de Havas réfutent l'accusation de « démantèlement » de CEP Communication, mais n'excluent pas la cession d'actifs non stratégiques. La régie publicitaire IP devrait ainsi être cédée, le 12 septembre, au groupe germano-luxembourgeois CLT-USA.

Lire page 26

La mort tragique de la princesse de Galles

- Les obsèques de Lady Diana auront lieu samedi 6 septembre, à l'abbaye de Westminster
- Son décès à Paris, dans l'accident d'une voiture suivie par des photographes, suscite une polémique sur le respect de la vie privée
- Sept reporters étaient toujours en garde à vue, lundi matin

LES OBSÈQUES de la princesse Diana auront lieu samedi 6 septembre à 11 heures (10 heures GMT), à l'abbaye de Westminster, a annoncé, lundi en fin de matinée, le palais de Buckingham. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement devraient sans doute assister à cette cérémonie. La princesse de Galles sera ensuite inhumée dans l'intimité familiale, dans la commune d'Althorp, à 100 km au nord-ouest de Londres.

Lady Diana et son ami Emad Al Fayed, riche égyptien dont la famille est installée à Londres, ont trouvé la mort dans un accident de voiture, dimanche à l'aube à Paris. La monarchie britannique voulait tenir compte à la fois de la discrétion souhaitée par la famille de Diana et de la vague d'émotion soulevée, non seulement en Grande-Bretagne mais dans le monde entier, par ce drame dont témoignent les nombreux hommages rendus à la princesse.

Les circonstances de l'accident de voiture dans lequel Diana, son ami et leur chauffeur ont trouvé



- L'enquête de la police judiciaire parisienne p. 2
- Lady Diana, du conte de fées à la tragédie p. 3
- A Londres, reportage, analyse et réactions p. 4
- Enquête sur la presse à scandales et les paparazzi p. 5
- La dernière interview d'une âme rebelle p. 14 et 15
- Notre éditorial et nos chroniques p. 16, 27 et 29

la mort ont déclenché une polémique mettant en cause les photographes de célébrités et la presse en général, dont la princesse aurait été, selon certains, la victime.

Dans l'entretien qu'elle avait accordé à notre collaboratrice Annick Cojean et qui fut sa dernière interview, Diana avait dénoncé la « férocité » de certains médias. Sept photographes d'agence - six Français et un Macédonien - ont été interpellés sur les lieux de l'accident et étaient toujours en garde à vue, à Paris, lundi matin.

Rien ne permettait d'affirmer, à la mi-journée, qu'ils aient eu une responsabilité directe dans le fait que le chauffeur, roulant à plus de 140 km/h sur une voie où la vitesse est limitée à 50 km/h, a perdu le contrôle du véhicule. En revanche, immédiatement après l'accident, des photos ont été prises. Selon la dizaine de témoignages d'automobilistes présents dans le tunnel, les reporters ont entrepris de photographier l'intérieur de la voiture où gisaient les victimes sans leur porter secours.

Lire page 11

Le « réalisme » de Lionel Jospin

Dans son discours de clôture de l'unité d'été du PS, le premier ministre a justifié le « réalisme » mis en œuvre par son gouvernement et souhaité, particulièrement, un « consensus républicain » sur l'immigration. p. 8

Embargo contre la Sierra Leone

Les seize dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, hostiles à toute intervention militaire contre les putschistes de Sierra Leone, ont demandé un renforcement de l'embargo. p. 6

Promodès lance une OPA sur Casino

En lançant une OPA sur Casino, Promodès espère devenir le premier groupe de distribution en France. p. 29

Lyon, le périph' de la révolte

Le prix et la gestion du périphérique à péage situé au nord de l'agglomération lyonnaise suscitent un très large mécontentement. p. 13

Festival de Salzbourg

Après le succès remporté par les neuf productions lyriques de l'édition 97, emmenée par de jeunes talents, *La Clémence de Titus* entre en lice. p. 24

Des végétaux sentinelles pour traquer la pollution urbaine

NANCY

de notre correspondante

« Il y a toujours une plante quelque part qui garde la trace d'une pollution. Les végétaux sont des sentinelles. » Jean-Pierre Le Garrec, directeur du laboratoire pollution atmosphérique à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) de Nancy, travaille avec son équipe au développement de techniques d'utilisation des végétaux pour traquer les polluants. L'an dernier, il a déposé dans l'agglomération de Nancy quelques dizaines de plants de tabac de Virginie pour établir une cartographie de l'ozone. L'opération, d'un coût de 220 000 francs, était cofinancée par la communauté urbaine du Grand Nancy et l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique. Cette année, elle s'est étendue à Strasbourg, Mulhouse, Luxembourg, Sarrebourg, Rouen, Le Havre et Caen.

« La feuille de tabac, souligne-t-il, est un bio-indicateur très sensible à l'ozone. Lorsque le taux monte, les feuilles se nécrosent rapidement, c'est très spectaculaire. Les villes aiment

bien cette méthode écologique, peu coûteuse de surcroît, qui permet de sensibiliser les populations. C'est plus parlant de voir une plante en train de crever qu'un chiffre s'affichant sur un écran. On fait tout de suite le rapport avec ses poumons. »

Mais il n'y a pas que les plants de tabac qui peuvent servir d'alerte à la pollution. Preuve en est cette autre étude que le laboratoire développe à partir des feuilles des érables et des tilleuls plantés à Nancy. Le laboratoire est chargé de traquer les poussières provenant de la pollution. « Toutes les sources de pollution gazeuses émettent des poussières », note Jean-Pierre Le Garrec. L'intérêt de ce travail est d'obtenir une image globale de la pollution en ville et de détecter les endroits où de gros dépôts de poussières, donc de métaux lourds, sont accumulés.

A plus long terme, le Centre international de l'eau de Nancy étudie la possibilité de laver préventivement les rues les plus fréquentées. « Ces dépôts de métaux lourds, en cas de gros orage survenant après une longue période de sécheresse, sont en effet envoyés directe-

ment et massivement dans les stations d'épuration, ajoute Jean-Pierre Le Garrec, ce qui n'est pas vraiment bon pour les bactéries et perturbe le processus. »

Le scientifique est convaincu que le prochain gros problème de pollution sera lié à l'agriculture et à l'emploi des pesticides. C'est pourquoi son laboratoire travaille en ce moment, à titre expérimental, sur les choux, en Bretagne.

Certains végétaux en effet, comme le chou, ont une surface cireuse qui retient particulièrement bien les micropolluants. « Lorsqu'on procède à des épandages de pesticides dans un champ, 30 % se volatilisent dans l'air sous l'effet du soleil, à cause du vent ou de la pluie. Qu'en advient-il ? Les choux sont d'excellents bio-indicateurs, notamment pour le benzène », précise Jean-Pierre Le Garrec, qui songe déjà à d'autres utilisations des végétaux sentinelles, mais cette fois dans l'eau, en transposant en milieu aquatique les techniques aériennes.

Monique Raux

Lire page 6

La difficile rentrée de Jacques Chirac

A L'ÉLYSÉE, les conseillers du président de la République sont, certes, rentrés de vacances, mais leur programme de travail n'est pas encore établi. Trois mois après la défaite de la droite aux élections législatives provoquées par Jacques Chirac, l'heure est encore à la réflexion, voire à l'introspection. Comment en est-on arrivé là ? Que peut-on, que doit-on faire pendant une cohabitation qui ne pourra être que différente des deux précédentes ? Les longues vacances, que chacun a été incité à prendre, ont permis à tous de se reposer et de faire le point. Elles ont aussi facilité rumeurs et règlements de comptes. Ici ou là, Dominique de Villepin, le tout-puissant secrétaire général de la présidence, a été donné comme partant, pas seulement par ceux qui lui vouent une hostilité féroce.

Aujourd'hui, M. de Villepin assure qu'il a gardé la confiance du chef de l'Etat et qu'il restera son principal collaborateur. Certains de ceux dont le nom était avancé pour lui succéder répondent qu'il n'en est pas question. Ainsi Jacques Toubon, qui a rejoint l'équipe élyséenne après son échec aux législatives, explique qu'il est là pour renforcer l'entou-

rage politique du président de la République et pour assurer la liaison avec les partis de l'opposition, mais qu'il n'a aucunement l'intention d'occuper des fonctions techniques ou exécutives, car il n'entend pas renoncer à sa propre carrière électorale.

Toutefois, chacun en convient à l'Élysée, le rôle de la présidence de la République a changé du tout au tout avec la défaite de la droite. Dorénavant, M. Chirac n'est plus associé à l'action de l'exécutif, comme du temps où Alain Juppé semblait n'être que son chef d'état-major. La manière dont le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ont occupé leurs vacances en a donné une image presque caricaturale : pendant que le premier passait trois semaines dans l'Océan Indien - huit jours à la Réunion, puis quinze à l'île Maurice -, le second ne mettait que quelques centaines de kilomètres entre Paris et lui, quittant même trois jours l'île de Ré pour rendre ses arbitrages sur les dépenses budgétaires.

Thierry Bréhier

Lire la suite page 16

Alger s'oppose à toute ingérence

AU NOM du principe de la « non-ingérence dans [les] affaires intérieures », le gouvernement algérien a sévèrement condamné l'intervention du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui avait lancé un « appel au dialogue » samedi 30 août, après le massacre perpétré dans le village de Raïs, au sud d'Alger. Le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, libéré le 15 juillet, a indiqué dans une lettre transmise à Kofi Annan être prêt à « lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang immédiatement et préparer l'ouverture d'un dialogue sérieux ».

José-Alain Fralon a recueilli les réactions des Algériens de Paris, entre révolte et consternation.

Lire page 6

La Lyonnaise de l'US Open



SANDRINE TESTUD

EN QUART de finale des Internationaux de tennis des Etats-Unis, Sandrine Testud rencontrera la jeune Américaine Venus Williams. Au terme d'une saison où elle a remporté le premier tournoi de sa carrière, la Lyonnaise montre un jeu fougueux.

Lire page 20

International.....	2	Carnet.....	19
France.....	8	Aujourd'hui.....	20
Annonces classées....	10	Jeux.....	21
Société.....	11	Météorologie.....	22
Régions.....	13	Culture.....	24
Horizons.....	14	Communication.....	26
Editorial.....	16	Abonnements.....	27
Entreprises.....	17	Radio-Télévision.....	27
Finances/marchés....	18	Kiosque.....	28



TRAGÉDIE Buckingham Palace devait annoncer lundi 1^{er} septembre les détails des funérailles de la princesse de Galles, décédée dimanche à Paris dans un accident de voiture au

cours duquel son ami « Dodi » Al Fayed a aussi trouvé la mort. ● UNE ENQUÊTE confiée à la brigade criminelle a été ouverte pour déterminer si les reporters photographes qui sui-

vaient la voiture du couple « ont pu jouer un rôle » dans l'accident. Sept photographes, interpellés sur les lieux, étaient toujours en garde à vue, lundi. ● A LONDRES, des milliers

de personnes assemblées devant les palais de Buckingham et de Kensington rendaient un hommage ému à la princesse, dont la dépouille avait été ramenée dans la soirée de dimanche

par le prince Charles. ● LA FAMILLE royale a reçu des messages de condoléances du monde entier. (Lire aussi pages 4 et 5, notre document pages 14 et 15 et notre éditorial p. 16.)

La mort de la princesse de Galles suscite une émotion mondiale

L'ex-épouse du prince Charles est décédée dimanche à Paris des suites d'un accident de voiture au cours duquel son ami Emad Al Fayed a également été tué. Les circonstances du drame ont provoqué une polémique sur le rôle des « paparazzi » et le respect de la vie privée

ALORS QUE la Grande-Bretagne était en deuil, le palais de Buckingham devait annoncer lundi 1^{er} septembre les détails des obsèques de la princesse Diana, tuée vers 0 h 30 dimanche à Paris, dans un accident de voiture au cours duquel son ami, le millionnaire égyptien Emad Al Fayed, et leur chauffeur ont également trouvé la mort. Les circonstances de l'accident ont soulevé une polémique sur le comportement de reporters photographes qui suivaient le couple et dont sept étaient toujours en garde à vue lundi matin.

C'est la reine Elizabeth qui devait décider de l'organisation des obsèques, mais elle n'entendait le faire qu'en accord avec la famille de Diana, et notamment avec son frère, le vicomte Charles Spencer, qui vit en Afrique du Sud. Si une partie de la famille Spencer penchait pour une cérémonie intime, Buckingham est soumis à la pression de l'opinion et de la presse qui réclamaient lundi des funérailles à la hauteur de la popularité de la princesse.

Toute la nuit, des milliers de personnes ont veillé la dépouille mortelle de la princesse de Galles, ramenée de Paris dans la soirée de dimanche à lundi et déposée dans la chapelle privée du palais de Saint James, résidence officielle du prince Charles. Non loin de là, une foule nombreuse se pressait devant le palais de Kensington, qui abrite l'appartement de la princesse de Galles, déposant des fleurs et des couronnes mortuaires. Le prince Charles s'était rendu à Paris pour rapatrier le corps de son ancienne épouse, avant de regagner la propriété de Balmoral, en Ecosse, où l'attendaient les deux enfants du couple, les princes William (quinze ans) et Harry (douze ans), ainsi que le reste de la famille royale.

CROISADES ET CROISIÈRES

Alors que la BBC multipliait les émissions spéciales, la famille royale et le gouvernement britannique recevaient du monde entier des messages de sympathie et de condoléances – et autant de critiques du comportement supposé

de la presse à l'égard de la princesse. Les journaux britanniques demandent des funérailles nationales pour celle qui fut à vingt ans l'épouse du prince Charles, héritier du trône, dont elle devait divorcer en 1996. C'est que, même si elle n'avait plus droit au titre de princesse royale depuis son divorce, Diana Spencer n'en continuait pas moins d'incarner la face la plus ouverte d'une monarchie britannique sur le déclin.

Sa mort est intervenue au terme de semaines estivales qui auront fait apparaître les facettes multiples de la vie d'une jeune femme qui fut, ces vingt dernières années, l'une des héroïnes les plus en vue de la culture populaire occidentale. Courant août, Diana avait, à nouveau, fait la « une » des magazines en choisissant de passer des vacances au large de la Sardaigne et Saint-Tropez en compagnie d'Emad « Dodi » Al Fayed, séducteur de starlettes, producteur de cinéma et fils du millionnaire égyptien Mohamed Al Fayed, propriétaire notamment du magasin Harrods. Mais,

entre deux épisodes de ces vacances, la princesse s'était aussi rendue en Bosnie, poursuivre la lutte qu'elle menait contre les mines anti-personnel. C'était l'un de ses combats, au même titre que l'aide à l'enfance maltraitée et aux malades du sida.

De retour de Sardaigne, elle atterrit samedi 30 août à Paris, toujours avec Emad Al Fayed ; ils dînent à l'hôtel Ritz, propriété des Al Fayed. Ils quittent l'endroit vers minuit à bord d'une Mercedes de l'hôtel, conduite par un de ses chauffeurs, et également accompagnés par le garde du corps de la princesse. Les Al Fayed possèdent plusieurs résidences à Paris. Le couple est suivi par des reporters photographes en moto ou en scooter. Roulant apparemment très vite, la Mercedes heurte un pylône dans le tunnel de l'Alma, avant d'être projetée contre le mur d'en face. Le chauffeur et Emad Al Fayed ont été tués sur le coup. La princesse est morte deux heures plus tard, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, succombant à une hémorragie pulmo-

naire. Le président Jacques Chirac et son épouse, ainsi que le premier ministre, Lionel Jospin, notamment, lui ont rendu à l'hôpital un dernier hommage. Emad Al Fayed a été enterré dimanche soir dans le Surrey, après une cérémonie de prières à la principale mosquée de Londres, à Regent's Park.

RÔLE DES PAPARAZZIS

Sept photographes d'agence – six Français et un Macédonien – ont été interpellés sur les lieux de l'accident et étaient toujours en garde à vue lundi matin. Menée par la brigade criminelle, l'enquête, selon le parquet, devra déterminer le rôle que ces journalistes « auraient pu jouer dans la genèse de l'accident (...) et quel a été leur comportement sur le lieu des faits ». Les policiers devraient pouvoir entendre le garde du corps, seul rescapé de l'accident.

Nombreuses sont les personnalités politiques qui critiquent aujourd'hui le comportement de la presse et, plus spécialement, celui des paparazzis. C'est aussi le cas du

frère de la princesse Diana, le vicomte Charles Spencer, qui a déclaré : « J'ai toujours pensé que la presse finirait par la tuer. Mais (...) je ne pouvais imaginer qu'ils prendraient une part aussi directe à sa mort, comme cela semble avoir été le cas. » Dans un entretien accordé cet été au Monde (lire ce document que nous publions à nouveau en page 15), Diana avait elle-même dénoncé la « férocité » de certains médias.

Véhicules les moins scrupuleux et les plus indiscrets, les tabloïds britanniques affichaient lundi matin un profil bas. Ils saluaient la mémoire de celle que de nombreux commentateurs qualifiaient de « princesse du peuple » ; ils refusaient de plaider coupables et dénonçaient à l'avance tout projet de législation sur la protection de la vie privée. Propriété du groupe Murdoch, le plus populaire et le plus sensationnaliste des tabloïds, le quotidien The Sun, écrivait lundi matin : « Diana est morte en France, pays qui a les lois sur la vie privée les plus dures qu'on puisse imaginer et les paparazzi les plus sauvages. »

La brigade criminelle enquête sur le rôle des journalistes présents

L'ENQUÊTE confiée à la brigade criminelle devra déterminer le rôle que les photographes « auraient pu jouer dans la genèse de l'accident de la princesse Diana et de Dodi Al Fayed » en établissant « quel a été leur comportement sur le lieu des faits », selon le communiqué rédigé dimanche 31 août par le parquet de Paris. Il appartient donc à la justice d'établir la part qui revient aux excès des paparazzi et à une vitesse excessive dans l'enchaînement des faits qui ont provoqué la mort de la princesse de Galles, de son ami Dodi Al Fayed et du chauffeur de leur véhicule lancé à grande allure dans Paris, dimanche matin peu après minuit, pour échapper aux photographes de presse. Interpellés sur les lieux par les policiers, sept d'entre eux étaient toujours en garde à vue lundi matin 1^{er} septembre. Il s'agit aussi bien de professionnels reconnus appartenant à des sociétés réputées – Jacques Langevin pour Sygma, Nicolas Arsov pour Sipa, et deux journalistes de Gamma – que de photographes travaillant pour des agences spécialisées dans les reportages sur les célébrités (Angelli, Stills) et d'un indépendant d'origine yougoslave.

La traque a commencé en fin d'après-midi quand des photographes, avertis de l'atterrissage à l'aéroport de Bourget d'un jet privé transportant le couple, se sont mis à l'affût aux abords de l'hôtel Ritz. En fin de journée, ils ont repéré la princesse de Galles et son compagnon à l'entrée du palais parisien appartenant au père de Dodi, le riche égyptien Mohamed Al Fayed. Après avoir dîné dans l'établissement, la princesse et son ami ont essayé

d'échapper à la surveillance de la vingtaine de paparazzi postés à l'extérieur du palais en cherchant à rejoindre, peu après minuit, un hôtel particulier du 16^e arrondissement. Une diversion a été imaginée par l'équipe assurant leur protection : une voiture de marque britannique conduite par le chauffeur habituel du couple a été utilisée comme un leurre en sortant à vive allure du parking à l'usage des clients de l'hôtel. La princesse de Galles et Dodi Al Fayed se sont installés, eux, à l'arrière d'une Mercedes noire S 280 louée par le Ritz. Le directeur de la sécurité du palais, Henri Paul, a pris le volant, tandis que le garde du corps britannique de la princesse, Trevor Rees-Jones, s'est assis sur le siège du passager avant.

A PLUS DE 140 KM/H

Mais le stratagème a été éventé : la voiture du couple a été aussitôt prise en chasse par cinq ou six photographes circulant sur des motos. Au début de la course-poursuite qui s'est engagée dans les petites rues adjacentes de la place Vendôme, puis sur la place de la Concorde, les photo-journalistes ont réussi à se porter à la hauteur de la Mercedes. Arrivée sur les quais de la rive droite de la

Seine, la berline a pu accélérer en profitant de l'absence de feux rouges sur ce tronçon comportant deux fois deux voies à sens unique. Selon les premiers témoignages, la voiture a pu pousser une pointe supérieure à 140 kilomètres/heure.

Après avoir foncé sur une distance d'environ un kilomètre, le conducteur a atteint le tunnel du pont de l'Alma. Sa course a alors été gênée par un véhicule respectant la limitation de vitesse (50km/h) en vigueur sur cette portion de la voie Georges Pompidou. C'est en cherchant à contourner cette voiture que le chauffeur a perdu le contrôle de la Mercedes. La violence du choc contre un pilier central du tunnel a écrasé tout l'avant du véhicule, imprimant la marque du pilier dans le capot de la voiture sur une profondeur de près d'un mètre. La grosse cylindrée a fini sa course en rebondissant contre le mur du tunnel. Aucun des deux-roues lancés à sa poursuite n'a été accidenté. La distance à laquelle se trouvaient les poursuivants au moment du drame reste à déterminer.

Moins de trente secondes plus tard, des photographes de presse sont en tout cas arrivés sur les lieux de l'accident. L'acharnement

avec lequel ils ont « mitraillé » la scène a choqué des témoins directs des faits. Selon la dizaine de témoignages d'automobilistes présents dans le tunnel, les reporters ont entrepris de photographier l'intérieur de la voiture alors que les victimes perdaient abondamment leur sang. Un touriste américain assure avoir vu un cameraman filmer la Mercedes moins d'une minute après l'accident. Certains photographes ont été jusqu'à repousser ceux qui, voulant porter secours aux passagers, avaient le tort de se trouver dans le cadre. Deux gardiens de la

paix, arrivés sur les lieux peu après, ont été enjoins par des photographes de les laisser « faire leur travail ».

Vers minuit et demi, les secouristes ont d'abord dégagé le corps de la princesse de la carcasse du véhicule. Deux équipes médicales du SAMU et des Sapeurs-Pompiers de Paris lui ont prodigué les secours d'urgence, puis des soins intensifs, diagnostiquant un traumatisme crânien, une fracture d'un bras, des plaies importantes à une cuisse et un traumatisme thoracique, qui devait être fatal à Lady Diana. Le décès a été consta-

té à l'hôpital à 4 heures du matin. La mort de la princesse de Galles qui « présentait un choc hémorragique gravissime d'origine thoracique » a été annoncée par le Docteur Bruno Riou du service de réanimation de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, en présence du ministre de l'intérieur et du préfet de police de Paris. Hospitalisé dans un état grave, le garde du corps devrait pouvoir être ultérieurement interrogé par les enquêteurs.

Sept reporters ont été interpellés par les policiers qui, arrivés en renfort quelques minutes après l'accident, ont aussi saisi un certain nombre de pellicules. Il est probable que d'autres photographes avaient réussi à s'esquiver. Le parquet de Paris a confié l'enquête à la brigade criminelle, assistée par la division de police judiciaire compétente et par le Bureau central des accidents de la préfecture de police de Paris. Le père de Dodi Al Fayed a annoncé son intention de se constituer partie civile dans l'information judiciaire qui devait être ouverte pour « non assistance à personne en danger » par le parquet de Paris.

Erich Inciyan

La Mercedes classe S, une voiture sûre

La voiture dans laquelle la princesse de Galles et Dodi Al-Fayed ont trouvé la mort était une Mercedes de type S 280. Cette luxueuse limousine, dont le poids atteint 1,9 tonne et le prix avoisine les 400 000 francs, constitue le haut de gamme de la marque à l'étoile. Son moteur affiche une puissance de 197 chevaux pour une vitesse de pointe de 215 km/h. Réputée comme l'une des voitures les plus sûres au monde, la classe S est équipée de deux airbags (sacs gonflables de sécurité) installés l'un dans le volant et l'autre devant le passager avant. Contrairement aux versions plus prestigieuses telles que la S 600, la S 280 utilisée par Lady Diana n'était pas dotée d'airbags latéraux, ni du système ETS (electronic stability program), un mécanisme qui permet de remettre la voiture dans sa trajectoire si le conducteur aborde un virage trop rapidement. De même, ce véhicule ne disposait pas du nouveau système de freinage d'urgence assisté mis au point par Mercedes.

Admirateurs et badauds sur les lieux du drame

« **MOI**, je suis venue par curiosité, pour voir un bout du pied de Charles, avoue la dame en rose ; je n'avais pas une grande admiration pour elle, toutes ces toilettes... »

– Moi, je suis là pour elle. J'ai été choquée que la reine et Charles se déclarent consternés. Ils sont en grande partie responsables », répond la dame en bleu, Autant je méprise les princesses de Monaco...

– Ça ne se compare pas, Monaco, c'est de l'opérette, l'Angleterre c'est autre chose ! – Oui, mais je préfère Di à Stéphanie. C'est comme Grace, elle était sympa ! »

Un silence. « Grace » (Kelly) met tout le monde d'accord.

« C'est triste. Cet été, j'ai lu tous les magazines, Gala, Voici, etc., avance une troisième dame avec timidité. Ce matin, j'avais les larmes aux yeux. »

Voilà plus d'une heure qu'elles papotent, confortablement installées sous un porche, face à l'hôpital de la Pitié. Simples curieux ou vrais admirateurs de la princesse, ils sont des centaines sur le boulevard de l'Hôpital. Au premier rang, les Anglais. En ce dernier dimanche d'août, tout ce que la capitale compte de sujets britanniques est venu s'agglutiner le long des barricades dressées par la police. Comme sur le pont de l'Alma, autre lieu de mémoire, ils sont de loin les plus nombreux et les plus affligés. « C'est une tragédie », répètent à l'envi les touristes, qui n'en oublient pas pour autant la photo souvenir. « Tout le monde pensait la

connaître. Elle avait notre âge », explique une jeune femme.

« Je suis surpris d'être aussi choqué, avoue un Ecossais ; je devais partir en province cet après-midi, et je suis là. Pourtant je ne suis pas royaliste, mais c'était la seule de la famille à avoir la fibre humanitaire. » Accoudé au tunnel de l'Alma, un cadre britannique contemple, rêveur, la foule qui dépose des bouquets ou de simples fleurs sur le gazon. « Diana était attachante, dit-il, elle était le point de fixation des fantasmes et des obsessions des uns et des autres. C'est dérisoire qu'elle soit morte ici. Elle avait été dans des endroits beaucoup plus dangereux. » Pont de l'Alma, l'ambassadeur du Salvador est venu, anonyme, déposer un somptueux bouquet. « Tout le monde aimait Diana chez nous, dit-il, elle n'était jamais venue mais c'est comme si elle y était allée. »

LES DISCUSSIONS DÉGÈNÈRENT

Côté français, les avis sont beaucoup plus partagés. Si les vrais fans et les amateurs de la presse à scandales tiennent le haut du pavé, narrant religieusement les moindres faits et gestes de la princesse, beaucoup parmi les badauds ne partagent pas cette vénération. « Je pense surtout à ses enfants, le reste, c'est discutable », assure une habitante du douzième, venue « en voisine » boulevard de l'Hôpital. « Ce qui me touche, c'est ce qu'elle a fait pour les enfants de toutes les

rares, renchérit une institutrice martiniquaise fraîchement débarquée de l'avion, pour le reste... » Deux idolâtres les apostrophent : « Comment dire ça ? C'était une femme très belle, très intelligente, j'aurais aimé qu'elle soit enterrée à Paris ! », dit l'une. « Mine de rien, elle n'était pas seulement connue, elle était exceptionnelle », ajoute une jeune fille, venue de Cachan avec ses frères pour « rendre un dernier hommage ».

La chaleur et l'ennui aidant, les discussions dégènèrent très vite face à l'hôpital. Principaux accusés : la famille royale, surtout Charles – que tout le monde quette quand même impatiemment – et la presse. Ah, la presse ! « Non contents d'avoir causé la mort, les vautours sont là, ils sucent ! », accuse un badaud, en montrant des dizaines de voitures de télévision garées tant bien que mal tout au long du trottoir. Les photographes se font tout petits. Les journalistes de radio, contraints de prendre du son, se rabattent sur les questions-bateau – « Vous aimez Diana ? Pourquoi ? » –, histoire d'amadouer le public. Les innombrables journalistes étrangers tentent vainement de trouver de « vrais Français » parlant l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, l'hindi, etc.

La foule pourtant est plus perplexe que franchement agressive envers la presse. « Tout le monde ici lit Paris Match ou France-Soir, c'est un problème de socié-

té », lance courageusement un jeune homme. « Elle a joué avec les médias. Si elle avait été dîner dans un boui-boui du 10^e, on ne l'aurait pas reconnue. Quand on s'affiche... », renchérit sa voisine. « Elle était divine, si pure, c'était une étoile, intervient une infirmière, venue de Poissy porter trois roses. J'espère que les paparazzi seront punis ! » « Ça s'appelle la rançon de la gloire. La reine des Pays-Bas est beaucoup plus riche, elle ne fait pas parler d'elle », tranche un quatrième larron.

Le débat est dans la rue. Mais lorsqu'on s'éloigne des lieux du drame, la passion cède vite le pas à une indifférence à peine voilée. « Ça fait beaucoup, quand même, pour une seule mort », estime, discrètement, un épicier algérien entre deux clients assoiffés. « C'est bien triste, mais il y a des choses aussi tristes ; le gars qui s'est fait assassiner l'autre jour en laissant quatre gosses... », dit un voisin qui promène son chien. En France, elle fait rêver. Moi qui ne suis pas royaliste, j'appréciais qu'elle tienne tête à tous ces gens. » Dans une laverie automatique, un jeune couple reste perplexe. Elle s'en moque. Lui hésite : « Quand même, je l'aimais bien. » Plus loin encore, une famille hausse carrément les épaules : « C'est dommage pour elle, mais, hélas !, cela arrive tous les jours. Il y a eu deux cent morts en Algérie... »

Véronique Maurus

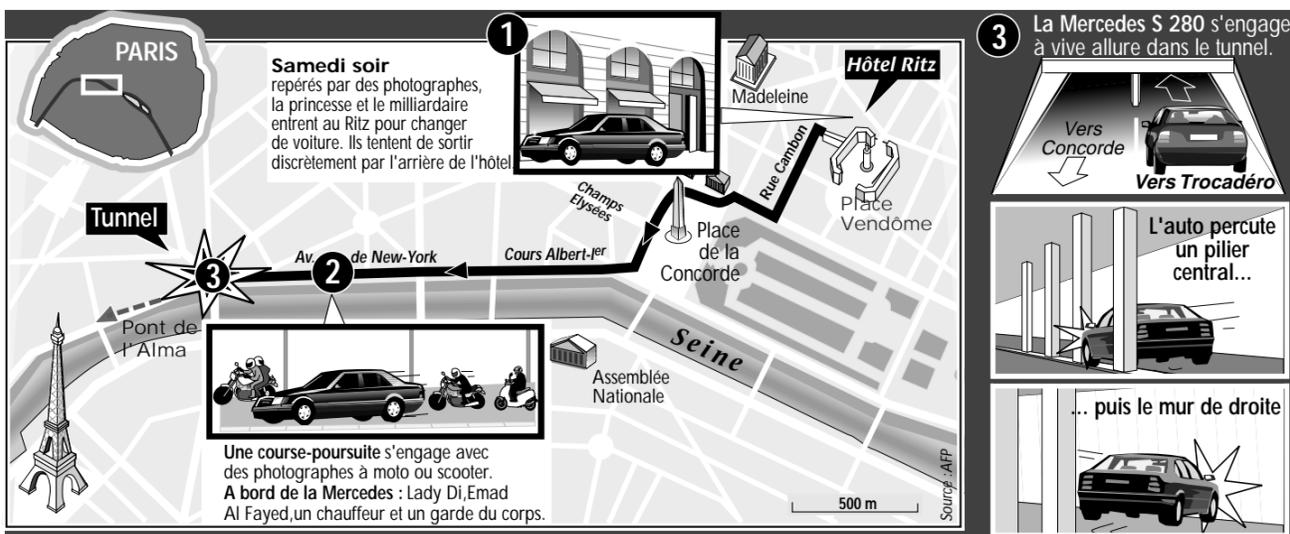
O I S E

Un trimestre en Angleterre

Stages intensifs d'anglais

- A Oxford, Bristol et Cambridge
- Cours intensifs avec suivi individuel
- Maximum de 8 élèves par classe
- Préparation à tous les examens
- Un mois, un trimestre, une année
- Logement en famille accueillante

Bordeaux: 05 57 92 34 12
Lille: 03 20 40 28 38
Lyon: 04 78 24 60 74
Paris: 01 44 19 66 66
Rennes: 02 99 79 78 44
21 rue Théophraste Renaudot
75015 Paris



Diana, du mariage de « conte de fées » aux révélations qui ébranlèrent Buckingham

LONDRES

de notre correspondant

« Ceci est de l'étoffe dont on fait les contes de fée », avait déclaré l'archevêque de Canterbury, Mg Runcie, le 29 juillet 1981, lors de la cérémonie nuptiale sous le dôme de la cathédrale Saint-Paul, devant toutes les têtes couronnées, les chefs d'Etat par dizaines et 270 millions de téléspectateurs. Tout le monde comprit ce jour-là qu'un événement « historique » venait de se produire. Charles, l'héritier de l'un des plus vieux trônes au monde, avait choisi pour femme une jeune fille mignonne, âgée de dix-neuf ans, donc de treize ans sa cadette, et qui correspondait parfaitement à l'idée que le peuple se fait d'une future reine. Le bon choix, donc. De l'épouse du prochain chef de l'Etat, les braves sujets attendent traditionnellement quatre choses : qu'elle soit de haut lignage et au fait de l'étiquette pour se couler facilement dans le moule d'une vie dominée par un protocole rigide. Qu'elle se montre ensuite mère de famille exemplaire en donnant rapidement un héritier et un supplément à celui-ci en cas de malheur. Qu'elle accomplisse ses devoirs de représentation, qui font l'ordinaire du clan Windsor. Enfin, qu'elle ne rompe pas la magie de la monarchie, d'ascendance germanique, issue des Hanovriens, éteinte aux Saxe-Cobourg et rebaptisée Windsor, grâce à laquelle le royaume se sent immortel.

Née le 1^{er} juillet 1961 à Park House, dans un logement de fonction situé sur le domaine du château royal de Sandringham, prêté au comte de Spencer, alors écuyer de la reine Elizabeth II, Diana est un pur produit de l'establishment anglais. Sa grand-mère maternelle, Lady Fermoy, est la meilleure amie de la reine mère Elizabeth. Sa sœur aînée, Sarah, a été l'une des *girl friends* du prince Charles, que Diana a rencontré pour la première fois à l'âge de seize ans, à l'occasion de l'une de ses fréquentes visites. Sa jeunesse est toutefois difficile, car sa mère, Frances, a quitté le domicile familial en 1967 pour rejoindre un riche homme d'affaires, abandonnant la garde des quatre enfants à lord Spencer. Peu douée pour les études, une vague diplômée de cuisine et de couture obtenu dans un institut suisse en poche, la jeune fille est au pair dans une bonne famille puis assistante (à mi-temps, ce qui fait bon genre) dans une école maternelle privée de Londres, dirigée par une amie de sa sœur Jane. La romancière Barbara Cartland, mère de sa belle-mère, Raine, affirme que cette fée du logis n'a jamais, de sa vie, approché un homme ! La dulcinée d'un caractère puisqu'elle refuse le rituel des épousailles anglicanes qui oblige la jeune promise à jurer obéissance à son époux. La « dianamania » explose, permettant au passage au gouvernement Thatcher, au plus bas de sa popularité, de faire oublier pour un temps la terrible récession, les émeutes dans les ghettos noirs ou les menaces d'attentats de l'IRA.

Onze mois après les nocces naît William, qui deviendra, « si Dieu le veut », 42^e monarchie, puis, en 1984, Harry. La succession est assurée, les enfants bien élevés, avec amour, sous sa direction, et non laissés à des gouvernantes. La présence de la princesse de Galles au concert Live Aid en faveur de l'Ethiopie touchée par la famine, sa promotion de la haute couture londonienne et ses visites aux jeunes laissés-pour-compte l'attestent : la nouvelle venue mobilise les jeunes au service d'une institution dont la popularité

juste-là était réservée aux adultes et aux personnes âgées.

Mais son refus d'être la potiche que l'on exhibe va bouleverser la donne. Car la petite souris en tantinnet boulotte se transforme en vraie belle femme, mince et volontaire. La star, que les paparazzi ne lâchent plus, ose même voler la vedette à son royal époux. « Jusqu'en 1985, raconte Antony Holden, auteur d'une biographie remarquable sur le prince Charles, Diana était particulièrement attrayante. Elle commençait déjà à devenir un symbole glamour, mais il restait encore quelque chose de l'adolescente. Elle était jolie, pure, et la fraîcheur en personne. »

En public, *Her Royal Highness* ne cesse d'afficher son bonheur, épaulant son mari, mais les manifestations de tendresse conjugale se font rares. Une longue enquête, intitulée « Ça barde entre Charles et Di », publiée fin 1985 par la revue américaine *Vanity Fair*, où Diana est comparée à Alexis Carrington, l'héroïne de *Dynasty*, la saga télévisée alors à la cote, provoque un joli tollé. Le prétendu autoritarisme de la princesse, qui a congédié tout le personnel précédemment au service de son mari lorsqu'il était célibataire, les fortunes dépensées pour sa garde-robe, l'influence jugée né-

donné la bobine, comme par enchantement, elle a cessé de pleurer », se souvient le paparazzi.

Malgré le parfum de scandale qui flotte subrepticement dans son sillage, les braves gens continuent de l'aimer et de la respecter. Ils lui savent gré d'être moins distante qu'Elizabeth II, moins sujette à des crises mystiques que Charles, plus féminine que la princesse Anne, moins extravagante que la princesse Margaret. Avec Diana, les Windsor obtiennent cette pincée de strass qui leur manquait tant. A la fois très proche et terriblement distante, moderne mais dotée d'une haute idée de sa dignité. Sous son égide, la dynastie est mise brutalement au goût du jour : présidente de l'Association nationale de lutte contre le sida, la princesse ose serrer la main, sans gant - nous sommes en 1987 -, d'un malade atteint du sida d'un hôpital londonien. Le très conservateur *Mail on Sunday* s'étrangle de fureur : « Veut-elle finir dans l'histoire comme sainte des pédés ? »

1992 est sacrée *annus horribilis* (une année horrible) par la reine, qui, fêtant ses quarante ans de règne, est confrontée à l'écroulement des mariages de trois de ses enfants et à l'incendie du château de Windsor. Pour sa bru, c'est la

« Elle a gagné un prince mais n'a pas su le garder. Elle est prisonnière des feux de la rampe, prête à tout pour détruire le trône », écrit Lord Wiatt

faste de sa grande copine Sarah Ferguson, qui épouse Andrew, le fils cadet de la reine, au cours de l'été 1986, ne cessent de défrayer la chronique des échos. Pour tenter de calmer le jeu, le couple donne sa première interview télévisée depuis 1981 : l'altesse rayonnante affirme qu'on « parle trop d'elle » dans les journaux. Ce qui n'empêche pas la diva de Kensington Palace de lire avidement au petit déjeuner que les coupures de presse qui lui sont consacrées.

En 1987, la machine parfaitement huilée du palais de Buckingham, voué au culte du secret, commence à se détraquer. Le service de presse des « Wales » se révèle incapable de maîtriser une situation qui exigerait l'aveu de quelques négligences. Les orages s'accumulent : Charles passe de moins en moins de temps en compagnie de son épouse, qu'il méprise sans le montrer. Les récriminations de cette dernière, qui passe d'innombrables soirées seule, regardant la télévision avec un plateau-repas ou écoutant, le walkman à l'oreille, ses groupes favoris comme Wham ou Dire Straits, pleuvent. Mais l'entêtement majestueux de l'entourage de la reine conduit lentement le ménage à sa perte. Signe de discrédit : l'hebdomadaire dominical *News of the World* n'hésite pas à faire sa manchette avec Diana et son nouveau chevalier servant, un banquier de vingt-neuf ans, qui l'accompagne dans les boîtes de nuit. Egocentrisme, narcissisme, obsession de sa propre image, soif de divertissements et... maintenant des liaisons de plus en plus dangereuses. Le roi de la « presse à caniveau », le photographe Jason Fraser, la surprend un soir en train d'embrasser longuement sur la bouche un officier du régiment des dragons à la sortie d'une soirée. S'effondrant en larmes, elle se fait remettre la pellicule. « Je me suis fait avoir par son charme. Quand je lui ai

descende aux enfers. Le livre *Diana, sa vraie vie*, écrit par Andrew Morton avec l'aide des proches de la princesse, révèle les dessous d'un mariage arrangé, dénué d'amour, qui a poussé la princesse à cinq tentatives de suicide. Dans la foulée, le tabloïd *The Sun* publie des photos envoyées par un valet anonyme montrant que le couple fait chambre à part depuis 1986. En septembre éclate l'affaire de la conversation privée et piratée datant de 1989 entre une femme qui pourrait être la princesse Diana et un homme qui pourrait être James Gilbey, « un ami de longue date ». Le quotidien à sensation ouvre une ligne téléphonique où, pour 30 francs, le quidam peut entendre la voix des deux tourtereaux. Un peu plus tard, un voyage officiel en Corée, périple de réconciliation préparé par le Foreign Office à la demande expresse du monarque, se termine en fiasco. Pas un regard échangé entre mari et femme, pas un sourire, une hostilité à peine déguisée. Enfin, les feuilles de scandale divulguent l'aventure du futur Charles III avec son amour de jeunesse, Camilla Parker-Bowles, une femme mariée, liaison reprise dès 1983. Le 9 décembre, le premier ministre, John Major, annonce à une Chambre des communes abasourdie la séparation à l'amiable du prince et de la princesse de Galles.

Pour Lady Di, les déboires s'accumulent en 1993-1994. Le palais réduit toutes ses apparitions publiques. Lors d'une tournée au Népal, l'ambassadeur de Sa Très Gracieuse Majesté interdit qu'on joue l'hymne national en son honneur. Des sources proches du palais qualifient une mission humanitaire au Zimbabwe de « voyage narcissique ». Plus grave, le président de la commission des plaintes contre la presse l'accuse publiquement de manipuler les médias afin de présenter sa propre version sur les dé-

mêlés conjugaux du couple. En mai, la confrontation Charles-Diana prend un cours nettement plus politique avec les assertions du *Daily Mirror* selon lesquelles le contre-espionnage britannique a mis Kensington Palace sur écoute à la requête du chef de cabinet de la reine, Robert Fellowes, son propre beau-frère, inquiet de ses conversations avec des journalistes « amis » ! Dans ses appartements, la maîtresse des lieux se sent enfermée dans un huis clos hostile. Elle soupçonne son plus proche conseiller, Patrick Jepsen, copain de promotion du bras droit du prince de Galles, de la trahir.

Car tout est fait pour discréditer la princesse de Galles. A l'instar d'une liaison avec un certain William van Straubenzee à qui son père, pourtant, ne connaissait jusque-là aucune compagnie féminine. Ou ces articles, citant des sources proches de la cour, dénonçant son goût prononcé pour les vacances exotiques ou les onéreuses séances de massage de la plante des pieds chez une esthéticienne. La matière de ses caprices paraît inépuisable et susceptible d'innombrables variations. « La princesse n'aurait jamais pu obtenir une place à l'université ; elle a gagné un prince mais n'a pas su le garder. Elle est prisonnière des feux de la rampe ; prête à tout pour détruire le trône », écrit Lord Wiatt, proche de la reine mère, reflétant l'hostilité ouverte de la haute aristocratie.

Harcelée, Diana l'est jusque dans son gymnase, où un prof indélicat la photographie à son insu, en justaucorps, clichés vendus pour 120 000 livres au *Daily Mirror*, qui les publie en octobre. Lady Di est la victime de la formidable guerre des tarifs que se livrent alors les journaux britanniques. Mais ses avocats saisissent les tribunaux, qui contraignent le quotidien travailliste à lui remettre les 80 négatifs la montrant vêtue d'un collant à fleurs et d'un short de cycliste et à verser d'importants dommages et intérêts à une organisation caritative dont elle est la présidente.

Les révélations de l'ancien officier James Hewitt, affirmant avoir été son amant pendant trois ans, et la *love story* qu'on lui prête avec Will Carling, capitaine de l'équipe anglaise de rugby, l'empêchent d'obtenir du premier ministre cette mission d'ambassadrice chargée de l'action humanitaire dont elle rêve. L'interview du prince Charles, le 29 juin 1994, dans laquelle il révèle ses infidélités, et l'incroyable réplique de son ancienne épouse, un an plus tard, dans laquelle elle « la reine des cœurs » dit qu'elle ne s'attend pas à devenir reine, achèvent de consommer la rupture. Peu avant Noël, la reine demande à Charles et Diana de divorcer le plus rapidement possible, ce qui est fait le 28 août 1996.

Cet acte libère celle qui doit désormais se contenter du titre de « Diana, princesse de Galles ». A trente-six ans, la Lady a de la ressource. Elle sait passer de la jet-set, style Dodi Al Fayed, aux hautes sphères de la diplomatie, à l'image de sa campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel. Pour garder sa portée symbolique, une légende se doit de conserver sa part de mystère, à l'instar de Marilyn Monroe, Jacqueline Onassis ou Greta Garbo. Avec sa mort inopinée, Diana est redevenue légende. Comme l'affirmait le poète romantique Keats : « A jamais jeune, à jamais superbe. »

Marc Roche

La presse égyptienne avance la thèse d'un complot

ALEXANDRIE

de notre envoyé spécial

Dans le café Saber à Agami, à vingt kilomètres à l'ouest d'Alexandrie, ce Saint-Tropez d'Egypte où la famille Al Fayed possède une superbe villa en bord de mer, les accusations ont fusé après le journal du soir, dimanche 31 août. Une formule est revenue comme un leitmotiv : « Les Anglais n'auraient jamais accepté qu'un Egyptien soit le beau-père du futur roi d'Angleterre. » Seul point de divergence : qui a été l'exécuteur des basses œuvres ? Les services secrets de Sa Majesté ou un homme de main de la mafia ?

Réactions spontanées compréhensibles à Alexandrie, ville natale de « Dodi », où tout le monde était sûr du prochain mariage de la princesse de Galles et du « prince de l'amour ». Des proches des Al Fayed avaient indiqué à la presse locale que les préparatifs des noces allaient bon train. Le journal *El Messa* de dimanche avait même publié un photomontage où l'on voyait Diana en robe de mariée tenant la main de « Dodi », costume sombre et fleur à la boutonnière.

Mais la passion a débordé la rue alexandrine pour atteindre la très officielle agence de presse égyptienne MENA. « Le scénario des événements suggère qu'il pourrait s'agir d'un complot », a affirmé une dépêche de l'agence. MENA rappelle « le racisme éhonté dont a fait preuve la presse britannique après l'annonce de la relation de Emad et Diana ». Le seul fait « d'être égyptien, arabe et musulman suffit pour allumer la mèche du racisme dans une société britannique qui se targue d'être démocratique », a ajouté l'agence, précisant que les Anglais n'auraient pas pardonné au père de « Dodi », Mohamed Al Fayed, d'avoir mis en cause « des responsables du Parti conservateur qui recevaient des pots-de-vin en échange de services qu'ils lui rendaient ». Et MENA de conclure : « Y a-t-il eu accident ou complot pour liquider les deux plus célèbres amoureux de la fin du XX^e siècle ? »

Les journaux du lundi 1^{er} septembre, qui consacrent leur « une » et plusieurs pages intérieures à la mort de la princesse de Galles et d'Emad Al Fayed, ne sont pas en reste. Le syndrome du complot revient dans tous les gros titres avec cette indication, sans autres détails : « Selon un témoin, l'accident semblait prémédité. » Les éditorialistes de la presse officielle ou d'opposition vont encore plus loin. Le journal d'opposition libérale *El Wafd* se demande « à qui profite la mort de la princesse et d'Emad Al Fayed ? ». *Al Ahram* évoque aussi la possibilité d'un complot ourdi pour se débarrasser de la princesse et de son ami du pays des Pharaons. Les dessinateurs du même journal représentent Cupidon pleurant sur Lady Di et « Dodi », tandis que *Al Akhbar* titre sur la « fin tragique d'une romance ».

Beaucoup d'Egyptiens ne cachent pas leur amertume face à la couverture médiatique de l'événement. « Il n'y en a que pour la princesse Diana. Personne n'a pensé au pauvre "Dodi". Clinton n'a même pas prononcé son nom en présentant ses condoléances » : telles sont quelques-unes des réactions des Egyptiens munis d'antennes paraboliques qui zappaient lundi entre les chaînes de télévision étrangères diffusées par satellites. Ils partagent donc l'avis des journaux qui accusent la presse populaire britannique d'avoir agi « en *Grand Inquisiteur* » à l'égard de Emad Al Fayed « à qui ils avaient collé tous les défauts du monde ». Une attitude d'autant moins appréciée que « Dodi » était devenu une sorte de héros national égyptien qui avait « vengé l'Egypte de l'affront de soixante-dix ans d'occupation britannique ».

Pour l'agence MENA, le seul fait « d'être égyptien, arabe et musulman suffit pour allumer la mèche du racisme dans une société britannique qui se targue d'être démocratique »

Une firme d'Alexandrie a présenté ses condoléances à la famille Al Fayed sur une demi-page de la section nécrologie d'*Al Ahram*. La popularité des Al Fayed a été confortée par la création d'une société de bienfaisance. La famille est connue pour ses nombreux dons aux hôpitaux (appareils pour dialyse et fauteuils pour handicapés).

Mais si les défenseurs de « Dodi » sont nombreux à Alexandrie, il y a aussi ceux qui trouvent qu'il n'avait pas que des qualités. Des camarades de classe du Victoria College - dont ont été notamment diplômés le roi Hussein de Jordanie, l'acteur Omar Charif et le réalisateur Youssef Chahine - se souviennent d'un jeune homme mélancolique le jour et extraverti la nuit, toujours plus à l'aise avec les jeunes filles qu'avec les livres.

« "Dodi" et Diana, qui étaient tous deux issus de familles dont les parents étaient divorcés et mariés, auraient pu vivre comme Onassis et Jacqueline Kennedy, mais le destin leur a réservé le sort de Roméo et Juliette », a déclaré, en guise d'oraison funèbre, un Alexandrin, ancien compagnon d'Emad Al Fayed.

Alexandre Buccianti

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS

La politique économique en question

La plupart des pays industrialisés d'Europe ont mis en œuvre une même politique libérale, pour respecter les critères de Maastricht en vue de la création de la monnaie unique et faire face à la concurrence commerciale des pays émergents. Cette politique a eu pour effet d'étrangler la croissance et d'aggraver le chômage. Une autre politique économique est-elle possible ? Et laquelle ?

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A Londres, des dizaines de milliers d'anonymes pleurent Lady Diana

Plusieurs journaux britanniques ont demandé que des obsèques nationales soient organisées, même si Diana n'avait plus droit au titre de princesse royale depuis son divorce d'avec le prince Charles

La dépouille mortelle de la princesse Diana a été transportée très tôt, lundi 1^{er} septembre, à la chapelle royale de Saint James Palace, la résidence officielle du prince Charles à Londres, alors que Buckingham

Palace s'apprêtait à annoncer dans la journée les détails de ses funérailles. « Une fois achevées les formalités de décès dans une morgue privée, le corps de Diana, princesse de Galles, a été transporté à la chapelle du

palais royal de Saint James à 00 h 10 locales (23 h 10 GMT) », a indiqué Buckingham Palace, confirmant que la date et la forme des cérémonies seraient annoncées dans la journée de lundi. Plusieurs journaux britan-

niques ont demandé, lundi matin, que des obsèques nationales soient organisées, même si Diana n'avait plus droit au titre de princesse royale depuis son divorce d'avec le prince Charles, il y a un an. La décision

sera prise par la reine Elisabeth, le gouvernement et la famille de Diana. L'ami de Diana, « Dodi » Al Fayed, a été inhumé dimanche au cimetière de Woking, dans le sud de l'Angleterre.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Londres pleure sa princesse à la manière des petites gens, avec de modestes bouquets, des mots simples, des poèmes d'enfants. Depuis l'annonce de la mort de Lady Diana, dimanche matin 31 août, des dizaines de milliers d'anonymes, britanniques et étrangers, affluent vers son palais de Kensington. La bâtisse de briques rouges semble pourtant déserte, sans le moindre signe de vie, surveillée simplement par une statue de William III d'Orange. Mais la foule, agglutinée contre les grilles, n'en finit plus de déposer des bouquets de roses, de jonquilles, d'iris... Sur les pelouses du parc voisin, des groupes se for-

ment. On allume des bougies, on accroche des photos de la défunte, une fillette offre son ours en peluche. Londres est en deuil, Londres est en fleurs.

En quelques heures, Kensington est ainsi devenu le cœur de la nation et le point de ralliement de tous les touristes de la capitale. Des Italiens, des Français, beaucoup d'Asiatiques viennent s'y recueillir, prier, prendre des photos. Les Anglais, eux, arrivent par familles entières. Ils sont de toutes les origines, de tous les milieux sociaux. On croise des Londoniens d'Islington ou de Bromley, des « Geordies » de Newcastle, des « Scousers » de Liverpool. Les vieilles dames pleurent, le mouchoir à la main. Les hommes ont la

larme à l'œil. Chacun y va de son mot d'adieu, griffonné sur une carte de visite ou un cahier d'écolier : « A la princesse Diana, une si gentille personne » ; « A Diana, notre vraie reine » ; « Nous vous aimions beaucoup »...

Dans un même élan de solidarité nationale, la foule se masse aux abords de Buckingham, le palais de la famille royale, et à la cathédrale Saint-Paul, pour une messe improvisée. Elle n'oublie pas non plus « Dodi » Al Fayed, l'ami de la jeune femme, tué à ses côtés dans l'accident du pont de l'Alma : quelques dizaines de bouquets, et des lettres en arabe, tapissent l'entrée principale du magasin Harrods, propriété de la famille Al Fayed.

A l'image du reste du pays,

Londres est dans un état second, profondément choqué. Sur les monuments, les drapeaux sont en berne. Dans les pubs, les téléviseurs restent allumés en permanence. Les chaînes diffusent des émissions spéciales à longueur de journée. Des quartiers chics aux faubourgs populaires, les spectacles sont annulés, les matchs de football reportés.

TABLOIDS SUR LA SELLETTE

En souvenir de cette princesse surnommée la « reine du peuple », la population imagine déjà des obsèques nationales, accessibles au plus grand nombre. Aux yeux de tous, Diana était un personnage familier. « Nous avons grandi avec elle, nous savons tout de son his-

toire, ses joies, ses souffrances », résume une Londonienne de trentecinq ans.

Dans les discussions sur sa mort, les mêmes mots reviennent souvent. « Ils l'ont tuée », répètent les Britanniques au sujet des paparazzi lancés à sa poursuite. « Ils l'ont tuée »... comme s'il était écrit que cette traque s'acheverait par un drame, à Paris ou ailleurs. Au-delà d'une poignée de photographes, c'est la profession de journaliste dans son ensemble qui se retrouve mise en cause. Accusés de voyeurisme acharné, les médias sont montrés du doigt. « J'ai toujours dit que la presse finirait par la tuer », a déclaré Earl Spencer, le frère de Diana. Même si aucune violence n'a été signalée, plusieurs

cameramen et des photographes ont été pris à partie, à Kensington et Buckingham.

Tout indique que la polémique va prendre de l'ampleur dans les jours à venir. Les critiques concernent surtout les journaux populaires, les tabloids, dont la princesse était la cible favorite. Rien de ce qui touchait à ses amours ne leur échappait. Sa disparition n'y changera rien. Malgré la controverse sur le rôle des médias, ces journaux à scandales continuent de se vendre par millions. Devant les stations de métro, les vendeurs d'éditions spéciales sont pris d'assaut. Jamais ils n'ont eu autant de succès.

Philippe Broussard

Les journaux à scandales, 48 millions de lecteurs

La presse britannique à scandales comprend neuf titres tirant à plus de 16,2 millions d'exemplaires pour quelque 48 millions de lecteurs. Le journal dominical *News of the World* (10 millions d'acheteurs) et le quotidien *The Sun* (3,8 millions d'exemplaires) – détenus par Rupert Murdoch – se taillent la part du lion des exclusivités tarifées des vedettes ou des anonymes dont l'histoire est susceptible de faire vendre du papier. Pratique courante outre-Manche, le « journalisme de chèque » est tant ancré dans les mœurs que nombreux sont ceux qui acceptent de voir leur vie privée passée au crible en échange d'une enveloppe. Le grand rival du *Sun* est le *Daily Mirror* (2,3 millions d'exemplaires), proche du Parti travailliste. – (AFP)

Une période moins tumultueuse de l'histoire de la monarchie va s'ouvrir

LA MORT de la princesse de Galles devrait mettre une sourdine aux débats monarchiques dans ce pays où la royauté intéresse de moins en moins les jeunes générations. Le deuil est généralement l'occasion d'une union sacrée. Que peut-il se passer désormais ? L'accident survenu à Paris met brutalement fin à l'incessante chronique des faits et gestes de Diana et à l'obsession médiatique dont la famille royale, par elle, faisait l'objet. Cette attention des médias à la dynastie des Windsors fut très souvent préjudiciable, car la princesse ne se privait pas de la critiquer ouvertement et de s'en désolidariser.

Sans doute une période plus discrète de l'histoire de la monarchie britannique s'ouvre-t-elle, le temps pour les « Royals » de resserrer les rangs et de restaurer une image plus traditionnelle de la respectabilité de la monarchie. Le temps peut-être aussi de reprendre leurs idées de réforme de l'institution et de se livrer – avec les travaillistes, qui le souhaitent également – à un profond toilettage de la monarchie. Réfor-

mer par exemple une Chambre des lords non élue où les pairs héritent de leur droit de vote. Ou bien réduire le nombre des membres et le train de vie de la famille royale, à l'instar, par exemple, des monarchies scandinaves.

La princesse – tout comme son ex-époux Charles – ne dissimulait guère qu'elle éprouvait plus de sympathie pour le nouveau gouvernement travailliste que pour son prédécesseur conservateur. La campagne de Diana en faveur de l'interdiction des mines anti-personnel avait été reprise à son compte par le Labour, qui avait récemment invité la jeune femme à parler devant une commission parlementaire. Cela n'avait pu se faire en raison de l'opposition des conservateurs, arguant de l'impossibilité constitutionnelle pour un membre de la famille royale de s'adresser aux Communes.

NÉGLIGÉE PAR MARGARET THATCHER

Longtemps mise sur la touche par Margaret Thatcher, dont les relations avec la reine n'ont jamais été empreintes de cordialité,

considérée comme quantité négligeable par la « dame de fer », la famille royale britannique a tout à gagner du changement de majorité intervenu en mai. En particulier la jeune génération qui – de Diana à Charles – était moins « confite » dans les vieilles traditions monarchiques et plus en phase avec l'évolution de la société. Tony Blair a bien senti le profit qu'il pouvait tirer de la sympathie que savait attirer Diana. Dans un pays où la monarchie – en dépit de ses affinités historiques avec le conservatisme – ne doit pas se mêler de politique, Diana était devenue un atout pour le Labour. Elle avait un sens du social, un contact avec les gens que les Tories avaient perdu après dix-huit années de pouvoir.

Encore plus engagé dans la réflexion et dans l'action sociale – qui ne se limite pas, pour lui, à des prestations médiatisées –, le prince de Galles n'a en revanche pas réussi à s'attirer les bonnes grâces de ses compatriotes. Son apparence distante, sa liaison avec Camilla Parker-Bowles – devenue la rivale de Diana – lui ont nui, au point que

nombre de Britanniques se demandent aujourd'hui s'il est vraiment apte à monter un jour sur le trône. Devra-t-il plutôt céder la place à son fils aîné William ?

POPULARITÉ

Si la popularité posthume de Diana devait s'estomper avec le temps, le prince Charles, devenu veuf, pourrait peut-être, à l'avenir, envisager de régulariser sa longue liaison avec M^{me} Parker-Bowles. Mais il faudra, pour cela, que l'opinion l'accepte, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

La mort de Diana, un an presque jour pour jour après son divorce, va paradoxalement priver la dynastie des Windsors d'un de ses membres les plus populaires. Si elle n'était pas révéérée comme la reine mère, ou respectée comme la reine Elisabeth, lady Di était peut-être le dernier élément du puzzle royal à signifier encore quelque chose pour nombre de jeunes Britanniques, et pas seulement pour eux.

Patrice de Beer

La presse anglaise ouvre son propre procès

LONDRES

de notre envoyé spécial

La presse anglaise n'a pas attendu bien longtemps avant d'ouvrir son propre procès. Dans leurs éditions du lundi 1^{er} septembre, les journaux britanniques ne se contentent pas de revenir en détails sur le destin de la princesse de Galles, ils accordent aussi une large place au rôle des médias dans cette affaire.

Les photographes qui traquaient la voiture de Lady Diana et de son ami égyptien « Dodi » Al Fayed sont-ils responsables, même involontairement, de leur accident ? Plus généralement, les journalistes doivent-ils faire leur examen de conscience sur les atteintes à la vie privée ? A la lecture des quotidiens, les avis divergent.

Il est d'abord questions des « paparazzis » français interrogés par la brigade criminelle. Plusieurs journaux assurent que certains d'entre eux, qui auraient donc échappé aux enquêteurs, ont essayé de vendre des photos montrant la princesse coincée dans la carcasse. Le très populaire *News of the World* fait savoir à ses lecteurs qu'il a refusé ces clichés, proposés à environ deux millions de francs.

Selon une enquête du *Guardian*, le « tarif » de ces photos sur le marché international pourrait atteindre six millions de francs. Le journal souligne toutefois l'embaras des tabloids, ces journaux friands de scandales. « Les éditeurs forment un triangle vicieux avec les photographes et les victimes » estime le *Guardian* qui reproduit toute une série de « unes » du *Sun*, le plus célèbre tabloïd du pays.

Le *Sun*, justement, plaide non coupable. Sous le titre « Bonne nuit, notre adorable princesse », il consacre 46 pages à l'événement. Dans un bref éditorial, le journal implore « Ne blâmez pas la presse ». Du moins, la presse anglaise. Car la presse étrangère est montrée du doigt, mais de manière insidieuse : « Même la plus dure des lois sur la protection de la vie privée n'aurait pas empêché les terribles, terribles événements d'hier

matin. Aucune loi britannique ne pourra empêcher des éditeurs en Amérique, en Asie ou en Afrique, d'utiliser leur carnets de chèques. Cela ne pourrait pas non plus empêcher les activités de cameramen étrangers dans des pays étrangers ».

Le *Daily Mirror*, rival du *Sun*, se garde de donner des leçons. Il se veut même très prudent : « La presse est accusée avant même que tous les détails de l'accident ne soient connus. Quand ils le seront, on pourra porter un jugement ». Il reste que, selon le *Sun*, les paparazzis français sont les « plus sauvages » qui existent.

De son côté, le *Daily Star* dé-

photos fournis par les chacals. Le *Daily Mail* n'a pas toujours été innocent non plus. Si les journaux de ce pays ne s'imposent pas une auto-censure, en réponse à l'actuelle vague de dégoût, le parlement pourrait imposer des restrictions dangereuses à la liberté de la presse ».

Le *Guardian* insiste sur les propos du frère de la princesse, Earl Spencer, qui a notamment déclaré : « J'ai toujours dit que la presse finirait par la tuer ». Le journal estime qu'un large débat politique va s'ouvrir dans le pays sur des éventuelles lois protégeant davantage la vie privée. Dans le *Daily Te-*

Dans le « Times », Simon Jenkins, élargit le débat aux lecteurs : « Si les paparazzi sont à la fin de cet égout, le public est à l'autre bout, lascif, salivant par avance »

nonce ce genre de photographes comme la « malédiction des célébrités actuelles ». Ce qui ne l'empêche pas de publier des photos de Diana et Dodi en vacances, sous le titre « 50 jours de bonheur ». Le *Daily Star* reconnaît toutefois que les médias seraient « hypocrites » de nier toute responsabilité.

Cet avis semble partagé par le porte-parole du magasin Harrod's. Dans une déclaration largement reprise, Michael Cole, employé de la famille Al Fayed (propriétaire du magasin), a comparé les photographes français à une « bande de kamikazes gaulois ». « La presse britannique ne fait pas cela », a-t-il poursuivi.

Les faits semblent pourtant prouver le contraire. Plusieurs éditorialistes appellent même à une auto-critique générale, jusque dans les médias les plus prestigieux, accusés d'avoir pourchassé Diana et son compagnon. Ainsi, le *Daily Mail* écrit : « Même s'ils ont choisi de l'oublier hier, la BBC et ITV ne se sont pas gênés, dans le passé, pour reprendre le genre de

legraph, Stephen Glover lance un avertissement aux quotidiens populaires : « Les journaux tabloids vont devoir faire le ménage chez eux, ou prendre le risque d'y être contraint. Les propriétaires vont devoir revoir la manière dont leurs journaux écrivent sur la famille royale ».

Dans le *Times*, Simon Jenkins élargit le débat aux lecteurs : « Si les paparazzis sont à la fin de cet égout, le public est à l'autre bout, lascif, salivant par avance. Que celui d'entre nous qui n'a jamais regardé de telles photos jette la première pierre ».

De son côté, l'*Independent* donne la parole à l'un de ces photographes, Brian Harris, qui écrit notamment : « En fait, nous sommes tous responsables de cette tragédie. Les lecteurs, les journalistes, les photographes et les propriétaires de journaux doivent endosser une partie des reproches. » Brian Harris cite ensuite une phrase célèbre : « Le public a la presse qu'il mérite ».

Ph. Br.

La « princesse du peuple » regrettée à travers le monde

« ELLE ÉTAIT la princesse du peuple et c'est ainsi qu'elle restera à jamais dans nos cœurs et nos mémoires » : en ces mots simples, le premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, a résumé l'état de choc dans lequel la mort brutale de Lady Diana a plongé le monde entier. De toutes les capitales de la planète, des plus riches aux plus pauvres, les messages attristés affluent au Palais de Buckingham pour exprimer l'émotion des peuples devant la disparition d'une femme dont le destin a capté l'imagination des gens. Même la télévision officielle chinoise, dans son journal du soir, s'est fait l'écho en fin d'édition de la mort de la jeune princesse, décrivant brièvement les circonstances et sa fuite devant les paparazzi.

Les réactions traduisent l'extraordinaire complexité de la personnalité de Lady Diana, qui, à la fois, comblait une soif universelle de romanesque et fascinait ceux qui la côtoyaient par son courage et sa capacité d'engagement, notamment dans les grandes causes humanitaires. Ses démêlés avec la famille royale britannique, avec les molochs de la presse à sensation, en ont fait une victime que la mort couronne d'un aura de mystère. Les imaginations débordent. La mort à ses cotés de son ami « Dodi » Al Fayed, fils d'un riche homme d'affaires musulman d'Égypte, bouleverse le monde arabe. Pour le petit peuple du Caire, rapporte les agences, Diana et « Dodi » ont été tués par ses services secrets britanniques qui ne pouvaient admettre leur liaison (lire page 3).

« NATION EN ÉTAT DE CHOC »

« Elle était une jeune femme de notre temps, chaleureuse, pleine de vie et de générosité. Sa mort tragique sera profondément ressentie car elle était une figure familière à chacun », a déclaré le président Chirac dans une déclaration publiée par l'Élysée pour exprimer à la famille et à ses enfants l'émotion de la France. Il n'est pas un grand de ce monde qui n'ait pas eu des mots émus pour sa dispari-

tion. En France, le premier ministre, Lionel Jospin, quittant l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle, est venu s'incliner devant la dépouille de la princesse, exprimant sa tristesse devant la fin tragique en France de « cette belle jeune femme, aimée par les gens, et dont les faits étaient scrutés, les faits et les gestes ».

Le choc en Grande Bretagne est immense. Tandis que la foule se pressait aux grilles du palais, la reine Elisabeth et le prince Charles, dans un communiqué officiel, ont fait savoir qu'ils étaient « anéantis ». « Nous sommes aujourd'hui une nation en état de choc », a déclaré le premier ministre Tony Blair. Diana, a-t-il dit, « était un être humain merveilleusement chaleureux et, si sa vie a souvent été affectée par la tragédie, elle a apporté joie et réconfort dans la vie de tant d'autres personnes en Grande-Bretagne et à travers le monde ».

« Nous l'aimions beaucoup » : le président Clinton, dans son lieu de villégiature de Martha's Vineyard, en Californie, a longuement traduit son émotion. « Nous admirions son travail au nom des enfants, au nom de ceux qui souffrent du sida, pour mettre fin au fléau des mines dans le monde et pour son amour pour ses enfants, William et Harry », a-t-il dit. Diana était une des figures les plus populaires aux États-Unis, où sa vie a inspiré de très nombreux documentaires et téléfilms. Le dernier, diffusé sur la chaîne CBS, « a princess in love » (une princesse amoureuse), avait enregistré une audience record. Là, comme en Europe, elle côtoyait beaucoup de monde, dans des milieux aussi divers que la politique, la culture, l'aide humanitaire. Elle était l'amie de Gianni Versace, le couturier italien assassiné cet été à Miami, et de Michael Jackson, qui a annulé le concert qu'il devait donner, dimanche soir, à Ostende.

Elle était également l'amie de mère Thérèse, dont elle a soutenu le travail pour les pauvres. C'était une personne « très bonne », « extrêmement compatissante envers les

pauvres », a déclaré à Calcutta le prix Nobel de la Paix. Son « engagement inlassable » a reçu l'hommage d'Emma Bonino, Commissaire européen à l'aide humanitaire, comme du secrétaire général des Nations unies, le ghanéen Kofi Annan, qui a estimé à Venise que la princesse « a apporté une contribution essentielle à l'allègement des souffrances, notamment parmi les plus pauvres, faibles et malades du monde entier ».

« CHASSÉE JUSQU'À LA MORT »

Les Nations unies ont notamment insisté sur l'engagement de Diana pour le bannissement des mines antipersonnel. Elle s'était encore rendue au mois d'août en Bosnie pour s'enquérir sur place des drames provoqués par les mines disséminées pendant la guerre. Le ministre britannique de la coopération a suggéré, dimanche, que le plus grand hommage à rendre à la princesse serait d'accélérer le processus d'Ottawa sur l'interdiction de ces mines.

Partout dans le monde, les circonstances de la mort de Lady Di ont également provoqué des interrogations sur le phénomène de la presse à sensation. « Les vautours chassent Diana jusqu'à la mort », titre en « Une » l'*Asian Age*, résumant les manchettes de la presse indienne. Alors que le débat est relancé en Grande-Bretagne sur la modification de la loi sur la presse, le chancelier Kohl, en Allemagne, a estimé, dimanche, que la princesse « a été victime d'une concurrence toujours plus brutale et dénuée de scrupules existant dans une partie des médias ». En France, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a estimé nécessaire « un code de bonne conduite » pour la presse. Jugeant que « la loi française était la plus protectrice » de la vie privée des personnes, la ministre a indiqué qu'elle n'avait pas l'intention de proposer de modifications législatives, mais a souhaité privilégier le débat avec la profession.

Henri de Bresson

La presse à scandales a relancé le phénomène des paparazzi

Nombre de personnalités demandent un durcissement de la législation

« **CETTE FILLE** a dû vivre l'enfer. » Pour la première fois, ce vieux routier des paparazzi doute. Il disait faire ce métier pour le plaisir, pour le jeu – et l'argent –, pour une partie de cache-cache avec les stars et starlettes, qui « *savaient que nous étions là* » et qu'il traquait durant les « *saisons* », Gstaad l'hiver et Saint-Tropez l'été. Mais, en cette fin d'été, il est K.-O. debout, cherche ses mots, ne comprend pas, depuis qu'un confrère l'a réveillé en pleine nuit pour lui annoncer « *que c'était grave* », que la vie d'une princesse s'était arrêtée net dans un souterrain sordide de Paris.

Un paparazzo se doit de rester secret comme « *le rat* » – surnom peu reluisant qu'on lui donne –, alors il préfère conserver l'anonymat. Il a compris aussi que sa profession est à un tournant et dénonce les journaux « *sans limite* », les jeunes qui réduisent le métier « *au constat d'adultère* », le lecteur qui s'indigne mais qui est le premier « *à se jeter sur la presse à scandales* ». Et de lâcher : « *Nous en prenons plein la gueule, mais finalement cette sale affaire va faire réfléchir tous ceux qui ont perdu le sens de la valeur des choses.* »

Notre paparazzo est l'auteur, il y a quelques années, d'une série montrant Sarah Fergusson, alors belle-sœur de Diana, dans un jardin secret de Saint-Tropez, en train de se faire tendrement triturer les doigts de pied par son « *conseiller financier* ». 10 millions de francs de vente. Pas blanc, le bonhomme, mais il a raison quand il dit que le métier a été bousculé. Il y a, en fait, toujours eu des « *images non autorisées* », comme on dit pudiquement dans la profession. Dans les années 60-70, ce fut la saga Jackie Kennedy - Onassis. Dans les années 70-80, la saga Monaco, et cette fameuse photo de Caroline en train d'embrasser le tennisman Guillermo Vilas sur une île paradisiaque. Et toujours des clichés sordides – l'actrice Romy Schneider surprénant des photographes « *déguisés en infirmiers pour prendre des photos d'un enfant mort, [son] fils David, sur son lit d'hôpital* ». Mais les enjeux sont aujourd'hui vertigineux, les prix ont grimpé, les photographes sont devenus plus agressifs, produisant des images qui n'ont jamais autant intéressé les journaux.

LONGUE TRAQUE

Quelques scandales récents illustrent cette évolution. Le 5 septembre 1996, deux hebdomadaires italiens ont publié, en version « *soft* » et « *hard* », des dizaines de pages représentant Daniel Ducruet, alors mari de Stéphanie de Monaco, en train de s'ébattre avec une strip-teaseuse belge. Scandale, divorce, procès. *Paris-Match* a choqué en publiant une photo de François Mitterrand sur son lit de mort. Patrick Poivre d'Arvor est, lui, accusé par un paparazzo de l'avoir séquestré, violenté et volé, durant l'été 1996, sur une île grecque – les deux protagonistes ont porté plainte l'un contre l'autre.

Mais sans doute rien n'a jamais égalé la longue traque de Lady Diana. Elle était l'ennemie numéro un des paparazzi du monde entier, surtout britanniques, qui estimaient que le personnage « *peisait* » « *plusieurs centaines de millions de francs par an* ». Les photos les plus spectaculaires, jusqu'au fameux baiser de cet été lors de son idylle avec le milliardaire Dodi Al Fayed, au large de la Sardaigne, ont été prises dans une salle de gymnastique londonienne. L'objectif avait été encastré dans le plafond par le propriétaire australien, qui, depuis, coule des jours heureux dans son pays natal. Surtout, « *Diana ne pouvait pas acheter une baguette de pain sans que la presse anglaise n'en fasse une couverture* ». Depuis son divorce, en août 1996, la traque des médias était encore plus intense. Un jour, elle fait appel à un passant pour forcer un paparazzo à rendre sa pellicule ; un autre, dans une cassette audio enregistrée à son insu, la princesse en pleurs avait supplié deux paparazzi de la laisser tranquille. Et Diana de confier qu'elle devait se cacher « *à l'arrière des voitures, effrayée à l'idée de sortir* ».

Il y a en Angleterre des journaux

à scandales – *News of the World*, *The Sun*, le *Mirror*, le *Daily Mail*, *The Express* – et des agences photo spécialisées – Big Pictures, Nunn, All Action – qui s'autorisent tout, tant la législation est la plus laxiste avec celle de l'Italie, et relèguent notre

bras de Caroline de Monaco, l'enfant d'Inès de la Fressange qu'un prêtre baptisait à un kilomètre...

Les « *rats* » ajoutent que leurs clichés bruts et flous sont « *des instants de vérité volés* » dans un monde où les personnalités im-

teur Luciano Pavarotti, en passant par nombre de personnalités politiques françaises et britanniques, viennent de s'élever pour faire cesser les atteintes à la vie privée. Des photographes de presse ont également accusé leurs confrères « *de ne pas faire un travail de photographes, mais un boulot de détectives* ». Sont également au banc des accusés les publications à gros succès populaires comme *Ici Paris*, *France Dimanche*, *Paris-Match* ou *Voici* et une presse anglaise qui aurait « *du sang sur les mains* », comme l'a déclaré le frère de Lady Di. En France, c'est surtout *Voici* qui est visé. L'hebdomadaire croule sous les procès, mais ce journal, rappelle Gilles Dreyfus, « *dégage des bénéfices de vente bien supérieurs aux dommages-intérêts que touchent les personnalités* ». Cet avocat a bien obtenu 200 000 francs pour Annie Duperey ou 300 000 francs pour Isabelle Adjani, avec parfois des publications judiciaires en couverture, mais le phénomène continue.

Le directeur du festival Visa pour l'image de Perpignan, Jean-François Leroy, note que « *ceux qui s'indignent, il ne faut pas qu'ils soient les premiers à acheter cette presse qui va s'acharner maintenant à montrer la douleur des enfants de Lady Di* ». C'est la raison pour laquelle l'organisation Reporters sans frontières appelle de ses vœux un « *débat de fond* ». Mais Gilles Dreyfus craint « *un festival de lâchetés. On dira que Lady Di n'avait pas à prendre un amant, qu'elle n'avait pas à se montrer au Ritz ; les photographes et agences diront que des journaux demandent ces images, et les journaux que les lecteurs en redemandent* ».

Reste que des voix multiples, du chancelier Helmut Kohl au chan-

posent à la presse une image poli-

cée, stéréotypée, pour assurer la

promotion d'un film, d'un disque, d'un livre. La presse populaire anglaise ne s'est pas privée d'épingler l'attitude de Diana, ravie de certaines photos « *quand ça l'arrangeait* ». C'est pourquoi le paparazzo Tony Fitoussi dénonce « *la vaste hypocrisie des stars et têtes couronnées qui étalent leur vie privée, sans pudeur aucune, dans la presse et en font commerce à coups de photos officielles* ». Comment leur donner tort – sur ce point – quand on sait que dès 1957 la famille Grimaldi avait vendu aux enchères les images de la naissance de Caroline de Monaco ?

Reste que des voix multiples, du chancelier Helmut Kohl au chan-

« SHOOTER » À 500 MÈTRES

« *J'ai dit un jour qu'il y aurait des morts*, affirme l'avocat de nombre de personnalités, Gilles Dreyfus, mais la presse et le public qui achète ces journaux ont trop longtemps considéré ces intolérables atteintes à la vie privée comme des plaisanteries. *J'ai des clients au bord de la folie*. » Et d'expliquer comment l'actrice Caroline Cellier a vu un hélicoptère – où se trouvait un paparazzo – s'approcher si prêt de sa maison que l'eau sortait de la piscine. Ou comment Charlotte Gainsbourg a découvert dans *Voici* qu'elle était enceinte...

En face, nombre de spécialistes de l'image vantent le travail d'investigation du paparazzi – ils possèdent des cartes de presse –, considéré comme « *le fondement du photojournalisme* » par Goksin Sipahioglu, patron de l'agence Sipa. La jeune génération traque sept jours sur sept, jour et nuit, se déguise, use de matériels sophistiqués pour « *shooter* » à 500 mètres et de micros pour écouter les conversations, loue des hélicoptères ou sous-marins, affectionne les gadgets électroniques. Une optique japonaise, comparable à « *un fût de canon* », a permis de saisir, dans les

Le poids de la presse people en France

● **Hachette Filipacchi Médias** (Lagardère) : la filiale presse du groupe Hachette édite cinquante et un magazines en France, dont les hebdomadaires *Paris-Match* (663 538 exemplaires), *France-Dimanche* (562 539 exemplaires) et *Ici Paris* (448 925 exemplaires). Hachette Filipacchi Médias aura pour directeur général, à compter du 15 septembre, Anne-Marie Couderc, ancien ministre (RPR) délégué pour l'emploi du gouvernement d'Alain Juppé. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 11,1 milliards de francs pour un résultat d'exploitation de 795 millions de francs. Le groupe vise 1 milliard de francs de résultat en 1999.

● **Prisma Presse** (Bertelsmann) : le deuxième groupe de presse en France, d'origine allemande, a été créé en 1978 par Axel Ganz. Il publie parmi ses treize titres les hebdomadaires *Gala* (319 614 exemplaires vendus chaque semaine), *VSD* (265 227 exemplaires) et *Voici* (661 715 exemplaires). En moyenne, en 1996, plus de huit millions de lecteurs ont lu chaque semaine l'un de ces trois magazines. Le chiffre d'affaires du groupe est de 3,3 milliards de francs en 1996, pour un résultat d'environ 300 millions.



Les chasseurs d'images redoutent d'être attaqués

APRÈS LA MORT de Lady Diana, les agences photographiques et les magazines qui publient leurs images sont en effervescence, occupés à préparer des numéros et pages spéciales sur « *le destin tragique d'une princesse* ». Les responsables de ces entreprises de presse affichent leur inquiétude. « *Les médias, les télévisions surtout, vont encore raconter des horreurs sur les paparazzi* », affirme, excédé, Goksin Sipahioglu, directeur de l'agence Sipa. Les standards de journaux et d'agences ont déjà enregistré nombre de « *messages d'insultes* » sur « *la presse de caniveau* », et « *les violeurs de vie privée* ».

Les agences photo disent attendre les résultats de l'enquête et s'inquiètent pour les sept photographes interpellés dont elles n'ont « *plus de nouvelles* ». Elles ajoutent que d'autres photographes, qui n'ont pas été interpellés, se trouvaient sur les lieux du drame. Des photos de l'accident seraient d'ailleurs proposées aux magazines pour 6 millions de francs, ont affirmé, dimanche 31 août, les responsables du tabloïd américain *National Enquirer* et du britannique *News of the World*, tout en refusant de les publier. A *Paris Match*, aussi, « *on ne publiera aucune photo volée* ».

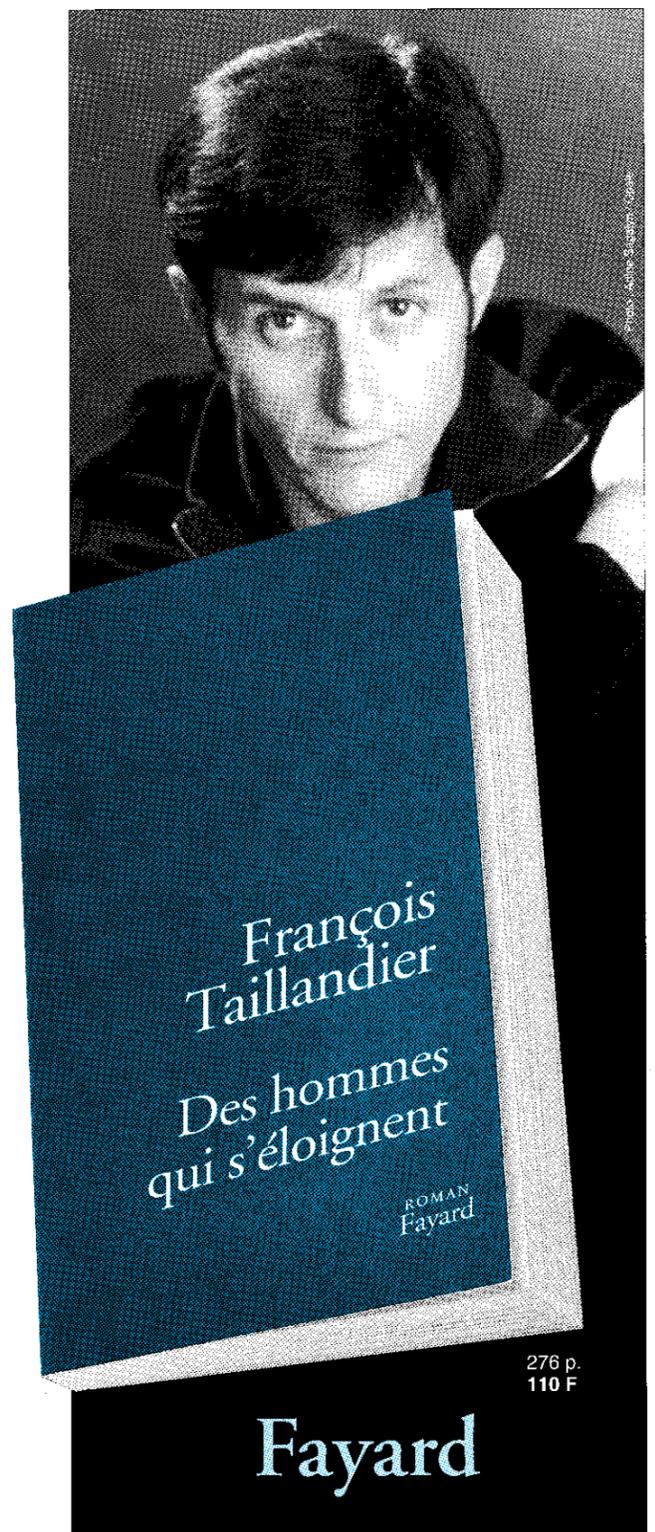
Dans les agences, l'embaras est évident, notamment parce que, outre des photographes travaillant pour les agences Stills (spécialisés dans le show-business) et Angeli (qui s'est fait une réputation dans « *le paparazzi* »), trois photographes interpellés opéraient pour Sygma, Gamma et Sipa, des agences de presse prestigieuses, plus réputées pour leurs images d'actualité que pour la diffusion de photos « *volées* ». Encore plus surprenante est la présence parmi les photographes arrêtés de Jacques Langevin, un photojournaliste chevronné, auteur d'un scoop célèbre lors de l'intervention militaire sur la place Tiananmen, à Pékin, et qui lui a valu nombre de prix.

Michel Cabellic, directeur de Gamma, dit vivre « *durement* » cette affaire, d'autant que les images de paparazzi représentent « *un secteur marginal* » – mais dans nombre de journaux, on rappelle que ces agences « *gagnent beaucoup d'argent avec les personnalités* ».

M. G.

Avant le drame, un baiser à 10 millions de francs

Durant tout l'été qui a précédé sa mort, Lady Diana a été beaucoup photographiée. Elle arrive avec ses deux enfants, autour du 20 juillet, à Saint-Tropez, « *là où vont tous les gens célèbres pour se montrer* », affirme un spécialiste. Une vingtaine de photographes la suivent. Début août, un paparazzi italien, Mario Brenna, prend le fameux baiser entre Lady Di et Dodi Al Fayed au téléobjectif, alors que le couple se trouve sur un bateau, au large de la Sardaigne. La série, qui aurait été vendue 4 millions de francs à la presse britannique (*Sunday Mirror*, *Daily Mail* et *Sun*), a été publiée en couverture de *Paris-Match*. Elle aurait fait, au total, 10 millions de francs de ventes. Lady Di retourne à Londres, puis à Saint-Tropez pour une journée, avant de gagner, en croisière, le port italien de Porto-Fino. Une cinquantaine de photographes sont sur le pied de guerre et de nouvelles images sont publiées. Le bateau regagne la Sardaigne. Le couple atterrit à l'aéroport du Bourget dans la journée du 30 août. L'accident mortel surviendra la nuit suivante.



276 p.
110 F

Fayard

Le chef historique de l'ex-FIS, Abassi Madani, veut arrêter « l'effusion de sang » dans son pays

L'appel au « dialogue » lancé par l'ONU suscite la colère du pouvoir algérien

L'appel au « dialogue » préconisé par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, après la tuerie de Raïs, au sud d'Alger, qui a fait entre 100 et

300 victimes en fin de semaine, selon les sources, a été jugé « inacceptable » par le gouvernement algérien. Sortant de son silence, le dirigeant histo-

rique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, a proposé de « lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang ».

L'AMPLEUR de la tuerie de Raïs, le petit village au sud d'Alger dont plus de 200 habitants, selon les témoignages recueillis sur place (98 officiellement), ont été massacrés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 août, a amené la communauté internationale à sortir de sa réserve, au grand dam du gouvernement algérien.

La réaction la plus vive est venue du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui, en visite samedi à la Mostra de Venise, a lancé « un appel à la tolérance et au dialogue ». « Les mots ne suffisent plus, a lancé Kofi Annan [...] et il nous est extrêmement difficile de prétendre que rien ne se passe, que nous n'en savons rien et que nous devons laisser la population algérienne à son sort. »

La prise de position de l'ONU – inhabituelle – a été diversement appréciée. Le dirigeant historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Abassi Madani, a saisi la balle au bond et a indiqué, samedi, dans une courte lettre à Kofi Annan, être prêt à demander « immé-

diatement » la fin des violences. Pour la première fois depuis sa libération, le 15 juillet, M. Madani, s'exprimant par l'intermédiaire de son fils, Abbas Salman, se dit « prêt à lancer un appel pour arrêter l'effusion de sang immédiatement et préparer l'ouverture d'un dialogue sérieux ».

Comme à leur habitude, les dirigeants algériens ont répliqué sèchement à la prise de position de l'ONU. Elle est « inacceptable », a estimé dimanche Alger, qui a chargé son représentant permanent à New York de « marquer [sa] désapprobation ». Les propos du secrétaire général des Nations unies sont « inacceptables car outrepassant les compétences du premier responsable d'une organisation mondiale fondée sur le respect de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures ».

A celle du secrétaire général de l'ONU, de nombreuses voix se sont jointes au cours du week-end pour déplorer la tragédie de Raïs. Tandis que le président Chirac a

dit son « indignation » face à de tels « actes de barbarie » et « sa sympathie pour le peuple algérien », le pape, depuis sa résidence de Castelgandolfo, a évoqué la « spirale injustifiable de la violence ». Le quotidien officiel du Vatican, *L'Osservatore romano*, s'est montré plus sévère, n'hésitant pas à dénoncer « la communauté internationale [qui] assiste depuis trop longtemps avec détachement à la tragédie systématique qui ensanglante la rive méridionale de la Méditerranée ».

De son côté, la Ligue arabe a condamné « les massacres sauvages commis par une clique à la dérive ». Un autre appel est venu des autorités religieuses d'El Azhar, au Caire, où siègent les plus hautes instances de l'islam sunnite. Dans un communiqué publié dimanche, elles exhortent « l'humanité et, plus particulièrement, les musulmans, à agir rapidement afin de sauver en Algérie les femmes, les enfants et les faibles, qui sont égorgés comme des animaux avant que leurs corps soient brûlés ». « L'islam

interdit de manière catégorique le meurtre, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants, de femmes et des personnes faibles et innocentes », rappelle le communiqué publié par l'agence de presse officielle égyptienne MENA.

Pendant ce temps, en Algérie, les autorités ont annoncé que le chef du Groupe islamique armé (GIA) de l'ouest algérien, Mustapha Akkal, avait été abattu par les forces de sécurité en fin de semaine dernière, avec trois de ses proches. L'homme, dont la tête était mise à prix pour l'équivalent de 300 000 francs, serait tombé dans une embuscade, selon le quotidien *La Tribune*. Ces derniers jours, selon la presse, près de 90 islamistes auraient été abattus par les forces de sécurité tandis que 19 personnes ont été assassinées à Miramar, sur la côte près d'Alger, et que 14 voyageurs ont été exécutés à un faux barrage dans la Mitidja, dans la nuit de samedi à dimanche.

J.-P. T.

Les Algériens de Paris, entre révolte, consternation et défaitisme

« DEPUIS que je l'ai appris, je passe sans arrêt de la révolte à la consternation, mais tout se brouille dès que j'essaie un tant soit peu d'analyser la situation. J'ai l'impression

REPORTAGE

« J'ai un pied ici, un pied là-bas, et les deux dans la merde »

« d'assister à la destruction totale de l'entité algérienne » : comme beaucoup d'Algériens de Paris, Aïcha – qui préfère taire son nom, pour ne pas mettre en péril la vie des siens restés à Alger – a appris avec stupeur les derniers massacres qui ont ensanglanté l'Algérie. « Un nouveau pas a été franchi dans l'horreur et nous sommes totalement démunis », dit cette femme de quarante ans dont la famille a déjà payé son écot tragique à la violence : un de ses oncles a été tué par une bombe piégée et un de ses cousins a été victime d'une balle perdue.

Dans un premier temps, les Algériens vivant à Paris hésitent à se confier au journaliste de passage.

Prudence élémentaire mais aussi pudeur et orgueil d'une communauté qui ressent de plus en plus mal cette « barbarie » qu'on lui colle à la peau. « Nous avons profondément honte de ce retour au Moyen Age, de ces gens qui ne respectent même pas les règles minimum de la guerre, qui tuent, qui violent, qui humilient », s'insurge Ali, réalisateur. « Nous allons encore en prendre plein la gueule, déjà qu'ici beaucoup considèrent tout Algérien comme un assassin en puissance », renchérit un de ses amis.

Alors, avant de répondre, Aïcha, Ali, Ahmed, Lamine, Djemal, venus d'horizons si différents, garderont tous un silence, d'une seconde ou de plusieurs minutes, le temps de brider l'émotion, toujours, la colère parfois, la haine, aussi, qui les étirent ; le temps de trouver les mots justes pour qualifier l'inqualifiable. Et si la mère d'Aïcha ne veut pas rompre ce silence, c'est, dit sa fille, « parce qu'elle ne peut imaginer que des frères », comme ceux de sa génération s'appelaient durant la guerre d'indépendance, s'entre-tuent ainsi ». « Ma mère, poursuit Aïcha, ne peut pas croire à ces massacres fratricides et veut leur donner une explication externe : ce serait la

faute des Américains, ou d'autres. » Et puis, quand ils acceptent de se confier, ils parlent, beaucoup et longuement. Chacun dans sa sphère. « Des vrais musulmans ne peuvent pas faire cela », dit l'un. « Des musulmans ne peuvent faire que cela », rétorquera l'autre, trois stations de métro plus loin. Communiste, se qualifiant en souriant de « fondamentaliste antireligieux », il vend des vignettes pour la Fête de l'Humanité.

Tous sont constamment en liaison avec l'autre côté de la méditerranée. « Pour ne pas nous affoler, parce qu'ils ont peur d'être écoutés, ou les deux à la fois, ceux qui sont là-bas ont tendance à minimiser les événements ; ils nous disent que " dans leur coin, ça va " », précisera Ahmed, rencontré à Barbès. « Or, ajoute ce professeur de littérature obligé de travailler dans un restaurant pour gagner sa vie, il suffit d'écouter les véritables SOS qu'ils nous lancent pour comprendre leur désespoir ; nous sentons bien que beaucoup d'entre eux aimeraient partir ». « Les gens commencent à avoir des sentiments de plus en plus égoïstes : il s'agit d'abord de sauver sa peau et d'espérer que les siens sortiront aussi sains et saufs du carnage », confie-t-il. Si ce vieux militant reconnaît qu'il devient « fataliste, comme si aucune solution n'était possible », il souhaite tout de même qu'un « combat total » soit déclenché « contre les deux mafias, les militaires et les islamistes ».

Les rumeurs qui circulent sont souvent fondées. Beaucoup évoquent ainsi la possibilité d'une reprise des assassinats individuels, ciblés, dont le nombre a diminué pour faire place aux massacres « collectifs ». « Ma famille reçoit de plus en plus souvent des coups de téléphone anonymes, avertissant que l'on aura ma peau, à Alger ou à Paris », confie un ancien responsable syndical.

« LES ISLAMISTES SE CACHENT »

S'il y a une unanimité dans cette communauté, si plurielle, des Algériens de Paris, elle se trouve dans la dénonciation commune du pouvoir et des terroristes. « Les islamistes rendent service au régime, car les violences empêchent toute contestation sociale, permettent aux mille familles de s'enrichir encore alors que le peuple vit dans des conditions de plus en plus dures », estime Ali. Pour Djemal, « ce ne sont pas les gens au pouvoir qui subissent les méfaits de la violence, c'est le peuple qui trinque ; le pouvoir a fait le lit des islamistes et continue à faire leur jeu. Comment pouvons-nous encore croire à la bonne foi démocratique d'un pouvoir qui truque les élections d'une manière si éhontée ? »

Autre constatation : « Aujourd'hui, les islamistes se cachent. » « D'abord parce qu'il est impossible de dire que l'on fait partie du GIA, mais aussi parce que, au temps de

Pasqua, les islamistes avaient obtenu des cartes de séjour à tout va », accuse Djemal. Et tous de poser la même question, terrible comme toutes les interrogations qui ne demandent pas de réponse : « Comment peut-on massacrer des dizaines, voire des centaines de personnes dans des conditions horribles, comment ce massacre peut-il se prolonger pendant des heures, sans que les forces de sécurité, pourtant cantonnées dans les environs, soient intervenues ? » « Souvent, les massacres ont lieu dans des villages qui avaient voté pour le FIS, alors, peut-être que le pouvoir veut leur faire la leçon : voilà ce que font vos anciens amis ! »

« HISTOIRE DE JOURNALISTES »

Les réactions des plus jeunes membres de la communauté sont totalement contradictoires. « Du vent, du cinéma, je n'y crois pas, c'est une histoire de journalistes », veut se persuader Fouad, qui se fonda dans la nuit de Barbès sur ses rollers. « L'Algérie, connais plus ! », semble dire Mohamed. Quelques secondes après, il affirmait qu'il n'en parle plus jamais avec ses amis, « sauf chaque fois qu'on se voit ! » « Beaucoup de ceux qui sont arrivés ces dernières années ou qui arrivent en ce moment sont complètement déboussolés », explique Ahmed. « Ici, explique-t-il, c'est un peu la gare de triage, on voit de tout : des « trabendistes » [les petits trafiquants] aux démocrates égarés, en passant par les flics de tout acabit, des gens des services secrets, ou même des fondamentalistes. »

Beaucoup de jeunes arrivent ici, clandestinement, après avoir emprunté des chemins souvent incroyables, comme cet étudiant qui a débarqué à Paris, après être passé par l'Australie. Ces enfants de la barbarie, des massacres islamistes et des rafles des « Ninjas » – les forces de sécurité – qui n'ont pratiquement connu de l'Algérie que des images de violence, de misère et de combine, ne veulent plus entendre parler de rien. « Trois bières, quelques cachets d'amphétamine ou de tout ce qui peut leur tomber sous la main, et ils vivent leur vie, comme pour rattraper le temps perdu de leur jeunesse évanouie », dit Ali. Contrairement aux immigrés de longue date, ils se savent dans une situation juridique précaire, redoutent une expulsion toujours possible. « J'ai un pied ici, un pied là-bas, et les deux dans la merde », résume Fouad.

Et puis, miracle dans cette désespérance d'une communauté qui ne croit plus en son pays d'origine, cette réflexion de Lamine et de Houari, dix-huit et seize ans : « De toute manière, on retournera là-bas, et si la situation n'évolue pas, on la fera évoluer, pour pouvoir vivre tranquillement chez nous. »

José-Alain Fralon

Les pays d'Afrique de l'Ouest refusent une solution militaire en Sierra Leone

L'option prônée par le Nigeria a été écartée

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

La Sierra Leone fera l'objet d'un embargo strict de la part de ses voisins ouest-africains, mais les chefs d'Etat de la région se sont refusés, samedi 30 août, à autoriser une intervention militaire visant à chasser le régime putschiste en place à Freetown depuis le 25 mai.

Réunis en sommet à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) n'ont pas accédé à la demande du président sierra-léonais Ahmad Tejan Kabbah, qui souhaitait qu'une force régionale lui rende le pouvoir, confisqué par une junte militaire. Cette modération va également à l'encontre de la politique du Nigeria, qui dispose déjà de 4 000 hommes en Sierra Leone et souhaitait une solution militaire à la crise.

Bien sûr, le général Sani Abacha a été reconduit à la tête de l'organisation régionale, et aucun des participants n'a ouvertement remis en cause le rôle dirigeant du Nigeria. Mais les seize chefs d'Etat présents ou représentés à Abuja se sont seulement déclarés prêts à « déployer tous les efforts pour résoudre pacifiquement la crise en Sierra Leone ». A cet effet, ils ont demandé le renforcement de l'embargo contre la Sierra Leone. Celui-ci est déjà théoriquement en vigueur, ce qui n'a pas empêché le port de Freetown d'accueillir, depuis le putsch, plusieurs cargos chargés de riz ou de pétrole.

Depuis les affrontements du 2 juin, des escarmouches ont opposé les troupes nigérianes et guinéennes présentes en Sierra Leone aux forces putschistes, qui fé-

dèrent la grande majorité de l'armée régulière et les guerilleros du Front révolutionnaire uni (RUF). Cette tension, que les autorités nigérianes auraient voulu voir déboucher sur un affrontement ouvert, risque de durer, d'autant que le statut des troupes étrangères en Sierra Leone reste confus. Le général Abacha aurait voulu une Ecomog 2, reprenant le nom de la Force d'interposition au Liberia. Dans ce pays voisin de la Sierra Leone, l'Ecomog, mandatée par les Etats ouest-africains et composée essentiellement de militaires nigériens, a assuré la sécurité des récentes élections au terme d'une guerre civile de sept ans.

ACTIVISME DU GÉNÉRAL ABACHA

La création d'une Ecomog en Sierra Leone aurait été un premier pas vers la création d'une force d'interposition régionale, un projet cher au Nigeria, seul pays de la Cedeao capable d'entretenir pareil dispositif. Mais, si l'on a noté un réchauffement des relations entre le général Abacha et ses pairs francophones de la Cedeao, ces derniers ne souhaitent pas lui concéder sans contrepartie le leadership militaire et politique dans la région. D'autant que la situation intérieure au Nigeria continue d'être instable. L'activisme du général Abacha pour la démocratie en Sierra Leone ne s'est pas accompagné d'un assouplissement à l'égard des opposants nigériens. Dimanche encore, à Lagos, les forces de sécurité ont empêché le lancement d'un livre consacré à Moshood Abiola, le vainqueur présumé de l'élection présidentielle de 1994, toujours détenu sans jugement.

Thomas Sotinel

Plusieurs milliers de personnes fuient leurs foyers au Kenya

NAIROBI

de notre correspondant

Des dizaines de milliers de personnes ont fui leurs foyers, ces derniers jours, craignant une reprise des violences politico-ethniques autour de Mombasa, sur la côte kényane. Dimanche 31 août prenait fin un ultimatum du président Daniel Arap Moi, qui avait ordonné aux auteurs de l'attaque d'un poste de police, le 13 août, de rendre les quarante fusils subtilisés. Les habitants de Likoni, où a eu lieu l'agression, ont déserté la région – une zone qui compte près de cent vingt mille personnes –, effrayés par un possible retour des bandes qui terrorisent les résidents natifs de l'intérieur du pays et par les exactions des forces de l'ordre.

Un député de l'opposition, Salim Mwavumo, élu de Likoni, a demandé dimanche au gouvernement kényan de retirer ses forces paramilitaires qu'il accuse de brutaliser les civils sous prétexte de rechercher les armes à feu, dont une dizaine seulement ont été récupérées. L'église catholique a demandé aux autorités de « mettre fin à la purification ethnique ».

Plusieurs localités ont été attaquées depuis le 13 août par des groupes armés qui ordonnent aux étrangers de la bande côtière de retourner dans leur région. Quarante-sept personnes ont été tuées et des dizaines de maisons ont été incendiées. Plus de deux mille cinq cents personnes se sont réfugiées à la mission catholique de Likoni et cinq cents à la cathédrale de Mombasa. La plupart des fuyards sont hébergés chez des amis ou des parents.

L'opposition et le pouvoir s'accusent mutuellement d'être à l'origine de ces violences. L'ultimatum adressé aux bandits a par ailleurs été repoussé de dix jours. « Ce report signifie simplement que davantage de personnes vont fuir, a déclaré au Monde l'archevêque de Mombasa, Mgr John Njenga. Il y a des gens au gouvernement qui savent où se trouvent les armes vo-

lées, a-t-il expliqué. Et l'ultimatum a pour unique conséquence d'effrayer la population. » Selon l'archevêque, ces violences sont d'origine politique et ont pour but de donner un avantage à la KANU (le parti au pouvoir) lors des élections prévues avant la fin de l'année.

AUTODÉFENSE

En 1992, seules trois circonscriptions sur les vingt de cette province avaient élu un député de l'opposition. Deux d'entre elles ont été touchées par les récents troubles, et, dans la troisième, celle de Changamwe, les habitants organisent leur propre défense en prévision d'une attaque.

Les événements rappellent ceux qui avaient ensanglanté la province de la Rift Valley avant le scrutin de 1992, au moment où des responsables de la KANU, refusant le multipartisme imposé par les donateurs, réclamaient la *majimboisme* (« fédéralisme » en swahili). Deux mille personnes avaient été tuées et trois cent mille étrangers à la Rift Valley chassés des terres des Masais et des Kalenjins – la tribu du président Moi. L'opposition, réunie au sein de l'Assemblée pour une convention nationale (NCA), veut obtenir des « élections minimum permettant des élections libres et honnêtes » avant le prochain scrutin, et prépare une série de manifestations. De son côté, le gouvernement refuse de reconnaître la légitimité de la NCA (qui n'a pas été élue) et, dans ce qui est perçu comme une tentative de diviser ses adversaires, a créé un Comité parlementaire pour le dialogue formé des députés des deux bords.

L'insécurité dans la région de Mombasa a frappé de plein fouet l'industrie touristique du Kenya, qui est sa première ressource en devises (370 millions de dollars en 1996). Les hôtels de la côte enregistrent jusqu'à 60 % d'annulations des réservations.

Jean Hélène



CALOR. ROWENTA. SEB. TEFAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE

(en millions de francs)	30.06.1997	30.06.1996
Ventes	5 129	4 387
Résultat opérationnel	396	340
Résultat courant	351	295
Bénéfice net	125	119
Bénéfice net part du Groupe	101	121
Bénéfice net + amortissements	340	334

Extraits du message du Président Jacques Gairard :

« Au cours de ce premier semestre l'événement majeur pour le Groupe SEB est la prise de contrôle amicale de la société Arno, leader du marché brésilien du petit électroménager... »

« Je vous annoncez fin février une croissance des résultats de 10 % pour l'ensemble de l'exercice. Malgré l'impact sur les résultats semestriels, des ventes médiocres en France et en Allemagne, je reste très confiant et confirme cet objectif de croissance du résultat opérationnel. A cela s'ajoutera la contribution positive de l'acquisition d'Arno. Toutefois, l'alourdissement d'environ 40 millions de francs de l'impôt sur les sociétés en France atténuera l'effet de cette croissance au niveau du bénéfice net. »

« Ainsi le Groupe continue sa progression et investit pour se doter, sur tous les principaux marchés du monde, d'un réseau garant de sa croissance à long terme... »

Le rapport semestriel sera disponible à partir du 12 septembre (Tél. 04.72.18.16.40 - Fax 04.72.18.15.99).

3615 Information *SEB - Ecofil : 3615 COB
Site Internet : <http://www.groupeseb.com>

Les dirigeants grecs s'inquiètent du blocage des contacts avec la Turquie

Les tensions sont ravivées au sein du Pasok, le parti socialiste au pouvoir

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, devait recevoir, mardi 2 septembre, le chef de la diplomatie turque, Ismael

Cem, à un moment où les contacts entre Ankara et Athènes semblent une nouvelle fois dans l'impasse, malgré la « déclaration de Madrid »,

qui devait servir de base à un règlement des différends entre les deux pays, sur la mer Egée et Chypre.

ATHÈNES

de nos envoyés spéciaux

« L'esprit de Madrid » a-t-il déjà cessé de souffler ? Quelques semaines seulement après que le président turc Suleyman Demirel et le premier ministre grec Costas Simitis eurent signé le 8 juillet à Madrid, à l'occasion du sommet de l'OTAN, une déclaration commune, véritable pacte de non-agression, les relations entre les deux pays se retrouvent dans une impasse. Les déclarations répétées de Bülent Ecevit, vice-premier ministre turc, à propos de Chypre ou du différend territorial entre Athènes et Ankara, ont jeté un froid dans les milieux dirigeants grecs. Sans doute n'a-t-on pas oublié à Athènes que le social-démocrate Bülent Ecevit était premier ministre quand l'armée turque est intervenue à Chypre en juillet 1974. Mais ses propos dénonçant les futures négociations d'adhésion entre la République de Chypre (grecque) et l'Union européenne, ou louant la magnanimité des Turcs qui ont laissé aux Grecs la « ville turque » de Salonique, lieu de naissance de Kemal Attatürk, ont ravivé l'hostilité des opposants à la ligne Simitis à l'intérieur du Pasok, le parti socialiste au pouvoir.

Depuis les élections de septembre 1996 qui l'ont confirmé à la direction du gouvernement, Costas Simitis a multiplié les initiatives pour désamorcer le conflit gréco-turc, que ce soit à propos

de la mer Egée ou de Chypre. Dès le moment où il avait succédé au vieux nationaliste Andréas Papan-dréou, en janvier 1996, il avait été rudement mis à l'épreuve par une tentative de débarquement turc sur l'îlot désert mais contesté d'Imia. Depuis, il n'a eu de cesse de renouer le contact avec Ankara, et la déclaration de Madrid, signée par les deux parties sous la pression amicale des Américains, représente dans son esprit une étape importante. Celle-ci devait être suivie d'autres, auxquelles travaille le ministère grec des affaires étrangères, encouragé par une assez large convergence de vues entre Théodore Pangalos, le chef de la diplomatie d'Athènes, et son collègue turc, Ismael Cem.

ÉCHEC « PRÉVISIBLE »

La déclaration de Madrid, qui exclut de « recourir à la force ou [de] menacer d'en faire usage » subira-t-elle le même sort que les déclarations de bonne volonté signées naguère à Davos entre Andréas Papan-dréou et l'ancien président turc Turgut Ozal ? L'échec des pourparlers intercommunautaires sur Chypre au début du mois d'août était « prévisible et gérable », dit-on à Athènes, mais la surenchère de Bülent Ecevit, à laquelle la perspective de nouvelles élections turques n'est sans doute pas étrangère, complique la tâche de Costas Simitis et de ses amis. Dans un entretien à l'hebdomadaire *To Vima*, Théodore

Pangalos s'en prend vertement à la Turquie, accusée de faire « comme d'habitude, en parlant comme le souhaitait la communauté internationale sur un plan très général puis en mettant en doute, sur des points concrets, ses engagements ».

Les rivaux du premier ministre au sein du Pasok et les nostalgiques du « papandréisme » ont ainsi l'occasion de dénoncer la « naïveté » de M. Simitis dans son approche des « questions nationales ». Le chef du gouvernement et président du Pasok s'attend à une vive opposition interne lors de la réunion spéciale du comité central de son parti, qui doit être consacrée à la fin de septembre aux relations avec la Turquie.

Au sein même du gouvernement, la « ligne Simitis » ne fait pas l'unanimité. Les anciens concurrents du premier ministre pour la direction du parti font entendre leur différence. Gerasimos Arsenis, ministre de l'éducation et ancien responsable de la défense, a estimé, pour s'en plaindre, que la déclaration de Madrid « légalise pour la première fois les revendications de la Turquie ». Son successeur au ministère de la défense, Akis Tsohatzopoulos – par ailleurs un des barons du papandréisme –, qui n'avait pas été mis dans la confiance de la réunion de Madrid, a approuvé la déclaration en rappelant les « principes intangibles » de la politique grecque (délimitation du plateau

continental, extension des eaux territoriales, règlement du problème chypriote) et en soulignant la nécessité de ne rien changer à la politique de défense (y compris au budget militaire, un des plus élevés par rapport au PNB des pays occidentaux).

REFUS DU DIALOGUE

Costas Simitis a donné une satisfaction au moins verbale à son ministre de la défense, ce qui ne veut pas dire que sa marge de manœuvre soit nulle. Sur Chypre sa position est nette : la Grèce mettrait son veto au prochain élargissement de l'UE si l'entrée de la République de Chypre était refusée pour des raisons politiques. Sur les autres points, il faut faire preuve d'imagination. Officiellement, Athènes rejette tout dialogue aussi longtemps qu'Ankara maintiendra des revendications sur les îles de la mer Egée. Mais comment négocier en l'absence de dialogue ? C'est pour sortir de cette impasse que les deux pays ont, sur proposition de l'Union européenne, désigné chacun deux sages qui doivent, séparément, faire le point sur les sujets de frictions. Une rencontre des quatre sages pourrait marquer une étape supplémentaire dans la politique des petits pas inaugurée à Madrid, mais Théodore Pangalos l'a exclue dans la situation actuelle. Début novembre, une grande réunion au sommet organisée en Crète sur l'avenir des Balkans devrait être l'occasion d'une première rencontre entre Costas Simitis et le chef du gouvernement turc, Mesut Yilmaz. On pourrait même envisager que les « tables de la loi » de la politique grecque soient laissées de côté « dans une situation nouvelle permettant de trouver une ligne commune ».

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les tenants de la « politique Simitis », qui semble répondre aux attentes implicites d'une grande partie de l'opinion grecque, ne veulent pas croire à la répétition tragique de l'Histoire. Ils espèrent que de nouvelles élections amèneront au pouvoir en Turquie un gouvernement stable, enfin dégagé des surenchères nationalistes.

Didier Kunz
et Daniel Vernet

Polémique entre Athènes et Rome à propos de Chypre

PARMI les pays qualifiés pour ouvrir des négociations d'adhésion à l'Union européenne, dès le 1^{er} janvier 1998, se trouve Chypre. Mais l'île, toujours divisée entre la République de Chypre, dirigée par les Chypriotes grecs, et la zone turque, occupée par l'armée d'Ankara depuis 1974 et reconnue seulement par la Turquie, va représenter un véritable casse-tête pour les dirigeants européens. La Turquie a en effet menacé de distendre ses relations avec Bruxelles si seule la République de Chypre était admise dans l'UE, tandis que la Grèce brandit son droit de veto contre l'ensemble du prochain

élargissement si Chypre est recueillie pour des raisons politiques, autrement dit si la division de l'île est un motif de rejet.

Après l'échec des pourparlers au début du mois d'août à Glion-sur-Montreux, en Suisse, la présidence luxembourgeoise de l'UE a appelé les dirigeants des deux communautés à reprendre les contacts. « La position adoptée par Rauf Denktaş [chef de la République auto-proclamée de Chypre du Nord], qui conditionne la poursuite des discussions au gel des négociations d'adhésion de Chypre, n'est pas acceptable », déclare la présidence au nom des Quinze.

En principe, les pays de l'UE ne reconnaissent qu'un interlocuteur, la République de Chypre. Mais des propos prêtés au ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, qui – selon Reuter – a affirmé après un entretien avec son collègue turc Ismael Cem, que « Nicosie ne représente pas Chypre dans son intégralité » et que l'Union devra trouver « une formule permettant d'impliquer l'autre partie », ont suscité les protestations de la Grèce. « Il doit être reconnu qu'il y a deux Républiques à Chypre, deux entités, deux gouvernements », aurait déclaré M. Dini.

Un Israélien a été condamné pour espionnage en Egypte

LE CAIRE

de notre correspondant

La Cour de sécurité de l'Etat du sud du Caire a condamné dimanche 31 août à quinze ans de travaux forcés pour espionnage, Azam Azam, un arabe israélien de

35 ans d'origine druze. Le tribunal a aussi condamné aux travaux forcés à perpétuité un enseignant égyptien, Emad Abdel Hamid Ismaïl. Deux arabes israéliennes, Zahra Youssef Jreis et Mona Ahmad Chawahna, ont été condam-

nées à la même peine, mais par contumace.

Azam Azam, qui travaillait dans l'usine de textile égypto-israélienne Tefron au Caire, avait été arrêté le 6 novembre 1996 sous l'accusation d'avoir transmis des

informations secrètes écrites avec une encre sympathique sur un sous-vêtement aux deux arabes israéliennes. Ces dernières, qui avaient déjà quitté le territoire, ont été accusées d'avoir recruté Ismaïl pour leur fournir des informations sur l'armée égyptienne.

La presse égyptienne qui a accordé une large couverture à l'affaire affirmait que les trois Israéliens étaient des agents du service de renseignements israélien, le Mossad. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou et son chef de diplomatie David Lévy se sont adressés à de nombreuses reprises au président Moubarak pour qu'il libère Azam Azam. Le raïs a toujours refusé d'intervenir en indiquant que c'était au tribunal de trancher.

Le verdict de la Cour de sécurité de l'Etat a provoqué de vives réactions en Israël où un communiqué du premier ministre a assuré qu'il s'agissait « du développement de plus sérieux des relations avec l'Egypte » depuis longtemps. Le communiqué a ajouté que M. Nétanyahou a affirmé que « Azam est innocent et ne devrait pas rester en prison, pas même une journée ». Le premier ministre a, une nouvelle fois, téléphoné au président Moubarak pour obtenir sa libération. Le frère du condamné, Sami Azam, a indiqué qu'il fera également appel auprès du raïs. L'avocat du condamné égyptien a, quant à lui, estimé que son client et Azam sont « les victimes des mauvaises relations égypto-israéliennes ».

Alexandre Buccianti

CNN acquittée après son reportage sur l'excision

Un tribunal du Caire a débouté samedi 30 août un avocat égyptien qui réclamait 500 millions de dollars de dommages-intérêts à la chaîne américaine CNN pour avoir terni « l'image de l'Egypte » en diffusant il y a trois ans un reportage sur l'excision d'une fillette. Le tribunal a jugé « irrecevable » la plainte au motif que l'avocat n'était pas concerné par l'affaire. Le juge a également refusé d'accorder une indemnité de 250 millions de dollars pour le père de la fillette estimant que « l'excision de sa fille a été filmée avec son autorisation ».

Ce procès avait été intenté en 1994 contre la chaîne d'information et une journaliste égyptienne indépendante, Nevine Yéhia, à la suite de la diffusion d'un reportage aux images insoutenables d'un barbier pratiquant une excision avec un rasoir. En Egypte, la majorité des femmes ont subi l'ablation du clitoris et des petites lèvres vers l'âge de 10 ans. Des dizaines de fillettes meurent chaque année, faute d'hygiène. – (AFP)

L'Unita a commencé à rendre des territoires en Angola

LUANDA. Les anciens rebelles de l'Unita ont annoncé, dimanche 31 août, qu'ils se plieraient aux exigences des Nations unies. Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé jeudi d'imposer, à partir du 30 septembre, un embargo sur les déplacements des membres de l'Unita et la fermeture de ses bureaux à l'étranger, à moins qu'elle ne s'engage « concrètement et irréversiblement » à respecter ses obligations. Le mouvement de Jonas Savimbi continue de contrôler de vastes régions du pays, notamment des mines de diamants. « Nous rendons tous les territoires en notre possession », a indiqué Horacio Junjuvili, un délégué de l'Unita. Deux zones clés dans le nord-est du pays, autour de Lusamba et de Bailundo, sont toujours aux mains de l'Unita. L'ONU a indiqué que les rebelles avaient rendu, samedi, vingt-cinq zones moins importantes. Un officier déserteur de l'Unita, Miguel Florentino Sawimbu, a accusé dimanche le mouvement de M. Savimbi d'envisager de reprendre la guerre et d'avoir engagé des mercenaires blancs lourdement armés. – (AFP, Reuter.)

Le roi Sihanouk s'oppose à une nouvelle dictature au Cambodge

PHNOM PENH. De retour au Cambodge pour une « mission de paix » après un long séjour à Pékin, le roi Norodom Sihanouk a affirmé, dimanche 31 août, qu'il n'accepterait jamais l'installation d'une dictature dans son pays deux mois après le coup de force de Hun Sen qui a écarté du pouvoir son fils, le prince Ranariddh. « Ma position est claire : je défends les droits de l'homme. Je ne peux pas accepter l'établissement d'un régime dictatorial au Cambodge », a déclaré le roi à Siem Reap. De leur côté, les Khmers rouges ont salué en la personne de Norodom Sihanouk « un roi patriote » et « le ciment de l'unité nationale ». Ces dernières semaines, les Khmers rouges ont aidé les forces royalistes fidèles à Ranariddh à combattre dans le nord-ouest du pays les troupes gouvernementales de Hun Sen et ce, bien que le prince ait démenti tout accord formel avec les rebelles. – (Reuter)

Discussions entre l'Ouganda et le Soudan à Pretoria

PRETORIA. Un sommet d'une journée entre les présidents ougandais Yoweri Museveni et soudanais Omar El Bachir s'est tenu dimanche 31 août à Pretoria sous l'égide de leur homologue sud-africain Nelson Mandela, qui tente de réduire les tensions entre les deux pays. Cette rencontre a été organisée à la demande de Khartoum, qui s'efforce de rompre son isolement diplomatique. Après la réunion, M. Mandela a fait état de « légères tensions » entre les deux parties même si « des progrès ont été faits ». Le chef d'Etat a fait valoir que les discussions se trouvent « à un stade extrêmement délicat et que le problème avec ce type de sujets est qu'une avancée n'est possible que si la confidentialité est observée ». Les deux pays s'accusent mutuellement de soutenir les mouvements rebelles présents sur leur territoire. Les rebelles du sud-Soudan, majoritairement chrétiens et animistes, luttent depuis des années contre le régime militaro-islamiste de Khartoum. – (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CUBA : le voyage du pape du 21 au 25 janvier 1998** aura « une dimension politique », a souligné samedi 30 août le cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane, en mettant cependant en garde contre « les spéculations dans un sens ou un autre » concernant l'attitude du chef de l'Eglise vis-à-vis du régime cubain. Mgr Ortega a ajouté que ce premier séjour du pape fera naître chez les Cubains des « attitudes très nouvelles, très changées ». – (AFP)

EUROPE

■ **RUSSIE : le président Boris Eltsine** a confirmé, lundi 1^{er} septembre, qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. « C'est en l'an 2000 que mon mandat se termine, et je ne vais plus me présenter », a-t-il déclaré, ajoutant qu'une femme pourrait un jour prendre sa place au Kremlin. « Une femme peut aussi être président », a affirmé M. Eltsine, cité par l'agence Itar-Tass. – (AFP)

■ **MACÉDOINE : un officier de police macédonien** a été tué et deux autres ont été blessés, samedi 30 août, lors d'un affrontement avec un groupe d'une cinquantaine d'Albanais armés, infiltrés en Macédoine. Trois d'entre eux ont également été blessés, a annoncé la police de Skopje. Cent sept incidents ont été enregistrés à la frontière entre l'Albanie et la Macédoine depuis l'explosion des troubles en Albanie au mois de mars, a indiqué le ministère macédonien de l'Intérieur. – (AFP, AP)

■ **ITALIE-ALBANIE : le président du Conseil italien**, Romano Prodi, a décidé, dimanche 31 août, de reculer de trois mois la date-butoir, initialement le 31 août, pour le rapatriement des quelque 10 000 Albanais réfugiés sur le territoire italien pendant les troubles du printemps. Une aide financière de 210 milliards de lires (720 millions de francs) étalée sur trois ans, et destinée notamment à la reconstruction de structures sanitaires et scolaires, sera octroyée à Tirana. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : un Israélien de soixante treize ans**, qui avait été blessé le 30 juillet au cours du double attentat suicide à Jérusalem, est décédé samedi 30 août. Ce décès porte à dix-sept le nombre de morts, dont les deux kamikazes toujours non identifiés, dans cet attentat qui s'est produit sur le marché Mahané Yéhouda, en plein centre de Jérusalem. – (AFP)

■ **L'influent ministre des infrastructures**, Ariel Sharon, « faucon » de la droite israélienne, a déclaré samedi 30 août à la radio qu'il était « impossible » de faire la paix avec Yasser Arafat. Le ministre, qui a récemment qualifié M. Arafat de « criminel de guerre », a toutefois ajouté croire en la possibilité d'un accord avec les Palestiniens. – (Reuter)

■ **IRAN : un Iranien condamné à mort** par un tribunal militaire pour espionnage au profit des Etats-Unis a été exécuté par pendaison la semaine dernière, a annoncé lundi 1^{er} septembre l'agence IRNA. Siavoch Bayani, dont l'arrestation n'a jamais été annoncée officiellement, a été condamné pour avoir transmis « des informations militaires confidentielles » aux services de renseignement américains. – (AFP)

AFRIQUE

■ **CONGO-KINSHASA : Laurent-Désiré Kabila** a fustigé, samedi 30 août, l'enquête de l'ONU sur les massacres de réfugiés rwandais, la qualifiant d'« ingérence étrangère ». Il s'exprimait devant ses partisans qui manifestaient dans les rues contre les enquêteurs de l'ONU, toujours empêchés d'accomplir leur mission par Kinshasa. – (Reuter.)

MAGHREB

■ **BERBÈRES : les premières assises berbères** de Tafira (îles Canaries) ont été marquées par la polémique et la confusion la plus totale, a-t-on appris de sources proches des congressistes. Les participants n'arrivent pas à désigner le nouveau président du Congrès mondial amazigh (CMA), une organisation transnationale basée à Paris. Ils n'avaient réussi à élire, dimanche 31 août, qu'un conseil fédéral composé de dix Algériens, dix Marocains, dix membres de la diaspora, quatre Canariens, trois Touaregs et deux Libyens. – (AFP)

Manière de voir **LE MONDE** diplomatique

Le trimestriel édité par

OFFENSIVES DU MOUVEMENT SOCIAL

Au sommaire :

- Le retour du politique, par **Ignacio Ramonet**.
- Le monde du travail interdit de télévision, par **Gilles Balbastre** et **Joëlle Stechel**.
- Le modèle allemand contesté, par **Matthias Greffrath**.
- Les travailleurs coréens à l'assaut du « dragon », par **Laurent Carroué**.
- La régression au cœur des négociations collectives, par **Adeline Toulhier**.
- Grande-Bretagne : bons indices économiques pour un pays en voie de dislocation, par **Richard Farnetti**.
- Mythes et réalités de la concurrence asiatique, par **Guilhelm Fabre**.
- Grèves brisées des ouvriers américains, par **Thomas Frank** et **David Mulcahey**.
- Pour une redistribution des emplois, par **Jacques Le Goff**.
- Construire l'internationalisme syndical, par **George Ross**.
- Repenser les activités humaines, par **Jacques Robin**.
- A la conquête des droits sociaux, par **Christian de Brie**.
- Et autres...

GOVERNEMENT L'université d'été du Parti socialiste, réunie à La Rochelle, s'est achevée, dimanche 31 août, sur un discours de Lionel Jospin, premier ministre et, jusqu'au

congrès convoqué à Brest fin novembre, premier secrétaire du parti. M. Jospin s'est employé à justifier le « réalisme » mis en œuvre par son gouvernement depuis trois mois,

particulièrement sur le dossier de l'immigration. ● LES DIRIGEANTS du PS ont veillé à donner de leur parti, trois mois avant son congrès, une image d'unité, sans s'interdire pour

autant de suggérer au gouvernement certaines mesures en faveur de l'emploi, notamment. ● LA PRÉPARATION du congrès de Brest va démarquer avec la publication des diverses

« contributions », qui dessineront les contours d'une majorité au sein de laquelle le futur premier secrétaire, le jospiniste François Hollande, pourra s'appuyer sur 51 % du parti.

Lionel Jospin espère un « consensus républicain » sur l'immigration

Devant les militants réunis à La Rochelle pour l'université d'été du PS, le premier ministre a défendu sa politique « réaliste » et nié tout reniement au sujet des lois Pasqua et Debré. Les socialistes ont tenu à donner une image d'unité trois mois avant leur congrès de Brest

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Ni drame, ni fête, ni chahut, ni enthousiasme : l'université d'été du Parti socialiste, qui a réuni huit cent cinquante stagiaires pendant deux jours et demi à La Rochelle, s'est réveillée, à la différence de celle de 1996, sage et calme. En présence de dix ministres, les socialistes ont voulu donner d'eux-mêmes une image responsable, évitant toute contestation du gouvernement, non sans faire entendre cependant, à moins de trois mois de leur congrès de Brest, leur petite musique. Ils ont surtout voulu affirmer leur unité.

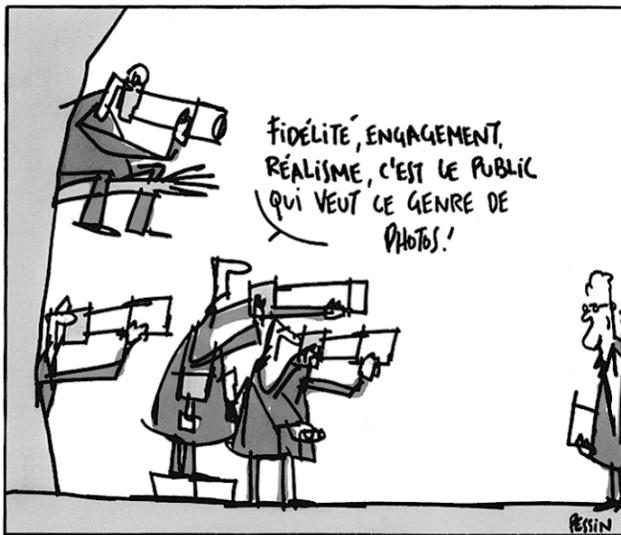
L'image en a été donnée, dimanche 31 août, lors des discours de conclusion de François Hollande, premier secrétaire délégué, et de Lionel Jospin, premier ministre et premier secrétaire en titre. Au premier rang, assis côte à côte, souriants et détendus, Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Martine Aubry, Daniel Vaillant, Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Moscovici, les principaux protagonistes du congrès de Brest, ont ostensiblement et à plusieurs reprises applaudi, de concert, tant M. Hollande que M. Jospin, surtout lorsqu'ils ont évoqué le rôle du PS et la nécessité de son « rassemblement » (lire ci-dessous). Costume sombre et cravate noire tachetée devant des stagiaires en tenue d'été, le premier ministre, arrivé à Rochefort la veille au soir, venait de faire un aller-retour à Paris pour s'incliner devant la dépouille mortelle de lady Diana.

Anticipant le prochain congrès en défendant son bilan de presque cent jours, en illustrant son « réalisme de gauche » et en esquissant un projet de société autour de la notion d'« équilibre », M. Jospin est revenu longuement sur les critiques, « à la fois confuses et excessives », émises chez les jeunes socialistes et par la Gauche socialiste sur la non-abrogation des lois Pasqua-Debré. « Je ne crois pas, a-t-il martelé, que le débat formel sur l'abrogation ou non des lois Pasqua-

Debré ait concrètement un sens, car celles-ci ne sont que des amendements dispersés dans l'ordonnance de 1945. C'est ce texte fondateur du droit des étrangers que nous devons, à notre tour, amender. » « Nos projets de loi, a-t-il ajouté, changeront profondément la législation et supprimeront des dispositions essentielles des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré. Même M. Debré finira bien par s'en apercevoir ! »

« MOINES COPISTES »

Se livrant à un exercice quelque peu... « notarial », M. Jospin a énuméré ses prises de position sur l'immigration depuis mars 1995, en rappelant la convention socialiste de 1996, les textes signés par le PS avec les Verts et le PCF, mais en omettant le rapport d'Adeline Hazan adopté en avril et la plateforme électorale du PS. Reconnaissant qu'il avait parlé d'« abrogation », le 15 mai, lors d'un meeting au Zénith de Paris, il a rappelé qu'il avait ajouté que ces lois seraient remplacées « par une nouvelle législation respectueuse du droit des gens ». « Ainsi, a-t-il commenté, pour certains, un mot de moi l'emporterait sur toutes mes autres déclarations et, surtout, sur tous les textes débattus collectivement, pensés et écrits, soit par les socialistes, soit avec nos partenaires. » Et de conclure : « Sur le fond, je suis resté constant dans mon approche



et mes positions », en promettant que le gouvernement « a bien l'intention de respecter ses engagements de campagne », sans exclure qu'au-delà de la majorité puisse apparaître « un consensus républicain sur l'immigration » : « Si c'était le cas, les étrangers dans notre pays, mais aussi les Français, pourraient en savoir gré. »

M. Jospin ne s'est pas davantage privé de rappeler à sa majorité « plurielle » la double exigence : « Celle du respect de chacun, celle

de rester rassemblés. » Il a mis en garde, aussi, « une droite en crise » contre toute tentation de rapprochement avec l'extrême droite. « Une telle orientation serait à l'évidence dangereuse pour la vie politique de notre pays », a conclu le premier ministre en faisant écho à des propos similaires tenus auparavant par M. Hollande. Adoptant déjà une posture de premier secrétaire, celui-ci avait invité les socialistes à ne pas se comporter en « moines copistes », mais en « ingénieurs » pour « construire ensemble le sens que nous donnons à nos réformes et à nos engagements ». M. Hollande a ainsi rappelé, sur la fiscalité, « les réformes qui nous tiennent à cœur », comme une diminution du taux de la TVA sur certains produits de première nécessité et la réforme de la fiscalité locale et de la taxe professionnelle. Il a aussi prévenu qu'il faudrait reprendre, « le moment venu », le dossier de la réforme du mode de scrutin régional.

La veille, samedi, les socialistes ont aussi voulu donner une image responsable en montrant qu'ils ne soutiennent pas passivement le gouvernement, mais qu'ils lui fai-

saient des propositions. Lors d'un débat sur l'emploi, Martine Aubry, Claude Allègre, Henri Emmanuelli, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn ont fait assaut de déclarations convergentes ou complémentaires. Seule Marie-Noëlle Lienemann, remplaçant au pied levé Jean-Luc Mélenchon, a introduit une note discordante en AGITant le double spectre de la construction d'une « société américaine un peu plus douce » et de l'impossibilité de tenir le programme du PS « sans augmenter les prélèvements obligatoires et avec un déficit public inférieur à 3 % ».

« LOURDE CHARGE »

Gentiment brocardé pour l'utilisation de mots anglais, M. Allègre a plaidé pour la naissance d'une « industrie de l'éducation » pour faire face à la compétition économique du vingt et unième siècle, qui sera « une compétition de matière grise ». M. Fabius a averti que ce serait « une faute considérable d'alourdir la charge fiscale et sociale, car cela se retournerait contre l'emploi ». Invitant à « une modification d'attitude » sur les PME et se faisant l'avocat de la semaine de quatre jours, le président de l'Assemblée nationale a redit que les socialistes ont « la lourde charge de ne pas décevoir en matière d'emploi ». Quant à M. Emmanuelli, il souhaite que l'on accélère le basculement des cotisations salariales sur une CSG élargie et la modification de l'assiette patronale. Se disant « obsédé » par la réduction du temps de travail, il a réclamé les trente-cinq heures « sans baisse de salaires ». « Je prêche face à un gouvernement attentif, efficace et prêt à réussir », a commenté l'ancien premier secrétaire du PS.

Un autre débat sur l'Europe n'a pas révélé d'importants clivages entre Pierre Guigou, Elisabeth Guigou, Pierre Moscovici, Henri Nallet, Alain Richard, Catherine Trautmann et Jack Lang. Invité par le ministre délégué aux affaires européennes à « user son énergie positivement », le président de la

commission des affaires étrangères s'est même montré moins catégorique sur son refus de voter le traité d'Amsterdam. « Nous, socialistes, nous ne voterons pas ce traité si un certain nombre d'événements et d'initiatives ne nous donnaient pas à penser qu'il y a une volonté de sortir d'une sorte d'inertie », a assuré M. Lang. « Je

M^{me} Aubry : les 35 heures

« sans précipitation »

Samedi 30 août, à La Rochelle, Martine Aubry a assuré que « certaines grandes entreprises sont prêtes à aller plus loin » dans la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire en deçà de trente-cinq heures par semaine. Pour le ministre de l'emploi et de la solidarité, « les trente-cinq heures, qui sont une étape, doivent se faire vite », mais « sans précipitation si l'on veut que cela crée des emplois ».

Devant les militants socialistes, M^{me} Aubry a assuré qu'« il n'est pas question, aujourd'hui, d'abaisser les rémunérations pour la majorité des salariés ». Elle a rappelé que ces questions seront traitées « par la négociation », lors de la conférence nationale sur les salaires, fin septembre ou début octobre, dont l'objectif sera aussi de consolider la relance par la consommation. Prônant « un nouveau modèle de développement », M^{me} Aubry a proposé des dispositions « pour réduire les heures supplémentaires ».

ne doute pas que Lionel Jospin prendra cette initiative, et notre pays est en bonne posture pour cela », a conclu le maire de Blois, en montrant que, même sur ce qui pouvait fâcher des socialistes avec le gouvernement, le vent soufflait, à La Rochelle, dans le sens de l'apaisement.

M. N.

Une incitation fiscale à l'emploi

Partisan d'une « nouvelle alliance entre l'Etat et le marché », Dominique Strauss-Kahn a déclaré, samedi 30 août, lors d'un débat sur l'emploi à l'université d'été du PS à La Rochelle, que « l'idée de lier une partie de la fiscalité des entreprises à la façon dont elles créent des emplois est une très bonne idée », même si elle est « compliquée à mettre en œuvre ».

« Dans le film que vous verrez sortir sur vos écrans le 24 septembre, a indiqué le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, qui s'appelle « Le budget pour 1998 » - sur une idée originale d'Henri Emmanuelli, avec paroles et musique de votre serviteur et une réalisation de Lionel Jospin, - il se pourrait bien qu'il y ait une mesure de ce genre. » Cette idée, jugée « bonne » par Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, est défendue par Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui avait animé la convention du PS sur la politique économique en décembre 1996.

« Nous avons commencé à rendre confiance aux Français »

LIONEL JOSPIN est intervenu, dimanche 31 août, en conclusion de l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle. « A ceux qui nous répètent : "Vous n'avez pas le droit à l'erreur", je me demande parfois si l'opinion ne répond pas comme un écho et un peu lassée des échecs : "Vous avez droit au succès, nous aimerions bien que vous réussissiez." C'est ce que nous allons nous efforcer de faire », a déclaré le premier ministre, en soulignant que « se couper des Français, on l'a vu, c'est se condamner à coup sûr à l'échec ».



VERBATIM

M. Jospin est revenu sur son « réalisme de gauche », pour expliquer : « Ce n'est pas pour moi un minimalisme, ni l'absence de volontarisme. C'est une volonté politique inscrite dans le réel. (...) Je veux partir des faits pour les transformer. (...) Nous avons commencé à le montrer dans nos choix budgétaires ou fiscaux, comme dans notre politique pour l'emploi ou notre approche de la question de l'immigration. Notre réalisme est bien un réalisme de gauche. (...) Les Français attendent un réformisme économique et social qui modernise le pays, qui l'adapte à la compétition mondiale sans détruire la cohésion sociale, mais en lui donnant des formes nouvelles inspirées par des exigences de justice. »

« Il nous faut réhabiliter l'idée même de la réforme. (...) Je ne crois pas que l'idée réformiste et de transformation sociale soit épuisée sous prétexte que sont retombés, par ailleurs, les grands élans révolution-

naires. Il n'est pas vrai que seuls auraient droit de cité le conservatisme plat ou la réaction drapée d'oripeaux modernistes. La France ne veut pas cela. Elle a aussi démystifié, me semble-t-il, le véritable détournement de l'idée de réforme opérée par la droite et qui consiste à dénommer réforme toute mise en cause d'un acquis historique. Pour nous - et je crois, aussi, pour les Français -, le mot "réforme" reste synonyme de progrès. »

Après avoir retracé l'action du gouvernement pendant ses trois premiers mois - « Nous avons commencé à rendre confiance aux Français » - et annoncé que la limitation des mandats électifs « aura bientôt force de loi », M. Jospin a défini son ambition de « dessiner un projet de société pour la France », qui « ne doit pas être un simple bouquet posé de façon décorative sur la table de la vie quotidienne, non plus qu'une référence rhétorique ». « Il doit éclairer notre démarche, sans doute, mais se déduire aussi des actes concrets que nous posons », a-t-il dit.

QUATRE TÂCHES

Résumant son propos par le mot « équilibre », M. Jospin estime que la France « bougera, elle accompagnera et vivra la modernité si on l'aide à réaliser la synthèse du temps entre hier et demain, si elle peut conjuguer ouverture et identité, efficacité et justice ». Pour le premier ministre, il faut d'abord « rééquilibrer la construction européenne » à travers quatre tâches : « Faire vivre les dispositions déjà présentes dans les traités et prévoyant que les gouvernements des Etats membres coordonnent leurs politiques économiques » ; « traduire concrètement

l'engagement pris à Amsterdam par l'ensemble des gouvernements de mettre l'emploi au premier plan des préoccupations politiques de l'Union » ; « doter l'Europe d'une véritable puissance industrielle » ; « renforcer enfin la capacité de l'Union à se gouverner ». Sur ce dernier point, il juge que « la situation actuelle n'est pas satisfaisante, mais deviendrait catastrophique si l'élargissement devait se réaliser sans une réforme institutionnelle préalable ».

M. Jospin veut aussi « trouver un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché » : « Pour nous, le marché n'est pas la solution de substitution au contrat social : voilà pourquoi nous ne serons jamais des libéraux. Pour nous, l'Etat n'a pas la vocation à régenter la société, ni à corseter l'économie : voilà pourquoi nous ne sommes plus des dirigistes ni des étatistes. Pour nous, l'Etat et le marché doivent aller de pair, dans un nouvel équilibre. » Enfin, le premier ministre veut « concilier justice sociale et efficacité économique ».

« Nous devons revendiquer toute l'attention que nous portons au processus de création de richesses économiques, c'est-à-dire à l'entreprise, a-t-il expliqué, mais cela ne retire rien à notre ambition de transformation sociale, ni à notre volonté de justice. Simplement, nous devons mener les deux tâches à la fois. Mettre toujours davantage l'accent sur la redistribution en négligeant la production finirait, en effet, par condamner l'idée même de la redistribution. » « Il ne s'agit pas pour autant d'oublier la justice sociale », qui se traduira, dans une première étape, par « une fiscalité équitable », a assuré le premier ministre.

Paix armée entre jospinistes et fabiusiens

LAURENT FABIOUS et ses amis ne cachaient pas leur soulagement au terme de l'université d'été du PS de La Rochelle. Le congrès de Brest du 21 au 23 novembre ne de-

ANALYSE

François Hollande pourra s'appuyer sur une « majorité de la majorité »

vrait pas être la reproduction de celui de Rennes, il y a sept ans, qui avait consacré les divisions des socialistes.

Défendant l'idée d'un PS manifestant « unité » et « imagination », Jack Lang ne cachait pas tout le mal qu'il pensait de la contribution préparée par Daniel Vaillant et signée par de nombreux ministres, jugée « hallucinante » et perçue comme l'aveu d'un gouvernement principalement bicolore, à savoir jospino-rocadien. Comme M. Fabius, M. Lang attendait donc de Lionel Jospin qu'il mette un coup d'arrêt au retour de la guerre des clans.

Le premier ministre s'y est employé en souhaitant un congrès « de rassemblement et de débat ». « De rassemblement, a-t-il expliqué, car l'ampleur de la tâche qui nous attend et des responsabilités qui en découlent, proscrient à mes yeux toute forme de division ou de retour à des querelles dépassées » ; mais, a-t-il ajouté, « de débat politique, car celui-ci est indispensable à la démocratie et reste la condition première du rassemblement ». M. Jospin a apporté son « plein soutien » à François Hollande, qu'il a ainsi adoué comme suc-

cesseur, tout en précisant qu'il continuera à s'intéresser au PS avec l'espoir de le voir « poursuivre sa rénovation ».

M. Hollande a manifesté le même souci d'apaisement en affirmant que « le seul combat qui vaille, c'est contre la droite et l'extrême droite et non entre socialistes ». Le premier secrétaire délégué a préconisé, « après le temps légitime du débat des contributions », « une motion qui rassemble le plus grand nombre, en associant chacun à toutes les responsabilités ». Or, c'est sur les motions que les militants votent, et celles-ci déterminent la place de chaque courant au sein du conseil national. Comme le confie un dirigeant du parti, « les peurs ne sont pas intellectuelles, elles sont numériques ».

MOTIONS ET CONTRIBUTIONS

La contribution de M. Vaillant va consacrer la naissance d'un pôle constitué par les amis de M. Jospin, de Michel Rocard, de Martine Aubry et de Pierre Mauroy, destiné à être « la majorité de la majorité » sur laquelle s'appuiera M. Hollande, dépourvu de troupes propres. Signée par de nombreux ministres - de Claude Allègre à Dominique Strauss-Kahn en passant par Pierre Moscovici, Elisabeth Guigou, Catherine Trautmann ou Martine Aubry -, elle rassemblera aussi de nombreux parlementaires et des premiers secrétaires fédéraux.

Deux petits courants - Partages, constitué par d'ex-fabiusiens, et Changer, animé par Christophe Clergeau, qui devrait rejoindre les rocardiens de l'Action pour le renouveau socialiste - vont y adhérer. Mais une « majorité de la ma-

jeorité » signifie aussi qu'elle regroupe à elle seule 51 % des sièges du conseil national. M. Fabius semble prêt à admettre ce calcul, à condition qu'il garde, à quelques décimales près, ses 28,84 % de Rennes...

Les assurances ayant été visiblement données du côté de M. Jospin et surtout de M. Hollande, partisan de l'origine du rassemblement, la direction du PS a bon espoir qu'à Brest seules deux motions seront face à face : celle de la majorité (au sens large) et celle de la Gauche socialiste, de plus en plus oppositionnelle. Une dizaine de contributions devraient être déposées d'ici à la date ultime du 2 septembre à minuit. La contribution du secrétariat national, impulsée par M. Hollande, devrait regrouper tous les secrétaires nationaux, à l'exception de Harlem Désir. Sous réserve du sort de ses amendements - notamment sur le refus du concept de « droit d'inventaire » -, Jean Glavany devrait la signer.

A côté des contributions personnelles de M. Fabius, d'Henri Emmanuelli et de Louis Mermaz, les amis de Jean Poperen, les jeunes poperénistes de Combat socialiste, les fédérations du Pas-de-Calais et des Bouches-du-Rhône - affichant leur autonomie face aux fabiusiens - déposeront des textes. Les rocardiens Alain Bergougnou et Michel Sapin y ajouteront une contribution thématique sur les inégalités.

La plupart de ces « contributeurs » assurent qu'il s'agit de nourrir le débat et non de rouvrir les querelles du passé.

Michel Noblecourt

La minorité des Verts refuse des listes d'union de la gauche et des écologistes pour les régionales

La ministre de l'environnement demande à ses amis de « rester vigilants sur les engagements pris »

En clôture de leur université d'été, les Verts ont réunis leur conseil national inter-régional. Celui-ci a débattu de la stratégie pour les élections ré-

gionales. La minorité a reproché aux amis de Dominique Voynet de préparer un « coup de force » en mettant les militants devant le fait ac-

compli d'une alliance avec les autres partis de la majorité gouvernementale. La décision a été reportée au mois d'octobre.

CALAIS

de notre envoyée spéciale

La division a fini par l'emporter en clôture de la semaine de travail des Verts. Dimanche 31 août, la minorité a quitté la salle où se tenait le conseil national inter-régional (CNIR) du mouvement écologiste en dénonçant « un coup de force inacceptable ». Ce n'est ni le débat sur la politique de l'immigration ni celui sur les trente-cinq heures qui a conduit à cette rupture, mais la stratégie électorale. Les opposants à la direction ont reproché à celle-ci de se préparer à les mettre devant le fait accompli d'une alliance avec les partis de gauche pour les régionales de mars 1998.

Connaissant la sensibilité des militants sur tout ce qui concerne la stratégie électorale, Dominique Voynet, lors de son intervention de samedi, avait tenté d'encadrer le débat. S'étonnant de retrouver les mêmes réticences qui s'étaient exprimées lors de la signature du pacte électoral législatif avec les socialistes, l'ancienne porte-parole - M^{me} Voynet a abandonné ce mandat pour la durée de ses responsabilités ministérielles - a tancé ceux qui n'avaient pas compris que « les faits ont validé la stratégie adoptée ».

« Devons-nous laisser des régions à la droite, et amputer gravement notre capacité d'action pendant six ans, pour l'enivrant plaisir de l'affirmation de soi et de la radicalité du discours pendant la durée d'une campagne électorale ? », a-t-elle déclaré.

Les proches du ministre se sont évertués, tout au long du week-end, à éviter une remise en cause des discussions engagées cet été avec les autres composantes de la majorité parlementaire qui devraient reprendre en septembre. En revanche, la minorité du mouvement - environ 40 % des mandats lors de la dernière assemblée générale des Verts - a tenté de rouvrir la discussion en présentant un texte réclamant des « listes autonomes avec les forces écologistes, régionalistes et alternatives dans un maximum de régions et de départements ».

Leur objectif est, selon Francine Bavay, une de leurs dirigeantes, de « maintenir un rapport de forces sur les décisions qui vont être prises au gouvernement et de porter les idées écologiques ». La direction du mouvement ne l'a pas entendu ainsi : évitant le débat sur le fond, elle a proposé simplement la mise en place d'une commission chargée de rencontrer les partenaires de la coali-

tion gouvernementale pour « étudier l'opportunité d'un accord national pour les régionales et cantonales ».

Il n'en fallait pas plus pour réveiller les soupçons sur un accord déjà ficelé : pour la première fois, l'opposition, renforcée par quelques figures historiques du mouvement comme Didier Anger, conseiller régional de Basse-Normandie, a alors quitté la salle. Désemparé, le CNIR a décidé de réexaminer la question en octobre.

« RESTER VIGILANT »

Pourtant, dans son intervention, très attendue, Dominique Voynet s'était efforcé de calmer les aigres de ses amis, après son refus de se désolidariser du gouvernement sur la réforme de la législation sur l'immigration. Samedi, elle a lancé : « Je veux dire ici clairement que je n'ai pas changé. » C'était un préalable à une explication toute pédagogique sur les rôles de chacun : « Nous n'avons pas au gouvernement, à l'Assemblée nationale, dans les conseils régionaux, au sein des Verts et dans les associations les mêmes champs d'action, les mêmes modes d'intervention, les mêmes marges de manœuvre. »

Reconnaissant que les Verts

avaient eu « raison d'exprimer leur position » de manière autonome sur le projet de Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement a estimé que « le mot abrogation est un symbole fort » : « Je crois que nous devons ce symbole à tous les résidents étrangers qui vivent ici, pour marquer clairement une rupture avec la politique qui a été menée ces dernières années et qui a déshonoré les traditions de la France. » « Il s'agit d'un engagement pris devant les électeurs », a-t-elle insisté. M^{me} Voynet a également abordé l'épineuse question de la réduction du temps de travail. Rappelant que l'accord Verts-PS « prévoit les trente-cinq heures dès maintenant et les trente-deux heures pendant la législature », le ministre a jugé que « seule une réduction rapide et forte du temps de travail est en mesure de rompre la spirale infernale du chômage », ajoutant que son parti demandait la mise en œuvre d'une loi-cadre sur les trente-cinq heures avant le 1^{er} janvier 1999. Elle a enfin exhorté ses amis à « rester vigilants pour que les engagements pris (...) durant la campagne soient tenus ».

Sylvia Zappi

Alain Krivine souhaite que le gouvernement « réussisse »

PRAPOUTEL (Isère)

de notre envoyée spéciale

Vigilants, sourcilieux, mais décidés à ne pas jouer les éternels trompettistes de la « trahison » : la sixième université d'été de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui réunissait à Prapoutel (Isère), du 28 au 31 août, quelque cinq cents participants - un record pour cette organisation -, avait pris un air presque grave. Certes, on a rappelé les « deux grands chantiers de la rentrée » : abrogation « pure et simple des lois Pasqua-Debré », « loi-cadre sur les trente-cinq heures, pour tous, tout de suite, sans diminution de salaire » ; mais on reçut avec chaleur Gilles Martinet, membre du PS, et on n'a pas sifflé l'envoyé spécial des socialistes, Laurent Dutheil, lorsqu'il a tenté de désamorcer les critiques sur l'avant-projet de loi Chevènement...

Les temps changent. Dans le menu des journées, on retrouvait tout ce qui fait, depuis des lustres, l'identité de l'extrême gauche (cycles de formations sur « Octobre » (1917) ou le « Che », projection de *Reprise*, d'Hervé Le Roux, pour célébrer l'actualité de mai 1968. Mais on s'est aussi penché sur un passé plus récent : soirées-documentaires sur les grèves de novembre et décembre 1995, concerts avec des groupes de rag-

ga toulousains, dont Zebda, venus présenter en avant-première leur CD de « chants révolutionnaires » parrainé par Marcos, Lucie Aubrac, Leïla Chahid ou Bernard Thibault...

La Ligue a aussi parlé de la rentrée. A un public jeune - beaucoup de militants de Ras l'front -, et constitué de nombreux militants syndicalistes, qui donnaient à ce rendez-vous, selon l'expression de l'un d'entre eux, un air d'« université d'été du mouvement social », Alain Krivine a expliqué, dans son discours politique, que si la Ligue n'était « pas dans la majorité gouvernementale » - « parce qu'on ne lui a pas demandé et que de toute façon, vu le cadre de Maastricht, elle n'aurait pas voulu », ajoutait-il en riant -,

elle appartient à « cette gauche qui a contribué à battre la droite » et que son mouvement souhaite donc que la majorité « réussisse ».

Attention : les critiques ne sont pas éteintes. « L'idée qu'on peut satisfaire à la fois les travailleurs et le patronat est fautive. Vous ferez rigoler la droite et Le Pen et vous décevrez la gauche et le mouvement social », a-t-il lancé en s'adressant aux socialistes. « Cette politique de connexions sans choix politique véritable ne mènera à rien. Pire, elle sera perdante sur tous les fronts. » Mais, a-t-il ajouté : « Nous n'attendons pas en nous léchant les babines que ce gouvernement, fait de sociaux-démocrates et de communistes, trahisse. » Comme le PCF, comme les Verts, la LCR juge stérile le modèle de

l'opposition menée par les communistes après leur départ du gouvernement de gauche, parce que, « si les gens qui ont voté pour le gouvernement n'ont plus d'illusions, le PS a lui aussi appris beaucoup de 1981 ».

Preuve de cette inflexion, les efforts que la LCR mène pour repenser la question européenne. Yves Salesse, un des fondateurs de l'organisation, aujourd'hui conseiller technique du ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, avait été convié, « à titre personnel », à développer ses *Propositions pour une autre Europe, Construire Babel*, éditées cette année au Félin. Critiquant la « carence » dans laquelle « très longtemps, sur l'Europe, l'extrême gauche s'est enfermée », il a longuement expliqué aux militants que, « être pour une autre Europe, ce n'est pas seulement crier : "Vive l'Europe des travailleurs !" Si le mouvement syndical ne se décide pas à occuper ce nouveau lieu de décision, il se plantera, comme à Vilvorde ». Et d'expliquer que « [à Amsterdam] on pouvait évidemment avoir plus, si on avait pris le risque politique d'une crise au niveau européen. C'était possible, dès lors qu'on se décide de sortir du cercle de la négociation politique secrète... »

Ariane Chemin

Le « virage » de Lutte ouvrière

En avril 1996, à Bercy, Arlette Laguiller avait refusé de participer à un forum du Parti communiste, pour ne pas « cautionner » une politique de gauche. Durant la campagne des élections législatives, elle avait indiqué que son parti ne donnerait aucune consigne de désistement entre les deux tours : « En votant PS, on ne vote pas contre la politique d'Alain Juppé. » Le 18 mai, au château de Presles, à l'occasion de la fête annuelle de Lutte ouvrière, elle avait qualifié les politiques de droite et de gauche de « sœurs jumelles ». Cet été, Arlette Laguiller a donné les signes d'une nette inflexion. Ainsi, le 11 juillet, dans un éditorial de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière*, la porte-parole de l'organisation trotskiste indique que « les hommes de droite et de gauche ne sont pas rigoureusement identiques ». « Aider le gouvernement ? Pourquoi pas, si c'est de cela qu'il a besoin, mais surtout poussons-le ! »

Les associations luttant contre le FN rédigent une Charte citoyenne

AVIGNON

de notre correspondant

Cinq cents militants d'associations de lutte contre le Front national ont mis au point, samedi 30 et dimanche 31 août à Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse) une Charte citoyenne formulant des exigences « en matière de démocratie locale ». Ce document d'une douzaine de pages « provisoires » veut servir de base aux discussions, ses rédacteurs jugeant « indigentes les propositions des partis politiques traditionnels ».

Cette charte est essentiellement axée sur la démocratie locale participative afin de veiller aux principes d'impartialité, de pluralisme et de transparence. Elle demande donc la prise en compte des votes nuls et blancs, et la création de conseils de la vie citoyenne associés au conseil municipal.

Pour un membre de la Ligue des droits de l'homme, responsable de la rédaction de la Charte, « il faut non seulement refuser certains abus comme [...] l'interdiction par le maire de certaines publications

dans une bibliothèque municipale, mais aussi imposer des espaces institutionnalisés où les lecteurs pourraient donner leurs choix ». Ce document souhaite aussi une redéfinition des missions des polices municipales.

Les militants de gauche des villes gérées par le Front national, Orange, Marignane et Vitrolles, n'ont pu que constater, comme le dit Serge Julien, président de l'Alerte Orange, que « le parti d'extrême-droite mettait en pratique exactement le contenu de son programme ».

Un seul incident a émaillé les travaux de cette « université citoyenne » : la venue, samedi après-midi, de Gilles Vivien, conseiller municipal Front national d'Orange. Reconnu par les organisateurs, il a été reconduit sans violence mais fermement à l'extérieur de la salle polyvalente. Les participants ont décidé de se retrouver tous les six mois pour continuer à confronter leurs expériences.

Monique Glasberg

M^{me} Voynet reconnaît que la hausse du prix du gazole est « une piste »

LE MINISTRE de l'économie et des finances et le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ont qualifié de « prématurées », samedi 30 août, les informations du *Monde* (nos éditions datées 31 août-1^{er} septembre) selon lesquelles le gouvernement pourrait procéder prochainement à une hausse de la fiscalité du gazole. Les deux ministres n'ont cependant ni confirmé ni démenti cette possibilité.

Interrogé en marge de l'université du PS, à La Rochelle, M. Strauss-Kahn a déclaré qu'« il n'y a aucune décision prise dans aucune direction ». Quant à Dominique Voynet, elle a estimé, en marge de la réunion du conseil national des Verts, à Calais, que *Le Monde* s'était « précipité », tout en précisant : « C'est une piste sur laquelle on travaille, mais rien n'est décidé ni tranché. (...) De nombreuses hypothèses sont évoquées, et moi je plaide pour un rééquilibrage [de la fiscalité entre l'essence et le gazole], qui peut

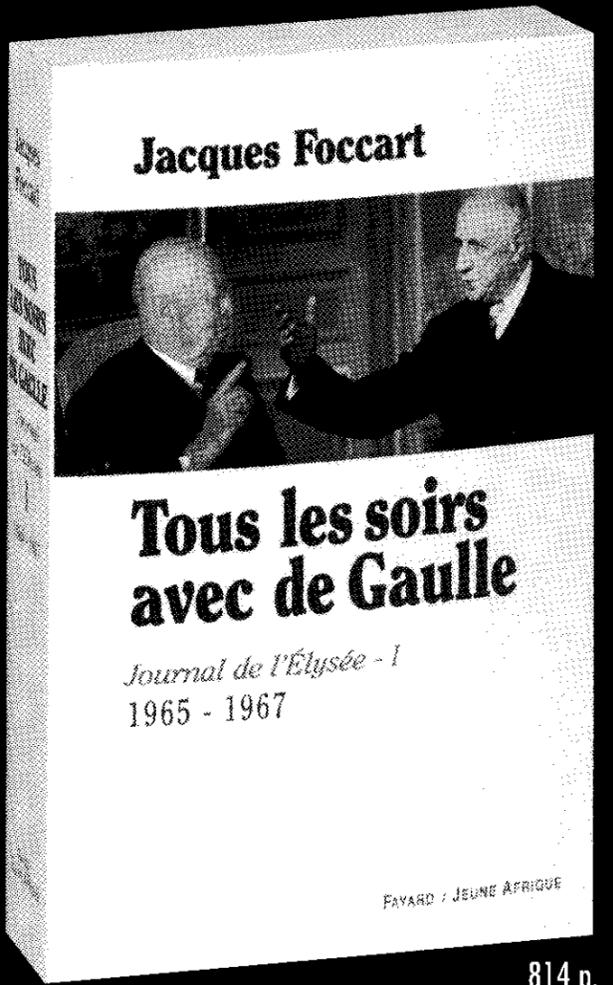
prendre de nombreuses formes. »

Si le gouvernement décidait de « peser à nouveau sur les coûts des routiers, le pire serait à craindre », a prévenu l'UNOSTRA, l'un des principaux syndicats regroupant les PME du transport routier, dimanche 31 août. Le syndicat, qui réclame à nouveau l'instauration d'un « carburant professionnel » à fiscalité réduite par rapport au gazole automobile, a ainsi confirmé l'avertissement que la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) avait lancé au gouvernement le 23 août.

Le premier ministre devrait prochainement faire savoir s'il revient la proposition élaborée par un groupe de travail interministériel d'une augmentation progressive (entre 5 et 15 centimes par an pendant cinq ans) du prix du gazole ou s'il remet toute décision à plus tard, dans le cadre de l'élaboration d'une « écotaxe » européenne s'appliquant à toutes les sources d'énergie.

Jean-Paul Besset

DE GAULLE PRÉSIDENT



814 p.
195 F

Journal de l'Élysée Tome 1 (1965-1967)

Le Général se confie à son plus proche conseiller

FAYARD
JEUNE AFRIQUE

François Bayrou refuse la formation d'un parti unique de la droite

L'ancien ministre parie sur une « décripation » au centre de la vie politique

L'université d'été des jeunes de Force démocrate a été l'occasion pour le président de ce parti, François Bayrou, de préciser les termes de son hostilité

à la fusion des diverses formations de la droite dans un grand parti conservateur. Pour M. Bayrou, il ne faut pas créer les conditions d'un tête-à-tête

entre la droite et l'extrême droite, mais plutôt rechercher un équilibre, au sein de l'opposition républicaine, entre la droite et le centre.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Tirant les conclusions de la défaite de la droite aux élections législatives, le président de Force démocrate, François Bayrou, a défendu, samedi 30 août, une « troisième voie » associant « exigence d'ordre » et « générosité ». Il a donné comme « mission » à son parti « la construction d'un grand parti du centre en France ». Dans son discours, prononcé devant les Jeunes Démocrates réunis en université d'été à Perpignan, M. Bayrou n'a fait aucune référence au président de la République, ni à l'UDF, dont il est le président délégué.

M. Bayrou a d'abord analysé « l'échec » des législatives, affirmant que, « comme Philippe Séguin », il était défavorable à la dissolution. L'ancien ministre de l'éducation nationale a mis en cause le rôle de la techno-structure, affirmant que « plus les mois passaient, au pouvoir, et moins il était possible de faire entendre les raisons de la vertu politique : la générosité, le bon sens, la sagesse, le simple humour ». « Si reconstruire l'opposition, cela consistait à reprendre les mêmes chemins, les mêmes conduites, les mêmes certitudes closes, alors, les mêmes causes produiraient les mêmes effets (...). Au bout du compte, c'est le même échec que nous rencontrerions », a-t-il ajouté.

Agé de quarante-six ans, président d'un des trois principaux partis de l'opposition, président du groupe UDF de l'Assemblée natio-

nale, disposant d'un fief solide avec la présidence du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, auteur à succès, M. Bayrou estime disposer de suffisamment d'atouts pour mener, pour son compte, une entreprise de rénovation au sein de la droite. Il veut tenter à sa manière, selon l'un de ses plus proches conseillers, ce que Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas réussi en 1974, une sorte de « décripation » au centre de la vie politique. En négociant avec François Léotard, le 2 juin, lendemain des élections législatives, l'abandon de la présidence de l'UDF, qui devait lui revenir en 1998, contre la présidence du groupe parlementaire, M. Bayrou a choisi d'asseoir sa stratégie sur le développement de son propre parti, plutôt qu'au sein d'une UDF à laquelle il ne croit guère.

Au-delà des déclarations d'intention, M. Bayrou va devoir trouver

un espace politique pour Force démocrate et un contenu à son message centriste, entre le Parti socialiste, recentré par son arrivée au pouvoir, et les deux partis situés à sa droite, Démocratie libérale (UDF) d'Alain Madelin et le RPR de Philippe Séguin.

UN « GRAND PARTI DU CENTRE »

« Notre ambition n'est pas de proposer le énième retour de la droite après le énième échec de la gauche », mais « une autre voie pour la France », a affirmé M. Bayrou. Le « grand parti du centre », qu'il veut bâtir, a vocation à rassembler des gens qui viendront « de droite », « de gauche » et, même, « de ces régions du territoire et de l'opinion qui se sont laissées glisser jusqu'au vote pour l'extrême droite ».

Pour l'ancien ministre de l'éducation nationale, « l'opposition de l'avenir, c'est la droite et le centre ».

L'appel à la fusion RPR-UDF reporté au 10 septembre

Le maire de Valence, Patrick Labaune (RPR), et le député de l'Aisne Renaud Dutreil (UDF-DL), qui sont à l'origine de l'« appel de Valence » invitant le RPR et l'UDF à la fusion, ont décidé de reporter du 3 au 10 septembre la réunion de lancement de leur initiative. Ils espèrent ainsi bénéficier de quelques jours supplémentaires et de nouveaux contacts, par exemple aux Journées parlementaires de l'UDF qui se tiennent du 5 au 7 septembre, pour gagner à leur cause de nouveaux soutiens, notamment auprès d'élus de terrain, malgré les réticences évidentes des états-majors du RPR et de l'UDF.

Les partisans de la fusion, qui avaient le soutien de huit députés, dont sept UDF et un RPR (Le Monde du 28 août), ont reçu celui du président de la région Haute-Normandie, Antoine Rufenacht (RPR), qui s'est prononcé, le 29 août, en faveur de la fusion entre le RPR et l'UDF « à la base et au niveau national ».

Charles Hernu et la tentation soviétique

IL AVAIT FALLU plus d'un quart de siècle avant que le contre-espionnage français se convainque de la collaboration de Charles Hernu, entre 1953 et 1963, avec les services secrets du bloc soviétique : au mois d'octobre 1992, la Direction de la surveillance du territoire

(DST) avait transmis au président Mitterrand, après les vérifications d'usage, un dossier accablant pour le ministre de la défense décédé en 1990. Il aura fallu attendre encore quatre années pour que L'Express publie, dans un article d'octobre 1996, l'essentiel des pièces de ce dossier, que François Mitterrand avait fait placer sous le sceau du secret absolu. Il faudra patienter pour en savoir plus : « Faute de documents décisifs », le livre aujourd'hui publié par les auteurs de l'article de L'Express, Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, ne tranche pas la question - cruciale - d'« une éventuelle poursuite de la carrière d'agent [de Charles Hernu] après 1963 ».

Les deux journalistes ont ren-

contré l'homme qui avait révélé l'affaire à la DST : Mihail Caraman, un responsable des services secrets roumains en poste à Paris de 1958 à 1969, avait remis en 1992 un copieux dossier sur l'« agent Hernu » à ses homologues français. Dans leur livre, ils dissèquent ce dossier Caraman qui, à ce jour, constitue la pièce principale à charge contre Charles Hernu. Sur cette base, ils détaillent le recrutement de celui qui était alors une des personnalités du radicalisme par les espions bulgares, les versements d'argent qu'il a reçus en échange d'informations. Au travers d'un rapport du KGB qui figurait dans le dossier Caraman, les services rendus aux pays de l'Est par l'Élu français sont passés en revue. Après 1956, il ne se contentera plus « de rapporter les derniers potins de l'Assemblée ou de se lancer dans de brillantes analyses politiques ». Charles Hernu, toujours en mal de liquidités, livra « certains télégrammes chiffrés du ministère des affaires étrangères », notent-ils sans en donner le contenu.

N'ayant pu accéder aux archives du KGB, les journalistes ne parviennent pas à étayer leur thèse selon laquelle l'« agent Hernu » se-

rait devenu, après le départ de Paris en novembre 1956 de son officier traitant bulgare, un informateur à la solde du service d'espionnage soviétique. Dans les archives du ministère russe des affaires étrangères, ils ont certes trouvé trace des comptes rendus de six entretiens entre Charles Hernu et des diplomates alors en poste à Paris ; mais l'homme politique français n'y fournit pas de secret décisif. Le dossier Caraman vient toutefois appuyer l'argumentation des auteurs. « Le 20 juin 1957, la résidence soviétique à Paris [les hommes du KGB à l'ambassade] a pris en charge le cas Hernu. »

DOCUMENTS DE L'OTAN

Au moins une fois, Charles Hernu a fourni « des documents de l'OTAN aux services de l'Est ». Le jeune député a reçu, toujours d'après le rapport remis à la DST, une série de rémunérations émanant des Soviétiques, dont une somme à l'époque considérable de « 30 000 francs » pour sa campagne aux élections législatives de 1958. Mihail Caraman en personne a enfin relaté un épisode méconnu aux deux auteurs : en octobre 1962, alors que le service roumain

avait ébauché une procédure de recrutement de Charles Hernu, le KGB lui a immédiatement ordonné d'y mettre fin. « Nous avons donc cessé toute relation avec lui, explique M. Caraman. Je ne sais pas ce qui s'est passé ensuite entre Hernu et les Russes. »

Il est vrai qu'à ce jour personne ne le sait. Quand Charles Hernu a été nommé ministre de la défense, le service secret roumain a certes fait parvenir un dossier sur l'intéressé à Nicolae Ceausescu, précisent les auteurs. Mais la dictature roumaine n'a pas exploité le dossier. « La Securitate n'avait connu Hernu que quelques mois : il "appartenait" plutôt aux Bulgares et aux Soviétiques. On comprend l'embaras des services roumains : entre le Charles Hernu qu'ils avaient croisé en 1962 et le ministre de la défense de 1982, que de chemin parcouru ! », notent les auteurs. « Les certitudes ne portent toujours que sur la période 1953-1963 », reconnaissent-ils finalement en concluant leur livre.

Erich Inciyan

★ Enquête sur l'agent Hernu, de Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, Fayard, 254 p., 110 F.

M. Chevènement soutient les policiers de Vitrolles

DANS UNE LETTRE adressée, vendredi 29 août, au préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement a apporté son « soutien » et sa « totale confiance » aux policiers de Vitrolles. A la suite d'un incident qui, le 16 août, avait vu un habitant de la ville, excédé par un chaos nocturne, tirer sur des jeunes gens, le journal de la municipalité, La Lettre du maire - en l'occurrence Catherine Mégret (Front national) -, avait mis en cause l'inaction supposée du commissariat de police de la ville et reproché au commissaire d'avoir « laissé s'installer une dérive laxiste dans les quartiers qui devraient mobiliser son attention et ses effectifs ». Le ministre de l'intérieur salue, au contraire, l'« action méritoire » du commissaire de police de Vitrolles. Il affirme que la remise en cause de l'activité et du « dévouement » des fonctionnaires de la police nationale en poste à Vitrolles « est tout à fait inadmissible » et « ne peut que nuire à la légitimité des institutions républicaines ».

M. Queyranne débute une visite en Nouvelle-Calédonie

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'OUTRE-MER, Jean-Jack Queyranne, a commencé, lundi 1^{er} septembre, à Nouméa, une visite officielle d'une semaine en Nouvelle-Calédonie. Il s'est déclaré, dès son arrivée, « convaincu que nous parviendrons dans les semaines et les mois qui viennent à trouver ensemble les voies et les moyens d'un nouveau "vivre ensemble" de tous les Calédoniens ». M. Queyranne a immédiatement entamé ses entretiens avec les principales personnalités politiques indépendantistes et anti-indépendantistes du territoire. Cette visite intervient avant la remise, le 15 septembre, au premier ministre, d'un rapport sur le projet d'implantation d'une usine de traitement de nickel dans le nord de l'île, et avant le congrès du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) prévu les 26 et 27 septembre.

DÉPÊCHES

■ HÔPITAUX : l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH) a appelé, vendredi 29 août, le gouvernement à ne pas « poursuivre la politique de restriction budgétaire draconienne, qui pénalise déjà les petites structures » hospitalières. Si ces restrictions « n'ont pas, pour le moment, eu de conséquences sérieuses sur la qualité des soins dispensés dans les grandes structures, estime l'ISNIH dans un communiqué, c'est probablement grâce aux efforts supplémentaires fournis par le personnel hospitalier ». Les internes regrettent aussi que le gouvernement n'ait pas remis en cause les ordonnances d'Alain Juppé réformant la Sécurité sociale.

■ EMPLOI : selon une étude du ministère de l'emploi et de la solidarité (Premières informations, n° 342, août 1997), « pour la première fois depuis 1990, l'année 1996 se caractérise par une baisse des effectifs des titulaires de contrat aidé dans le secteur non marchand ». En fin d'année, 410 000 personnes occupaient un tel emploi, soit 34 000 de moins que fin 1995. Cette baisse « tient exclusivement à la diminution des entrées en contrats emploi-solidarité » (CES), dont le nombre avait été réduit par le gouvernement Juppé au profit d'allègements de charges sociales sur les bas salaires. Sur l'ensemble de l'année 1996, la baisse du nombre de CES a été de 16 %.

ÉLECTIONS CANTONALES

La gauche perd un canton dans le Gers

GERS

Canton de Masseube (premier tour).

I., 3 700 ; V., 2 740 ; A., 25,94 % ; E., 2 653. Georges Barthes, div. d. m. de Saint-Blancard, 1 362 (51,33 %)... ÉLU. Jean-Pierre Bru, PS, m. de Masseube, 930 (35,05 %) ; Noël Lardeau, PC, adj. m. de Masseube, 361 (13,60 %).

[Détenu depuis près de trente ans par Joseph Lamothe (PC), décédé, le canton rural de Masseube est enlevé, dès le premier tour, par le divers droite Georges Barthes, ancien président de la FDSEA.

20 mars 1992 : I., 3 864 ; V., 2 996 ; A., 22,46 % ; E., 2 752 ; Joseph Lamothe, PCF, 1 608 (58,43 %) ; Emmanuel de Luget, PS, 333 (12,10 %) ; Bernard Esquirol, UDF, 595 (21,62 %) ; André Abadie, FN, 216 (7,84 %).]

LA RÉUNION

Canton de Saint-Denis-6 (second tour).

I., 7 316 ; V., 2 657 ; A., 63,68 % ; E., 2 350. Dominique Rivière, PS, 1 404 (59,74 %)... ÉLU. Pierre Dupuy, RPR, 946 (40,25 %).

[La droite de Saint-Denis, qui voulait faire de cette élection cantonale partielle un test de son unité, a échoué puisque son candidat, Pierre Dupuy (RPR), est nettement distancé par Dominique Rivière (PS), soutenu par le maire de Saint-Denis, Michel Tamaya, député socialiste et conseiller général sortant, contraint de donner sa démission en raison de la loi contre le cumul des mandats.

27 mars 1994 : I., 6 912 ; V., 3 369 ; A., 51,25 % ; E., 3 101 ; Michel Tamaya, PS, 1 810 (58,36 %) ; Pierre Dupuy, RPR, 1 291 (41,63 %).]

HAUTE-CORSE

Canton de Belgodère (premier tour).

I., 3 053 ; V., 2 305 ; A., 24,50 % ; E., 2 285. Joseph Firroloni, div.d., m. de Belgodère, 812 (35,53 %) ; Claude Imperiali, RPR, m. d'Aregno, 452 (19,78 %) ; Pierre Oberti, PS, 416 (18,20 %) ; Gilbert Billon, RPR, m. de Cateri, 410 (17,94 %) ; François Loverini, UPC, 116 (5,07 %) ; Philippe Suzzoni, FN, 79 (3,45 %)... BALLOTAGE.

[La loi sur le cumul des mandats avait contraint le conseiller général sortant, Paul Patriarche (div.d.), à donner sa démission après son élection aux législatives de juin contre le sortant, Pierre Pasquini (RPR), ancien ministre des anciens combattants d'Alain Juppé. La droite reste divisée. Joseph Firroloni (divers droite), soutenu par le nouveau député, totalise presque autant de suffrages que les deux candidats se réclamant du RPR. Toutefois, même si, au premier tour, quatre candidats dépassent la barre des 10 % des électeurs inscrits, qui permet de se maintenir, le second tour devrait donner lieu à une triangulaire. Gilbert Billon (RPR), arrivé en quatrième position, pourrait se désister en faveur de Claude Imperiali (RPR), qui le devance de 42 voix. Pierre Oberti, présenté par le PS et le PRS, sera soutenu par le Parti communiste. Cette élection prend valeur de test dans la perspective des élections territoriales de mars 1998, où la droite, bien que majoritaire en Corse, persiste dans des divisions.

22 mars 1992 : I., 2 975 ; V., 2 455 ; A., 17,47 % ; E., 2 417 ; Paul Patriarche, RPR, 1 006 (41,62 %) ; Ange Vincentelli, div. g., 601 (24,86 %) ; Pierre Mancini, div. g., 485 (20,06 %) ; Rigeru Maupertuis, nat., 236 (9,76 %) ; Philippe Suzzoni, FN, 63 (2,60 %) ; Laurence Chastain, PCF, 26 (1,07 %).]

GERS

Canton d'Auch-Sud-Est (premier tour).

I., 6 686 ; V., 2 571 ; A., 61,54 % ; E., 2 499. Henri Datas, div.d., m. de Seissan, 834 (33,37 %) ; Claude Bourdil, PS, adj. m. d'Auch, 738 (29,53 %) ; Patrick Fueyo, PRS, 381 (15,24 %) ; Jacques Guareschi, FN, 225 (9,00 %) ; Bernard Laborie, PCF, c. m. d'Auch, 218 (8,72 %) ; Béangère Chambon, Verts, 103 (4,12 %)... BALLOTAGE.

[La gauche devrait être en mesure de conserver, au second tour, le canton d'Auch-Sud-Est, devenu vacant après la démission de Claude Desbons (PS), maire d'Auch, et élu député en juin. Bien qu'arrivé en deuxième position, Claude Bourdil (PS) devrait pouvoir compter sur les voix communistes et radicales.

20 mars 1994 : I., 6 654 ; V., 4 249 ; A., 36,14 % ; E., 4 008 ; Claude Desbons, PS, 1 779 (44,38 %) ; Geneviève Broussy, RPR, 1 351 (33,70 %) ; Bernard Laborie, PCF, 284 (7,08 %) ; Jacques Guareschi, FN, 242 (6,03 %) ; Jean Daguzan, AREV, 151 (3,76 %) ; Humbert de Buttet, Verts sout. GE, 105 (2,61 %) ; Micheline Lavogez, div.d., 78 (1,94 %) ; Gérard Viault, PLN, 18 (0,44 %).]

Formation bac+4 ans bilingue français-anglais commerce-gestion

- Certificat homologué par l'État au niveau II - bac + 4
- Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

Groupes IPESUP **mba Institute**

38 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris
01 42 78 95 45
Institut Management & Business Administration
Enseignement technique privé

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

APPARTEMENTS

3^e arrond.

MARAIS
Part. vd. ds imm. rénové
21 m² aménageables
poss. colombage, tomettes
440 000 F.
Tél. : 01-48-04-80-81

9^e arrond.

TRUDAINE 6 P
148 m² + service 12 m²
2 800 000 F - 01-40-25-07-05

11^e arrond.

PPTAIRE vd beaux appts.
REFAITS A NEUF

- studio 34 m² s/dj 493 000 F
- 2 P. 52 m² s/dj 712 000 F
- 2 P. 54 m² s/dj 772 000 F
- 2 P. 57 m² 799 000 F
- 3 P. 65 m², 943 000 F
53 AV. PARMENTIER

5^e arrond.

POLIVEAU. Séj. 45 m²
+ 3 chbres récent park.
2 550 000 F - 01-43-37-88-14

PROVINCE

Nîmes - P4 80 m² vue s/golf
cuis. & SB équip. chauff. gaz
terrasse, gar. Etat parfait
Expo sud, vue.
Px : 820 000 F.
Tél. : 04-66-64-12-82 HR

MAISONS

PROVINCE

Île d'Arz, golfe du Morbihan
Maison 1991, sur terrain
650 m²
Salle de séj., salon,
cheminée
3 chbres, cuis. équipée,
2 s. de bains, garage.
Px. : 1,250 M.
Tél. : 02-97-44-30-64

VIAGERS

16^e - Théophile-Gautier
libre F4 300 000 F + 8 333 F/
mois. 72 ans. 01-42-62-08-12

ACHATS

APPARTEMENTS

Rech. ateliers artiste
Pavillons duplex R.G.
Urgent 01-43-36-17-36

« IMMOBILIER »

TOUS LES LUNDIS DATÉS MARDIS et MERCREDIS DATÉS JEUDIS.
PASSER VOTRE ANNONCE AU
01-42-17-29-94

RENTRE SCOLAIRE Dans un entretien au « Monde », Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, et Jean-Paul Roux, responsable de la FEN, analysent avec satisfaction les

priorités définies par Claude Allègre et Ségolène Royal au ministère de l'éducation. ● ESTIMANT que les relations avec le ministère sont « saines », selon le mot de M. Roux,

les deux responsables syndicaux fixent les conditions d'une négociation sur plusieurs dossiers, de la réorganisation du fonctionnement de l'éducation nationale aux emplois-

jeunes. ● M. ALLÈGRE n'a pas achevé sa bataille budgétaire pour 1998, les redéploiements de crédits dans son ministère ne suffisant pas à financer l'ensemble des mesures annoncées.

● PREMIER VOLET d'une enquête sur les collèges : comment des élèves exclus ou désertant l'école peuvent être pris en charge dans une structure de « rescolarisation ».

FEN et FSU distribuent des bons points à Claude Allègre et à Ségolène Royal

Dans un entretien au « Monde », les dirigeants des deux fédérations enseignantes notent favorablement les premiers pas ministériels. Puisque leurs préoccupations sont « partagées » par le gouvernement, ils se disent prêts à négocier une nouvelle donne en matière d'éducation

MICHEL DESCHAMPS est secrétaire général de la FSU (Fédération syndicale unitaire). Jean-Paul Roux est secrétaire général de la FEN (Fédération de l'éducation nationale). Les deux responsables des principaux syndicats d'enseignants analysent les premiers pas du gouvernement en matière d'éducation.

« Depuis leur nomination, Claude Allègre et Ségolène Royal ont multiplié les annonces. Vous paraissent-elles de nature à répondre aux priorités de la rentrée ?

– **Michel Deschamps** : nous avions quatre revendications essentielles : l'allocation de rentrée scolaire, les cantines, le réemploi de tous les non-titulaires, le rétablissement des 5 000 postes supprimés par le précédent gouvernement. Je considère que les trois premières revendications ont été bien traitées. J'ai des inquiétudes quant au rétablissement des postes supprimés, mais les décisions prises vont permettre une bien meilleure rentrée. Cela ne définit pas encore une politique éducative.

– **Jean-Paul Roux** : je constate qu'un certain nombre des déclarations ministérielles vont dans le bon sens. Elles reprennent des idées que nous préconisons depuis plusieurs années. En outre, elles me semblent confortées par la récente étude de l'Insee (*Le Monde* du 29 août). La massification est en passe de réussir, c'est bien. Mais on n'a pas réussi la démocratisation. Le système scolaire marche plutôt mieux pour le plus grand nombre

et le niveau monte. Et pourtant, de plus en plus de jeunes sont exclus. Alors qu'on est en passe d'atteindre 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, la priorité, ce sont les autres. Pour les 20 % restants, il faudra probablement dix fois plus de moyens et cent fois plus d'imagination. Cette préoccupation me paraît partagée par le gouvernement.

– **La « fin de la cogestion » entre le ministère et les syndicats, annoncée par Claude Allègre a-t-elle changé la nature de vos relations avec la Rue de Grenelle ?**

– **M. D.** : non. Selon Claude Allègre, le ministre propose, ouvre la négociation avec les organisations syndicales, puis arrête une décision. Je n'ai rien à redire à cette méthode. Nous ne voulons pas assumer une responsabilité qui n'est pas la nôtre. Je me demande simplement si le ministre n'en est pas resté à une idée très conventionnelle des rapports entre gouvernement et syndicats. Nous contribuons aujourd'hui à un syndicalisme nouveau, qui participe à la définition de l'intérêt général, sans approbation ni contestation systématique. On ne renverra pas le syndicalisme jouer dans sa cour.

– **J.-P. R.** : les relations entre le ministère et les syndicats me paraissent enfin saines. Chacun est à sa place. Pour l'instant, il semble que le niveau de concertation soit bon et la méthode correcte. Les deux ministres manifestent une certaine considération à l'égard du

rôle du syndicalisme. Comme nous n'avons jamais pratiqué la cogestion, nous n'avons nullement l'impression d'être déstabilisés.

– **La volonté affichée de « dégraisser le mammoth » éducation nationale a fait florès dans l'opinion publique. Etes-vous prêt à discuter de la réorganisation de la gestion des personnels ?**

– **M. D.** : la formule est une anétrie. Il y a en revanche une vraie réflexion à mener sur la façon dont les décisions sont prises à l'éducation nationale. Comment la société

« Donner le plus à ceux qui ont le moins : si c'est vraiment une politique, la nouvelle équipe nous trouvera avec elle »

pèse-t-elle sur les choix éducatifs, y compris à travers le Parlement ? C'est la question de fond. A partir de là on peut discuter de la gestion, du mode de fonctionnement, sans tabous. Quant à la déconcentration du mouvement des personnels, nous ne comprenons pas que le ministre en ait fait une priorité. Aujourd'hui, les moyens informatiques permettent de gérer

300 000 personnes. Le problème de M. Allègre est plutôt de savoir capter ce qui remonte des établissements et des rectorats. Je lui ai demandé un audit sur le fonctionnement de la déconcentration. Il semble avoir accepté ce principe de mise à plat, pour qu'ensuite nous ayons une négociation.

– **J.-P. R.** : le mammoth est un fossile. Or le système éducatif est bien vivant. Sa gestion est déjà largement déconcentrée. Si Claude Allègre veut, dans la concertation, s'attaquer à la gestion des recrutements, nous sommes prêts à formuler des propositions. Un ministre qui a en charge 10 millions de jeunes, qui est porté par plus de 1 million de personnes, doit être gérré au plus près des réalités du terrain.

– **M. Allègre et Mme Royal ont affirmé à plusieurs reprises que leur souci premier était les élèves et non les enseignants. Qu'en pensez-vous ?**

– **M. D.** : je préférerais qu'ils ne limitent pas *a priori* leur ambition. Si leurs déclarations opposaient les intérêts des enfants et ceux des enseignants ce serait évidemment une erreur. Derrière ces déclarations, il y a l'idée que les métiers de l'éducation, leurs syndicats, sécrètent du corporatisme. Je n'en disconviens pas. Le syndicalisme nouveau dont nous parlions essaie de prendre cela en compte. Je ne prétends pas que les intérêts des jeunes et ceux des personnels soient spontanément conciliables. Il faut interroger leurs contradic-

tions et donner au syndicalisme le courage de combattre ses propres pesanteurs.

– **J.-P. R.** : cette affirmation ne me choque pas. Pour l'immense majorité des personnels de l'éducation nationale, l'enfant, l'élève est bel et bien la priorité. Elle n'est pas incompatible avec une défense bien construite de l'intérêt des personnels en termes de formation, de rémunération et de conditions de travail. Lors de la négociation de 1988 sur la revalorisation, nous avions montré que nous sommes capables de mettre en synergie l'intérêt commun des jeunes et des personnels.

– **Le gouvernement veut réactualiser le principe de « discrimination positive ». Doit-il s'agir de donner uniquement des moyens supplémentaires ou de revoir les principes de travail des enseignants ?**

– **M. D.** : donner le plus à ceux qui ont le moins : si c'est vraiment une politique, la nouvelle équipe nous trouvera avec elle. L'expérience, notamment des ZEP, nous amène à dire qu'il faut revoir en urgence cette politique de discrimination positive. Il y a risque, dans les endroits les plus en déshérence du territoire, que l'on demande moins aux jeunes, en contrepartie d'une paix sociale d'ailleurs toute relative.

» Quant à revoir les principes de travail des enseignants, cela nous paraît une nécessité absolue. Il faut continuer à ouvrir cette « boîte noire » qu'est la classe. Je ne crois pas aux mesures autoritaires, il ne s'agit pas de juger des « bons » et des « mauvais ». La recherche pédagogique a des moyens totalement indigents, la formation continue est insuffisante, cela me paraît beaucoup inquiétant.

– **J.-P. R.** : donner plus à ceux qui en ont le plus besoin est une évidence. Certes, 25 élèves par classe est une bonne norme pour la moyenne. Mais il faut peut-être tomber à 15, voire à 10 dans certains secteurs. L'expérience des ZEP mérite une réelle évaluation. Le zonage est parfois artificiel. Comment mesurer les succès ? Cette question n'est pas seulement affaire de moyens.

– **Le financement des mesures annoncées par Claude Allègre par des redéploiements budgétaires vous inquiète-t-il ?**

– **M. D.** : oui. Qu'il y ait des redéploiements dans un budget aussi énorme ne me choque pas en soi. Mais c'est une procédure à laquelle François Bayrou avait déjà beaucoup recouru. On a gratté les fonds de tiroir et je crains que l'on ne troque des tâches prioritaires contre des tâches indispensables.

– **J.-P. R.** : les ministres ont donné un signe à cette rentrée, qui reste encore celle de François Bayrou :

B. G.

Les paramètres d'une équation budgétaire difficile à résoudre

UNE PLUIE d'annonces, qui s'est poursuivie durant l'été, a suivi la nomination de Claude Allègre et de Ségolène Royal au ministère de l'éducation nationale, début juin. Comment les financer ? D'emblée, Claude Allègre a balayé l'obstacle budgétaire. Refusant d'entrer dans une « logique de comptable », le ministre a multiplié les déclarations pour expliquer que l'on entrerait « dans l'ère du qualitatif et non du quantitatif », bref qu'il fallait redéployer. « Ce n'est pas l'argent qui compte le plus », déclarait-il à *L'Expansion* du 28 août, soulignant qu'il refusait « de se conduire comme un irresponsable et réclamer des rallonges mirabolantes ».

UN DES BUDGETS LES PLUS DÉLICATS

Le budget 1998 de l'éducation sera pourtant l'un des plus délicats à construire. Les deux ministres ont mené une bataille budgétaire qui semble jusqu'à présent avoir tourné à leur avantage. Dès le 26 août, Ségolène Royal annonçait la réouverture de 800 classes, qui devaient être fermées en raison des suppressions de postes décidées par le précédent gouvernement (*Le Monde* du 27 août). Parmi elles, environ 300 postes « nouveaux » figureraient au budget 1998.

Un décret d'avance budgétaire, publié le 10 juillet, a autorisé 11 milliards de dépenses nouvelles, dont 6,5 milliards pour le relèvement

de l'allocation de rentrée scolaire et 2 milliards pour la mise en place des emplois-jeunes, tous ministères confondus. En outre, un fonds social de 290 millions de francs a été créé pour aider les familles les plus démunies à payer les cantines scolaires.

La politique dessinée par Claude Allègre et Ségolène Royal, tendant à réhabiliter le principe de discrimination positive – donner plus à ceux qui ont moins –, coûte cher. Dans *Le Figaro* du 1^{er} septembre, Ségolène Royal annonce son intention de développer l'accueil des enfants de deux ans dans les maternelles, une mesure « qui nécessite des moyens différents ». La ministre déléguée à l'enseignement scolaire a affirmé sa volonté de relancer la politique des zones d'éducation prioritaires. Un plan contre la violence à l'école est également annoncé.

Même en s'appuyant sur la baisse démographique attendue (78 000 élèves de moins cette année), même en procédant à des redéploiements à l'intérieur de l'enseignement primaire et secondaire ou à des « transferts » entre enseignement scolaire et enseignement supérieur et en utilisant les crédits d'heures supplémentaires, cette politique demandera des moyens nouveaux.

D'autant qu'il faut y ajouter le réemploi d'environ 28 000 maîtres auxiliaires, la création de 500 postes d'ATER (attachés temporaires d'en-

seignement et de recherche) et de 2 500 postes de maîtres de conférences dans l'enseignement supérieur, qui devraient figurer au budget 1998.

Enfin, Claude Allègre a promis de faire financer à 100 % par l'Etat les emplois-jeunes destinés à l'éducation nationale, et à éventuellement dépasser le SMIC pour les jeunes les plus diplômés.

LE PROBLÈME DE LA « QUINCAILLERIE »

Il convient de ne pas oublier l'effort qui doit être consenti pour les nouvelles technologies. Dans *Le Point* du 30 août, Claude Allègre fait ses exercices comptables : « Le problème de la quincaillerie sera résolu très vite, affirme-t-il. Pour acheter un ordinateur par classe, il faut 8 milliards. Mais si je les loue, ce qui est plus intelligent, c'est 1 milliard par an, 0,3 % de mon budget, donc... »

Ce budget, qui se montait à 356 milliards de francs en 1997, recherche comprise, dont 324 milliards pour l'enseignement scolaire et supérieur, pourrait donc bien être celui qui connaîtra la plus forte hausse de tous les départements ministériels. Mais Claude Allègre, qui s'est déjà frotté aux services de Bercy cet été, n'a pas encore tout à fait gagné sa bataille budgétaire.

En Seine-Saint-Denis, une structure d'accueil pour réapprivoiser les collégiens perdus

Violences dans les établissements, exclusion, pauvreté et désarroi de certains élèves, difficultés des enseignants dans les zones d'éducation prioritaire, nous entamons la publication d'une série de reportages sur les nouveaux défis que doit affronter le système scolaire.

« MOI, IBRAHIM, je vous écris cette lettre car je veux m'engager à respecter mes professeurs. [...] Quand je reviendrai en classe, vous ne verrez plus l'Ibrahim d'avant mais le nouveau Ibrahim qui veut travailler en tranquillité pour finir l'école et avoir un travail pour que ma vie ne soit pas gâchée. Alors c'est pour ça que je vous demande une autre chance pour que je passe ma sixième et que j'aie en cinquième et pour réussir ma vie. » Ibrahim a treize ans. Ces quelques



phrases sont tirées de la lettre de motivation qu'il a rédigée après trois semaines passées au dispositif de rescolarisation de Sevran-Aulnay, en Seine-Saint-Denis.

Créée en 1995 – dans un département où le nombre d'incidents et de délits au sein des établissements scolaires ne cesse d'augmenter –, cette structure est pilotée par l'éducation nationale en collaboration avec la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Elle a pour mission d'accueillir des jeunes de moins de seize ans déscolarisés. Tous ceux qui ne veulent plus entendre parler de l'école, ou dont l'école ne veut plus entendre parler.

La plupart de ces jeunes ont été exclus provisoirement ou définitivement de leur établissement à l'issue d'un conseil de discipline. D'autres ont déserté volontairement le collège. Au détour d'une convocation devant la justice suite à un acte de délinquance, le juge pour enfants découvre qu'ils ne vont plus en classe. « Ce qui est dif-

ficile à évaluer, c'est le nombre de jeunes, censés être sous obligation scolaire, mais qui sont dans la nature », s'inquiète un éducateur. Ibrahim, quant à lui, a été renvoyé de son établissement pour son « comportement insupportable ». « Je ne peux pas être autrement dans cette classe. Si je ne fais pas de bêtises, les autres me traitent de bouffon », explique-t-il.

« DE TOUTE FAÇON, JE SUIS NUL »

La grande majorité des adolescents accueillis au dispositif de rescolarisation ont commis des actes de violence dans leur collège. Certains vont mal dans leur tête et dans leur vie familiale. Leur échec scolaire est vécu comme une sanction supplémentaire, et ils développent une solide haine de l'école. Parce qu'ils se sentent les derniers de la classe, ils se font caïds. Beaucoup reprochent de ne pas être entendus et vivent mal la routine des cours. « Souvent, la bêtise qu'ils ont faite est liée, selon eux, à une injus-

tice qu'ils ont vécue et qui prend alors des proportions énormes chez des gamins en grande détresse psychologique », témoigne un enseignant spécialisé, qui avoue avoir parfois « l'impression de mettre la blouse blanche le matin tellement ces gamins vont mal ».

Dans certains cas, une parole blessante suffit pour que la violence explose. « De toute façon, je suis nul. L'école, c'est trop dur pour moi », lancent certains jeunes. « J'ai été mis au dispositif parce que j'ai frappé une fille de ma classe. Elle est partie voir un surveillant et elle lui a dit comme quoi j'agressais ma classe. Sa meilleure amie me l'a dit, je l'ai appelée à la sortie et je lui ai mis deux claques. J'espère que ça ne se reproduira plus. Je souhaite revenir en classe tranquillement et que ça ne se reproduise plus. Je reviendrai pour travailler en silence. Et aussi, j'espère que plus personne ne m'ennuiera. Et aussi parce que j'ai des difficultés en math et en français », écrit Rida, quatorze ans,

élève de sixième à Aulnay-sous-Bois.

Rida a fait les quatre cents coups dans son collège. Jusqu'à entrer en cours à quatre pattes en aboyant. Considéré comme « la terreur », « le caïd » de sa classe, il vit sous l'emprise de son père, qui a toujours refusé que l'on place son fils dans une structure spécialisée. Rida a de grandes difficultés scolaires et répond aux mauvaises notes par l'agressivité. Lui ne serait pas opposé à intégrer une classe de soutien.

« C'EST CEUX QUI AIDENT »

Issan serre nerveusement ses mains et raconte, la tête baissée, qu'il s'est « bagarré avec un surveillant ». « Je l'aimais pas. Il jouait au gentil. » Les mots sortent difficilement, mais Issan se souvient très bien du jour où il a annoncé à l'une de ses professeurs de collège qu'il ne viendrait plus en cours. « Elle m'a répondu : ça m'est égal, tant mieux. » « J'ai des problèmes avec

de vue dans le projet de loi. Par exemple, comment valoriser cette expérience pour ceux qui décideront de passer un concours de la fonction publique ?

– **J.-P. R.** : qui peut refuser la proposition du gouvernement de créer 350 000 vrais emplois pour les jeunes ? Il faut y aller. Mais pas dans n'importe quelles conditions : quel sera leur statut, quelle garantie dans la durée, quelles missions pour des emplois à caractère nouveau ? »

Propos recueillis par Michel Delberghé et Béatrice Gurrey

des profs. Je fais des bêtises, je leur réponds, je travaille quand je veux. Je venais au collège mais j'allais pas à tous les cours. Mais y'a des profs sympas : c'est ceux qui aident. »

Issan a quinze ans. Avec ses sept frères et sœurs, il habite la cité des 3 000 à Aulnay-sous-Bois. « La cité, c'est bien, on bouge, on fait du foot. » A la prochaine rentrée, il intégrera une quatrième technologique. « Ça fait longtemps que je voulais aller en techno, explique-t-il. Je veux faire de l'électronique et passer un BEP après ma troisième. » Ses deux mois passés au dispositif de rescolarisation lui ont permis de décompresser : « C'est mieux que le collège. T'as le droit de dire ce que tu penses. J'ai appris des trucs que je savais déjà mais que je faisais pas. Dire bonjour, par exemple. »

Sandrine Blanchard

PROCHAIN ARTICLE
Rudy et Kalinda, deux élèves en rupture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURES de l'OISE, du VAL d'OISE
et des YVELINES
Demande de concession de transport de gaz n° 28
«ARTÈRE des PLATEAUX du VEXIN»
Canalisation CUVILLY (60) -
FONTENAY-MAUVOISIN (78)
AVIS d'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé que par arrêté interpréfectoral du 15 Juillet 1997 est prescrite l'enquête publique portant sur la demande de concession de transport de gaz n° 28 «ARTÈRE des PLATEAUX du VEXIN», ayant pour objet la réalisation et l'exploitation de la canalisation CUVILLY (60) - FONTENAY-MAUVOISIN (78) et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols, valant également pour la déclaration d'utilité publique de la canalisation en vue de l'établissement des servitudes. Elle sera ouverte pendant 32 jours pleins et consécutifs du 19 SEPTEMBRE 1997 AU 20 OCTOBRE 1997 inclus.

Cette enquête vaudra enquête publique en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Les communes traversées sont les suivantes :

DÉPARTEMENT de l'OISE :

ABBECOURT, ANGVILLERS, AVRECHY, BOUCONVILLERS, BRESLES, BULLES, CUVILLY, ÉTOUY, FLEURY, FOURIVAL, FRESNES-LEGUILLON, GOURNAY-sur-ARONDE, HODENC-JÉVÈQUE, IVRY-le-TEMPLE, LATAULE, LAVERSINES, LAVILLETRE, LE GOUDRAY-sur-THELLE, LÉGLANTIER, LIERVILLE, LIEUVILLERS, LITZ, MÈNEVILLERS, MÈRY-la-BATAILLE, MONNEVILLE, MONTERLANT, MONTIERS, NEUFVY-sur-ARONDE, LA NEUVILLE-d'AUMONT, RESSONS-l'ABBAYE, ROCHY-CONDÉ, LA RUE-SAINT-PIERRE, SAINT-RÉMY-en-LEAU, SENOTS, TOURLY, VALESCOURT, WACQUEMOULIN et WARLUIS.

DÉPARTEMENT du VAL d'OISE :

AINCOURT, ARTHIES, BANTHELU, LE BELLAY-en-VEXIN, CHARS, CLÉRY-en-VEXIN, COMMENY, GÉRY-en-VEXIN, MOUSSY, SAINT-CYR-en-ARTHIES et WY-dit-JOLI-VILLAGE.

DÉPARTEMENT des YVELINES :

DROCOURT, FOLLAINVILLE-DENNEMONT, FONTENAY-MAUVOISIN, FONTENAY-SAINT-PÈRE, GUERNES, JOUY-MAUVOISIN, PERDREAUVILLE, ROSNY-sur-SEINE et SAINT-MARTIN-la-GARENNE.

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier seront tenues à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, dans les mairies précitées ainsi que dans les Préfectures et Sous-Préfectures suivantes :

Sous-Préfecture de CLERMONT
rue Georges Fleury
60607 CLERMONT Cedex

Préfecture de l'Oise
siège principal de l'enquête
DRCL - 2^{ème} bureau
1, place de la Préfecture
60022 BEAUVAIS Cedex

Sous-Préfecture de COMPIÈGNE
21, rue Eugène Jaquet
60321 COMPIÈGNE Cedex

Préfecture du VAL d'OISE
DCLEA - bureau de l'urbanisme
avenue Bernard Hirsch
95010 CERGY-PONTOISE

Sous-Préfecture de MANTES-la-JOLIE
rue de Lorraine
78200 MANTES-la-JOLIE

Un dossier sera également déposé dans les mairies des communes situées à proximité, à savoir :

DÉPARTEMENT de l'OISE :

BAILLEUL-sur-THERAIN, BELLOY, LIANCOURT-SAINT-PIERRE, LE DÉLUGE, POUILLY, RÉMÉRANGES, SAINT-CRÉPIN-IBOUVILLERS, SAINT-MARTIN-aux-BOIS, SAINT-SULPICE, SILLY-TILLARD.

DÉPARTEMENT des YVELINES :

BUCHELAY, FAVRIEUX, MANTES-la-JOLIE.

afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

Dans toutes les autres communes situées dans le périmètre de la demande de concession, le présent avis sera affiché en mairie.

Les observations pourront par ailleurs être adressées par écrit au Président de la commission d'enquête au siège principal de l'enquête et seront annexées aux registres d'enquête.

En outre, un dossier d'enquête portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols sera déposé dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-dessus dans les mairies des communes concernées, soit :

DÉPARTEMENT de l'OISE :

AVRECHY, LITZ, ROCHY-CONDÉ, WARLUIS.

DÉPARTEMENT du VAL d'OISE :

AINCOURT, ARTHIES.

DÉPARTEMENT des YVELINES :

DROCOURT, FOLLAINVILLE-DENNEMONT, FONTENAY-SAINT-PÈRE, PERDREAUVILLE, ROSNY-sur-SEINE, SAINT-MARTIN-la-GARENNE.

La commission d'enquête dont le siège est fixé à la Préfecture de l'OISE - 1, place de la Préfecture 60022 BEAUVAIS Cedex - est composée comme suit :

Président :

- M. Charles ALBERT, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite

Membres titulaires :

- M. Alphonse FRANÇOIS, directeur départemental de France Télécom en retraite

- M. Thierry FLIPO, ingénieur ESTP et urbaniste SFU

- M. Henri DU PENHOAT, secrétaire général de Bail Équipement Groupe CIC

- M. Roger LESCUYER, cadre administratif en retraite

Membre suppléant :

- M. Jacques FORMOND, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite.

En cas d'empêchement de M. Charles ALBERT, M. Alphonse FRANÇOIS assurera la présidence de la commission.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public dans les conditions suivantes :

DÉPARTEMENT de l'OISE :

M. LESCUYER siègera en mairie de ROCHY-CONDÉ les :

- mercredi 24 septembre 1997 de 9h30 à 11h30 ;

- jeudi 9 octobre 1997 de 9h30 à 11h30 ;

- samedi 18 octobre 1997 de 9h30 à 11h30 ;

M. FRANÇOIS siègera en mairie d'AVRECHY les :

- vendredi 26 septembre 1997 de 14h à 17h ;

- samedi 18 octobre 1997 de 14h à 17h ;

M. ALBERT siègera en mairie de MONNEVILLE les :

- vendredi 26 septembre 1997 de 14h à 17h ;

- lundi 20 octobre 1997 de 14h à 17h ;

ainsi qu'en mairie de RESSONS-l'ABBAYE les :

- lundi 29 septembre 1997 de 14h à 17h ;

- vendredi 17 octobre 1997 de 14h à 17h ;

DÉPARTEMENT du VAL d'OISE :

M. DU PENHOAT siègera en mairie de CHARS les :

- jeudi 25 septembre 1997 de 9h30 à 12h30 ;

- vendredi 10 octobre 1997 de 9h30 à 12h30 ;

ainsi qu'en mairie d'ARTHIES les :

- jeudi 25 septembre 1997 de 14h à 17h ;

- vendredi 10 octobre 1997 de 14h à 17h ;

DÉPARTEMENT des YVELINES :

M. FLIPO siègera en mairie de ROSNY-sur-SEINE les :

- mardi 30 septembre 1997 de 9h30 à 12h30 ;

- mercredi 15 octobre 1997 de 14h à 17h ;

ainsi qu'en mairie de FOLLAINVILLE-DENNEMONT les :

- mardi 30 septembre 1997 de 14h à 17h ;

- mercredi 15 octobre 1997 de 9h30 à 12h30.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenues à la disposition du public dans les mairies précitées, préfetures et sous-préfetures, pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication de ces documents en s'adressant au Préfet de leur département dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

BEAUVAIS, le 15 Juillet 1997,

Le Préfet de l'Oise, Alain GEHIN

VERSAILLES, le 15 Juillet 1997,

Pour le Préfet et par délégation, le Secrétaire Général, Christian DORS

CERGY-PONTOISE, le 15 Juillet 1997,

Le Préfet du Val d'Oise, Philippe DESLANDES

Retour dans le quartier marseillais du Panier, après l'agression de policiers par des jeunes

Deux garçons de ce « village » en cours de réhabilitation ont été incarcérés

Il y a dix jours, une violente altercation a opposé des jeunes et des policiers dans le quartier du Panier, à Marseille (Bouches-du-Rhône). Deux

des jeunes ont été mis en examen et incarcérés. L'ancien quartier des truands de la cité phocéenne est en cours de réhabilitation depuis

plus de vingt ans. Artistes et intellectuels se sont peu à peu installés dans ce quartier habité par des immigrés mais la greffe prend mal.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Marseille ne s'en souvient déjà plus. Le 20 août, à 23 h 30, au beau milieu du Panier, l'ancien quartier des truands de la cité phocéenne, une dizaine de jeunes et le même nombre de fonctionnaires de police se sont affrontés à coup de poings et d'antivols. Résultat : un brigadier hospitalisé, deux jeunes écroués, un émoi encore visible parmi les policiers marseillais et un juge d'instruction à la recherche d'un suspect.

Mercredi 20 août au soir, huit policiers attachés à des services administratifs fêtent la mutation de l'un d'entre eux, place de Lenche, à la terrasse d'un restaurant d'où l'on distingue le vieux port. Situé à 100 mètres de l'hôtel de police, plus connu sous le nom d'« évêché », l'endroit est balayé par un mistral qui martyrise les parasols. Au milieu du brouhaha des discussions, un cri surgit d'un groupe de jeunes : « *Mélina* », nom de code radio employé par les policiers marseillais. La tension s'accroît lorsqu'un jeune téléphone au café, demande à parler à l'un des fonctionnaires, qui fut un temps en faction devant le poste de police voisin, et l'insulte. Une vérification d'identité, menée par des personnes peu habituées au travail de terrain, et l'altercation dégénère. Les jeunes, qui se sentent sur leur territoire, se mettent à frapper. L'un d'eux, un antivol à la main, entre dans la bagarre. C'est lui qui blessa gravement le brigadier Marchand.

Une semaine plus tard, le 27 août au petit matin, une unité du groupement d'intervention de la police nationale (GIPN), char-

gée habituellement de lutter contre la grande criminalité, participe cagoulée au coup de filet lancé par les policiers marseillais sur le quartier. Les autorités policières veulent en faire un symbole : on ne touche pas aux policiers, même au Panier.

Les sept jeunes interpellés ce jour-là sont relâchés, à l'exception de l'un d'entre eux, mis en cause pour vol dans une affaire incidente. Tout juste majeur, ce grand gaillard de 100 kilos était de tous les coups. Jouant les gros bras, il passait son temps place du Refuge à contempler avec les autres l'étendue d'un territoire d'à peine 4 hectares. Adepte de la chasse nocturne des véhicules immatriculés hors du département, Djamel pensait sans doute que le Panier était une citadelle impenable, une terre d'enfants d'immigrés.

Deux jeunes ont finalement été incarcérés et mis en examen pour coups et blessures et vols. Dans les cafés du Panier, tout le monde les connaît. Gérald, à peine dix-huit ans, et Nicolas, vingt-cinq ans, symbolisent malgré eux l'évolution de ce village dont on peut faire le tour sans y apercevoir d'entrée. « *Gérald devait en arriver à un jour.* » Installé à une table de bar du passage des Treize-Coins, l'un de ses copains accepte de briser ce qu'il appelle lui-même « *la loi du silence* ». « *Ici, même les anciens protègent les jeunes. Gérald vivait avec l'ombre de son père derrière la tête tout en étant comme les autres : sans arrêt sur son scooter.* » Décrit par les policiers comme « *un truand moyen* » du Panier, ce père, aujourd'hui décédé, n'a jamais quitté l'esprit de son fils. Gérald tentait sans doute d'être

à la hauteur de la mauvaise réputation de ce bout de Marseille, véritable phare à l'entrée du vieux port. Les vols ont remplacé les règlements de comptes au 11.43, mais l'ambiance du quartier l'aidait à cultiver son personnage. Aujourd'hui encore, les films célébrant le Milieu continuent à être tournés dans les ruelles du Panier. L'équipe réalisant actuellement le téléfilm *Les Rois de Marseille* s'est ainsi attaché les services des jeunes les plus difficiles, histoire d'avoir la paix lors du tournage.

« Avec les caïds,

au moins,

il existait un code

de conduite »

Jadis, la Vieille Charité, sous ses arcades, hébergeait les pestiférés. Aujourd'hui transformée en centre culturel, elle abrite les élites, mais la greffe prend mal. Attirés par ce qu'ils perçoivent comme « *un Montmartre marseillais* », les artistes et les compagnies de danse ne font que passer. L'immigration d'antan continue. Les Comoriens ont remplacé les Algériens et les Italiens. Ils s'entassent dans des taudis pour 1 500 francs par mois, pour le plus grand bénéfice des marchands de sommeil. Pour les cinq mille habitants du quartier, la surface moyenne des logements est de 35 mètres carrés. « *L'avenir est sans doute à la mise en valeur touristique et artistique du site, mais aujourd'hui le Panier est encore*

Jacques Follorou

Les hindous de Paris fêtent Ganesha dans la joie et la couleur

LES ÉPAULES plombées par des arceaux décorés de plumes de paon, torse et pieds nus, quelques hommes dansent, au son des flûtes et des tambours. Derrière eux, tracté par une quarantaine d'hommes, et surmonté d'un dôme rouge et blanc, un char s'avance, que des femmes en sari escortent de leurs chants.

Dans un mélange enivrant de couleurs et de parfums, les hindous de Paris célébraient, dimanche 31 août, le plus puissant de leurs dieux, Ganesha, en promenant sa statue dans les rues du 10^e et du 18^e arrondissement. L'initiative en revient au temple Sri Manika Vinayakar Alayam, fondé en 1985, le seul à Paris à pratiquer le culte de ce dieu.

Fils de Shiva, Ganesha a hérité de tous ses pouvoirs, mais il est aussi dieu du savoir, de la vie, de la famille. C'est un dieu heureux. Sa fête est la plus importante de l'année. Le ventre rebondi, une tête d'éléphant, entouré de fleurs, « il » apparaît sur son char, décoré de feuilles de manguier, de noix de coco et de bananes. Sur un bitume lavé afin d'être purifié, plusieurs centaines de personnes se pressent, précédées d'une odeur d'encens. Les pénitents sont les premiers, qui tournent sur eux-mêmes comme des taureaux blessés. La coutume voudrait qu'ils s'enfoncent des aiguilles dans le corps, mais cette pratique n'est pas autorisée en France.

OUVERTURE ET LIBERTÉ

Le parcours est ponctué de tables d'offrande, devant lesquelles le char s'arrête. Des jeunes gens jettent alors sur le sol des noix de coco, dont les éclats rejailissent à plusieurs mètres alentour. Symboles de persévérance, ces fruits évoquent aussi les difficultés que l'on brise et dont on se libère. Les commerçants offrent boisson et nourriture aux participants. C'est une journée de joie, de don et de partage.

Au milieu du camphre et du sucre que l'on brûle, des fleurs et des fruits, les couleurs des saris répondent à la diversité des visages.

Car l'hindouisme n'est pas la religion d'une communauté. A côté des Sri-Lankais, les plus nombreux, l'on rencontre aussi des Mauriciens, des Africains, des Réunionnais, et des Européens en grand nombre. L'hindouisme séduit par l'ouverture et la liberté qu'il apporte.

Un couple, parmi d'autres, s'en fait l'écho. Elle vient de la Réunion ; lui, né catholique et blanc de peau, s'est converti au bouddhisme, puis à l'hindouisme quand il a rencontré sa femme ; tous deux travaillent à France Télécom. « *On est tolérants, l'hindouisme est une religion pacifique* », plaident-ils. Un peu plus loin, une Cambodgienne, venue en France en 1975, explique qu'elle s'est convertie il y a deux ans, lors de la vague de miracles qui a parcouru le monde. « *Il n'y a pas une vérité, chacun possède la sienne* », dit-elle en souriant. Les autres religions ne sont pas perçues comme des rivales. Au contraire, l'absence de barrière entre l'hindouisme (polythéiste) et les monothéismes conduit même certains hindous à se rendre à Lourdes, à adorer la Vierge et Ganesha côte à côte.

Religion du bien-être, l'hindouisme plaît à ceux dont la quête spirituelle ne se satisfait pas des dogmes et des structures. « *On prend ce qu'on veut, rien n'est imposé* », expliquent deux jeunes Parisiens, non pratiquants et pourtant sensibles à l'ouverture d'esprit qui caractérise ce qui apparaît plus comme une philosophie que comme une religion.

Indifférents à ces adeptes dilettantes, les Sri-Lankais affichent leur joie à pouvoir enfin célébrer leur dieu dignement. Certes, il leur manque encore un vrai temple, puisque ce qui leur en tient lieu n'est qu'en location. Mais ils sont heureux. Même si leur fête est un peu ternie : le Sri Lanka est membre du Commonwealth, et la princesse Diana n'était pas pour eux une étrangère. Couleurs et parfums n'effacent pas une certaine tristesse.

L. W.

Accueil triomphal du « Norway » (ex-« France ») au Havre

PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES ont salué, dimanche 31 août, l'arrivée au Havre (Seine-Maritime) du paquebot *Norway*, l'ex-France, de retour dans son ancien port d'attache pour une escale de deux jours. Attendu au passage des digues du port du Havre vers 8 heures, le paquebot a surpris tout le monde en arrivant en avance. Longuement applaudi, le *Norway* a fait retentir sa sirène à plusieurs reprises, tandis qu'un orchestre de jazz saluait à terre son arrivée. Quelque 6 000 personnes ont visité gratuitement le plus long paquebot du monde (315 mètres), lancé le 11 mai 1960 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et désarmé en octobre 1974, avant d'être repris en août 1979 par un armateur norvégien. Le président de la Norwegian Cruise Line, Kristian Siem, a annoncé que le *Norway* ferait vingt-huit escales en France, dont cinq au Havre, en 1998, dans le cadre d'une exploitation régulière en Europe.

DÉPÊCHES

■ **TÉTINES : Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat en charge de la consommation**, a ordonné, samedi 30 août, la saisie de quatre modèles de tétines soupçonnées d'être contaminées par une substance cancérigène. Tous les lots de tétines pour biberons de marque Rémond, modèles Varitéline, Supertétine, tétine Sampal et tétine Préma, fabriqués avant le 1^{er} juillet 1997 doivent être retirés du marché. « *Ces tétines sont repérables au numéro de lot indiqué sur leur emballage : ce numéro se termine par un chiffre inférieur à 707* », ajoute un communiqué du secrétaire d'Etat.

■ **MALTRAITANCE : une femme**, handicapée mentale légère, a vécu « *recluse* » pendant trente-six ans dans un pavillon de la banlieue d'Auxerre (Yonne), au service d'une octogénaire, avant d'être découverte par les services sociaux. Illetrée, la domestique, aujourd'hui âgée de soixante et onze ans, était entrée au service de sa patronne en 1961, après avoir passé plusieurs années dans un hôpital psychiatrique. Chargée des travaux ménagers, elle vivait dans une pièce située au sous-sol du pavillon, où elle faisait l'objet de fréquentes réprimandes, et était parfois battue à coups de canne. La patronne, âgée de quatre-vingt-trois ans, a réfuté les accusations. « *Je l'aimais comme ma fille* », a-t-elle déclaré.

■ **VIOL : un policier stagiaire parisien**, accusé d'avoir violé deux de ses collègues féminines, a été mis en examen pour viol et écroué à la prison de la Santé à Paris, à la mi-juillet. Le policier était affecté au dépôt du palais de justice de la capitale. Une plainte a été déposée par une de ses victimes et le policier a reconnu les faits, tout en affirmant ne pas avoir forcé la jeune femme. Une autre collègue a alors porté plainte à son tour.

■ **VIOLENCES : un homme de trente ans a été agressé**, il y a quelques jours, dans la banlieue de Strasbourg, par trois jeunes, dont un mineur, qui lui ont asséné des coups de pavé au visage après son refus de leur donner une cigarette. Interpellés ce week-end, les trois jeunes ont été écroués pour « *violence volontaire avec armes, en réunion* ». La victime, restée plusieurs heures dans le coma, souffre également d'une déchirure du flanc due à un coup de couteau.

■ **ÉDUCATION : estimant que l'allocation de rentrée scolaire (ARS) et l'aide à la scolarité (AS) « ne sont pas en adéquation avec le coût réel de la scolarité »**, la Confédération syndicale des familles (CSF) réclame une simplification des aides. Elle propose la création d'une allocation collège (AC), versée en plusieurs mensualités et qui remplacerait à terme l'ARS et l'AS. La CSF précise que le système actuel ne permet pas aux familles les plus modestes de faire face aux frais de scolarité. Elle propose que le montant de l'AC varie, en fonction des revenus familiaux, de 2 000 à 4 200 francs.

TRANSPORTS Le collectif contre la Transversale Est-Ouest (Téo), nouveau périphérique nord de Lyon à péage, organise à partir du lundi 1^{er} septembre et pendant

toute la semaine des opérations « péage libre » ainsi qu'une manifestation, samedi. ● CE COLLECTIF, qui réunit des usagers, des associations, le PCF, la CGT, la CFDT, la Fédé-

ration nationale des taxis indépendants, les Motards en colère, a recueilli 25 000 signatures. Il exige « la mise hors-circuit du concessionnaire » et la gratuité du péage. ● EN

RÉAMÉNAGEANT plusieurs « itinéraires alternatifs », la Communauté urbaine s'est volontairement placée en dehors du contrat de concession qui la lie aux groupes Bouygues et

Dumez. ● LORS DE LA RÉUNION de la Communauté urbaine de Lyon, le 8 septembre, les élus débattent du mode de gestion qu'ils souhaitent pour Téo.

La municipalité de Lyon remet en question le nouveau périphérique à péage

Héritage de Michel Noir, cette infrastructure concédée au privé, mais financée en partie par les collectivités locales, est vivement contestée par les usagers. L'affaire irrite Raymond Barre : la ville pourrait tenter de renégocier un contrat qu'elle juge déséquilibré

LYON

de notre correspondant régional

Depuis l'ouverture, le 22 juillet, du périphérique nord de leur agglomération, les automobilistes lyonnais bouillent la Transversale Est-Ouest (Téo), un nouvel axe de dix kilomètres – dont sept en tunnels et souterrains, qui franchit deux fleuves et trois collines, dont celle de la Croix-Rousse –, censé faciliter leurs déplacements et éviter la traversée du centre-ville. Explication : son coût, seize francs. Plusieurs associations ont l'intention de lancer, à partir du lundi 1^{er} septembre, une guerre d'usure contre Téo, qui a coûté 6 milliards de francs au lieu des 3,7 prévus, tout en étant financée, sous forme de travaux et de subventions, à hauteur de 52 % par la communauté urbaine (le Grand Lyon) et le conseil général. « Sans cet apport financier des collectivités locales, le montant du péage aurait été doublé », explique un document de la Communauté.

La société concessionnaire du boulevard périphérique nord de Lyon (SCBPNL), qui regroupe Bouygues, Dumez et GTM (64,5 % du capital) et des banques, ne s'attendait pas à un démarrage aussi laborieux. Tout avait été pensé, prévu, calculé, par le concessionnaire et le maître d'ouvrage, le Grand Lyon, pour rabattre vers Téo le plus grand nombre possible de véhicules. Dès 1989, un contrat « en béton » avait été établi entre le groupe Bouygues et l'ancien maire Michel Noir et de très confortables indemnités prévues en cas de difficultés, notamment géologiques (le concessionnaire vient d'adresser à la communauté urbaine une addition de 600 millions de francs « pour sujétions imprévues ») et pour garantir au constructeur-exploitant un trafic élevé tout au long des trente-cinq années de sa concession.

C'est ainsi que les collectivités locales se sont engagées à indemniser la SCBPNL en cas de construction,

Dix kilomètres, seize francs



par elles-mêmes ou par l'Etat, de nouveaux axes qui réduiraient le trafic sur Téo. Le contrat prévoit également un droit de regard du concessionnaire sur d'éventuelles modifications de voirie susceptibles de gêner l'exploitation de Téo. Enfin, très discrètement, des dispositions limitant le libre choix des automobilistes à ses abords ont été annexées au contrat et ont transformé le jour de son ouverture le Téo en débouché presque obligatoire du boulevard Léon-Bonnevay : ce périphérique gratuit, à deux fois deux voies, à l'est de l'agglomération, emprunté quotidiennement par des dizaines de milliers d'automobiles pour rejoindre le tunnel de la Croix-Rousse ou le centre, a été brutalement rétréci à une voie dans chaque sens.

Simultanément, la signalisation des itinéraires alternatifs était effacée, des feux rouges placés sur certains axes concurrents pour ralentir

la circulation : ces « verrous » ont provoqué des embouteillages, inconnus jusqu'alors en période estivale.

Le 22 juillet, Raymond Barre qui regagnait en voiture l'hôtel de ville fut l'une des premières victimes du « grand chambardement » opéré par les services de la communauté urbaine dont il est le président. « C'était dantesque, confia-t-il. Téo est une très belle réalisation, mais ça ne fonctionne pas. » Depuis lors, le maire – courroucé, mais prisonnier d'un contrat très défavorable aux collectivités locales – est resté muet mais pas inactif. Il a notamment fait rétablir autour de Téo une signalisation plus claire et plus honnête. Lundi, les voies de circulation supprimées sur le boulevard Léon-Bonnevay ont été rétablies.

Le porte-parole du Collectif « pour la gratuité et contre le rachat », Gérard Claisse, directeur de

recherche au CNRS et spécialiste en économie des transports, interprète l'attitude du maire « comme un appel à l'indiscipline civique ». Son premier adjoint, Christian Philippe, est beaucoup plus nuancé : « le droit d'aller et de venir n'était plus assuré convenablement dans l'agglomération (...). Personne ne peut contester les mesures que nous venons de prendre, puisque rien dans le contrat ne dit que l'automobiliste lyonnais doit emprunter absolument Téo ».

GRATUITÉ

Quelques semaines avant l'ouverture de Téo, le président de la communauté urbaine avait déclaré qu'il appliquerait « tout le contrat, rien que le contrat ». Aujourd'hui, dans son entourage, on affirme que les « exigences du concessionnaire » et les « largesses accordées par le concédant » ont conduit à la rédaction d'un « contrat totalement désé-

quilibré » et que l'on ne pourra pas échapper à une renégociation. La gestion et les méthodes de l'ancien maire Michel Noir (ex-RPR) et celles de l'actuel président du conseil général du Rhône, Michel Mercier (UDF-FD), sont vivement critiquées. « Nous reprochons à la précédente municipalité d'avoir, un peu trop rapidement et sans débat, accepté certaines des conditions posées par le concessionnaire. Ce dernier s'est battu pour obtenir ce qu'il désirait. Il n'a fait alors que son travail. Par contre, les intérêts de la collectivité n'ont pas été défendus avec la même vigueur », déplore M. Philippe.

Les élus communistes réclament la gratuité de Téo et la participation de l'Etat aux grands équipements de voirie à hauteur de 45 %, indique le député du Rhône et maire de Vénissieux, André Gérin. Les maires PS plaident pour une reprise de la société concessionnaire et sa transformation en société d'économie mixte. Ils demandent aussi le réaménagement immédiat des tarifs. De son côté, Etienne Tête, conseiller régional écologiste, estime que Raymond Barre « peut encore soulever l'illégalité du contrat » devant le tribunal administratif : dans *Le Progrès de Lyon*, M. Tête évoque « l'enquête judiciaire sur les comptes suisses de Pierre Botton (...) gendre et ancien principal collaborateur de Michel Noir » qui furent « alimentés par le groupe Bouygues [et] sont peut-être de nature à justifier cette illégalité ».

Claude Francillon

L'exemple toulousain

Bernard Gil, porte-parole des opposants toulousains au péage de Roques-sur-Garonne, devait être présent à la manifestation lyonnaise. Après un an de lutte quotidienne du collectif anti-péage qu'il anime pour obtenir la gratuité du passage sur cette ancienne voie rapide transformée en autoroute concédée, l'Etat et les Autoroutes du sud (ASF) de la France ont fini par accepter de rendre la section contestée au domaine public (*Le Monde* du 9 avril). Mais les collectivités locales devront déboursier 200 millions de francs. Elles seront aidées à hauteur de 20 millions par trois enseignes de grandes surfaces qui se trouvent sur l'itinéraire. Le rachat d'un péage est une première en France. – (Corresp.)

Les rêves c'est beau.

La réalité c'est joli aussi.



FIAT PUNTO
46200 F*

CONTRAT TRANSPARENCE

La nouvelle gamme Fiat Punto n'a rien perdu de son charme ni de son caractère mais vous propose un choix encore plus vaste : nouvelles motorisations essence (85 16v) et Turbo Diesel, nouveaux coloris,

nouveaux intérieurs et nouveaux équipements. De plus, grâce au Contrat Transparence vous bénéficiez des Prix Nets sur la Punto et de la Prime Qualité Fiat de 5 000 F pour la reprise de votre ancien véhicule, quel que soit son âge (soit 5 000 F

si votre voiture n'est plus cotée ou 5 000 F au dessus de la valeur de reprise Argus diminuée des 15% de frais professionnels et éventuels frais de remise à l'état standard). *Tarif conseillé au 02.06.97 AM 98 de la Punto 55 S 3 portes Prime

Qualité Fiat de 5 000 F déduite pour la reprise de votre ancien véhicule. Fiat Punto 55 S 3 portes Prix Net 51 200 F. Offre valable jusqu'au 30.09.97 réservée aux particuliers, dans les points de vente participants.

FIAT

La dernière interview d'une âme rebelle

ENVIE de m'échapper. De quitter le clavier, la télé, les images répétées, vite usées, du tunnel obstrué, de l'auto dévastée, de l'hôpital cerné, du cercueil et des fleurs, et des pleurs... Envie de prendre la fuite, de laisser le téléphone saturer la boîte vocale et de jouer lâchement les abonnés absents pour ne pas rejoindre la liste des chroniqueurs omniprésents : « Vous qui avez connu la princesse... » Envie de crier « Pouce ! » Tant de choses fausses sur Diana ont déjà été dites et tant de volte-face, soudain, sur une musique funèbre...

Envie de témoigner, pourtant. Envie de raconter une interview inattendue, unique, offerte avec naturel et responsabilité. Comme un ultime message, une sorte de mise au point sur ses valeurs et ses priorités, son engagement et sa lucidité.

Elle avait, avec les malades ou les plus démunis, des gestes qui ne mentent pas, des regards qui ne se travaillent pas, une tendresse qui ne se mime pas

C'est qu'elle en dit des choses, si l'on y regarde de près. Elle n'était pas conventionnelle. Et sous son regard bleu qui devenait timide lorsqu'elle inclinait légèrement la tête, la princesse de Galles avait l'âme rebelle.

Envie d'être juste, surtout. On l'a si mal jugée. C'est peut-être l'unique raison pour accepter de revenir sur ce que les médias appellent « la dernière interview de Diana », et la seule dans la presse écrite. C'est là un mystère qui n'en finit pas d'étonner les journaux britanniques et les réseaux de radios et de télévisions du monde entier.

Pourquoi au *Monde* ? Oui, pourquoi ? Je serais tentée de répondre : parce que *Le Monde* l'avait demandé. Mais sans doute n'était-il pas le seul. Alors pourquoi ? Le saura-t-on jamais ? J'avais appelé Kensington Palace, un après-midi du mois de mai, et exposé au secrétariat de la princesse le projet d'un « Retour sur images » qui comprendrait douze grandes photographies de ces trente dernières années et serait l'occasion de rencontres avec les

Sollicitée en juin par « Le Monde », la princesse avait rapidement donné son accord. Il s'agissait pour elle d'exposer ses convictions publiques, sans rien évoquer de sa vie privée, et de réfléchir au pouvoir de l'image. Ce fut son unique entretien dans la presse écrite

« héros » de ces images. La princesse, me semblait-il, s'imposait dans la sélection.

Pas seulement parce que c'était de loin la personne la plus photographiée au monde, mais parce qu'il y avait dans les clichés retraçant son engagement humanitaire une vérité, une sincérité lumineuse. Parce qu'elle avait, avec les malades ou les plus démunis, des gestes qui ne mentent pas, des regards qui ne se travaillent pas, une tendresse qui ne se mime pas.

Accepterait-elle d'en parler ? Lui plairait-il d'exposer ses convictions et de réfléchir au pouvoir de l'image ? On me pria

d'écrire. C'est ça ! m'écriai-je. Une lettre parmi cinq cents ! « Mais la princesse lit toutes les lettres ! », précisa l'assistante. Et de fait, le jour même où elle reçut le courrier, la princesse fit prévenir par téléphone que le projet l'enthousiasmait. Quand pouvais-je venir à Londres afin de l'interviewer à Kensington Palace ? Au fait, à quelle photo avais-je pensé ?

Ce fut aussi simple que cela. De son travail, de son engagement et de son rôle de « messenger », Diana, princesse de Galles, avait envie de parler. Peut-être heureuse qu'un journal réputé austère prenne son combat au sérieux.

Peut-être flattée, qui sait, de figurer dans une sélection de photos comprenant à l'origine Gorbatchev, Arafat, Walesa, Mandela. Peut-être décidée, enfin, à afficher résolument une nouvelle indépendance, un destin maîtrisé et une récente sérénité. En quelque sorte à prendre date.

« La nouvelle Diana » titrait ce mois-là le magazine *Vanity Fair* en exposant en couverture une photo de la princesse plus rayonnante et sexy que jamais. C'est vrai, Diana avait changé. Son regard et son rire étaient ceux d'une femme libre qui n'entendait pas se laisser dicter sa conduite par quiconque

ni son discours, celui d'une femme moderne, mûrie par les épreuves, dénuée de complexes, sûre de ses convictions.

Fallait-il pour autant la situer sur l'échiquier politique ? Crier à l'hérésie comme le firent les conservateurs britanniques parce que, sur un sujet qui lui tenait à cœur – l'interdiction des mines antipersonnel –, elle loua le gouvernement qui ralliait sa cause et blâma celui qui, toujours, refusa ? A qui fera-t-on croire que c'était une surprise ? Et que ses déclarations mettaient en danger l'esprit de la Constitution ? Les Tories eurent bonne mine de crier une

nouvelle fois haro sur la princesse et de demander à la reine de la discipliner et de lui clouer le bec ! Tant qu'on parlerait du soi-disant « faux pas », on oublierait ses autres déclarations autrement plus frondeuses.

Son coup de patte à la famille royale (« *Du jour où je suis rentrée dans cette famille, plus rien ne pouvait se faire naturellement !* »). Sa défiance à l'égard de l'establishment (« *C'est pour cela que je dérange certains cercles. Parce que je suis beaucoup plus proche des gens d'en bas que des gens d'en haut. Et que ces derniers ne me le pardonnent pas* »).

Son amertume envers une presse « *féroce* » (« *Elle ne pardonne rien, elle ne traque que l'erreur. Chaque intention est détournée, chaque geste critiqué* »). Et puis cette allusion aux valeurs qu'elle entendait transmettre à ses deux fils (« *Mon père m'a toujours appris à traiter quiconque comme un égal. Je l'ai toujours fait et je suis sûre que Harry et William en ont pris de la graine* »).

Ce ne sont pas forcément, en effet, les valeurs qui ont cours à Buckingham Palace. Mais Diana, qui emmenait fréquemment William en visite, chez les sans-abri comme dans les hôpitaux, avait, sur l'éducation d'un futur roi, des idées très précises. Elle ne menaçait pas la monarchie comme on l'en a accusée. Elle savait au contraire ce qu'il convenait de faire pour lui donner un sens, une essence, une vocation, un souffle.

Car Diana était lucide. Intuitive plus qu'intellectuelle. Sensible plus qu'rationnelle. Elle devinait plus qu'elle n'analysait. Elle ressentait plus qu'elle ne déduisait. Constamment à l'écoute, toutes antennes dehors, appliquée à bien faire. « *J'ai toujours fait de mon mieux* » Elle voulait être parfaite. Et elle le fut souvent. Elle apprit vite et seule. Et sans encouragement. Etait-ce son regard légèrement en oblique ? Etait-ce son sourire, une seconde incertain ?

Son visage frémissant, auquel il arrivait encore de rosir, illustrait la transparence et la fragilité. Et l'on eût dit qu'elle quêtait la même chose dans le visage de l'autre, une absence de fard, une vraie sincérité. Elle avait envie de faire confiance. Elle avait besoin d'amitié.

Elle rayonnait, Diana. L'âme à fleur de peau. Et la peau transparente. Ce n'était pas une question de beauté. Simple et de vérité. C'est ce qui frappait le plus quand on la rencontrait, derrière son sourire poli, sa poignée de main déliée, son battement de cils charmant. L'impression d'accéder immédiatement au cœur. Le sien était ardent.

Annick Cojean



Les 9 et 10 août, la princesse Diana s'était rendue en Bosnie-Herzégovine (ici, à Tuzla). Elle participait une nouvelle fois à la campagne dénonçant les ravages provoqués par les mines antipersonnel.

Hugo Vickers, biographe de la famille royale britannique

« Diana a été victime de l'expansion formidable des médias à l'échelle planétaire »

Selon cet observateur, la princesse de Galles était devenue une « cible idéale » pour les journaux hostiles à l'establishment

« Quelle leçon tirez-vous de cette tragédie ? »

– Comme l'a déclaré lord Spencer, le frère de Diana, la persécution médiatique a finalement tué celle qui était devenue une superstar, une véritable icône. Après le mariage, la famille royale pensait que l'intérêt des tabloïds allait diminuer, comme cela avait été le cas avec les autres ducs et princesses. Or, c'est l'inverse qui s'est passé. Insatiable, la presse était prête à déjouer toutes les chausse-trappes pour obtenir des exclusivités. Je tiens de bonne source que, ces derniers temps, la princesse de Galles était à ce point obnubilée par l'hystérie journalistique qu'elle faisait régulièrement passer au crible ses appartements de Kensington pour tenter de découvrir d'éventuels micros. Elle avait peur d'envoyer une lettre par la poste.

« Je pense que sa vie de princesse aurait été plus simple si elle avait choisi de ne jamais parler aux médias. Mais elle avait besoin

de la presse pour faire connaître les choses qui lui tenaient à cœur : la lutte contre les préjugés envers les victimes du sida, la drogue, la boulimie ou, plus récemment, les mines antipersonnel.

– Quelles sont les conséquences pour la famille royale ?

– Ce drame ne peut que rehausser son prestige. Le deuil entraîne en effet l'union sacrée. L'opinion va témoigner sa sympathie envers ses enfants. J'espère qu'elle en fera de même pour le prince de Galles, qui est désormais responsable de leur éducation à un âge difficile et qui saura se montrer sage et compréhensif.

« L'affaire provoquée par son entretien au *Monde* avait éclaté alors que la situation de la monarchie s'était plutôt améliorée au cours de l'année en cours. Le divorce entre Charles et Diana avait mis fin à une situation explosive dont la presse avait largement tiré profit. Le raz-de-marée des travaillistes lors de l'élection générale

du 1^{er} mai avait concentré l'attention de l'opinion sur les actions du nouveau gouvernement. La venue au pouvoir de Tony Blair, premier ministre démuné de toute expérience ministérielle, qui n'était même pas né lorsque la reine a été couronnée, a accentué le rôle pivot de la souveraine.

« En vertu du système de monarchie parlementaire, Elizabeth II, qui a connu neuf premiers ministres au cours de son règne, assure la continuité, la durée, la permanence de l'Etat. Enfin, les Windsor ont adopté un mode de vie plus discret et moins coûteux. Si la cote de popularité de la monarchie continue de baisser, la faute en est aux médias.

– Dans l'entretien accordé au *Monde*, la princesse affirmait être persécutée par les journaux.

– Diana a été victime de l'expansion formidable des médias à l'échelle planétaire, qui se disputent un marché hyper-concur-

rentiel. Par ailleurs, parce qu'elle restait « à demi-détachée » de la famille royale, la princesse était une cible idéale pour les propriétaires de journaux, comme Rupert Murdoch, hostiles à l'establishment anglais, dont les Windsor sont le pur produit.

« La règle d'or est de suivre l'exemple de la reine et de se taire. Le prince Andrew, duc d'York, qui n'a jamais rien révélé sur les tenants et les aboutissants de son mariage raté avec Fergie, l'a bien compris. Résultat : il est plus populaire que jamais.

– Les critiques de Diana envers le précédent gouvernement conservateur ne viole-t-elles pas la sacro-sainte règle de stricte neutralité politique des « royals » ?

– Il ne s'agit pas d'épingler violemment la précédente administration de droite dont le chef, John Major, a beaucoup aidé Diana après l'annonce de sa séparation, en 1992. « Désespérant » est

le genre de terme que les jeunes filles issues du même milieu social que la princesse utilisent volontiers pour faire part de leur frustration devant un problème spécifique. Le prince Charles est l'objet des mêmes critiques pour être prétendument trop proche de Tony Blair.

« Ces attaques sont également exagérées dans la mesure où il appartient au futur roi d'être associé d'une manière ou d'une autre à l'action gouvernementale. Le souverain ne reçoit-il pas une fois par semaine le premier ministre ? Si Charles était trop lié à l'opposition, ce serait bien plus inquiétant.

– Quel aurait dû être le rôle idéal pour Diana ?

– Sa situation était impossible. On peut la comparer à celle de Jackie Kennedy après Dallas. Diana n'était pas à court d'argent, loin de là, mais un milliardaire comme Dodi Al Fayed lui offrirait une certaine continuité avec le style de vie qui était le sien avant son divorce :

hélicoptère, yacht, gardes de sécurité, résidences somptueuses, serveurs.

« Comme elle l'avait confié au *Monde*, elle a été très maltraitée en Grande-Bretagne, alors qu'on la fêtait à l'étranger, comme ce fut le cas d'ailleurs pour Margaret Thatcher après sa démission. Bien que fille du comte de Spencer, elle était *persona non grata* dans les dîners des grandes familles aristocratiques anglaises. Par légitimité, les Marlborough, à Blenheim, ou les Devonshire, à Chatsworth, s'étaient ralliés à Charles, le futur roi.

« La solution la plus sage pour Diana eût été de se cantonner à l'action humanitaire au sens strict, à son rôle de mère élevant les deux princes William et Harry, tout en tentant de se préserver un semblant de vie privée à l'abri du regard des médias. »

Propos recueillis par Marc Roche

Lady Diana avait reçu notre collaboratrice Annick Cojean le 13 juin à Londres. La princesse avait accordé ce rendez-vous au « Monde » afin d'évoquer les grandes causes humanitaires qu'elle défendait. Nous republions ci-dessous l'enquête parue dans nos éditions du 27 août.



JOHN PRYKE/REUTERS/MAXPPP

CETTE fois, c'est elle l'hôtesse. Et ce rôle lui va bien, qui confère à ses gestes un surplus de souplesse, et glisse dans son regard bleu roi des paillettes de gaieté et un éclair d'audace. Oui, la princesse reçoit. A 11 heures précises, indiquait même le fax. Et s'il n'y avait eu ce chauffeur de taxi qui, entendant « Kensington Palace », en déduisit qu'il ne pouvait s'agir que de l'Hôtel du même nom et plaça net devant le portier, j'aurais été à l'heure... Mais la princesse n'a pas le rigorisme d'une reine qui égrène les secondes puis retire son sourire comme d'autres leur chapeau. La princesse est chez elle, décontractée, indépendante. Sans doute est-ce bien le seul endroit où elle ne risque point d'être la cible de téléobjectifs.

Elle porte une robe courte et sans manches, assortie à ses yeux, à moins qu'ils ne la reflètent. Un collier de grosses perles. Des chaussures à talons. Une assurance tranquille dont témoignent son sourire et le geste délié et gracieux avec lequel elle tend la main. Surtout elle paraît libre, et ce naturel est une jolie surprise chez celle que le protocole recommande d'appeler « Ma'am » (une contraction de « Madam », à ne pas confondre avec le fameux « Ma'am Scarlet » prononcé par une nounou africaine dans un film mythique américain). Mais, après tout, n'a-t-elle pas accepté avec spontanéité le principe d'un entretien autour d'une photo ? L'idée l'enchantait, a-t-elle fait répondre dès réception de la lettre. Elle était prête à jouer le jeu. La photo ? Il n'y avait que l'embarras du choix. Chacune des siennes faisant l'objet de mille et une publications, on dérogerait pour une fois à la règle en proposant à la princesse - certainement la personne la plus photographiée du monde - de lui apporter une sélection de clichés dans laquelle elle ferait son choix.

C'est dans le salon privé du premier étage que Diana propose de s'installer. Une pièce chaleureuse et féminine, avec des tons pastel, des dégradés de beige, quelques meubles anciens et des sièges confortables, et, partout où c'est possible, des cadres en bois ou en argent accueillant des photos. Celles, surtout, de ses deux fils, William et Harry ; celles de ses deux sœurs, et de son frère ; celle de son père, le comte Spencer, aujourd'hui disparu. La princesse a, paraît-il, des tiroirs de photos. Mais c'est la sélection opérée par *Le Monde* qui, tout de suite, l'intéresse. Pas de photos volées, privées, intimes. Mais les photos connues d'un personnage public qui, en braquant l'attention sur un problème de société ou une cause humanitaire, ont renforcé le mythe d'une princesse au grand cœur.

Diana les regarde une à une, en

La princesse au grand cœur

fournissant chaque fois, avec entraînement, la légende des photos : où, quand, avec qui... « Je fais très attention aux gens, dit-elle, et je me souviens d'eux. Chaque rencontre, chaque visite est particulière. » Un hôpital pour enfants, un accueil de sans-abri, un centre de réinsertion, un laboratoire de recherche sur le sida, un refuge pour femmes battues, une tente pour lépreux au Zimbabwe, un camp d'aide alimentaire au Népal... Mais la princesse s'arrête. Dans sa main, la photocopie d'une photo prise en 1996 au Pakistan. « Ce petit garçon est mort, dit-elle sans détacher les yeux du cliché. Je l'avais pressenti avant de le prendre dans mes bras. Je me rappelle son visage, sa peine, sa voix... Cette photo m'est très chère. » Elle la met de côté, sur un bout du canapé, et continue, d'un regard plus distrait, à feuilleter le reste des clichés. Elle éclate de rire, parfois, quand un d'entre eux la surprend dans une pose trop officielle. Mais elle revient à la photo de l'enfant. S'il faut en choisir une, « c'est celle-ci, dit-elle, sans aucune hésitation. »

QU'Y A-T-IL à expliquer ? Ce n'est ni de la coquetterie ni un calcul d'image. La photo la touche « parce qu'elle est vraie », voilà. Entourée de parents d'autres petits malades, la princesse, ce jour de février 1996, se sentait à sa place, en harmonie, en sympathie, en « communion » avec le groupe. Son émotion n'était pas feinte, son recueillement était profond. Les battements de cœur du petit étaient, dit-elle, la chose la plus importante

du moment. Elle aurait voulu lui communiquer de sa force, de sa santé, de son amour. Comment parler de princesse au travail ?

La photo témoigne d'une expérience humaine, pas d'une corvée officielle. « Au fond, c'est un instant privé dans une manifestation publique. Une émotion privée qu'une photo transforme en comportement public. Curieux couplage. Pourtant, si j'avais le choix, c'est encore dans ce type d'environnement, avec lequel je me sens parfaitement en phase, que je préférerais être photographiée. »

Privé, public... Où se situe la frontière ? La princesse brouille les cartes en la pulvérisant, introduisant du privé dans la sphère publique. Autrement dit en chargeant d'affectivité et d'émotion les devoirs et fonctions de sa charge. Il n'y a plus de carapace, plus de protection, plus le moindre surmoi. L'engagement est sincère et il est maximal. Risqué aussi. Les foules le sentent depuis le premier jour, séduites par sa compassion, et sa complicité immédiate avec la rue. L'Establishment, les politiques et princes du faux-semblant apprécient nettement moins. En une apparition, la princesse a révélé leur froideur, leur distance, leur cynisme.

Voyez ses gestes avec la grand-mère de Bosnie qu'elle presse sur son cœur, avec un jeune homme atteint du sida dont elle retient longuement la main entre les siennes, avec cette petite unijambiste angolaise qu'elle assoit sur ses genoux. Elle embrasse, caresse, enlace. « Je touche, oui. Je crois que chacun en a besoin, quel que soit

son âge. Appliquer la paume de sa main sur un visage ami, c'est entrer tout de suite en contact, communiquer de la tendresse, marquer sa proximité. C'est un geste qui m'est naturel, qui vient du cœur. Il ne se prémédite pas. » Elle ne joue pas les dames patronesses, se moque du protocole, néglige les officiels, refuse toute position qui placerait ceux qu'elle visite en position humiliante.

Ses élans n'ont pas manqué de provoquer bien des froncements de sourcils dans la famille royale. Le « style » Diana décoiffait. Surtout quand il devint évident qu'au-delà d'afficher une image plus moderne il reflétait un autre rapport aux gens. La jeune femme a dû brider ses impulsions, et il lui arriva de douter de son rôle. « Du jour où je suis rentrée dans cette famille, plus rien, de toute façon, ne pouvait se faire naturellement ! »

C'EST donc la foule qui, peu à peu, lui a donné confiance. Ce sont les malades, les enfants, les exclus qu'elle visitait avec une assiduité inédite qui l'ont convaincue de la justesse de son approche et de son don du contact.

Et c'est en eux que, en des moments difficiles, elle a puisé une énergie et presque une raison de vivre. « Je me sens proche des gens, quels qu'ils soient. On est d'emblée au même niveau, sur la même longueur d'onde. C'est pour ça que je dérange certains cercles. Parce que je suis beaucoup plus proche des gens d'en bas que des gens d'en haut, et que ces derniers ne me le pardonnent pas. Parce que j'ai une vraie relation de proximité avec les plus humbles. Mon père m'a toujours appris à traiter quiconque comme un égal. Je l'ai toujours fait et je suis sûre que Harry et William en ont pris de la graine. »

Il est des valeurs sur lesquelles la mère du futur roi ne transige pas. C'est une jeune femme

déterminée qui parle. Une princesse de trente-six ans qui ne sait pas encore quel cours suivra sa vie personnelle mais qui, quoi qu'il arrive, entend poursuivre son engagement. « Etre en permanence dans l'œil du public me confère une responsabilité particulière. Notamment celle de jouer de l'impact des photos pour faire passer un message, sensibiliser le monde à une cause importante, défendre certaines valeurs. » Ambassadrice ? Porte-parole de prestige ? « Si je devais définir mon rôle, j'utiliserais plutôt le mot de messenger. »

Ses obligations officielles ont fondu avec la prononciation de son divorce et ses interventions ne sont plus le fait que de son seul choix. Là encore, elle affiche sa liberté. « Personne ne peut me dicter ma conduite. Je travaille à l'instinct. C'est mon meilleur conseiller. » La lutte contre les mines antipersonnel, le sida, la recherche contre le cancer, les léproseries - la photo la représentant serrant les mains de lépreux aurait fait plus pour démythifier la maladie que les campagnes de presse organisées depuis vingt ans -, demeurent ses priorités.

Mais que de controverses, d'humiliations, de débats. « A chaque fois ! », soupire-t-elle. Une visite dans un centre de sans-abri, et on l'accuse de vouloir embarrasser le gouvernement conservateur. Un geste de tendresse envers un malade du sida (au début des années 80), et certains conservateurs y voient une indulgence coupable pour l'immoralité. Son contact spontané, en Inde, avec des « in-

22 FÉVRIER 1996

Lady Diana
« Nous sommes au Pakistan, à l'hôpital Shaukat Khanum de Lahore, spécialisé dans le traitement du cancer. Je suis venue y passer une journée pour rencontrer les enfants malades, encourager le personnel, et peut-être aider à la collecte de financement. Ma visite a été annoncée et il y règne une effervescence sympathique et joyeuse. Je parle aux uns et aux autres, m'attarde avec certains enfants. Tout à l'heure, il y aura la distribution de bonbons et le spectacle préparé par une quarantaine de petits patients costumés. Mais un petit malade accroche soudain mon regard. Un petit garçon sérieux, avec des yeux tristes, et un corps épuisé. Et je ne vois plus que lui. Je ne peux pas dire pourquoi. Je sais qu'il va mourir. "Puis-je le prendre dans mes bras ?" dis-je à sa maman. Elle est souriante, ravie. Nous rions gentiment pendant qu'on me confie l'enfant. Mais voilà qu'il supplie, d'une petite voix anxieuse : "S'il vous plaît, ne vous moquez pas de moi." Mon Dieu ! Comment pourrions-nous ? Je reste interdite. La maman lui explique que nous parlions simplement. Mais l'enfant ne voit pas, ne voit plus. Oui, l'enfant est aveugle. Une tumeur lui ronge le cerveau. Je le serre très fort dans mes bras. » L'enfant est mort peu après, je l'apprendrai lors d'une visite ultérieure. Je ne l'oublie pas. »



MEIGNEUX/SIPA

Juillet 1997-Londres

touchables » ? Les vieux amis de l'Empire s'étranglent à l'unisson. Sa visite à Lahore, dans l'hôpital créé par Imran Khan, le mari de son amie Jemima ? La presse embraye sur l'accusation de Benazir Bhutto jugeant scandaleux le soutien politique apporté ainsi par Diana à son hôte, considéré comme un opposant. Sa présence dans une salle d'opération africaine lors d'une transplantation cardiaque ? On l'accuse d'indécence coquetterie, les journaux focalisant l'attention du public sur un cliché la représentant en gros plan, masque de chirurgie sur le visage, et les yeux... maquillés !

« La presse est féroce, dit-elle. Elle ne pardonne rien, elle ne traque que l'erreur. Chaque intention est détournée, chaque geste critiqué. Je crois qu'à l'étranger, c'est différent. On m'y accueille avec gentillesse, on me prend comme je suis, sans a priori, sans guetter le faux-pas. En Grande-Bretagne, c'est le contraire. Et je crois qu'à ma place n'importe qui de sain serait parti depuis longtemps. Mais je ne peux pas. J'ai mes fils. »

L'ÉPISODE le plus frappant fut probablement son voyage en Angola, au début de cette année. La princesse avait préparé de très longue date ce déplacement organisé par la Croix-Rouge, destiné à attirer l'attention sur le drame des victimes de mines antipersonnel (plus de 70 000 Angolais) et soutenir la campagne mondiale visant à les interdire.

On la vit donc passer des heures à écouter les témoignages de jeunes gens mutilés par les mines, des médecins, des démineurs. On la photographia portant armure et visière blindée pour traverser un champ de mines et suivre les opérations de désamorçage. Mais c'est Londres qui déclencha les gros titres, et la polémique, une fois de plus, prit le pas. Les milieux conservateurs se déchaînaient, le Foreign Office restait tapi dans l'ombre.

« Un canon devenu fou », lâchait un député, comte de son état. « Une naïve, mal conseillée et totalement irréaliste ! », affirmait avec commisération un autre représentant. « Mal informée surtout, raillait un speaker en esquissant un parallèle douteux avec Brigitte Bardot. Le sujet est beaucoup trop compliqué pour sa petite tête d'oiseau. » Rarement critiques avaient atteint un tel degré. Jamais misogynie n'était apparue avec tant de force. Le gouvernement se tut officiellement, mais son malaise était évident, étant donné son obstination à juger « efficace, nécessaire pour nos forces armées » un certain type de mines. Diana fut profondément blessée. Encore la campagne conservatrice obligea-t-elle toute la presse à braquer ses projecteurs sur l'Angola. « La polémique a ruiné une journée de travail, mais décuplé la couverture média. »

Alors elle ne cache pas sa joie devant la décision immédiate du gouvernement travailliste de rallier les pays prônant l'interdiction totale des mines. « Sa position sur ce sujet a toujours été claire. Il va faire un travail formidable. Des désempressés étaient tellement désespérés. J'espère que nous parviendrons à convaincre les Etats-Unis de signer en décembre, à Ottawa, la charte d'interdiction. » Car il s'agit bien d'un engagement à long terme. Elle ne fait pas de « politique », mais de l'« humanitaire ». Et elle entend suivre les dossiers. Malgré quelques échardes.

« Au fil des ans, j'ai dû apprendre à me situer au-dessus de la critique. Mais l'ironie fait qu'elle m'a été utile en me donnant une force que j'étais loin de penser posséder. Cela ne veut pas dire qu'elle ne m'a pas blessée. Au contraire. Mais cela m'a communiqué la force de continuer sur le chemin que j'avais choisi. »

Ce n'était donc pas l'affaire du « baiser sur le yacht » qui allait lui faire renoncer, mi-août, au voyage en Bosnie. Le message sur les mines y perdra de sa force, mais Diana prouvera qu'on ne l'intimide plus, que les paparazzi ne gouvernent pas sa vie et qu'elle sait maintenir le cap.

La sincérité, dit-elle. Tout est là. Comme sur la photo de Lahore... On ne fait rien de bien qu'on ne ressente avec son cœur. « Rien ne me communique plus de bonheur que d'essayer d'aider les plus vulnérables de cette société. C'est un but et une partie désormais essentiels de ma vie. Une sorte de destin. Quiconque en détresse m'appellera, j'accourrai, où qu'il soit. »

Annick Cojean

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Célèbre

ELLE était belle. Elle était sympathique et généreuse. Elle avait, un temps, donné un épiphémère nouveau visage à la monarchie britannique. Elle était la mère du futur roi d'Angleterre. Elle avait, aussi, participé aux déboires qui ont affecté la cour de St James, signes d'un vieillissement institutionnel, voire d'une obsolescence que rien ni personne ne pouvait, ne pourra probablement juguler. Pour toutes ces raisons, la princesse Diana était une célébrité. L'une de ces personnes dont la vie et la mort font la « une » des médias. L'une des femmes les plus photographiées au monde, disait-on, même si, depuis son divorce avec le prince Charles en 1996, elle ne jouait plus qu'un rôle marginal dans la vie de la monarchie britannique.

C'est qu'elle était plus encore que ce personnage de conte de fées qui se termine en tragédie. Elle incarnait aussi une époque qui pratique, jusqu'au délire parfois, le culte du corps, de l'hédonisme, de la beauté physique, une époque dont les stars médiatiques sont des acteurs, des mannequins et des grands couturiers. L'assassinat de Gianni Versace ne fut-il pas, il y a peu de temps, un événement mondial ? Pour toutes ces raisons, la princesse Diana était devenue une héroïne, un personnage central même, du paysage global médiatique, univers d'écrans de télévision, d'émissions de radio, de couvertures de presse écrite, dont nous sommes tous, peu ou prou, les consommateurs. A cet empire des paillettes, à ce marché mondial des

images, à cette foire aux secrets, vrais ou faux, à ce maelström de privatisation de la vie publique et de « publicisation » de la vie privée, il est difficile d'échapper. Seuls les hypocrites oseront soutenir qu'ils n'ont jamais, ne serait-ce qu'une fois cédé aux charmes trop jolis ou équivoques de cet univers, notre univers.

Déjà, certains affirment que la princesse est morte, précisément, de sa célébrité. Ils accusent la presse de l'avoir harcelée, traquée, pourchassée. Elle-même, dans un entretien accordé cet été au *Monde*, dénonçait la « férocité » de certains médias. Déjà, la demi-douzaine de photographes qui suivaient Lady Diana et son compagnon, Emad Al Fayed, le samedi soir fatal, sont préjugés coupables d'avoir poussé le chauffeur de leur voiture à la faute et à l'accident qui allait leur coûter la vie, à tous les trois. Pour être aussi catégorique, il faudra attendre prudemment les résultats d'une enquête qui ne fait que commencer. La princesse évoluait dans le village médiatique planétaire où les célébrités sont, tour à tour, vicieuses, complices et manipulatrices de la presse, dans des jeux plus complexes, plus imbriqués que ne le soupçonnent ceux qui vouent aujourd'hui aux gémonies les paparazzi.

L'heure paraît plus propice à rappeler que Diana avait aussi su mettre sa célébrité au service de quelques grandes causes, enfance maltraitée, sida, lutte contre les mines antipersonnel, qui ont perdu une étincelante avocate.

Le sionisme centenaire en quête de renouveau

« LE PARLEMENT israélien est né ici, il y a cent ans ! », s'est exclamé le président de la Knesset, Dan Tichon, devant près de deux mille personnes rassemblées, dimanche soir 31 août, à Bâle pour la cérémonie de clôture des célébrations du centenaire du mouvement sioniste. Commémoration oblige, il n'a pas manqué de rappeler que c'est précisément dans la même salle, cent ans auparavant jour pour jour, que Theodor Herzl et près de deux cents délégués sionistes s'étaient réunis pour poser les fondements du futur Etat d'Israël.

L'aspiration à la paix est revenue comme un leitmotiv, tant dans les débats qui ont marqué ce centenaire que dans les discours de clôture. « Malgré les terribles événements endurés au cours des cent dernières années, la paix est la motivation principale des juifs, et elle arrivera », a lancé le président de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), Avraham Burg. « La voie de la paix est longue et ardue, pavée de difficultés, mais c'est la voie que nous avons choisie », lui a répondu en écho Dan Tichon.

Mais des différences de sensibilité sinon de conception ont transparu entre le président de la Knesset et

un membre du Likoud et le dirigeant sioniste du Parti travailliste – qui avait pris la tête du mouvement de protestation contre la guerre du Liban. Des contradictions à l'image de la société israélienne et qui n'épargnent pas le mouvement sioniste. Ainsi Dan Tichon a-t-il condamné « les actes de terrorisme arabes qui visent à saboter le processus de paix et à replonger la région dans la guerre ». De son côté, Avraham Burg a dénoncé « la brutalité » et a invité au « partage de la spiritualité ».

Cent ans après, quel futur pour le sionisme ? Au cours d'un colloque académique souvent animé, une trentaine de chercheurs et d'historiens de divers horizons se sont efforcés de faire le point sans toutefois parvenir à une conclusion définitive. Plusieurs courants se sont manifestés au sein d'une même diaspora hétéroclite, mettant en lumière des approches contrastées. Si la création de l'Etat hébreu a été parfois perçue comme un juste retour des choses au lendemain de la Shoah, le dynamisme des pionniers et les principes fondateurs n'ont pas suffi, a-t-il été souligné, à réconcilier Israël avec son environnement géo-

politique. Dans la perspective historique des nationalismes du XX^e siècle, d'après l'historien Miroslav Hroch de l'université de Prague, le sionisme, ou mouvement de libération juif, ne pouvait guère échapper aux fluctuations des contextes locaux qui l'avaient façonné, contrairement ainsi les espoirs de Theodor Herzl. Entre assimilation et ghettoïsation, des tendances parfois contradictoires l'emportaient régionalement, selon des affinités religieuses, ethniques ou laïques.

L'antisémitisme et son paroxysme nazi ont poussé les vainqueurs du Reich à s'entendre à Yalta sur la création d'un nouvel Etat au Proche-Orient, avec toutes les conséquences qui en ont découlé. Pour une diaspora qui représente à l'heure actuelle près des deux tiers de la population juive à travers le monde, l'héritage du sionisme constitue, selon l'historienne Rita Thalmann, une manière de défi permanent lié aux « problèmes nouveaux suscités par l'existence d'une entité nationale juive avec ses lois, ses institutions et sa culture ». Dès lors, certains intervenants ont regretté l'absence des « nouveaux historiens » israéliens, plus critiques, pour dé-

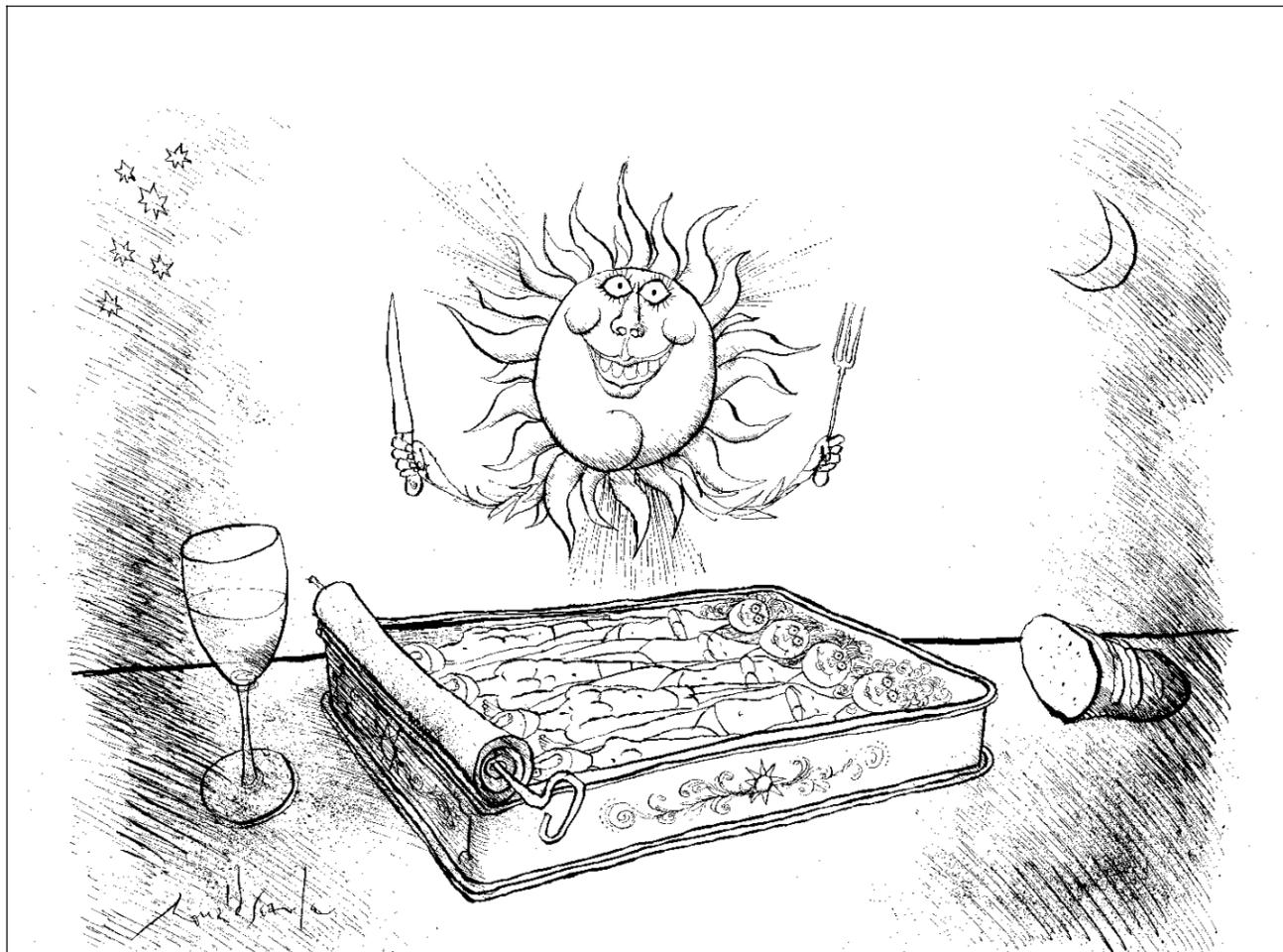
battre plus largement du post-sionisme.

Conscient d'un inévitable vieillissement du sionisme, Avraham Burg cherche à lui donner un nouveau souffle. « Je ne veux pas vivre le futur comme le passé », explique-t-il. *Le message du sionisme se trouve dans la non-violence, et mon post-sionisme est le judaïsme.* Quant à l'avenir du processus de paix, il pense que, « plus Israël aura de sécurité, plus les Palestiniens auront de souveraineté et d'indépendance ».

Enfin, le président de l'OSM a eu beau dire, dès son arrivée, qu'il n'était pas venu à Bâle pour parler des banques helvétiques, la polémique sur le rôle de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale n'a pas pu être totalement esquivée. En marge des cérémonies officielles, M. Burg ne s'est pas privé d'exprimer son point de vue dans des déclarations à la presse. Tout en se félicitant du dialogue engagé et en assurant qu'il n'y avait plus d'animosité entre la Suisse et Israël, il a appelé ses hôtes à redoubler d'efforts pour venir en aide aux survivants de la Shoah.

Jean-Claude Buhner

Rentrée par Ronald Searle



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomet, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royquette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le travail, unique solution

« DANS L'HONNEUR et pour la victoire ! », telle est la formule rituelle qui consacre la réception des compagnons de la Libération. Avant de remettre au général de Gaulle, fondateur de l'ordre, le collier de grand maître, le chancelier, l'amiral Thierry d'Argenlieu, a rappelé les circonstances de cette création dans notre siècle de fer d'une chevalerie nouvelle. Le général de Gaulle lui-même a évoqué devant ses compagnons cette page de notre histoire, en ajoutant que la libération n'est pas achevée, que le redressement de la patrie reste à faire.

M. Paul Ramadier, président du conseil, le reconnaissait lui aussi au même moment dans son discours de Limoges. Mais que faudrait-il pour parvenir à cette renaissance ? Il faudrait que l'esprit de sacrifice et de discipline nationale, dont les compagnons de la Libération ont donné le

grand exemple, fût suivi dans la paix par tous les Français. Il faudrait qu'un même fleuve réunît dans sa course les courants divers qui nous divisent. Est-il donc si difficile de maîtriser les passions ?

M. Paul Ramadier a parlé de discipline. Il a adjuré les agriculteurs de ne pas rechercher un profit parfaitement vain si le pays en pâtit. Il a dit aux ouvriers que des hausses inconsidérées de salaires qui conduiraient à une accélération de l'inflation conduiraient aussi à une accélération de leur propre misère. Il a montré que l'unique solution est dans le travail.

La France ne sera libérée définitivement que par son propre effort. La volonté du travail, au-dessus de toutes les divergences d'opinions, devrait nous unir.

Rémy Roure

(2 septembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La difficile rentrée de Jacques Chirac

Suite de la première page

La cohabitation a ses règles, et la jurisprudence, créée par François Mitterrand, est examinée à la loupe à l'Elysée comme à Matignon. Mais la personnalité des hommes ne peut que la faire évoluer. D'autant plus que le contexte est bien différent : l'autorité politique de M. Chirac est nettement plus atteinte que ne l'avait été celle de son prédécesseur en 1986 et, même, en 1993. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on assure néanmoins que ce constat ne suffit pas à résumer la situation actuelle, autrement plus complexe. La défaite électorale, estime-t-on, n'a pas définitivement affaibli M. Chirac. Il lui faut maintenant apprendre à jouer avec le temps : débarrassé de la pression du quotidien, le président retrouve les marges de manœuvre d'un homme à qui il reste encore plus de quatre ans et demi avant la fin de son mandat.

Devant les Français, la compétition va pourtant être permanente entre les deux hommes qui se partagent la tête de l'Etat. Les spécialistes de la communication élyséenne y trouveront l'occasion de démontrer leur talent, même si les conflits qui les ont opposés au

reste de l'équipe présidentielle n'ont pas cessé. Il est en effet notoire que des divergences ont parfois opposé Dominique de Villepin à Claude Chirac et Jacques Pilhan, aujourd'hui au service de M. Chirac après avoir servi son prédécesseur, dont il avait véritablement conquis la confiance lors de la première cohabitation. Le président de la République sait qu'il lui faudra peser soigneusement chacune de ses interventions pour reconquérir une opinion publique qui lui reste hostile, alors qu'elle continue à faire confiance à M. Jospin.

Pour l'heure, M. Chirac s'est efforcé de conjuguer son rôle de chef de l'Etat et sa vocation naturelle à être le point de repère de l'opposition. Cependant, ni Philippe Séguin au RPR ni François Léotard à l'UDF – ni, au sein de celle-ci, Alain Madelin à Démocratie libérale et François Bayrou à Force démocrate – ne sont prêts à obéir, le doigt sur la couture du pantalon, au président de la République. Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer la fermeté de leur refus d'une fusion de l'UDF et du RPR, demandée par une partie de leurs troupes qui se croyaient, sans doute, dans le droit-fil d'un des souhaits présidentiels exprimés le 14 juillet. Le choix de M. Toubon pour enrichir les rapports de l'Elysée avec l'opposition ne peut, non plus, être bien vu par le nouveau président du RPR, tant les rapports entre les deux hommes ont toujours été difficiles.

Renforcer le « maillage » du milieu politique est pourtant indis-

pensable. D'où l'appel aux services de M. Toubon, mais aussi de Roger Romani, fin spécialiste des arcanes parlementaires. La mission des conseillers du chef de l'Etat a, en effet, radicalement changé. Fini le temps où l'essentiel de leur travail consistait à faire part à leurs interlocuteurs au sein des cabinets ministériels des souhaits présidentiels, à analyser les dossiers pour proposer au décideur suprême des solutions. Aujourd'hui, il leur faut connaître ce que prépare un « adversaire » qui dispose seul de toute la capacité d'expertise et d'information de l'administration. D'où l'importance des « réseaux » et des « amitiés ». Mais les uns et les autres doivent être maniés avec précaution. Sauf dans les domaines particuliers de la diplomatie et de la défense, les liens sont coupés entre le gouvernement et la présidence de la République. Ne subsistent que ceux qui passent par les hommes clés de toute cohabitation : directeur de cabinet du premier ministre, secrétaire général de l'Elysée.

M. DE VILLEPIN CONTESTÉ

Le poids de M. de Villepin en est, pour l'heure, renforcé. Pourtant la contestation de son rôle n'a jamais été aussi vive que durant cet été. Il s'est trop volontiers posé en clé de voûte de la « chiraquie » au pouvoir ; il a trop fait sentir aux autres clans de la droite que, vaincus au premier tour de l'élection présidentielle, il leur faudrait attendre longtemps le pardon ; il a trop fait peser sa récente autorité sur les collaborateurs de l'Elysée,

comme sur tous ceux qui ont accompagné M. Chirac au long de sa carrière, pour que toutes ses victimes ne tentent pas d'en faire le bouc émissaire de la défaite. Il ne peut donc être surpris si ceux qui, hier, se seraient gardés de la moindre moquerie à son endroit, n'hésitent plus, aujourd'hui, à préférer des phrases assassines.

M. Chirac va donc devoir choisir. Il lui faut revoir l'organisation de sa « maison », puisque les services qu'elle doit lui rendre ont radicalement changé. Il peut donc considérer que ses conseillers doivent avoir un « profil » différent de ceux qui l'ont assisté pendant deux ans, les mêmes hommes ne pouvant pas remplir des missions aussi différentes, du haut en bas de la hiérarchie des collaborateurs. Mais il peut, à l'inverse, estimer que l'expérience et la mémoire sont des outils trop précieux pour s'en priver. Les hommes et les femmes en place connaissent ses habitudes, les dossiers qui sont sur le bureau de M. Jospin comme ils l'étaient sur celui de son prédécesseur. C'est là un atout pour M. de Villepin qui, au poste de directeur du cabinet de M. Juppé au ministère des affaires étrangères, avait déjà vécu une cohabitation.

Le chef de l'Etat tranchera sans doute vite. Faute de quoi les querelles de clans qui ont déchiré son entourage ces derniers mois, s'aggraveront. Ce qui rendrait plus délicate encore, pour lui, une cohabitation qui s'annonce déjà bien difficile.

Thierry Bréhier

MARCHÉS La Bourse de Hongkong, la plus sévèrement touchée pour la première fois depuis le début de la crise en Asie, perdait 5 %, lundi 1^{er} septembre, celle des Philippines

2,29 %, tandis que celle de Singapour reculait de 0,9 % et celle de Malaisie de 0,96 %. ● **LES INVESTISSEURS** sont inquiets des conséquences d'une possible hausse des taux décidée pour dé-

fendre le lien entre le dollar local et le dollar américain. ● **L'INDONÉSIE** vient à son tour, pour tenter de limiter la glissade de la roupie face au dollar, de limiter le montant des échanges à

terme pour les non-résidents. ● **UN SEMBLANT** de calme était observé sur le marché des changes. Les interventions massives des banques centrales, comme celle de l'agence d'investisse-

ment de Brunei à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars pour soutenir le ringgit malais et le dollar de Singapour vendredi, ont permis une stabilisation.

La Bourse de Hongkong est touchée par la crise financière asiatique

Les restrictions de changes décidées par les gouvernements de Malaisie, de Thaïlande et d'Indonésie ont permis d'instaurer un calme relatif sur les monnaies. Mais les craintes de hausses des taux d'intérêt font chuter les Bourses, notamment dans l'ex-possession britannique

LA CRISE financière asiatique se prolongeait, lundi 1^{er} septembre. La Bourse de Hongkong, la plus sévèrement touchée pour la première fois, perdait 5 %, celle des Philippines 2,29 %, tandis que celle de Singapour reculait de 0,9 % et celle de Malaisie de 0,96 %. Les monnaies locales, à l'inverse, semblaient se stabiliser après les fortes chutes enregistrées ces dernières semaines face au dollar américain.

Les investisseurs continuent de fuir la zone, inquiets de l'incapacité des gouvernements locaux à mettre en place de véritables plans de redressement. Les 16,7 milliards de dollars du Fonds monétaire international pour enrayer la crise thaïlandaise ont du mal à convaincre. Lundi le baht et la Bourse sont restés stables, mais les financiers estiment qu'il ne s'agit que d'un répit. La Thaïlande, après la Malaisie, a pris des mesures de restriction des mouvements de change et ce genre de décisions ne fait effet qu'à court terme. Il démontre aux investisseurs que les gouvernements du sud-est asia-

tiques sont plus prompts à faire appel aux recettes du dirigisme déjà critiqué par les marchés financiers qu'à avancer sur le chemin des réformes que souhaitent ceux-ci.

L'Indonésie vient à son tour, pour tenter de limiter la glissade de la roupie face au dollar, de limiter à 5 millions de dollars par banque le montant des échanges à terme pour les non-résidents. Le gouvernement de Djakarta espère ainsi enrayer la spéculation contre sa monnaie. Mais l'effet de ces mesures est d'augmenter la défiance des opérateurs, qui contestent ce retour au contrôle des changes abandonné depuis des décennies et s'inquiètent des brusques changements de politique monétaire des gouvernements de la région.

Même constat pour la Malaisie. Les financiers attendaient que le premier ministre Mahathir Mohamad abandonne les restrictions imposées la semaine passée étant donné leurs effets négatifs. Mais le gouvernement de Kuala Lumpur les a, au contraire maintenues, et il a enfoncé le clou en attaquant à

nouveau les marchés, ainsi que le Fonds monétaire international qui lui réclame d'abandonner ses grands travaux somptuaires comme la construction d'une nouvelle capitale. Des rumeurs ont couru au cours du week-end sur une démission du ministre des finances, Anwar Ibrahim, en raison de son désaccord sur les moyens d'appréhender la crise.

Ces restrictions ont un autre effet secondaire, celui de pousser à la hausse les taux d'intérêt. La croissance économique en sera pénalisée et les boursiers craignent une contraction du résultat des entreprises. A Manille, les taux d'intérêt se sont envolés suite aux demandes faites aux établissements de crédit par la Banque centrale d'augmenter leurs niveaux des réserves obli-

gatoires pour contenir la masse monétaire en circulation.

L'événement le plus inquiétant de ce début de semaine concerne Hongkong, jusque-là relativement épargnée par la bourrasque asiatique. La Bourse y a connu une séance agitée lundi 1^{er} septembre, les opérateurs craignant une tension sur les taux. Le Hang seng, l'indice de la bourse de Hongkong a perdu 5 % à 13 425 points. Les investisseurs sont inquiets des conséquences d'une possible hausse des taux décidée pour défendre le lien entre le dollar local et le dollar américain. Les taux interbancaires à trois mois ont grimpé de 0,75 à 9 % vendredi avant de se replier lorsque l'Association des banques a obtenu de ses membres de publier une recommandation commune de ne pas élever les taux directeurs de la banque centrale.

En Indonésie toutefois le mouvement de restriction des changes est parvenu à convaincre les opérateurs qu'il permettrait une prochaine baisse des taux. Il a été accueilli avec satisfaction par une stabilisation de la Bourse lundi.

Concernant les monnaies, les interventions massives des banques centrales, comme celle de l'Agence d'investissement de Brunei à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars, pour soutenir le ringgit malais et le dollar de Singapour vendredi, ont permis de restaurer un semblant de calme.

Contagion ou pas ? les économistes continuent d'être partagés sur la réponse. Mais on note que lundi la Bourse de Shanghai continuait de baisser pour la troisième séance consécutive, perdant, lundi, 3,22 %.

Au Japon, le Nikkei terminait la séance lundi de 1,4 % à 17 984, 30 points, son plus bas niveau depuis le 15 avril. Tokyo redoute les effets de la crise asiatique sur ses principaux marchés extérieurs – le marché régional représente 42 % de ses exportations – qui donneraient un coup de frein supplémentaire à sa croissance déjà très ralentie.

Eric Le Boucher et Babette Stern

Une devise « imprenable » ?

Avec la Chine en arrière-plan, le dollar de Hongkong est-il à l'abri de la crise qui frappe les monnaies asiatiques ? Tel est l'avis de nombreux financiers dont l'Américain George Soros. Il estime que le lien entre la devise de Hongkong et le dollar américain résistera. « Je suis convaincu que la liaison ne sera pas coupée par la contrainte », a-t-il indiqué au Sunday Morning Post de Hongkong. Il a précisé n'avoir pas pris de position contre le dollar Hongkong en estimant que quiconque le ferait « ne s'enrichira pas ». Ce lien, établi en 1983, fait obligation aux banques locales émettant des bons et obligations de détenir des dollars américains au montant des dollars Hongkong (HK) en circulation avec un taux de 7,8 dollars HK pour un dollar. Le Hongkong Monetary Authority (HKMA), qui agit comme banque centrale, dispose de 82 milliards de dollars de réserves. Il bénéficie maintenant en outre du soutien de Pékin. Lundi 1^{er} septembre, la Bourse a perdu 1,4 %, les investisseurs craignant qu'un relèvement des taux soit néanmoins indispensable pour défendre la monnaie.

GIAT Industries attend toujours sa recapitalisation

DE COMBIEN et selon quelle procédure le groupe public GIAT Industries, qui produit notamment le char Leclerc et qui a enregistré 12 milliards de francs de pertes en 1995 et 1996, devra-t-il être recapitalisé ? Après le conseil d'administration du groupe, qui a eu lieu vendredi 29 août (*Le Monde* du 30 août), des divergences d'appréciation notables sont apparues entre, d'une part, le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et, d'autre part, le ministère de la défense, autorité administrative de tutelle de l'industrie française d'armement.

Le représentant de la direction du Trésor, Jean-Yves Larroutrou, a créé la surprise en annonçant au conseil d'administration que l'Etat apportera 3,7 milliards de francs pour recapitaliser l'entreprise. Le capital initial de GIAT Industries était de 2,9 milliards de francs. La situation négative du groupe résulte de la prise de commandes à pertes lourdes (comme l'acquisition de 436 chars Leclerc par les Emirats arabes unis), de la baisse de ses achats de blindés, d'artillerie et de munitions par l'armée française, et de l'état gravement déficitaire de la filiale belge Hertsall, qui a obligé GIAT à pro-

visionner 1,9 milliard de francs, dans son bilan 1996, et dont les activités devraient être cédées en novembre à l'Américain Colt. Les dirigeants du groupe, y compris son PDG, Jacques Loppion, ont été pris au dépourvu par l'annonce d'un projet de recapitalisation à hauteur de 3,7 milliards de francs. Les syndicats, également, qui la jugent notablement insuffisante. La double question du montant et de la procédure ne semble pas tranchée par le gouvernement.

SITUATION DE QUASI-FAILLITE

Au ministère de la défense, on laisse entendre que l'objectif est de parvenir à une recapitalisation qui ne puisse pas s'apparenter à une simple remise à jour – jusqu'à mi ou fin 1998 – de la trésorerie d'une entreprise quasiment en situation de faillite. « Ou on renfloue le groupe de façon qu'il continue à être présent sur les marchés, ou on ferme », dit-on dans l'entourage du ministre de la défense, Alain Richard. GIAT Industries est actuellement en discussions avec un client important, l'Arabie saoudite, où un char Leclerc vient de faire une expérimentation jugée « encourageante » en vue d'un

contrat qui pourrait porter sur une commande de 450 exemplaires.

Les experts de la défense considèrent que la recapitalisation devrait atteindre 4,5 à 5 milliards de francs pris sur le « collectif » budgétaire de fin d'année. Au total, ce « collectif » pourrait s'élever à quelque 9 à 10 milliards de francs, dès lors qu'il prendrait aussi en compte les dépenses occasionnées par les opérations extérieures de la France (Bosnie, Albanie et Afrique) et le coût supplémentaire engendré par la hausse du prix des carburants.

Dans l'attente d'un arbitrage de Matignon, de telles sommes sont considérées comme excessives par les experts du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. En 1996, la précédente recapitalisation de GIAT Industries, à hauteur de 3,7 milliards de francs, avait été prélevée sur les crédits annuels d'équipement des armées. Cette solution est écartée par le ministère de la défense, dont le budget d'équipement pour 1997 est déjà menacé d'être amputé de 3,8 milliards de francs.

Jacques Isnard

Les banques suisses affichent des bénéfiques records

BERNE

de notre correspondant

Si leur image en a pâti, les banques suisses n'ont guère senti jusqu'à présent les effets de la polémique sur les fonds en déshérence et des critiques qui leur sont adressées dans la gestion de cet épineux dossier. Mais les menaces de boycottage brandies aux Etats-Unis ne sauraient les laisser indifférentes. En Suisse, leur éclatante santé tranche avec la morosité ambiante alors que les caisses de l'Etat sont vides et que la population doit se serrer la ceinture. Aussi des voix s'élèvent-elles pour les inciter à faire un geste et à penser aussi un peu aux intérêts du pays. Le ministre de l'économie, Jean-Pascal Delamuraz, a d'ailleurs déclaré, samedi 29 septembre, qu'il allait lui-même intervenir auprès des banques pour qu'elles contribuent au redressement de l'économie.

Au premier semestre, les trois principaux groupes bancaires du pays ont dégagé un bénéfice net cumulé de 4,6 milliards de francs suisses (FS) (18,5 milliards de francs), soit une progression moyenne de 73 %. La hausse a été de 84 % pour la Société de banque suisse (SBS), de 70 % pour le Crédit suisse (CS) et de 67 % pour l'Union de banques suisses (UBS).

En chiffres absolus, l'UBS arrive en tête avec un bénéfice net de 1,856 milliard de FS, suivie par le CS (1,413 milliard) et la SBS (1,326 milliard). Ces résultats mirobolants s'expliquent à la fois par la bonne tenue des marchés finan-

ciers, les mesures de restructuration engagées et l'allègement des provisions, qui avaient été considérablement renforcées durant l'exercice précédent. La baisse du franc suisse a également influé sur la croissance des produits et des charges.

Des trois grandes banques, la SBS s'est révélée « la plus performante », selon les analystes, en réalisant un rendement des fonds propres de 19,2 % au premier semestre. Le CS et l'UBS ont également obtenu de bons résultats pendant la même période avec des taux de, respectivement, 17,2 % et 16,4 % de rentabilité. Les trois banques espèrent dépasser les objectifs qu'elles s'étaient initialement fixés pour l'ensemble de l'année.

Les banques suisses attribuent leur succès autant à leur constant développement à l'étranger qu'à leurs opérations de restructuration. Ainsi, la banque d'affaires Warburg, acquise en Grande-Bretagne, a assuré à la SBS plus de la moitié de son bénéfice. CS First Boston joue un rôle analogue au sein du groupe Crédit suisse. Le groupe CS table maintenant sur la fusion avec Winterthur Assurances, qui doit être approuvée le 5 septembre par les actionnaires, pour prendre un nouvel élan. Ces réorientations stratégiques se répercutent sur l'emploi avec des diminutions d'effectifs en Suisse et d'éventuelles augmentations à l'étranger.

Jean-Claude Buhner

La liberté retrouvée des paludiers de Guérande

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits d'entreprises, retraçant l'histoire d'un métier, au cœur de l'économie d'une région.

GUÉRENDE

de notre envoyé spécial

Guérande, Gwen Ran, le pays blanc. C'est ici que Charles Perraud a trouvé sa terre d'élection. Un damier d'eau millénaire sur une presqu'île sculptée par la mer et modelée à main d'homme pour y piéger doucement, grâce au jeu de la gravité, du soleil et du vent, le sel. 2 000 hectares de miroirs scintillants peuplés de hérons et semés de salicorne – une plante de vase qui donne un savoureux vinaigre –, un monde à échelle humaine, fragile derrière ses digues que les marées bousculent sans les noyer. Univers de patience, d'observation du ciel, où il faut prévoir le temps qu'il fera dans une heure, dans la nuit ou à la pique du jour.

Paludier (de *palus*, le marais), Charles Perraud revendique ce titre, une passion autant qu'un métier. Président du groupement des producteurs de sel, qui compte 187 membres – soit 80 % des paludiers de Guérande –, cet économiste titulaire d'un BTS de gestion est au cœur de la révolution du marais salant. « Depuis le 1^{er} janvier, se réjouit-il, chaque grain de sel récolté sur les aïllets est commercialisé par le groupement. » L'an passé, les Salins du Midi (rachetés au printemps par la firme américaine Morton) écoulait encore la moitié de l'« or blanc » de la presqu'île à des prix si bas que la profession périlait. Les jeunes ne revenaient pas le métier du père, et les nouvelles vocations, quand elles se manifestaient, venaient d'hommes étrangers au mi-

lieu, « des électriciens de bateau, des infirmiers, soudeurs, paysagistes, ou encore des moniteurs d'auto-école... ».

Après un bras de fer avec les Salins du Midi, les Guérandais ont repris leur liberté. Ils en avaient assez que la compagnie azurienne les considère comme des cas sociaux, sous prétexte que la production de l'Ouest n'exécède pas

12 000 tonnes, contre 1,3 million de tonnes en Méditerranée. L'orgueil des paludiers a été piqué au vif lorsque leur encombrant partenaire d'hier (qui exploite encore 10 % des aïllets du cru) n'a pas pris au sérieux ni soutenu l'image de la « fleur de sel de Guérande », dont la qualité (pureté, richesse en magnésium, saveur) surpasse ce que les Bretons appellent « la soûdant fleur de sel de Camargue ».

Sous l'esprit de clocher perce une véritable stratégie économique. A la fin des années 70, Charles Perraud et ses amis ont joué une cinquantaine de fois une pièce de théâtre de leur composition, *Presqu'île à vendre*, y compris dans une salorge (grenier à sel). Le pays a compris que, pour échapper à un traitement touristique, il fallait exploiter le gisement du milieu, se souvenir que la troque (or blanc contre blé écrasé par les moulins de la côte) était une valeur en soi jusqu'au milieu du siècle dernier, quand le marais nourrissait plus de 2 000 paludiers. Dès 1979, soucieux d'assurer la relève, donc la survie du marais, le groupement a ouvert des sessions de formation des paludiers, à raison de dix professionnels « éduqués » et installés par an. Les candidats se bousculent (plus de cent par an aujourd'hui), et la technique guérandaise essaime sur les îles de Ré et de Noirmoutiers, vers l'Afrique (Bénin et Guinée), où les

hommes de l'art enseignent la « culture du sel » (par évaporation et cueillette), préférée à la production en fours, qui provoque la destruction de la mangrove.

En 1988, après une étude de marché sévère, les producteurs de la presqu'île ont créé leur groupement, une coopérative, et tiré les leçons de leurs faiblesses. Il fallait au plus vite restaurer le crédit du sel de Guérande, se montrer exigeant sur sa pureté, sa granulométrie, son conditionnement. La matière première a été sélectionnée, tamisée (mais jamais lavée ni traitée selon des procédés chimiques). Après avoir recruté un professionnel de l'agroalimentaire et de la distribution, le groupement a mis en lumière les qualités culinaires du sel de Guérande auprès des grands chefs, tout en déployant une gamme attrayante, de la fleur de sel (cristaux récoltés avec une grande dextérité à la surface de l'eau) au gros sel, en passant par tous les états de la matière : gros sel marin, gros sel gris, sel moulu nature ou aux aromates. Ces efforts ont payé : en 1991, les produits de Guérande ont obtenu le Label rouge. Certains sont aussi entrés dans la gamme « Nature et Progrès », qui consacre les méthodes biologiques. Dans le même temps, Charles Perraud a veillé à la gestion des stocks pour ne plus connaître ces années noires où le sel était bradé, puis ces années de ruine où les réserves étaient à sec. Il manquait une dernière étape : contrôler une firme de négoce pour garantir un meilleur prix aux paludiers (autour de 1 300 francs la tonne). En 1994, le groupement a racheté un négociant en difficulté. La bataille avec les Salins du Midi pouvait commencer. Charles Perraud et les siens ne se reconnaissent plus désormais qu'un seul maître : le ciel, qu'il faut interroger sans cesse, surtout entre mai et octobre, lorsqu'une journée ratée coûte quinze jours de revenus.

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE

La haute couture redécouvre Le Puy et ses dentelles



RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 10h 48



Table of French stock market values (VALEURS FRANÇAISES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1).

Table of international stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1).

Table of international stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1).

Table of international stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, % variation, and % variation 31/12 (1).

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;
■ coupon détaché; ● droit détaché.
DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10h 48
LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

Table of bond market values (OBLIGATIONS) with columns for % du nom, % du coupon, and Cours.

Table of French stock market values (ACTIONS FRANÇAISES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

Templeton advertisement featuring a telescope and the text 'Gestion de fonds internationaux Voir plus loin.' with contact information.

Table of international stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10h 48
LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

Table of French stock market values (VALEURS) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

Table of French stock market values (ACTIONS FRANÇAISES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

Table of international stock market values (VALEURS ÉTRANGÈRES) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 10h 48
LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

Table of French stock market values (VALEURS) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 10h 48
LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

Table of international stock market values (VALEURS) with columns for Cours précéd., Derniers cours, and Cours.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 29 août

Table of SICAV and FCP values with columns for Émission Frais incl., Rachat net, and Cours.

Table of BRED BANQUE POPULAIRE and CDC GESTION values with columns for Cours and Cours.

Table of FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS values with columns for Cours and Cours.

Table of CIC BANQUES values with columns for Cours and Cours.

Table of CREDIT LYONNAIS values with columns for Cours and Cours.

Table of SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT values with columns for Cours and Cours.

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

DISPARITIONS

■ **DIANA, PRINCESSE DE GALLES**, est morte dimanche 31 août à Paris des suites d'un accident de la circulation. Elle était âgée de trente-six ans (*Lire pages 2 à 5 et 14 et 15*).

■ **ROGER NAHON**, qui fut notamment président de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), est mort jeudi 28 août à Clamart (Hauts-de-Seine). Né le 5 septembre 1914 à Ault (Somme), Roger Nahon a travaillé au *Populaire* après-guerre, après avoir participé à des mouvements de Résistance à Lyon. Il a ensuite été très actif au sein de divers organismes professionnels de la presse, comme la Commission paritaire des journaux et publications, la Fédération nationale de la presse française, le Conseil des messageries de presse, le Fonds d'assurance-formation des journalistes des entreprises de la presse parisienne ou la Commission pour la transparence et le

pluralisme de la presse créée en 1984. Mais c'est surtout à la CCIJP, qu'il présida régulièrement à partir de 1960, ainsi qu'à la Mutualité nationale de la presse, du livre et des industries connexes (MNPL), qu'il présidera dès 1975 et dont il était le président d'honneur, qu'il consacra l'essentiel de ses efforts. Roger

Nahon fut aussi rédacteur en chef de la revue *Rond-Point* (1964) et conseiller technique de Georges Fillioud, secrétaire d'Etat à la communication, de 1983 à 1985. Il fut aussi vice-président du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) en 1979, et en était membre d'honneur.

NOMINATION

HAUT COMITÉ POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES
Xavier Emmanuelli, ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, président du SAMU social de Paris, a été nommé président du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, en remplacement de Louis Besson (*Le Monde* du 29 août), par décret du président de la République publié dans le *Journal officiel* du 30 août.
 [Né le 23 août 1938 à Paris, docteur en

médecine spécialisé en anesthésie-réanimation, Xavier Emmanuelli a été, en 1971, un des fondateurs de Médecins sans frontières aux côtés de Bernard Kouchner et de Claude Malhuret, avant de présider l'organisation humanitaire de 1979 à 1988 et d'en devenir le président d'honneur à partir de 1988. De 1987 à 1992, il a été médecin-chef des maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis, puis, de 1992 à 1995, responsable médical du Centre d'hébergement et d'accueil pour les personnes sans abri (Chapssa) de Nanterre. En décembre 1993, il a créé le SAMU social de Paris, à la demande de Jacques Chirac, maire de Paris. De mai 1995 à juin 1997, Xavier Emmanuelli a été secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence dans le gouvernement d'Alain Juppé.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 29 août est publié :
 ● **Coopération transfrontalière** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Soleure, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne, d'Argovie et du Jura, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux, fait à Karlsruhe le 23 janvier 1996.
 Au *Journal officiel* du samedi 30 août sont publiés :
 ● **Loyers** : un décret relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris, pris en application de l'article 18 de la loi du 6 juillet 1989. Ce texte limite la hausse des loyers en région parisienne.
 ● **Théâtres** : un décret portant modification du statut des théâtres nationaux de l'Odéon, de

Chaillot, de la Colline et de Strasbourg.
 ● **Accords internationaux** : un décret portant publication des amendements à l'annexe du protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, adoptés à Londres le 14 septembre 1995 ;
 Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili, relatif à l'action conjointe dans le domaine de la formation des diplomates, signées à Paris le 10 avril 1997 ;
 Un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République libanaise relatif à un programme de coopération pour l'évaluation et le développement de la recherche, signé à Beyrouth le 5 avril 1996 ;
 Un décret portant publication de l'acte portant révision de l'article 63 de la Convention sur la délivrance de brevets européens du

5 octobre 1973, fait à Munich le 17 décembre 1991 ;
 Un décret portant publication des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat) et des amendements à l'accord d'exploitation relatif à l'Inmarsat, adoptés à Londres le 19 janvier 1989 ;
 Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, relatif au maintien du consulat général de France à Hongkong sur le territoire de la région administrative spéciale de Hongkong, signées à Pékin le 15 mai 1997 ;
 Un décret portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine, relatif à la réouverture du consulat général de France à Canton, signées à Pékin les 3 et 12 mars 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– **Margaret et Yves MENNETEAU**, directeur honoraire au ministère de l'intérieur, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils
Kelvin, frère de
Magali, le 13 août 1997, chez
Patrick et Odyle.
 Résidence Renaissance, place Raimu, 83000 Toulon.

– **Gilles BIZEUL, Nadia OUADAH et Mathilde**, ont la joie d'annoncer la naissance de

Clémence, le 12 août 1997, à Paris.
 40, avenue d'Italie, 75013 Paris.

– Le docteur **François-Xavier GENSBURGER et son épouse**, leurs enfants, **Olivier, Antonin, Robin et Julia**, sont heureux d'annoncer l'arrivée de

Pablo, 54, rue Tres-Cloîtres, 38000 Grenoble.

– **Lionel HUET et Nathalie CAYROL**, ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent, le 25 août 1997, à Paris.
 14, rue Colette-Audry, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.

Un tarif dégressif de 50 % est accordé sur une deuxième parution (Texte identique)

Décès

– Saint-Malo. Paris.
 M. Paul Colin, son époux,
 Jean-Pierre (†), Dominique (†), François Colin, Marie-Madeleine Gervais, née Colin, Bernadette Colin, ses enfants,
 Arlette Colin, Anne Millot, Christian Gervais, Serge Hamcon, ses beaux-enfants,
 Laurent, Marion, Clothide, Clara, Morgane et Solenne, ses petits-enfants,
 Les familles Poupinet, Coudert et Colin,
 ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paul COLIN, née Thérèse COUDERT, survenu à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), le 29 août 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ideuc, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), suivie de l'inhumation au cimetière du Chesnay (Yvelines), à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
 – Delphine Hérold-Wright, Kevin, Jacquot, Bernard et Loulou, pour vous dire que

Muguette HÉROLD, nous a quittés le 29 août 1997, vous envoie ce signe où le jour a rejoint la nuit.
 On se retrouve tous mercredi 3 septembre 1997, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, entrée boulevard Edgar-Quinet.
 « Je t'aime », 13 Hawthorne Drive, Stalybridge-Cheshire, SK 151 UE, Grande-Bretagne.

– Yves, Laurence (Julie), Julien, Laurence-Amélie, Mycle, Marijane, Auguste, Max, Nina, Jean-Jacques, Marion, Sophie, Nathalie, Olivier, Pascal, Paule et Elizabeth, ont le chagrin de faire part du décès de

Henry HAZEMANN, architecte DESA,

le 18 août 1997.
 Les cendres seront dispersées le 5 septembre, à 11 heures, au Jardin du souvenir, cimetière du Père-Lachaise (au crématorium).

– Le président de l'Université des Antilles et de la Guyane,
 Les personnels enseignant et administratif,
 ont la tristesse de faire part du décès de

M. Eric LEPOINTE, maître de conférences à l'Université des Antilles et de la Guyane, survenu le 28 août 1997.

– Anne-Marie Locard, sa grand-mère,
 Elisabeth et Henri Locard, ses parents,
 Tessa et Nicolas Thomas et Constance,
 Marguerite et Pierre Bouteille, Camille et Benoît, Etienne,
 ses sœurs et beaux-frères, neveux et nièces, son frère,
 Ainsi que tous ses amis et cousins, ont le très grand chagrin d'annoncer la mort de

Jacques LOCARD, à l'âge de vingt-quatre ans, après plus de dix-huit mois de courageux combat contre une leucémie, survenue le 29 août 1997.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame de la Paix, à Caluire (Rhône).

« Merci la vie, merci la vie, merci pour tout ce que vous avez fait quand j'étais petit. »
 Jacques, le 14 juillet.

Ses parents recueilleront les dons pour le Centre Edouard-Herriot leucémie et greffe.
 27, chemin de Vassieux, 69300 Caluire.

– Le docteur et M^{me} Armand Piwnica, leurs enfants et petits-enfants, M. Jean Piwnica, ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles PIWNICA, née Hena NAJFELD, survenu le 29 août 1997.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 septembre, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

CARNET DU MONDE
 Fax : 01-42-17-21-36

– On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Roland TAFFOREAU, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire de la Résistance, maire honoraire de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime).

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 14 août 1997, dans le cimetière de la ville qu'il a reconstruite et administrée de 1947 à 1983.

R. Tafforeau et M^{me}, 18110 Saint-Eloy-de-Gy.

M^{me} R. Tafforeau, M^{me} R. Gallas-Tafforeau et M., 7, rue du Docteur-Schweitzer, 45100 Orléans.

Remerciements

– Nathalie Valcourt Poperen, Claude Poperen, Et leurs familles, adressent ici leurs remerciements aux très nombreuses personnes qui leur ont manifesté leurs sentiments à la suite du décès de

Jean POPEREN.

Dans l'impossibilité de répondre à chacun, ils souhaitent que ce communiqué, en dépit de sa brièveté, traduise leur émotion face à tous les témoignages d'estime et d'amitié qui se sont exprimés.

Anniversaires de décès

– Il y a un an, le 2 septembre 1996,

Georges DUPONT nous quittait.

Que celles et ceux qui gardent présent son souvenir aient une pensée affectueuse pour lui.

– Le 1^{er} septembre 1942,

Joël SZNAJDER

est mort en déportation.

Sa fille, Rose, ses petits-enfants, Serge et Christophe, se souviennent.

Expositions

– Le Monde d'Henri Barbusse vu par

Simone DUMAS.
 Dessins, peintures, documents.
 7 septembre-2 novembre 1997.

2, place du Méridien, 94800 Villejuif.
 Tél. : 01-42-11-11-21.

Le Monde
 Q U E

Une visite s'impose...
 à tous ceux qui souhaitent

CONSULTER ou SE PROCURER des anciens numéros du *Monde*, du *Monde diplomatique*, du *Monde de l'éducation*, du *Monde Dossiers et documents*...

RECHERCHER des informations précises grâce à l'accès au CD-ROM du quotidien.

AVOIR UN PETIT BOUT DU MONDE toujours avec soi, en choisissant un souvenir parmi la gamme naissante des objets aux couleurs du *Monde*.

La Boutique du Monde est ouverte sans interruption du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures et le samedi de 9 heures à 13 heures
 Adresse : 21 bis, rue Claude-Bernard – 75242 Paris Cedex 05
 Métro : Censier-Daubenton – Tél. : 01-42-17-29-97

Le Monde
 Q U E

* Les stylos, gravés LE MONDE, vous sont garantis par la marque Rotring.

Le Triopen 3 fonctions : surligneur fluo, stylo bille noir et portemine (0.7).... 295 F
 Acier PO2711
 Noir mat PO2712

Le portemine Side Knock. Mécanisme original de mise en fonction par torsion du stylo 195 F
 Acier PO1621
 Canon de fusil PO1622

Le Roller Esprit, moderne, de haute qualité 180 F
 Acier P33010
 Canon de fusil P33015

Le stylo plume Esprit, moderne, toujours qualité Rotring 225 F
 Acier P33052
 Canon de fusil P33062

* Les cartables, marqués LE MONDE, sont en simili de haute qualité. Format 38 x 29,5 cm.

Le cartable 2 soufflets, dont un à fermeture Eclair, porte-stylos. Tourniquets automatiques 290 F
 Noir S3004N
 Bleu S3004B

Le cartable 3 soufflets, dont un à fermeture Eclair. Ferme à clé 290 F
 Noir S326N
 Bleu S326B

* La casquette cyclisme noire en polycoton, visière bleue, brodée. Taille réglable.
 CASQV 60 F

* Le carnet mètreur, format 13 x 9 cm avec un crayon papier. Couverture cartonnée originale : 25 F
 Couverture blanche : « LE MONDE en boîte » CARNB
 Couverture noire : « LE MONDE et l'encrier » CARNN

* L'ensemble crayons, taille-crayon, gomme, aux couleurs du MONDE : 2 crayons 9 cm, 1 taille-crayon en bois, 1 gomme avec un dessin original
 LOTS1 25 F

BON DE COMMANDE
 Valable jusqu'au 31 octobre 1997 et dans la limite des stocks disponibles.

Articles	Ref	Qté	P.U.	P. total
– Cartable à tourniquets	S3004N		290 F	
	S3004B		290 F	
– Cartable à clé	S326N		290 F	
	S326B		290 F	
– Triopen	PO2711		295 F	
	PO2712		295 F	
– Portemine	PO1621		195 F	
	PO1622		195 F	
– Roller	P33010		180 F	
	P33015		180 F	
– Stylo plume	P33052		225 F	
	P33062		225 F	
– Casquette	CASQV		60 F	
– Carnet mètreur	CARNB		25 F	
	CARNN		25 F	
– L'ensemble	LOTS1		25 F	

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal : [][][][][]
 Ville :
 n° de téléphone : (facultatif)

MODE DE RÈGLEMENT : MBC 001
 Par chèque à l'ordre du *Monde*

Ce bon de commande est à renvoyer à :
LE MONDE BOUTIQUE
 21 bis, rue Claude-Bernard
 75242 PARIS Cedex 05
 Tous ces objets sont en vente à la Boutique du MONDE
 Pour tout renseignement, vous pouvez appeler le :
 01-42-17-29-97
 Tarifs valables uniquement pour la France métropolitaine, nous consulter pour l'étranger.

* Délais de livraison : 2 à 3 semaines
 ** Délais de livraison : 1 à 2 semaines

TENNIS Cédric Pioline rencontre Michael Chang en huitièmes de finale des Internationaux des Etats-Unis. Le Français, finaliste à l'US Open en 1993 et à Wimbledon

en juillet, a battu l'Indien Leander Paes (3-6, 7-6 (7-5), 1-6, 6-3, 6-4). Le numéro deux mondial a éliminé l'Arménien Sargis Sargsian (6-1, 6-3, 7-5). ● L'AUTRE CHOC attendu op-

posera l'Américain Andre Agassi à l'Australien Patrick Rafter. ● LA FRANÇAISE Sandrine Testud s'est qualifiée pour la première fois de sa carrière en quarts de finale d'un

tournoi du Grand Chelem en battant la Slovaque Habsudova (6-3, 4-6, 7-6 (7-1)). Elle sera opposée à l'Américaine Venus Williams. ● MARY PIERCE s'est inclinée face à Monica

Seles (1-6, 6-2, 6-2). L'Américaine, n°2 mondiale, rencontrera la Roumaine Irina Spirlea (n°11) qui a créé la surprise en battant la Sud-Africaine Amanda Coetzer (n°5).

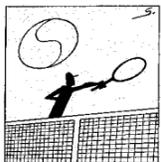
Sandrine Testud s'ouvre la porte des quarts de finale à l'US Open

La joueuse française vit la meilleure saison de sa carrière professionnelle. Elle rencontrera au prochain tour Venus Williams. A dix-sept ans, l'Américaine, dont la progression est fulgurante, est considérée comme une des nouvelles petites merveilles du tennis féminin

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Sandrine Testud a la victoire pimpante. Sa voix est haute, son verbe assuré, elle raconte, elle parle de bonheur. En battant, dimanche 31 août, la Slovaque Karina Habsudova, la joueuse française s'est qualifiée pour le premier quart de finale d'un tournoi du Grand Chelem de sa carrière. Bien sûr, elle est épuisée et une journée de repos ne lui fera pas de mal. Et puis il y a ces tendons d'Achille qui la font souffrir. C'est sûr, le match n'était peut-être pas le plus beau de sa vie. Qu'importe. Elle a vingt-cinq ans, elle est dix-septième joueuse



TENNIS

mondiale et, aujourd'hui, elle fait partie des huit dernières dans un tournoi majeur. Ce n'est pas une fin mais c'est une étape essentielle. Sandrine Testud a commencé le match en trombe. Avec des mises en jeu de géométrie, de même que ses retours de service, elle a dominé le jeu du fond du court et a découragé les rares aventures de son adversaires au filet. Opiniâtre comme Sandrine, Karina Habsudova s'est appropriée le deuxième set avec un tennis solide. Piquée au vif, la Lyonnaise s'est engouffrée dans la manche ultime. Elle a mené quatre jeux à un ; elle a été rattrapée. Rivées derrière la ligne de fond de court, transformée en tranchée, les deux joueuses se sont emmenées jusqu'au tie-break. « Je n'avais pas trop envie de renouer avec l'exploit de Wimbledon, plaisante Sandrine.

Le match contre Nathalie Tauziat m'a servi de leçon. »

Le match en question est l'une des parties les plus crispantes du tournoi féminin des championnats d'Angleterre. En ce deuxième mercredi où le ciel ne parvenait pas toujours à se dégraisser de la grisaille, Sandrine avait rencontré Nathalie en huitième de finale, sur un court annexe. Elle avait battu Monica Seles au tour précédent, cela avait été beau. Contre Nathalie, Sandrine avait servi pour le match et pour une place en quarts de finale. Elle avait même eu trois balles de match, dont deux d'affilée, mais, là, une averse lui avait tout gâché. Après la pluie, elle avait laissé partir, impuissante, le match, vaincue 12 jeux à 10 dans le troisième set.

Aujourd'hui, Sandrine a pensé à ce match : « Je me suis dit que je ne

pourrais pas perdre comme j'avais perdu la dernière fois. J'étais fatiguée, mais il reste toujours quelque chose au fond de soi-même. » Elle dit encore : « A Wimbledon, je ne pouvais plus avancer ni frapper. Aujourd'hui, mon bras est parti. » Des points gagnants, de gros services, et elle s'est vite envolée dans le tie-break. Karina Habsudova n'y a gagné qu'un point.

Sandrine Testud était attendue à un tel niveau de compétition. Déjà, en 1996, elle avait montré les atouts de son jeu. Et ils étaient impressionnants. Son tennis est comme semble l'être son tempérament : fougueux et passionné. Ses balles sont lourdes, ses retours accrocheurs, son application à frapper est charmante, son plaisir de jouer rafraîchissant. A Roland-Garros, en 1996, elle n'avait cédé que de si peu face à Iva Majoli.

Trois mois plus tard, à l'US Open, elle avait servi un premier set de feu face à Monica Seles avant de s'écrouler, épuisée, dans la seconde manche.

Cette année, Sandrine a mieux cerné ses faiblesses et apprivoisé cette sensibilité exacerbée, ce moral prompt à s'enfuir. Sa saison est, de loin, la meilleure d'une carrière de sept ans. Elle a été quart de finaliste à Long Island et à Key Biscayne, au printemps ; elle a gagné le premier tournoi de sa carrière sur la terre battue de Palerme, en juillet. Trois jours avant le début des Internationaux des Etats-Unis, elle s'était inclinée en finale du tournoi d'Atlanta contre Lindsay Davenport. En route, elle avait accroché à son tableau de chasse Monica Seles et Iva Majoli, championne de Roland-Garros et quatrième joueuse mondiale. Elle était arrivée à l'US Open fatiguée. Tant pis, elle « avait fait sauter le verrou » au deuxième tour en battant, à nouveau, Iva Majoli.

deuxième tour de Roland-Garros contre Nathalie Tauziat, sa progression est ahurissante. Son service est devenu une arme qui ne s'enraye plus et ses coups se sont affinés. Ses précédentes adversaires s'en sont fait une montagne. « Elle ne me fait pas peur », assure Sandrine Testud.

Un choc Pioline-Chang en huitièmes de finale

Avec son tennis insolent et jamais très loin du filet, Leander Paes était un joueur à prendre avec des pincettes sur une surface rapide. Cédric Pioline ne s'est pas laissé prendre, ni laissé faire. Après un premier set enlevé par l'Indien, il arrachait le deuxième au tie-break. Un coup de barre dans le troisième set pour le Français et puis un cavalier seul, Cédric Pioline monopolisant, cette fois, la volée (3-6, 7-6 (7-5), 1-6, 6-3, 6-4). Le finaliste de l'US Open 1993 et finaliste 1997 de Wimbledon rencontrera, mardi 2 septembre, Michael Chang, deuxième joueur mondial et finaliste de l'US Open 1996, vainqueur de l'Arménien Sargis Sargsian (6-1, 6-3, 7-5).

Un choc Pioline-Chang en huitièmes de finale

Une autre tête d'affiche alléchante des huitièmes de finale opposera Andre Agassi, vainqueur de Marc Woodforde (6-2, 6-2, 6-4), à l'Australien Patrick Rafter, qui a éliminé le Français Lionel Roux (6-1, 6-1, 6-2). Sergi Bruguera, lui, (n°7) rencontrera le Chilien Marcelo Rios (n°10).

Monica Seles, elle, a fini par effrayer Mary Pierce. La Française, qui avait remporté le premier set, a laissé filer le match, débordée par la hargne de l'Américaine, finaliste à l'US Open en 1995 et 1996 (1-6, 6-2, 6-2). Dimanche, pour Mary, une chance est passée.

Bénédicte Mathieu

Un temple de la consommation où l'on grappille des échanges

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Un bref instant de silence à la mémoire de la princesse Diana a été respecté, dans l'après-midi de dimanche, sur le nouveau court central Arthur-Ashe des Internationaux des Etats-Unis. Les organisateurs ont attendu le début du match-phare de la journée, opposant Andre Agassi à Marc Woodforde, afin que l'hommage soit rendu dans un central à peu près plein. Le public s'y est plié de bonne grâce, puis s'est ébroué pour se plonger goulûment dans le jeu. Flushing Meadow, qui a passé les premiers jours du tournoi à célébrer la mémoire d'Arthur Ashe, champion américain mort du sida en 1993, a cette fois choisi de vivre.

L'endroit s'y prête. Une petite demi-heure de métro par la ligne 7 permet de s'extirper du cœur palpitant de Manhattan pour trouver un monde drôle et fascinant, brodé de pacotilles et de dollars et peuplé de vainqueurs comme de perdants. Ici, le tennis n'est pas un objet de contemplation poétique : il se consomme. Les Américains aiment les sensations fortes, ces points qui font jaillir cris ou rires. Ils circulent, s'arrêtent, grappillent un set, un jeu, s'envolent dès qu'ils s'ennuient.

Quand ils restent le temps d'un match, ils sont stupéfaits.

Il y a les chouchous : les joueurs américains, bien sûr, ou bien le Brésilien Gustavo Kuerten. Samedi 30 août au soir, le public a multiplié les vagues et les hurras pour encourager le champion de Roland-Garros, avant de l'accompagner au vestiaire par une ovation. Auparavant, la foule avait salué, ébahie, le courage et la force de la jeune Croate Mirjana Lucic, battue en trois sets par Jana Novotna. Flushing Meadow aime Mary Pierce pour la force de son tennis mais ne la comprend pas pour l'irrégularité de ses coups. Le public new-yorkais regrette l'absence de Steffi Graf.

DOUBLE VITRAGE DANS LES LOGES

Les matchs de Patrick Rafter sont courus. Filles ou garçons, beaucoup sont amoureux du bellâtre australien, surtout lorsque, après quelques jeux, l'abondance de sa transpiration le fait ressembler au vainqueur d'un concours de tee-shirts mouillés. Contrairement aux Français, qui s'entêtent à les ignorer, les Américains sont fous des doubles. Ils adulent Gigi Fernandez et Natasha Zvereva, la paire la plus forte et la plus folle du monde,

et ont envahi, dimanche 31 août, le vieux court central pour rigoler devant les frasques de Cyril Suk et de Goran Ivanisevic.

Ici, on ingurgite des nouilles chinoises, de la bière mexicaine, des ailes de poulet à la sauce épicée qui macule les doigts ou des hamburgers, évidemment. Il n'y pas de Coca-Cola : Pepsi lui a soufflé le contrat d'exclusivité avec Flushing Meadow. Les VIP trinquent dans les loges du nouveau central, munies de baies au double vitrage pour éviter d'infliger aux joueurs le cliquetis des ballons de vin blanc californien.

Plus loin, dans le village de toile, partenaires, agents ou entraîneurs font et défont les affaires. Flushing Meadow, enfin, offre l'une des vues les plus imprenables sur Manhattan. Au soir, vers 20 heures, il faut grimper jusqu'au rang Z, celui situé le plus haut et d'où l'on distingue à peine les expressions des joueurs, pour respirer, écouter monter le bruit de quelques grillons tenaces et laisser le soleil plonger derrière les buildings. Dans la lumière du presque automne, Manhattan s'offre en ombre chinoise sur fond rouge. Et le ciel s'embrase.

B. M.

Le FC Metz leader invaincu du championnat de France

UNE SEMAINE après avoir battu le vice-champion parisien (2-1), le FC Metz a dominé le champion de France monégasque sur le même score, vendredi 29 août, en Principauté, à l'occasion de la cinquième journée du championnat de France de football de première division, consolidant ainsi sa place de leader avec un cinquième succès en cinq rencontres. Les Lorrains, actuellement « en pleine réussite », comme le reconnaît

leur entraîneur, Joël Muller, se sont imposés grâce à deux buts signés Vladan Lukic (21^e) et Robert Pires (90^e), plongeant du même coup les Monégasques en fin de classement puisque les joueurs de Jean Tigana occupent désormais la 14^e place avec déjà trois défaites et aucune victoire à domicile.

Trois jours après son exploit européen contre le Steaua Bucarest (5-0), le Paris-Saint-Germain a encore fait la preuve de son poten-

tiel offensif face au Stade Rennais, sèchement battu (4-1), samedi 30 août. Et pourtant le PSG évoluait sans le Brésilien Leonardo, qui assistait au match depuis les tribunes avant son départ pour le Milan AC. Mais deux coups francs signés Bruno Ngotty (34^emin) et Paul Le Guen (89^e), et un doublé de l'Italien Marco Simone (69^e et 73^e) ont permis au PSG de se maintenir à la deuxième place du classement à trois points de Metz.

Autre équipe à l'honneur au cours de cette 5^e journée : le SC Bastia. Le club corse, toujours invaincu (avec Metz) et meilleure défense (2 buts encaissés), s'est imposé à Lyon (2-0), avec deux buts inscrits par les anciens Lyonnais Laurent Casanova (1^e) et Franck Jurietti (31^e). Un Olympique lyonnais euphorique à l'extérieur (deux victoires en deux matches) mais malchanceux à domicile (3-2) après un match à rebondissements au cours duquel les Girondins ont été menés 2-1, le premier succès à domicile des Nantais, face au Havre (2-0), et les trois premiers points de Cannes, qui est allé battre Châteauroux (2-1), désormais lanterne rouge.

En deuxième division, les trois leaders, Troyes, Lorient et Valence, se sont imposés à domicile, respectivement face à Niort (1-0), Martignes (5-1) et Louhans-Cuiseaux (2-1). Le Mans, défait par Nîmes sur son terrain (1-2), Martignes, Saint-Etienne, qui a arraché un match nul à Amiens (0-0), et Toulon, balayé par Nancy (3-0), occupent les quatre dernières places du classement.

Douleur et soupçon sur le football américain

ATLANTA

correspondance

A les regarder de loin, on les croirait facilement construits à l'épreuve des balles. Et assez solidement harnachés pour faire obstacle aux mauvais coups et à leur souffrance. Mais l'impression est trompeuse. Les footballeurs américains, qui ont poussé, dimanche 31 août, la porte d'une nouvelle saison, n'ignorent rien de la douleur. Ils possèdent simplement une façon bien à eux, souvent radicale et rarement sans danger, d'en étouffer les effets : l'absorption régulière, parfois excessive, de médicaments analgésiques et anti-inflammatoires. Un recours illégal et puni par la loi, mais sûrement aussi répandu dans les vestiaires que l'utilisation du sac de glace pour soigner un début d'entorse.

En mai 1996, Brett Favre a osé le premier briser la loi du silence. Le quarterback des Green Bay Packers, les derniers vainqueurs du Super Bowl, a publiquement avoué sa dépendance à la Vicodin, un painkiller, le nom américain de ces pilules-miracles. Admis dans un centre de désintoxication, il a froidement expliqué, à la fin de son traitement, que les médicaments l'avaient souvent aidé à tenir sa place malgré une série de blessures et les traces encore visibles d'un grave accident de la route survenu six ans plus tôt. Aux Etats-Unis, l'« affaire » a fait grand bruit. Largement commentée par la presse nationale, elle a semblé choquer l'opinion et a incité les dirigeants de la National Football League (NFL) à se pencher d'un peu plus près sur la question.

« Il s'agit certainement de l'un des problèmes les plus sérieux que

devra régler notre sport, a avoué l'un d'eux sous couvert d'anonymat. Il nous faut rapidement inventer les moyens de la combattre, mais ce ne sera pas facile. » Difficile, en effet, de poser un verrou sur l'armoire à pharmacie des quelque 1500 joueurs de la NFL. Ou, plus encore, de freiner le trafic illégal et clandestin de médicaments. A en croire plusieurs témoignages rapportés par la presse, certains gros consommateurs de painkillers obtiendraient leur dose de pilules auprès d'employés de laboratoires pharmaceutiques en échange de billets d'entrée au stade.

UN CONTINGENT D'ACCROS

En avril dernier, le New York Times, menant sa propre enquête, a découvert que le mal toucherait aujourd'hui entre 10 et 15 % des effectifs de la NFL. Un contingent d'« accros » aux médicaments anti-inflammatoires dont les plus bavards cherchaient à se justifier en évoquant, pêle-mêle, la pression du jeu, du public et des médias, et l'impérieuse nécessité de conserver sa place dans l'équipe. « Les gens aiment voir un gars de 140 kilos foncer tête baissée dans un autre, expliquait un joueur. Mais personne ne pense aux conséquences sur l'organisme. Le public nous voit seulement le dimanche, mais la violence des chocs est souvent plus intense encore pendant la semaine, aux entraînements. Il faut encaisser ou quitter le terrain. Je ne connais pas un seul coach qui apprécie de voir l'un de ses gars rejoindre le vestiaire à la première alerte. »

Même avis chez Jim Kelly, l'ancien quarterback des Buffalo Bills, aujourd'hui retiré des affaires. « Ce sport se joue dans la douleur, raconte-t-il. Si vous ne pouvez pas

supporter la souffrance, alors il est sûrement préférable d'essayer le golf, comme je le fais aujourd'hui. » Cynique ? Sans doute. Mais Jim Kelly veut bien jurer que le phénomène est plus répandu encore que l'opinion veut bien le croire. Une certitude née de sa propre expérience. « Je me souviens d'un match contre Pittsburgh en 1996, poursuit-il. Un gars de l'équipe adverse m'avait salement démolé la clavicule. La douleur était à peine supportable. A la mi-temps, on m'a fait une piqûre d'anti-inflammatoires. A la reprise, j'avais l'impression d'être John Travolta dans La Fièvre du samedi soir. Je pouvais bouger le bras de bas en haut comme un danseur de disco. »

Seul ennui, mais de taille : le danger de l'accoutumance. Le témoignage de Brett Favre a ému toute l'Amérique. Mais la plupart des « accros » n'ont pas le courage de l'aveu. « Le spectacle doit continuer », raconte Robert Huizenga, l'ancien médecin des Raiders de Los Angeles, auteur en 1994 d'un livre sur les pratiques médicales du football américain. Le public aime l'idée que ses joueurs puissent frapper dur sans jamais céder à la douleur. Mais personne ne songe aux conséquences à long terme et aux souffrances que doivent endurer ces gars passés la quarantaine. »

Dimanche 31 août, les Etats-Unis ont repris le chemin du stade. La saison 1997-1998 de la NFL a repris sans une bonne poignée de ses meilleurs joueurs, tous couchés sur le flanc par une mauvaise blessure. Certains reprendront leur place dès la rencontre suivante. Une guérison pas vraiment miraculeuse.

Alain Mercier

Le championnat de France de football de D1



5^e journée

Monaco-Metz	1-2
Guingamp-Marseille	1-1
Paris-SG-Rennes	4-1
Bordeaux-Auxerre	3-2
Lyon-Bastia	0-2
Lens-Montpellier	0-0
Toulouse-Strasbourg	1-1
Nantes-Le Havre	2-0
Châteauroux-Cannes	1-2

Les cartons

Rouges Jaunes	
1 Toulouse	0
2 Nantes	0
3 Montpellier	0
18 Auxerre	1
19 Lens	1
20 Paris-SG	1

Les buteurs

1 Simone (Paris-SG)	5 buts
2 Rodriguez (Metz)	4 buts

Classement

	Points	J	G	N	P	Diff.	Chgs.	Séries
1 Metz	15	5	5	0	0	+7	GGGGG	
2 Paris-SG	12	5	4	0	1	+7	GGGPG	
3 Bastia	11	5	3	2	0	+4	GGNNG	
4 Bordeaux	10	5	3	1	1	+1	GPNNG	
5 Lens	8	5	2	2	1	+3	GPNGN	
6 Marseille	8	5	2	2	1	+2	GGNPN	
7 Toulouse	8	5	2	2	1	-2	GGNPN	
8 Montpellier	6	5	1	3	1	0	NPNGN	
9 Strasbourg	6	5	1	3	1	0	NGNPN	
10 Lyon	6	5	2	0	3	-1	PGGPP	
11 Nantes	6	5	2	0	3	-1	PPPGG	
12 Auxerre	6	5	2	0	3	-2	PPGGP	
13 Guingamp	5	5	1	2	3	0	GNPNP	
14 Monaco	4	5	1	1	3	0	PNGPP	
15 Le Havre	4	5	1	1	3	-2	PNGPP	
16 Rennes	4	5	1	1	3	-6	PNGPP	
17 Cannes	3	5	1	0	4	-6	PPPPG	
18 Châteauroux	2	5	0	2	3	-4	PNNPP	

Les attaques

1 Paris-SG	13 buts
2 Metz	11 buts
3 Bordeaux	9 buts

Les défenses

1 Bastia	2 buts
2 Guingamp	4 buts
Metz	4 buts
Lens	4 buts

6^e journée (vendredi 5 septembre)

Marseille-Lyon (le 4) / Le Havre-Toulouse (le 4) / Strasbourg-Paris-SG

Rennes-Metz / Cannes-Monaco / Bastia-Bordeaux / Lens-Nantes / Auxerre-Châteauroux / Montpellier-Guingamp

Les gymnastes tricolores veulent innover aux championnats du monde

LA SEMAINE DERNIÈRE, tout en peaufinant à Saint-Etienne leur préparation aux Mondiaux de Lausanne, qui ont débuté lundi 1^{er} septembre, les gymnastes françaises piaffaient d'impatience. A quinze ans, Magali Ruffato s'apprête à vivre son baptême en compétition internationale. Isabelle Severino, dix-sept ans, vivra ces championnats comme un ultime test pour décider ou non de la retraite qu'elle évoquait après sa 13^e place au concours général des Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Elvire Teza, Cécile Canque-teau et Ludvine Furnon, qui trouvent le rendez-vous olympique de Sydney, en 2000, bien lointain, brûlent de marquer l'histoire de leur sport grâce à la présentation d'un nouveau mouve-

ment. Elvire Teza devrait être la plus remarquée à Lausanne avec deux innovations : la combinaison d'une lune dorsale et d'un salto arrière aux barres asymétriques et un saut écart latéral avec extension dorsale à la poutre. La miniature réunionnaise de seize ans (1,50 m pour 40 kilos) est déjà célèbre pour avoir mis au point, en 1995, une périlleuse figure qu'elle est seule au monde à réaliser : une vrille poisson en travers de la poutre. La réception enroulée autour de l'agrès effectuée sur le ventre exige un estomac et des intestins « blindés ».

Homologué l'an passé par la commission technique de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), le succès du « Teza » a inspiré les coéquipières d'Elvire. Ludvine Furnon doit présenter un saut latéral inédit à la poutre. Cécile Canque-teau s'est remise à travailler un lâcher aux barres asymétriques imaginé il y a deux ans. « C'est un mouvement qui existe déjà, explique-t-elle. Un salto Jaeger auquel j'ai ajouté un demi-tour. Il a déjà été tenté en compétition mais jamais réussi. »

NOUVEAU RÈGLEMENT

« Plusieurs juniors ont des mouvements originaux à l'étude, explique l'entraîneur de l'équipe de France masculine Jean-Louis Bourbon, mais d'autres finissent par se les approprier puisqu'on doit attendre pour l'homologation une présentation réussie en championnats du monde ou aux Jeux olympiques. » Bien que plus respectées dans le monde de la gymnastique depuis la nomination d'un couple d'entraîneurs chinois à la tête de leur équipe, les Françaises ne peuvent encore brigrer les podiums mondiaux face à l'« empire soviétique » éclaté ou aux Etats-Unis. La suppression des « imposés » leur a donné envie de briller par leur audace et l'esprit novateur de leur gymnastique. A l'instar d'homologues masculins qui

ont laissé leur nom à un mouvement – Jacques Def (barre fixe) en 1981, Willy Moy (barres parallèles) et Sébastien Darrigade (barres parallèles) l'an dernier – elles devaient présenter leurs créations à Lausanne dès les qualifications, lundi.

Pour les voir homologuées par la FIG, elles doivent les réaliser sans la moindre erreur, en suivant scrupuleusement les schémas et les explications écrites déposés auprès des juges. Si le comité technique les estime suffisamment originales, il les baptisera de leur patronyme. « Sinon, dit Jacques Def, elles auront au moins la satisfaction rarissime d'avoir été les premières à réaliser quelque chose. » « Le plus important sera la valeur accordée par les juges aux exercices nouveaux », explique Yvette Brasier, chef de la délégation féminine française à Lausanne, juge internationale et experte technique auprès de la FIG. Un mouvement original peut rapporter, pour la note finale sur 10, une bonification pouvant aller jusqu'à un point.

Le caractère obligatoire – jusqu'aux derniers Jeux olympiques – de la présentation d'enchaînements « imposés » déterminants

pour le classement des concours « libres » n'a pas contribué à stimuler les imaginations, les meilleurs mondiaux préférant miser sur des valeurs sûres. En modifiant des mouvements déjà connus, ou en s'appliquant à les exécuter à la perfection, ils se garantissaient titres et médailles. Seules quelques exceptions, comme le Japonais Mitsuo Tsukahara, en 1972, ou la Soviétique Elena Chouchounova, en 1980, ont cumulé créativité et palmarès mondiaux et olympiques.

Le nouveau règlement, qui favorise les acrobaties, devrait réveiller l'envie de créer. « Le gymnaste est aussi là pour réfléchir et faire évoluer son sport, dit Jacques Def. Lorsqu'on pratique un sport depuis l'enfance, il se meut en jeu de construction. Ça devient un véritable travail de recherche avec l'entraîneur. » « Ce sont parfois les gamelles des autres aux entraînements qui nous donnent des idées », remarque Elvire Teza. Elle pourrait, si elle ne chute pas à Lausanne, entrer dans l'histoire en devenant la première Française à donner son nom à un mouvement à deux agrès différents.

Patricia Jolly



LUNDI/SEQUIN/TEMPSPORT

ELVIRE TEZA a acquis une réputation internationale en mettant au point ce périlleux mouvement à la poutre qui porte désormais son nom et qu'elle est toujours la seule au monde à réaliser. Elle tentera d'entrer dans l'histoire aux Championnats du monde de Lausanne en devenant la première Française à inscrire deux fois son nom au code de pointage, si elle parvient à exécuter parfaitement la nouveauté qu'elle a minu-

tieusement préparée aux barres asymétriques en dehors de ses entraînements réguliers. Seizième du concours général des Jeux olympiques d'Atlanta, la Réunionnaise, âgée de seize ans, s'entraîne depuis quatre ans au centre national de Marseille sous la direction de Shi Mao et Lin Xuan, un couple de Chinois naturalisés français qui ne tarissent pas d'éloges sur l'intelligence et le mental de battante de leur élève.

Dans le sillage de Florian Rousseau, le cyclisme français sur piste se couvre d'or

EN REMPORANT six des douze titres mis en jeu lors des championnats du monde de cyclisme sur piste organisés à Perth (Australie), les pistards français ont une nouvelle fois démontré leur suprématie, après leurs triomphes des Mondiaux de Manchester (quatre médailles d'or), en 1996, et des Jeux olympiques d'Atlanta, la même année. Dimanche 31 août, Florian Rousseau, vingt-trois ans, a mis un point final à une semaine de rêve. Le jeune Orléanais est resté l'homme le plus rapide du cyclisme en s'adjugeant le plus beau des triomphes : la vitesse, le tournoi-phare du programme, a donné lieu à une démonstration de Florian Rousseau, qui, comme à Manchester, n'a pas perdu la moindre manche pendant toute la compétition. En finale, le champion olympique de Barcelone (1992) et d'Atlanta, l'Allemand Jens Fiedler, a été balayé par celui que les Australiens ont surnommé « le Français volant ».

« Il a fait un tournoi parfait, au-dessus du lot », s'est extasié Daniel Morelon, l'ancien champion devenu un des deux entraîneurs du sprint français avec Gérard Quintyn, lequel s'occupe directement de Florian Rousseau à l'Institut national des sports et de l'éducation

physique (INSEP). Facile vainqueur de l'Australien Darryn Hill en demi-finale et de la première manche de la finale, Florian Rousseau, s'est laissé surprendre dans la seconde manche. Son adversaire a tenté sa chance par un démarrage brutal avant la fin du premier tour de piste. « L'an dernier, Fiedler m'avait battu en quart de finale à Atlanta, se souvient Florian Rousseau. Mais je l'avais accroché et j'avais pris conscience dans ce match de mes possibilités à cette occasion. » Distancé d'une vingtaine de mètres, l'Orléanais est revenu dans les deux derniers tours et l'a débordé dans l'ultime ligne droite.

« L'efficacité de notre système de détection et d'entraînement »

« J'ai l'habitude des efforts longs grâce à tout le travail fait sur le kilomètre », a commenté le champion français, qui venait de remporter son quatrième titre mondial individuel chez les seniors : ce deuxième titre consécutif en vitesse s'ajoute

à ses premiers deux titres de champion du monde du kilomètre, obtenus en 1993 et 1994 ; il a également été sacré champion du monde de vitesse par équipes (avec Vincent Le Quellec et Arnaud Tournant) et champion olympique du kilomètre à Atlanta.

Chez les dames, la Vendéenne Felicia Ballanger a réédité son exploit de Manchester en conservant ses deux titres dans les épreuves de vitesse et du 500 mètres départ arrêté. Dans cette dernière épreuve, la Française Magali Faure-Humbert, révélée à vingt-huit ans, a remporté la médaille de bronze. Les coureurs de l'équipe de France ont ramené des médailles dans sept des neuf épreuves auxquelles ils ont participé. Ils ont échoué au pied du podium dans les deux dernières, le kilomètre (Arnaud Tournant) et la course aux points, que Philippe Ermenault a terminée à la quatrième place. « C'est un bilan extraordinaire, s'est félicité Patrick Cluzaud, le directeur technique national français. Cette année, nous avions renouvelé en partie l'équipe et nous ne pensions pas avoir les mêmes résultats qu'à Manchester. A l'arrivée, le bilan est même supérieur ! Cela prouve l'efficacité de notre système de détection et d'entraînement. »

DÉPÊCHES

■ AVIRON : les Français ont bien entamé les Championnats du monde d'Aiguebelette (Savoie) en qualifiant trois bateaux directement pour les demi-finales, dimanche 31 août, lors de la journée inaugurale. Bénédicte Luzuy, en skiff poids légers, s'est imposée dans sa série, imitée par les médaillés de bronze d'Atlanta (1996) en deux sans barreur (Andrieux-Rolland), puis par le quatre sans barreur médaillé d'argent à Atlanta (Fauché-Bosquet-Vecten-Moncelet).

■ OLYMPISME : un attentat a été commis à l'aide d'un engin explosif artisanal contre des bureaux du Comité olympique grec, provoquant de légers dégâts, dimanche 31 août, dans le centre d'Athènes. Dans cinq jours doit être désignée parmi les cinq candidates, dont Athènes, la ville qui accueillera les Jeux olympiques de 2004.

■ MOTOCYCLISME : Olivier Jacque (Honda) a terminé 2^e en 250 cc au Grand Prix de la République tchèque, derrière le triple champion du monde Massimiliano Biaggi (Aprilia), dimanche 31 août, à Brno. L'Italien est désormais à 11 points du leader actuel du classement, le Japonais Tetsuya Harada (Aprilia), troisième de l'épreuve. En 500 cc, l'Australien Michael Doohan (Honda), vainqueur pour la onzième fois de l'année, a égalé le record de victoires en une saison détenu depuis 1973 par Giacomo Agostini.

■ RUGBY : le Stade français, qui a confirmé à Castres (23-16) ses prétentions, Toulouse, vainqueur à Béziers (35-11), et Perpignan, dominateur (19-6) devant Agen, restent les trois seules équipes invaincues à l'issue de la troisième journée du championnat de France de rugby, qui a vu Bourgoin gagner pour la première fois (14-9), face à Grenoble) et Nice battre Brive (32-31), champion d'Europe en titre. Le championnat va maintenant s'interrompre jusqu'au 29 novembre.

■ VOILE : Loïck Peyron a remporté, dimanche 31 août, le Grand Prix des multicoques de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), confirmant sa première place au classement provisoire du Championnat des multicoques de 60 pieds, après ses victoires dans le Grand Prix de Fécamp et dans la Course de l'Europe.

■ LOTO : résultats des tirages n° 70 du samedi 30 août. Premier tirage : 18, 21, 32, 35, 36, 45, numéro complémentaire : 15. Rapport pour 6 bons numéros : 7 849 425 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 84 710 F. ; pour 5 bons numéros : 9 600 F. ; pour 4 bons numéros : 182 F. ; pour 3 bons numéros : 17 F. Second tirage : 4, 25, 26, 29, 30, 41, numéro complémentaire : 49. Rapport pour 6 bons numéros : 30 067 755 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 185 280 F. ; pour 5 bons numéros : 9 565 F. ; pour 4 bons numéros : 187 F. ; pour 3 bons numéros : 18 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97189

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Venu de Germanie il est aujourd'hui Italien. Accessoire pour le bain. – II. Une fois de plus, mais combien ? Pour que le plat soit moins plat. – III. Sa danse annonce des problèmes pour le chef. Seul, il ne fera pas une grande friture. – IV. Souvent mise en pièces. Finissent par peser. – V. Du changement dans les affaires. En fin de journée. – VI. Convient. Faciles à découper. – VII. La septième chez les Grecs. Comme une terre retournée, retournée et encore retournée. – VIII. Arrive toujours à la fin. L'endroit idéal pour tirer. – IX. Port du Liban. Des-

tinée à la consommation. – X. Ouverture sur la table. Usinées avec précision.

VERTICALEMENT

1. Grâce à elle, nous étions dans de beaux draps. – 2. Fait encore son poids en or. Le premier gros porteur. – 3. En Floride. Tragédie de Lully. – 4. Font la chèvre. Poisson rouge. – 5. Qui n'est plus dans son état premier. Possessif. – 6. Dans la gamme. Passage champêtre. – 7. Donna de la force au destin et de la voix à Otello. Vient de l'au-delà. – 8. Voyelles. Docteur de l'Eglise. – 9. Hissé par vent portant. Petite mon-

ture descendue des montagnes ariégeoises. – 10. Prendra connaissance. Un perroquet dans l'eau des tropiques. – 11. S'affiche maintenant à l'écran. Fils d'Aphrodite, il aida à construire Rome. – 12. On les garde sous la main pour ne pas tomber dans l'oubli.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97188

HORIZONTALEMENT

I. Avoirdupois. – II. Pi. Gain. Vrac. – III. Po. Niaiserie. – IV. Allô. Nsp. IGN. – V. Roubles. Etna. – VI. Incluses. Aer. – VII. Ti. En. Niât. – VIII. Est. Dot. Liés. – IX. Utopie. Atout. – X. Repositionné.

VERTICALEMENT

1. Appareteur. – 2. Violoniste. – 3. Luc. Top. – 4. Ignoble. Pô. – 5. Rai. Lundis. – 6. Dianes. Oei. – 7. Unissent. – 8. Sp. Si. Ai. – 9. Ove. Alto. – 10. Irritation. – 11. Daigne. Eun (nue). – 12. Scénariste.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 33

Sorties non obligatoires

Quatre excursions culturelles sont proposées à 100 vacanciers qui coulent de paisibles heures de repos sur une plage près d'un hôtel en Grèce. 49 personnes s'inscrivent pour Thèbes, 42 pour Rhodes, 35 pour Athènes et 30 pour Delphes. Si le total excède 100, c'est que 24 courageux ont pris une option pour deux excursions, 10 autres se sont inscrits pour trois excursions, et il se trouve même en plus quelques

acharnés pour faire les quatre circuits. Bien sûr, il y en a comme toujours qui choisissent de bronzer sans faire la moindre excursion, mais ils se comptent sur les doigts de la main.

Combien sont-ils ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen

© POLE 1997

Solution du problème n° 32 paru dans Le Monde du 26 août

Le nombre de policiers est de 22 Si on appelle V le nombre de voyageurs, il faut raisonner sur le nombre N = V – 6. Ce nombre N est à chaque arrêt multiplié par 2/3. Comme on ne suppose pas qu'une fraction de voyageur puisse descendre, c'est que N est un multiple de 3 x 3 x 3 x 3 = 81. Pour que V puisse rester inférieur à 100, il n'y a qu'une solution, N = 81 et V = 87 (N = 0 est contraire à l'hypothèse). Le nombre de voyageurs descend successivement de 87 à 60, 42, 30 et... 22.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

VIENT DE PARAÎTRE

BOSNIE RÉELLE ET BOSNIE VIRTUELLE — Pages 4 et 5

N° 522 - 44^e année

SEPTEMBRE 1997

Vive le déficit budgétaire !

(Page 21)

LE MONDE diplomatique

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

LA TERRE AU CŒUR DU CONFLIT

Alertes au Proche-Orient

Sil les tirs du Hezbollah sur Kiryat Shmonah avaient fait plus de victimes, écrit le journaliste israélien Zeev Schiff, « les forces de défense d'Israël auraient abandonné leur politique de retenue et lancé une contre-attaque de rétorsion ». On ne saurait mieux dire que le Proche-Orient est devenu une poudrière dont la moindre étincelle peut provoquer l'explosion : un attentat en Israël, un affrontement militaire en Cisjordanie, une opération militaire contre le Liban, voire contre la Syrie...

Oublié l'espoir soulevé, le 13 septembre 1993, par la poignée de main entre Itzhak Rabin et M. Yasser Arafat. Malgré le flou de la Déclaration de principes israëlo-palestiniens, on pouvait entrevoir alors un chemin, certes tortueux, vers le paix. Il n'en a rien été. De retard en retard, d'Oslo I en Oslo II, les dirigeants israéliens ont transformé l'Etat palestinien virtuel en bastion d'Etat. Les bombes que, malgré ses efforts, l'Autorité palestinienne n'a su empêcher d'exploser leur ont permis d'étrangler les territoires autonomes, humiliant et

implantations existantes, mais il entend en créer de nouvelles, à l'instar de Har Homa, aux confins de Jérusalem. Bref, de conquête de la terre de Palestine, avec pour objectif - évident dans son plan « Allon plus » (lire pages 16 et 17) - de rendre impossible l'émergence d'un Etat palestinien indépendant et viable.

POURQUOI le président William Clinton a-t-il pris l'écrasante responsabilité de laisser faire ? Pour ne pas heurter le lobby pro-israélien sur lequel repose une part des chances électorales du vice-président Albert Gore ? Attend-il, pour mettre le hola, qu'une nouvelle Intifada menace la stabilité de tout le Proche-Orient, comme Tel-Aviv, de la première grand discours sur le Proche-Orient, le 6 août 1997, M^{me} Madeleine Albright a fait, comme elle propose sécurité (des seuls Israéliens) la condition du retour de la confiance. Et les négociations finales, qu'elle propose d'entamer rapidement, n'auraient de sens que si elles se situaient dans la perspective de l'échange des territoires contre la paix et de la création d'un véritable Etat palestinien.

Encore faut-il qu'il ne soit pas trop tard. Car l'échec des accords d'Oslo a commencé de discréditer l'idée même

L'ombre des inégalités

Par ALAIN GRESH

EXEMPLAIRE, le succès à l'issue de quinze jours de grèves, au mois d'août, des 185 000 chauffeurs-ivreurs peut-être un tournant dans l'histoire d'United Parcel Service (UPS) marquant le début de l'offensive victorieuse du président Ronald Reagan contre le mouvement syndical. Outre des augmentations de salaires, les grévistes ont obtenu la transformation en postes stables. Leur exploit, ils le doivent notamment à la sympathie de la population. Les Américains se sont sentis solidaires de ces travailleurs et ont voté pour eux. Les Américains ne se souviennent pas de la dernière fois qu'ils ont voté pour un candidat qui se soit opposé à la transformation en postes stables de ceux qui ont travaillé pour eux. En 1996, les cinq cents principales compagnies américaines ont vu leurs profits croître de 23,3 %. Entre 1992 et 1995, la part de la richesse nationale appartenant aux 1 % de foyers les plus riches est passée de 20,7 % à 25,1 %.

En 1996, les cinq cents principales compagnies américaines ont vu leurs profits croître de 23,3 %. Entre 1992 et 1995, la part de la richesse nationale appartenant aux 1 % de foyers les plus riches est passée de 20,7 % à 25,1 %.



MAX NEUMANN (1994)

chain, notent les rédacteurs du Rapport sur le développement humain. Cela coïnciderait 80 milliards de dollars par an, soit moins que le patrimoine net cumulé des sept personnes les plus riches du monde. Mais il faudrait, pour cela, redistribuer les richesses. Irréalisme ! Annoncer tout cela, défenseurs de l'ordre établi, invraisemblable, existerait déjà en 1836 m

SEPTEMBRE 1997

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

BALKANS
L'Europe peut-elle oublier Tirana ? (Paolo Raffone). — Une faillite annoncée (P.R.). — Le Monténégro tenté par la sécession (Jean-Arnault Dérens).

AMÉRIQUE LATINE
L'autonomie perdue des Miskitos du Nicaragua (Maurice Lemoine). — Résistance des « sans-terres » du Brésil (Philippe Revelli).

PROCHE-ORIENT
La terre de Palestine confisquée (Jan de Jong). — Une autonomie morcelée (Michael R. Fischbach). — En Israël d'un attentat (Alain Gresh). — Arabie saoudite : les mystères

ÉCONOMIE
L'architecte de l'euro passe aux aveux (Pierre Bourdieu). — Vive le déficit budgétaire ! (Dominique Garabiol). — Saisir le moment où tout peut basculer (René Passet).

TRANSPORT AÉRIEN
Offensive américaine pour le contrôle du ciel (Yves Belanger et Laurent Carroué). — Le décollage des nouveaux pays aéronautiques (Hubert Levet).

SPIRITUALITÉ
Vers une religiosité sans Dieu (Florence Beaugé). — Irrationnel et société, extraits de « Géopolitique du chaos » (un livre d'Ignacio Ramonet).

Egalement au sommaire

- ASIE : Pékin face au mouvement national. — Au Kazakhstan, la nostalgie des réfugiés.
- AFRIQUE : L'étrange influence des francs-maçons. — Grandes manœuvres autour du Soudan. — La pêche bradée au profit de l'Europe.
- TRAVAIL : Les temps modernes de l'emploi féminin.
- HISTOIRE : Le libéralisme égalitaire des Jacobins.
- DÉBAT : Des prophètes pour intellectuels.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 22 F

MUSIQUE Pour la sixième année consécutive, le public a répondu massivement à la programmation proposée par Gérard Mortier et Hans Landesmann au Festival de

Salzbourg. Les neuf productions lyriques de cette édition 1997 auront été accueillies avec un enthousiasme parfois tempéré par quelques lazzi, qui, paradoxalement, font les vrais

triumphes. ● CETTE ÉDITION aura prouvé que le Festival peut se passer des stars et consacrer des équipes de jeunes chanteurs emmenés par des metteurs en scène et des

chefs d'orchestre réunis autour de projets auxquels ils adhèrent. ● DERNIER OPÉRA à entrer en lice cet été, *La Clémence de Titus*, de Mozart, avait été présentée à la

Monnaie de Bruxelles, en 1982, par Gérard Mortier, qui venait d'en être nommé directeur. Quinze ans plus tard, cette production prend les allures d'un manifeste.

Le « nouveau Salzbourg » ou le crépuscule des stars

Gérard Mortier a su imposer une programmation qui privilégie des interprètes soudés autour de projets qui traitent musique et théâtre à égalité. C'était une nouvelle fois le cas avec « *La Clémence de Titus* », dernière production du Festival, qui a obtenu un triomphe mérité

LA CLÉMENCE DE TITUS, opéra seria en deux actes de Wolfgang Amadeus Mozart, sur un livret de Caterino Mazzola d'après Métastase. Avec Jerry Hadley (Titus), Patricia Schumann (Vitellia), Dorothea Röschmann (Servilia), Vesselina Kasarova (Sesto), Debora Beronesi (Annio), Lorenzo Regazzo (Publio), Camerata Academica de Salzbourg, chœurs de l'Opéra d'Etat de Vienne, Gustav Kuhn (direction). Ursel et Karl-Ernst Herrmann (mise en scène), Karl-Ernst Herrmann (décors et costumes). Kleines Festspielhaus.

SALZBOURG

de notre envoyé spécial

Dernière production à entrer en scène : *La Clémence de Titus* dans la mise en scène des époux Herrmann. Présentée pour la première fois au Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles, en 1982, elle aura été à l'origine d'un des scandales dont Salzbourg a le secret, quand elle y fut reprise, en 1993. Lors de la première répétition avec orchestre, Riccardo Muti avait quitté la fosse. Revenant pour la deuxième, il partait défini-

Le bilan en chiffres

- **Recettes.** Avec environ 150 millions de recettes, l'édition 1997 du Festival de Salzbourg, qui s'est tenue du 19 juillet au 31 août, se solde par une baisse d'environ 4 % par rapport à celles de l'édition 1996, qui avaient été exceptionnellement élevées.
- **Ventes.** 240 200 billets ont été vendus. Le taux de remplissage a été de 93 %.
- **Public.** 75 % des spectateurs venaient de l'étranger. Le nombre de visiteurs en provenance des Etats-Unis a augmenté de 18 %, ceux des pays du Benelux de 24 %, ceux d'Espagne de 15 %, et ceux de France de 7 %.
- **Budget.** Le Festival de Salzbourg reçoit environ 90 millions de francs de subventions publiques, sur un total d'un peu plus de 300 millions de francs de budget. La différence entre subventions et recettes de la billetterie vient du mécénat privé, de la vente des programmes, disques, livres et gadgets de la boutique du festival et des droits de retransmission radio et télévision.

tivement. Comptait-il sur la solidarité de l'Orchestre philharmonique de Vienne pour mettre Gérard Mortier dans l'embarras ? Le maestro italien avait sans doute oublié que les Viennois comptent autant leurs billets de banque que les mesures quand ils jouent : on ne laisse pas passer 4 000 F par service. Appelé à la rescousse, Gustav Kuhn sauva la production.

APPROCHE ARTISANALE

Il est toujours là quatre étés plus tard, mais avec la Camerata Academica de Salzbourg. Riccardo Muti, qui se voyait tellement en successeur de Karajan à la direction du Festival qu'il s'est acheté une maison toute proche de Salzbourg, attend sans doute son heure – comme quelques autres. Mais les Wiener Philharmoniker lui faisant moins les yeux doux, il ne reste au chef d'orchestre italien que la Scala de Milan – dont il est le directeur musical de plus en plus critiqué pour sa programmation et l'absence de grands chefs à ses côtés – et quelques concerts symphoniques guère à la mesure d'un talent malheureusement obéré par un contentement de soi qui éloigne peu à peu Muti des grands centres musicaux. Voilà peut-être pourquoi il a accepté de venir diriger l'Orchestre national de France, à peu près déserté par les chefs de sa trempe, les Abbado, Haitink, Chailly, Maazel, Solti, Boulez, etc.

En attendant, *La Clémence de Titus* triomphe dans le Petit Festspielhaus, sans Muti, et toujours avec l'excellent Gustav Kuhn, à qui l'on reprochera seulement d'unifier un peu trop les tempos, mais dont on ne peut que louer l'attention constante qu'il porte au plateau et la netteté d'une direction qui laisse la Camerata de Salzbourg chanter à plein poumon – quel orchestre ! Ce triomphe est l'honneur du « nouveau Salzbourg ». Il consacre la validité de cette approche dramaturgique réfléchie, artisanale au sens le plus noble du terme, qui aura tant fait pour imposer l'Opéra royal de Bruxelles dans un monde lyrique trop souvent marqué jusque dans les années 80 par la négligence de quelques vedettes.

Ce que Gérard Mortier a imposé à la Monnaie de 1982 à 1992 et qu'il aurait pu mettre en œuvre à l'Opéra-Bastille s'il n'avait laissé tomber l'éponge un an et demi avant l'ouverture du nouvel opéra



OLIVER HERRMANN

Le triomphe remporté par « *L'Enlèvement au sérail* », dirigé par Marc Minkowski et mis en scène par François Abou Salem, dans la cour de la Résidence, a prouvé que le public salzbourgeois pouvait acclamer une distribution de jeunes chanteurs emmenés par un chef encore à l'orée de sa carrière.

constatant que l'affaire était bien mal engagée de tous côtés, ce que l'ancien assistant de Rolf Libermann au Palais Garnier démontre à Salzbourg contre la toute-puissance des agents et de certains chanteurs et chefs d'orchestre, c'est que l'opéra peut parfaitement se passer de stars.

Le théâtre lyrique ne pourra survivre que s'il est confié à des équipes réunies sur de seuls critères qualitatifs et placées sous la responsabilité de chefs et de metteurs en scènes qui réfléchissent à la façon d'interpréter des ouvrages trop souvent traités comme des concerts en costumes

ou écrasés par des mises en scène de régisseurs et de scénographes ignorant tout des règles spécifiques du genre et de la musique. Incidemment, Salzbourg peut aussi se passer de l'Orchestre philharmonique de Vienne qui n'a plus l'exclusivité du jeu dans la fosse : personne n'a regretté les Viennois quand le Mozart, la Camerata Academica et la Philharmonia de Londres les y remplaçaient dans *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, *Mitridate*, *L'Enlèvement au sérail*, *La Clémence de Titus*, *Lucio Silla*, de Mozart et *Le Grand Macabre*, de Ligeti.

Les distributions de cette édi-

tion ne comportaient donc aucun chanteur dont les cachets par soirée atteignent le prix d'une berline de luxe. Les chefs eux-mêmes, à part Claudio Abbado, qui occupe – pour de bonnes raisons – la place qui lui revient dans le monde musical et, dans une moindre mesure Christoph von Dohnanyi, n'étaient pas ce que l'on appelle des stars. Sylvain Cambreling, Marc Minkowski, Valery Gergiev, Gustav Kuhn, Roger Norrington ont certes une excellente réputation, mais ce ne sont pas des chefs que le public attend à la sortie des artistes pour les acclamer. Dans le passé, on aura vu Karajan ou Muti ainsi fêtés, saluant depuis leur carrosse fendant la foule des mélomanes réduits à la dignité de nymphettes hurlant leur amour à un *boys band*.

Cette période est révolue à Salzbourg et presque partout dans le monde. Mortier consacre la fin des stars du chant et leur propension à refuser de passer deux mois dans un théâtre pour répéter à fond un spectacle, de ces chanteurs qui profitent du moindre petit temps libre laissé par un trou dans les répétitions pour aller gagner beaucoup d'argent ailleurs, qui n'hésitent pas à débarquer quelques jours avant la générale en ne respectant aucunement la mise en scène – les mêmes enregistrent parfois leurs rôles pour le disque en re-recording, des mois, voire des années après la mise en boîte de l'opéra par leurs collègues. Mortier prouve, jusque dans ses erreurs, qu'une distribution n'est pas une addition de gosiers mais une pâte qui doit prendre.

UN ART DU CHANT ÉBOURIFFANT

Comme celle de *L'Enlèvement*, celle de *La Clémence* réunissait des chanteurs auxquels le public a fait un triomphe mérité et savamment gradué en fonction du talent respectif de chacun. Et si Jerry Hadley, le plus connu, fut le moins ovationné, ce ne fut que justice. Voix fatiguée nullement compensée par une composition dramatique et vocale appropriée, ce ténor aura fait de Titus un rôle vériste qui détonnait gravement au sein d'une distribution proche de la perfection. Voilà qui rappelait les dernières distributions de Karajan qui mélangeaient des chanteurs dont l'aura ne suffisait pas à masquer des disparités stylistiques effarantes.

Et l'on n'était pas peu heureux de constater que Vesselina Kasarova, qui avait tant déçu à Bastille dans *Les Capulets et les Montaigus*, de Bellini, exposait là une voix égale sur toute la tessiture, un art du chant aussi ébouriffant dans la vocalise qu'émuovant dans le rôle omniprésent de Sesto, l'amant

Beethoven, Verdi, Janacek et Weill en 1998

L'édition 1998 du Festival de Salzbourg permettra de revoir *Les Noces de Figaro*, *La Flûte enchantée* et *L'Enlèvement au sérail*, de Mozart, dans les mises en scène de Luc Bondy, Achim Freyer et François Abou Salem. Seront repris *Saint François d'Assise*, d'Olivier Messiaen, mis en scène par Peter Sellars, et *Fidelio*, de Beethoven, mis en scène par Herbert Wernicke, qui sera le metteur en scène d'un nouveau *Don Carlos*, de Verdi, dirigé par Lorin Maazel.

Gérard Mortier, qui aura tant fait pour populariser Janacek, a programmé *Katia Kabanova* dans une mise en scène de Christoph Marthaler, avec Sylvain Cambreling à la direction musicale, tandis que *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*, de Kurt Weill et Bertolt Brecht, sera confié à Peter Zaedek. Un cycle de concerts Beethoven a été demandé à l'Orchestre de Birmingham et à Simon Rattle : une originalité, chaque concert proposera la création d'une œuvre d'un compositeur britannique. Un autre cycle est confié au pianiste Vladimir Ashkenazy.

manipulé par Vitellia. Patricia Schumann était cette Vitellia dont les époux Herrmann ont fait un sosie de Maria Callas dans *La Vestale*, de Spontini. Sa beauté à couper le souffle, son chant pur de tout effet, son souffle infini ne pouvaient que se couler dans une mise en scène qui ne délivre pas de message, mais se « contente » de lire le livret, d'en décrypter les implications psychologiques, les ressorts dramatiques avec une telle acuité que cette production se confond avec l'œuvre de Mozart.

Alain Lompech

La « Caravane des quartiers », un festival itinérant pour la fête dans les cités

Bénévolat et fibre militante sont deux leviers essentiels d'une manifestation qui mêle concerts, cirque et théâtre de rue

LYON

de notre envoyé spécial
« Avec elles, vous pouvez être tranquille, ce sont les championnes de la cité. » M^{me} Himeur et

REPORTAGE

On prépare un couscous géant qui clôt les spectacles et en résume l'esprit

M^{me} Fendy sourient d'un air entendu. Celle qui vient de lâcher ce compliment a bien raison. Préparer un couscous pour cinq cents personnes, cela ne leur fait pas peur. Elles ont l'habitude des repas de fête. Début des opérations, dimanche matin, 7 heures : épluchage des oignons. Ensuite, quelques voisines viendront donner un coup de main, puis les messieurs suivront, pour installer les tables. Tant pis si la veille on s'est couché tard après le concert de Zahouania.

Il y a quelques mois, quand les programmes de la « Caravane » commencèrent à circuler, tout le monde dans la cité a repéré le nom de la chanteuse raï. A la fin des an-

nées 80, Zahouania chantait en duo avec Cheb Hasni, assassiné en 1994, le très osé *Beraka* (la Baraque). Elle est une star dans la communauté maghrébine. Pour l'heure, en cette fin d'après-midi, dans les locaux de l'Apasc, Association pour l'animation sociale et culturelle de la cité Langlet-Santy, dans le 8^e arrondissement de Lyon, on finit d'organiser le repas de la « journée des familles », un couscous géant qui clôt la « Caravane des quartiers » et résume à lui tout seul l'esprit.

Créé en 1989 à l'initiative de militants associatifs dans les banlieues, ce festival itinérant met un point d'honneur à impliquer la population des quartiers populaires où elle plante ses chapiteaux. Avec un doigt à toute épreuve. A Lyon, le premier jour, deux-trois ados resquilleurs se sont retrouvés à frotter des assiettes en échange d'une entrée gratuite : « *C'est le deal*, leur a-t-on dit, un « passe » contre la vaisselle. Chez nous, tout le monde participe à la plonge, musiciens et techniciens compris... » Persuadés par un copain, déjà « intégré », ils ont joué le jeu, toute agressivité désamorcée.

Bénévolat et fibre militante sont

deux leviers essentiels de la « Caravane des quartiers ». Certains artistes se produisent gratuitement, d'autres acceptent de négocier leurs cachets. En 1996, une convention triennale fut signée avec la fondation Abbé-Pierre.

CONFIANCE AUX HABITANTS

Un ballon d'oxygène de 1,5 million chaque année, dont 600 000 F répartis entre « Permis de vivre » et « Au nom de la mémoire », deux associations satellites de la « Caravane ». Une aide à laquelle s'ajoutent désormais celles de

l'Etat et aussi, à chaque étape, des collectivités locales. L'abbé Pierre a fait le déplacement à Lyon, ultime étape cette année de la « Caravane des quartiers », du 27 au 31 août. Il salue l'enjeu de ce projet, qui fait confiance aux habitants d'un quartier, leur offre la possibilité de se rencontrer. Aujourd'hui, celui du quartier des Etats-Unis, dans le 8^e arrondissement. « *Un quartier dans lequel il y a uniquement du logement social et qui a mauvaise réputation* », raconte Marc Villarbias, agent de développement culturel de la ville. Un quartier

Une « Caravane africaine » en 1998

Après Belfast en 1995, puis Barcelone et Mons cette année, la « Caravane » franchira à nouveau les frontières de l'Hexagone en 1998. Outre Barcelone et Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne, elle envisage de prendre le train de Dakar à Bamako, entre le 1^{er} novembre et le 13 décembre de l'année prochaine, l'idée étant de proposer tout au long du trajet spectacles, animations, expositions et ateliers. Deux étapes sont déjà prévues, à Tambacounda (Sénégal) et Kayes (Mali). L'expérience, qui rappelle celle qu'entreprend La Mano Negra en Colombie fin 1993, doit déboucher dans l'idéal sur une « Caravane africaine », puisque, à l'issue de l'opération, une grande part du matériel et des chapiteaux seront laissés sur place à des acteurs culturels. Par cette action, présentée à Lyon le 29 juin, en présence de l'abbé Pierre, la « Caravane des quartiers », espère aider des populations africaines à « devenir maître-d'œuvre d'un projet local ».

classé « sensible », mais le seul de l'agglomération lyonnaise qui, à l'issue du contrat de ville, va sortir des procédures de développement social en 1998. Il a maintenant une meilleure image, grâce notamment au Musée urbain Tony-Garnier. La « Caravane des quartiers » participe à cette réhabilitation.

Une caravane forte de deux cents âmes, car de nombreux amis ont convergé de Mons, Toulouse, Colmar, toutes les villes traversées. Ils tenaient à être là pour le bouquet final. Des concerts, du cirque, du théâtre de rue, des spectacles pour enfants avec Générisk Vapeur Arno, Zahouania, les Colombiens Lumbalu...

MÉLANGER LES PUBLICS

Une programmation éclectique, nourrie de nombreuses productions locales, et osée, avec le soir, en tête d'affiche, des noms obscurs pour les gens du quartier. La « Caravane » veut mélanger les publics.

Parfois ça marche, parfois ça ne marche pas. Pour Arno, les branchés rock sont venus en nombre, se mêlant aux gamins et aux marrants. La veille, par contre, le public était clairsemé pour la soirée « Galicia Tropical », concoctée par

Manu Chao, ex-chanteur leader du groupe défunt La Mano Negra, impliqué pratiquement dès le départ aux côtés de la « Caravane ». A Lyon, le soir du 28 août, il avait carte blanche pour présenter quelques-uns des artistes du vaste projet « *qui le mène par le bout du nez* » : l'histoire débutera l'an prochain avec la « Caravane » à Saint-Jacques-de-Compostelle, en Galice, à l'occasion de la Coupe du monde de football. Elle se prolongera en 1999 avec la création de la « Foire aux mensonges », un spectacle dont l'apothéose sera une fête immense donnée en l'an 2000 dans cette même ville, consacrée capitale européenne de la culture. En attendant, à Lyon, le 28 août au soir, Manu Chao se donne du plaisir sur scène avec Josepha, sa voisine en Galice. Elle a soixante-cinq ans, joue du tambourin, chante et improvise, très à l'aise au milieu d'Os Diplomáticos, groupe rock, lui aussi de Galice. Une région à laquelle Manu Chao reste très attaché : « *C'est l'un des endroits où l'on sait encore faire la fête. J'ai vraiment envie que les gens de la « Caravane » connaissent ça.* »

Patrick Labesse

La Mostra au carrefour embrouillé de l'Europe et d'Hollywood

Les ministères de la culture français et italien créent un prix Marcello-Mastroianni

Le week-end fut morne à la Mostra de Venise sur laquelle plane encore l'image de Marcello Mastroianni auquel le Festival a dédié sa 54^e édition, comme un ultime hommage à une icône d'un temps révolu. La présence hollywoodienne envahissante a toutefois été compensée par un

film... américain, *The Second Civil War*, de Joe Dante, une satire politiquement très incorrecte de la démocratie américaine.

elle à sauver le cinéma européen de la tenaille américano-informatique ? A ce moment de réflexion, légèrement désabusé et un tantinet manichéen, l'écran de la Mostra s'alluma, le hideux lion de synthèse vola, et commença un film complexe, ambitieux, spectaculaire..., drôle. C'était un film américain. Plus précisément, *The Second Civil War*, de l'excellent Joe Dante, grand *dinamitero* du cinéma de genre, qui passait cette fois à une satire terriblement politiquement incorrecte sur l'état de la démocratie américaine quand le *salad-bowl* des divergences communautaires a remplacé l'idéal du *melting pot*.

La manière dont, avec une alerte maestria, Dante met en scène les différents fronts (politiques, médiatiques et affectifs) ouverts par la décision du gouverneur de l'Idaho de fermer ses frontières plutôt que d'accueillir les orphelins basanés que veut lui imposer Washington, renoue avec une tradition du cinéma américain incarnée par Ford, Capra, Cimino... sur la nature et la situation de leur pays. Et devinez quoi ? Ce n'est même pas un film de cinéma : « *Aux Etats-Unis, un film avec un thème aussi politique et actuel n'arrive plus sur le grand écran* », explique son réalisateur. On songe alors que le festival avait projeté en catimini, avant l'ouverture, un autre grand film politique réalisé pour la télévision. Cela s'appelle *La Prise du pouvoir par Louis XIV*, de Roberto Rossellini, cela date certes de 1966, mais enfin, c'est franco-italien. Tout n'est pas perdu ?

UN « DINAMITERO » AMÉRICAIN

Il vient d'être réquisitionné pour la cause du cinéma européen (en v.o.), franco-italien. La création d'un prix Marcello-Mastroianni a, en effet, été décidée par les ministères de la culture des deux pays. Destiné à récompenser chaque année un(e) comédien(ne), il sera alternativement distribué depuis l'Italie ou la France. Premier rendez-vous en 1998 à Venise.

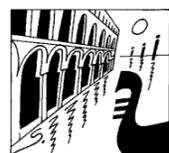
La réquisition de Mastroianni pour le combat commun suffrait-

le cadre de la Mostra. Ce mini-clip, était, à Venise, une attraction modeste, un peu désuète. On l'a changé. Avant chaque film, les festivaliers sont désormais gratifiés d'un court métrage en images de synthèse, où on voit un lion ailé sortir des nuages dans un fracas de tonnerre, tendre les ailes au-dessus de la cité des Doges digitalisée tel un monstre de dessins animés japonais de série, avant de venir rugir en haut d'une colonne. Est-ce un oiseau ? Est-ce un avion ? Non, c'est le lion de Saint-Marc ! Il n'est pas simplement devenu hideux, il est devenu méchant, tournant vers le public une mâchoire hargneuse, salué à chaque séance par des sifflets.

Face à l'arrogance du *boss* américain et à l'agressivité de la bestiole informatique, il ne reste plus guère que la tutélaire image - une icône, au sens strict, de Marcello Mastroianni, auquel ce 54^e festival est dédié. Son portrait orne affiches, catalogues et billets d'entrée. Beau d'une beauté surréelle, véritablement angélique sur cette photo extraite de *La Dolce Vita*, il

VENISE
de notre envoyé spécial
Tout invité du festival arrive au Lido en vedette. C'est-à-dire en petit bateau à moteur. La vraie vedette est là pour l'accueillir, en nombre : un véritable mur de portraits de Harrisson Ford dans le rôle du président des Etats-Unis qu'il joue dans *Air Force One*. La Major qui distribue le film (Disney) n'a pas mégoté sur l'« Harry-affichage ». Le message est on ne peut plus clair : Venise se voudrait, au moins le temps d'un festival, ville franche vouée à une cinéphilie diversifiée ? Ne vous faites pas d'illusion, ici aussi mon pouvoir règne sans partage (pas celui du président des Etats-Unis, celui d'Hollywood). Ici aussi c'est moi le *boss*.

Toute projection, comme dans tous les autres festivals, s'ouvre par la séquence logo - rappelant que cette séance se déroule dans



MOSTRA DE VENISE

A la recherche du cinéma italien

VENISE
de notre envoyé spécial

La médiocrité des films présentés ces derniers jours en compétition officielle autorise quelques incartades dans les sections parallèles, notamment à la recherche méticuleuse du cinéma italien. Deux films « engagés » sur des sujets sensibles défraient justement la chronique, pour des raisons qui ont plus ou moins à voir avec le cinéma.

D'abord *Porzus*, de Renzo Martinelli, qui évoque le massacre perpétré par des maquisards communistes en 1945, dans la région du Frioul, d'une vingtaine de résistants issus de la droite catholique. Cet épisode tragique inspire au réalisateur un film soumis aux pires complaisances du mélodrame, la reconstitution de l'événement émergeant par flash-back successifs d'une ultime (et passablement ridicule) confrontation, en 1980, entre les responsables de la tuerie, réfugiés en Yougoslavie, et un survivant.

Il n'y aurait rien à ajouter sur ce film-fossile s'il n'avait relancé la polémique au sujet du rôle des communistes durant cette période avec une acuité comparable à « l'affaire Aubrac » récemment déclenchée en France. Le résistant communiste, Mario Tofanin, dont est inspiré le sombre héros du film, a déposé un recours d'urgence pour tenter d'interdire *in extremis* la projection du film à la Mostra. Débuté, il a promis de poursuivre son action avant la sortie du film en Italie, prévue pour le 12 septembre.

Pas de recours en justice pour la principale victime de *Tano di morire*, de la réalisatrice Roberta Torre, seule la loi du silence accueillant comme il se doit ce

torrentiel réquisitoire chanté contre la Mafia, qui a fait les délices des festivaliers.

Roberta Torre, vidéaste milanaise réputée, installée à Palerme en 1991, fut rapidement adoptée par les habitants du quartier de la Vucciria, qui l'initierent à la chronique du lieu. L'idée de *Tano di morire* est née de l'une des histoires, qui raconte l'élévation et la chute de Tano Guarassi, mafieux et boucher local entré dans la légende.

VIOLENCE JUBILATOIRE

Roberta Torre décide de tourner son premier long métrage avec les habitants du quartier et se livre en leur compagnie à leur propre caricature en même temps qu'au pastiche d'une imagerie populaire nourrie de comédies musicales, de bandes dessinées, de films familiaux et de reportages télé.

La violence jubilatoire qui émane de ce macabre pamphlet contre les cocktails de bêtises rétrogrades et de jouissances qui font le lit de la Mafia jette par ricochet un trouble iconoclaste sur la nature du spectacle ordinairement offert en la matière par les grands réalisateurs italo-américains. On ne sait trop d'ailleurs à quel saint vouer cet objet inclassable, qui ressemble à une synthèse palermitaine de Brecht et de John Waters, tout en plongeant ses racines dans le carnaval-lesque médiéval.

Tano di morire s'avère ainsi très intelligemment bête et méchant, on ne saurait donc plus moderne dans sa façon d'exprimer son sujet.

J.-M. F.

Appian, entre l'étude sur la nature et le Salon

Bourg-en-Bresse consacre une exposition au peintre lyonnais

ADOLPHE APPIAN (1818-1898), peintures et gravures de l'école lyonnaise. Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000 Bourg-en-Bresse. Tél. : 04-74-22-83-83. Tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30 jusqu'au 21 septembre.

Comme la plupart des artistes lyonnais du XIX^e siècle, Adolphe Appian entra dans la carrière comme dessinateur en soierie - la Fabrique était alors prospère - avant de se consacrer à la peinture. Il hésita aussi un temps entre les pinceaux et le cornet à pistons, qu'il pratiqua dans la Fanfare lyonnaise. Finalement, sa vocation de paysagiste l'emporta, qu'avait sans doute suscitée l'enseignement à

l'école des beaux-arts du peintre Jean-Michel Grobon.

Dès lors, il parcourt la campagne du Dauphiné - qu'illustrait la présence à Crémieu, puis à Morestel, du peintre Auguste Ravier -, les sites du Bugey et de la Savoie. Les tableaux réunis à Bourg le montrent habile à cuisiner, en amoureux de la nature paisible, des sous-bois humides, des rochers moussus, des troncs tachés de lichen, des ciels vaporeux, des étangs aux reflets immobiles.

Il travaille dans l'esprit de ceux des forêts de Barbizon et de Marlotte, qu'il fréquente d'ailleurs, avec une prédilection pour ce qu'il appelle « *les petites coins intimes* » et un joli métier aux alternances d'empâtements et de glacis transparents. Sa

rusticité expérimentée a plus de saveur, de fruit dans les petites études sur nature, il dit ses « *pochons* », que dans les grands tableaux d'atelier destinés aux Salons officiels, où il fait bonne figure dans la course aux honneurs.

Ces grandes machines, où l'on décèle souvent l'influence de Corot et de Daubigny, dont il aimait se dire l'élève, sont plus figées dans la tradition réaliste que les œuvres de plein vent où s'exprime la vivacité de l'artiste.

Mais c'est la lumière du Midi qui, à partir de 1874, achève de le libérer. Monaco, Martignes, Collioure... et Venise lui ont inspiré des œuvres alertes emportées d'une touche grasse, proches de la sensation. C'est là la part originale et moderne d'Appian à laquelle il eût fallu accorder plus d'importance.

Heureusement, l'exposition comprend aussi de grands fusains, une technique qu'il possédait parfaitement, et surtout une suite d'eaux-fortes aux tailles vigoureuses et précises, des gravures tirées « façon monotype » aux ténèbres mystérieuses. Elles confirment une sensibilité et un métier entre le romantisme, le réalisme et parfois l'impressionnisme.

Jean-Jacques Lerrant

La bibliothèque du Centre Pompidou fermera le 29 septembre

LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION (BPI), qui fermera le 29 septembre au soir, en raison des travaux qui vont avoir lieu au Centre Pompidou, ouvrira à nouveau mercredi 19 novembre dans un ancien supermarché, à proximité du Centre. Sur une surface moindre, cette BPI provisoire, qui comptera quelque 600 places assises, « *ne sera pas une miniaturisation de l'actuelle bibliothèque* ». Le premier axe privilégié sera celui de la référence : dictionnaires, encyclopédies... Aux ouvrages sur papier s'ajouteront les documents électroniques, notamment les CD-ROM bibliographiques. Le second axe sera celui de l'actualité. Toute la presse des cinq dernières années, quel que soit son support, et les cinq dernières années d'acquisition de livres et de films, toutes disciplines confondues. L'accès gratuit à Internet sera conservé. La réduction de l'offre doit être compensée par la mise en place d'un service de réponses à distance (courrier, téléphone, Minitel, Internet).

Des bâtiments du Bauhaus entrent au patrimoine mondial de l'Unesco

LES BÂTIMENTS construits par l'école du Bauhaus à Dessau et Weimar, en Allemagne, ont été officiellement inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco dimanche 31 août, lors d'une cérémonie à Dessau. La veille, des bâtiments de l'époque de Martin Luther (1483-1546) étaient eux aussi entrés officiellement au patrimoine mondial, notamment de la maison natale du réformateur à Eisleben et de l'église du château de Wittenberg. La décision d'inscrire les bâtiments de l'école fondée par Walter Gropius en 1919 ne distingue pas seulement des immeubles, mais aussi les lieux de création dont sont issues ses théories, a estimé le directeur de la Fondation du Bauhaus, Rolf Kuhn, lors de la cérémonie.

DÉPÊCHES

■ **CHANSON** : la chanteuse canadienne Céline Dion fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour violation de droits d'auteur à propos de *Prière païenne*, une chanson de son album *D'eux*, a révélé *Le Journal de Montréal* dans son édition du samedi 30 août. Un auteur québécois, Martin Beaudry, et son éditeur, Jean-Marcel Raymond, demandent 9,2 millions de dollars canadiens (plus de 30 millions de francs) de dommages et intérêts, estimant que *Prière païenne* est une copie de *Tes lèvres mauves*, créée par Beaudry en 1993. Jean-Jacques Goldman, est également poursuivi, ainsi que le manager de la chanteuse et la compagnie de disques Sony.

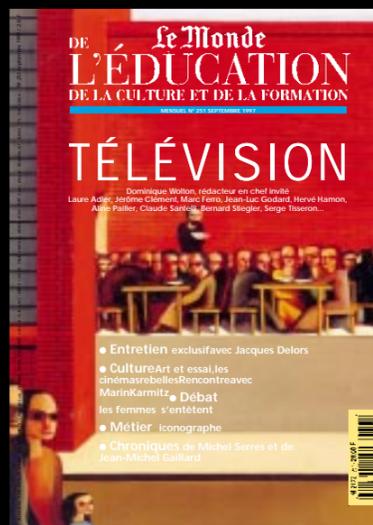
■ **CINÉMA** : *Le Cinquième Élément*, de Luc Besson, a franchi le cap des 7 millions de spectateurs en France, arrivant ainsi en tête du box-office 1997. Il a attiré plus de 40 millions de spectateurs dans le monde, pour un chiffre d'affaires supérieur à 168 millions de dollars. Ce succès, particulièrement net aux Etats-Unis, devrait encore s'amplifier puisque le film sort prochainement dans plusieurs pays d'Europe, dont l'Allemagne, ainsi qu'au Japon.

■ **À NOS LECTEURS** : le guide culturel reviendra à son rythme quotidien, avec ses rubriques, dans nos éditions du lundi 8 septembre datées 9.

Jean-Michel Frodon

Entretien exclusif

Jacques Delors :
« L'éducation, c'est l'utopie de demain »



Avec Dominique Wolton, Laure Adler, Anne Brunswic, Hervé Brusini, Marc Dupuis, Marc Ferro, Jean-Luc Godard, Francis James, Yves-Marie Labé, Aline Pailler, Alain Salles, Claude Santelli, Bernard Stiegler, Serge Tisseron, Nicolas Truong, Isabelle Veyrat-Masson...

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, université, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC, le jeudi 11 septembre à 17 h 30 à la FNAC Montparnasse le vendredi 19 septembre à 17 h 30 à la FNAC de Nantes



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR



Parcs d'attractions

Expositions

Musées

Monuments

Sortez informés !

(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

2,23 €

STRATÉGIE Un conseil d'administration de CEP Communication devait entériner, lundi 1^{er} septembre, la démission de son « patron historique », Christian Brégou, et son rempla-

ment par Pierre Dauzier, PDG d'Havas. ● HAVAS, en absorbant sa filiale presse-édition, veut répondre aux critiques qui lui étaient faites de se cantonner à un rôle de holding, tout en

s'adaptant à la stratégie définie par son actionnaire de référence, la Générale des eaux. ● LES DIRIGEANTS d'Havas réfutent « le procès d'un démantèlement » du groupe, mais n'ex-

cluent pas la cession de certains actifs non stratégiques. Ils envisagent des rachats ou des joint-ventures à l'international, mais démentent avoir engagé des négociations avec des parte-

naires européens. ● LA RÉGIE publicitaire IP, filiale à 100 % d'Havas Intermediation, devrait être cédée, le 12 septembre, au groupe germano-luxembourgeois CLT-UFA.

Havas absorbe sa filiale presse-édition CEP Communication

Pierre Dauzier, PDG d'Havas, remplace Christian Brégou à la tête du sixième groupe européen de presse et d'édition. L'objectif est de mieux répondre à la stratégie d'internationalisation de l'actionnaire de référence, la Générale des eaux

UNE PAGE de l'histoire d'Havas et de sa filiale CEP Communication devait être tournée, lundi 1^{er} septembre, à l'issue du conseil d'administration de la filiale presse-édition du groupe de communication français.

Christian Brégou, après avoir dressé le compte rendu de l'activité de CEP Communication qu'il préside depuis 1979, devait se voir signifier par Pierre Dauzier, président d'Havas, son départ du groupe.

Dans sa déclaration, en plus de cette « séparation » avec un homme qu'il connaît depuis vingt-huit ans, Pierre Dauzier devait indiquer qu'il prendra désormais la tête de CEP Communication, tandis que Eric Licoys, actuel directeur général d'Havas, devrait prendre la présidence du groupe Express.

« DEUX MÉTIERS »

Mais le PDG d'Havas devait annoncer surtout qu'Havas allait absorber CEP Communication qui s'appellera désormais Havas Publications Edition (HPE). Ce nouveau nom symbolise la stratégie récente d'Havas, que Jean-Marie Messier, PDG de la Compagnie générale des eaux, actionnaire de référence du groupe de communication (30 %), décrivait en février : « Havas doit se concentrer sur deux métiers : l'audiovisuel et l'édition. »

En fusionnant avec sa filiale presse-édition CEP Communication, qui représente un quart de son chiffre d'affaires et plus de la moitié de son résultat net, Havas poursuit son évolution. De conglomérat, le groupe est ensuite devenu société holding à la faveur de sa privatisation pour se transformer aujourd'hui en société réellement opérationnelle. L'absorption devrait avoir lieu sans conséquences sociales.

Trois axes sont désormais à l'ordre du jour d'Havas : « Don-

ner plus d'efficacité aux structures, internationaliser son développement et mettre au point une entreprise fondée sur l'interactivité avec mission de devenir chef de file dans ce domaine », affirme Eric Licoys.

Le départ de Christian Brégou est consécutif à cette stratégie nouvelle. Il signifie aussi « la fin de certaines baronnies » et « prés carrés » au sein d'Havas. « Havas va décider directement et non plus par patron de filiale interposé », tranche Eric Licoys.

Le tout-puissant patron de la très rentable filiale presse-édition d'Havas n'était plus en accord avec la présidence du groupe et surtout son actionnaire principal, la Compagnie générale des eaux.

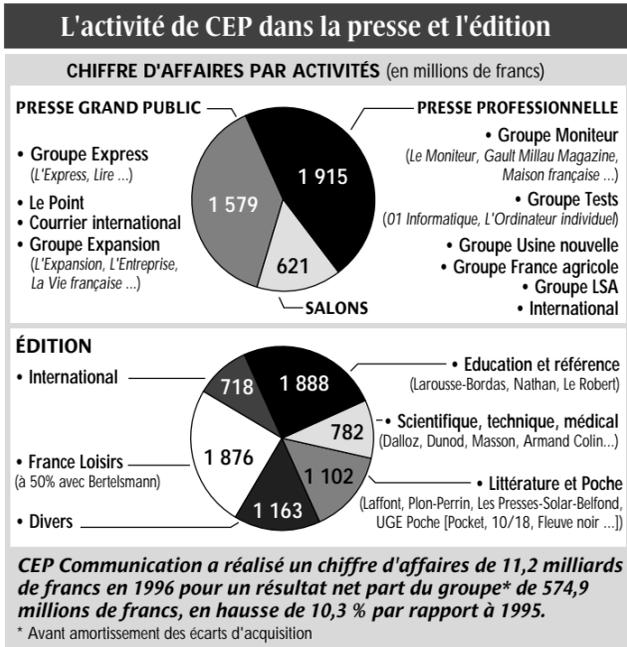
L'annonce par Jean-Marie Messier d'une future cession de L'Express et du Point aurait suscité une forte opposition de Christian Brégou.

Deux logiques se sont affrontées. L'une est le fait d'un nouvel actionnaire de référence, soucieux de la rentabilité de son groupe, et qui constate que Reed-Elsevier ou le canadien Thomson cèdent leurs participations dans les titres grand public pour se concentrer sur l'informa-

Le pôle multimédia entièrement réorganisé

Agnès Touraine, présidente de Liris Interactive, a la charge de réfléchir à la création du nouveau Havas Multimédia, qui regroupera sous une seule entité, toutes les activités interactives du groupe. Liris Interactive, l'unité multimédia de CEP, sera ainsi placée sous la même bannière qu'Havas Edition Electronique, ce qui permettra de proposer un catalogue de près d'une centaine de titres.

Spécialisé à la fois dans les encyclopédies et les dictionnaires en CD-ROM, ce pôle d'Havas a développé une gamme ludo-éducative, notamment avec Nathan, de l'information professionnelle (en partenariat avec L'Usine nouvelle, Le Moniteur, L'Expansion...) avec des sites Internet très visités, comme Cadres on line. Havas Multimédia travaille à la mise au point d'outils-clés pour les produits on line ou off line, comme la reconnaissance vocale. Dans le redécoupage des activités multimédias du groupe, le service d'accès à Internet Havas On Line, a rejoint Cégétel, l'opérateur téléphonique du groupe Générale des Eaux en avril.



tion spécialisée, les banques de données et le multimédia.

L'autre est dans la logique du fondateur d'un groupe qui réalise 11,2 milliards de chiffre d'affaires

et dégage un bénéfice net en hausse à 520,4 millions en 1996 (après amortissement des survaleurs).

Craignant un « démantèlement » du groupe, Christian Brégou a dû en outre faire face aux reproches de son actionnaire, qui accusait CEP Communication d'être « trop hexagonal » et de n'avoir pas réussi à s'implanter sur le plan international. En février, Havas est monté de 73 % à 100 % dans sa filiale.

« Quand on contrôle à 100 %, on contrôle différemment, fait remarquer Pierre Dauzier. Les mentalités sont plus difficiles à faire évoluer que les structures, et nous sommes amenés à être plus directs afin de réussir à atteindre nos objectifs. »

Le divorce d'avec Christian Brégou a donc été consommé début juillet.

Le discret bâtisseur d'un empire

SA BIOGRAPHIE publiée par le *Who's who* est un record de concision - neuf lignes -, et sa participation à des dîners en ville fait figure d'événement : à la différence d'autres éditeurs et patrons de

PORTRAIT

Gestionnaire pur et dur, Christian Brégou est un solitaire qui ne s'estime « pas fait pour les paillettes »

presse, Christian Brégou, cinquante-cinq ans, cultive la discrétion. « Je ne suis pas fait pour les paillettes et j'ai pour principe de ne jamais répondre aux rumeurs », aime répéter celui dont l'ancien patron de la CGE, Ambroise Roux, disait « qu'il prouve qu'on peut toucher aux médias sans perdre la boule ».

Pur produit d'Havas, où il a débuté en 1969 après l'Essec, Christian Brégou affirme

aimer aussi « la cohérence d'entreprise ». Au faîte de l'empire de presse et d'édition qu'il a fondé au début des années 70 à partir de l'ancienne Compagnie européenne de publication (CEP), Christian Brégou est devenu l'un des hommes les plus puissants de la galaxie éditoriale.

Le patron de CEP Communication a la tête bien faite et l'intelligence rapide. Toujours impeccable, il fait preuve d'une courtoisie presque surannée, au point que ses collaborateurs, qui louent ses qualités, lui attribuent aussi une certaine froideur, sans doute sœur de la timidité. Ses contemporains, qui sourient de ce couche-tôt qui n'aurait jamais bu une goutte de vin, préfèrent parler de l'« absence totale d'état d'âme » chez ce « blue chip » (valeur verte) du monde des affaires, pour qui l'amélioration des dividendes fait figure de devoir sacré.

Les salariés licenciés des maisons d'édition que CEP a rachetées ses dernières années - Larousse et Nathan, notamment -

n'ont pas oublié les coupes claires dont ils furent victimes. Cette image de gestionnaire pur et dur, de patron inflexible, va souvent jusqu'à faire oublier sa passion non feinte pour le métier d'éditeur dont témoigne sa volonté de publier des livres qualifiés de « difficiles ».

DÉFENSEUR DE L'ÉCRIT

CEP Communication a été bâti à partir de l'observation qu'il a menée dans les pays anglo-saxons : « L'information économique à centre d'intérêt », c'est-à-dire la presse professionnelle et spécialisée, constitue un axe de développement sans pareil. Sous l'impulsion de Christian Brégou, le pôle presse, construit à partir de deux anciens titres (L'Usine nouvelle, créée en 1891, et Le Moniteur, en 1903), s'est élargi jusqu'à atteindre les rives de la « grande presse » (L'Express, Le Point, L'Expansion), que Christian Brégou a toujours rêvé d'aborder. Après avoir démarré par l'édition de référence (Larousse, Nathan), l'entité édition

s'est lancée dans la littérature générale (Laffont, Plon), ravissant au passage la première place de l'édition française à Hachette à la fin des années 80.

Toujours intéressé par ce qui naît outre-Atlantique, Christian Brégou fut l'un des premiers éditeurs à explorer le champ des nouvelles technologies multimédias. Plaidant vigoureusement en faveur de « la permanence de l'écrit », le PDG de CEP en fit son « dada », au risque d'irriter un peu plus Pierre Dauzier, comme lors d'un séminaire à l'étranger où il monopolisa la parole.

Ce solitaire, dont on sait peu de choses, hormis qu'il se « ressourçait » en restaurant un vieux moulin dans l'Aisne, projetait maintenant de hisser la filiale presse-édition d'Havas dans les premiers rangs mondiaux. En se fondant sur sa réélection toute fraîche - à l'unanimité ! - à la tête de CEP, au début de l'été. Mais les actionnaires d'Havas en ont décidé autrement.

Y.-M. L.

La régie IP pourrait passer dans le giron de CLT-UFA

APRÈS une première cession de certaines de ses activités dans les régies publicitaires - les participations minoritaires d'Havas dans Médiavision, Métrobus, France Vision et Promomètre ont été vendues à Publicis au cœur de l'été -, le groupe de communication présidé par Pierre Dauzier étudie un désengagement, cette fois-ci incontestablement plus symbolique : celui de sa régie publicitaire IP, filiale à 100 % d'Havas Intermediation, au profit du groupe CLT-UFA.

Historiquement, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) avait confié au groupe français la régie de toutes ses chaînes de télévision. Ce qui a notamment permis à IP de se développer de façon importante en Allemagne, aux

Pays-Bas et en Belgique. Aujourd'hui, IP est implantée dans vingt-quatre pays et vend l'espace publicitaire de 64 chaînes de télévision (IP ayant aussi des clients qui ne sont pas dans la sphère de CLT-UFA, comme La Cinquième en France ou la future chaîne pour enfants Fox Kids), 84 radios, 12 réseaux radiophoniques, 71 titres de presse et 63 magazines distribués dans les avions.

Ce beau mariage noué entre Havas et la CLT-UFA a déjà connu plusieurs accords, par le passé. C'est ainsi que les contrats de régies de M6 ou Channel 5 - co-détenues par la CLT-UFA - ont échappé à Havas. Mais surtout, la compagnie luxembourgeoise reprochait à Havas de tirer trop facilement parti du développement

de la CLT. C'est la raison pour laquelle, à chaque renégociation du contrat de régie liant les deux groupes, le taux de marge du groupe de Pierre Dauzier a été revu à la baisse. Un scénario qui s'est d'ailleurs reproduit une fois de plus lors de la signature du contrat qui court jusqu'à fin décembre 2000.

CLARIFICATION DES LIENS

De ce fait, la valorisation d'IP a fortement chuté au fil des années. Au total, sur un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de francs en 1996, Havas Intermediation (dont le principal actif est de très loin IP, mais qui détient aussi des participations dans d'autres régies, comme Peaktime, Adways, OSP ou RCI, en charge des magazines du

groupe Air France, qui pourrait d'ailleurs lui être rétrocédé) n'a dégagé que 117,7 millions de résultat net part du groupe.

Deux conseils d'administration de la CLT-UFA et de GBL, le groupe dirigé par Albert Frère, sont très attendus, les 10 et 12 septembre. Ils devraient permettre de connaître les modalités du désengagement d'Havas dans IP. Les négociations, entamées depuis plusieurs semaines, arrivent en phase finale, mais certains délicats problèmes resteraient à régler : le groupe luxembourgeois gardera-t-il les actifs internationaux de la régie, comme des contrats avec des chaînes au Japon ou en Inde, intégrera-t-il les régies IP au sein des chaînes du groupe ? En outre, Havas doit aussi clari-

fier ses relations capitalistiques avec CLT-UFA. « Nous ne pouvons pas nous satisfaire des 10 % que nous détenons via Audiofina dans la CLT », déclarait en avril Pierre Dauzier, sans choisir entre un renforcement de ses parts ou une cession. C'est cette dernière solution qui semble aujourd'hui, de loin, la plus probable. Là encore des négociations - menées parallèlement à celles sur IP - avec les actionnaires de CLT-UFA pourraient aboutir dans les semaines qui viennent. Pierre Dauzier souhaite aussi à terme se désengager totalement du bouquet numérique concurrent de CanalSatellite, Télévision par satellite (TPS), dont Havas détient plus de 2 % en cumulé.

N. V.

holding », explique-t-il en envisageant très clairement des opérations de croissance externe, d'autant que le groupe dispose d'une coquette trésorerie (1,3 milliard de francs).

« Il s'agit soit de rachats purs et simples, soit d'opérations internationales menées en partenariat, dans le domaine de la presse ou de l'édition au niveau européen. Quoi qu'il en soit, nous conserverons le leadership quand nous réaliserons des partenariats », précise M. Dauzier.

De là à supputer des négociations en cours avec des géants du secteur comme Reed Elsevier, Pearson, Bertelsmann, Wolter Kluwers ? « Pour l'instant, nous n'avons démarré aucune négociation avec qui que ce soit », tranche Pierre Dauzier.

PARTICIPATIONS MINORITAIRES

L'Office d'annonces (annuaires) a fait l'objet, en février, d'un accord de reprise par France Télécom. L'Express et Le Point sont à vendre. De nombreuses participations minoritaires dans des régies ont été cédées au groupe Publicis en juillet (lire ci-dessous), avant que des cessions plus symboliques comme IP ou la participation d'Havas dans la CLT ne soient entérinées.

« Il faut permettre au groupe Havas de respirer, ce qui passe, c'est vrai, par la cession de tel ou tel actif », déclare Eric Licoys.

« Notre préoccupation, poursuit-il, est de donner au groupe un statut beaucoup plus international, de réorganiser les structures de façon plus efficace et de donner une priorité au multimédia. »

Sensible au caractère très boudeur des boursiers à l'égard d'Havas, Pierre Dauzier veut apporter une réponse « à ceux qui considèrent que le groupe est trop riche, manque de stratégie et n'offre pas assez de rendement. Les investisseurs anglo-saxons nous ont toujours considéré comme une

Yves-Marie Labé et Nicole Vulser

Six mois déterminants

● **6 février** : Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, scelle un accord avec Havas aux termes duquel sa société devient l'actionnaire principal du groupe de communication en passant de 2,5 % à 30 % du capital.

● **8 février** : dans un entretien au Monde, Jean-Marie Messier déclare que « Havas doit se concentrer sur deux métiers : l'audiovisuel et l'édition ».

● **21 février** : le conseil d'administration d'Havas entérine la montée à 30 % de la Générale des eaux dans son capital. Plusieurs administrateurs minoritaires présentent leur démission : Jérôme Monod (Lyonnais des eaux), Antoine Jeancourt-Galignani (AGF), Philippe Lagayette (Caisse des dépôts), Michel François-Poncet (Paribas)

● **28 mars** : l'assemblée générale d'Havas nomme quatre nouveaux actionnaires issus de la Compagnie générale des eaux : Jean-Marie Messier, Eric Licoys, Guillaume Hannezo et Jean-Pascal Tranié, ainsi que le PDG de Strafor Facom, Henri Lachmann, et le PDG d'Axa, Claude Bébear.

● **11 juin** : Jean-Marie Messier déclare, lors de l'assemblée générale de la Générale des eaux, qu'il est prêt à céder Le Point et L'Express. En précisant : « Havas peut vivre sans eux, ils peuvent vivre sans nous. » A propos de CEP Communication, il fait remarquer : « Le patron du pôle communication, c'est le patron de la Générale des eaux. Tout ce qui touche la presse professionnelle et l'édition est stratégique : c'est le contenu dont nous avons besoin pour des produits multimédias. »

● **12 juin** : Christian Brégou, PDG de CEP Communication, est réélu à l'unanimité pour six ans à la tête du groupe par les administrateurs de CEP.

● **26 juin** : Pierre Dauzier, PDG d'Havas, indique à l'assemblée générale des actionnaires d'Havas qu'il a demandé à Eric Licoys, proche conseiller de M. Messier et qui vient d'être nommé directeur général d'Havas, et à Christian Brégou de « réfléchir » et « de lui faire une recommandation » concernant une éventuelle cession du Point et de L'Express. Il confirme un désengagement d'Havas dans la publicité : sa participation dans Havas Advertising doit passer de 38 % à 20 %.

● **4 juillet** : Havas cède à Publicis ses participations minoritaires dans les régies publicitaires cinéma (Médiavision), affichage dans le bus et le métro (Métrobus), régies locales cinéma (France Vision) et espaces commerciaux dans le métro (Promomètre).

Une caméra chez « ma tante »

Christophe Otzenberger observe le Crédit municipal, l'ancien mont-de-piété, d'un œil impitoyable, mais son regard sur les clients, chômeurs pour la plupart, suscite la compassion

UN VIOLON, une chaîne hi-fi, une paire de jumelles, un ensemble téléviseur-magnétoscope, des couverts en argent, un vase en cristal de Bohême, une étoile de vision... Ou de raton-laveur ? Cet inventaire est authentique. La référence à Prévert n'est pas indue car le poète fut et reste populaire. Le mont-de-piété aussi. Même modernisé et devenu Crédit municipal, cet organisme de prêt sur gages, lieu emblématique de nombre de romans du XIX^e siècle, demeure inscrit dans la mémoire collective au chapitre des drames sociaux. Ce n'est pas un hasard si l'argot s'en est emparé, l'appelant le « clou » ou « ma tante », pour en faire un épouvantail.

Cette institution issue de l'Ancien Régime est plus que jamais indispensable en ces temps de chômage. Pas de commentaire dans *Voyage chez ma tante, au Mont de piété*, de Christophe Otzenberger, les images parlent d'elles-mêmes et ne tardent pas à crier de vérité. « Numéro 138 au guichet 8 ! » Ce pourrait être la Sécurité sociale ou l'ANPE.

Un immigré sans papiers, une bourgeoise déchuë ou un chômeur en fin de droits se dirigent vers le comptoir de l'espoir, avec appréhension. Pour un objet déposé en garantie, on n'obtient guère que 40 % du prix qu'il peut atteindre aux enchères. La personne du guichet met en garde puis va consulter en coulisse un intraitable commissaire-priseur. Le Crédit municipal n'est plus une œuvre sociale, il doit se plier à la loi du



marché, impitoyable. L'étudiante aux fins de mois impossibles s'entend dire que son violon, acheté 6 000 francs, ne lui vaudra que 1 500 francs alors qu'elle en espérait 2 000 ou 3 000 francs. Au mieux chacun apporte un morceau de vie, au pire un dernier lambeau. « Ça ne me suffira pas », dit un homme déçu par le montant de l'estimation. Il tente d'ajouter sa chevalière, mais le doigt résiste. La bague finit par glisser - quel arrachement ! Une chômeuse présente un manteau de fourrure. Signe des temps, on ne prend plus - « Inven-dable ! ». « A quarante-quatre ans, on ne veut plus de vous », confie-t-

elle avant de quémander un « minimum », pour « dépanner », pour ne pas aller « à la rue ». Elle vient de perdre un nouveau pan de dignité. Un autre perdant aura un tout petit peu plus de chance : il gagnera la considération de la dame du guichet qui prend soin de demander « Vous avez besoin de combien ? », avant d'aller tenter une négociation avec un commissaire-priseur au froid regard. En vain. Elle se révolte : « Il est dans la merde. On aurait pu faire une exception ! Je suis dégoûtée. » Un peu de chaleur humaine à l'ère glaciale. D'autres, prêt et intérêt

remboursés, parviennent à récupérer leur bien. Ah ! le sourire de cet homme qui remet sa chaîne de cou. Elle paraît plus petite qu'avant, il a beaucoup grossi. « C'est les soucis », dit-il. Lui veut de reprendre un brin de dignité.

La caméra de Christophe Otzenberger est captivante. Elle est chargée de sensibilité. On le constatera encore, la semaine suivante, dans la même case d'Arte, avec *La Force du poignet*, l'histoire d'Éliane qui, pour se sortir du chômage, prend la route après avoir racheté la clientèle de Marcel, représentant de commerce à la retraite. Un autre rude document teinté d'espoir, grâce - notamment - au timide courage de cette femme de cinquante ans qui tente un nouveau et incertain départ.

Dans le générique de fin d'*Une journée chez ma tante*, le réalisateur adresse un remerciement appuyé « aux clients du Crédit municipal qui ont accepté d'être filmés ». Si leurs biens n'en ont guère, leur témoignage prend assurément de la valeur. Et le regard du téléspectateur peut aussi en avoir, quand le petit écran devient le cadre d'un minimum de partage et de solidarité.

Francis Cornu

★ *La Vie en face : Une journée chez ma tante, au Mont de piété*, Arte, mardi 2 septembre, 20 h 45.

★ *La Vie en face : La Force du poignet*, Arte, mardi 9 septembre, 20 h 45.

Les pitbulls

par Alain Rollat

FAUT-IL interdire les paparazzi ? Si l'on s'en tient aux images diffusées depuis dimanche matin par toutes les chaînes de télévision et aux micros-trottoirs réalisés à ce sujet, la question ne se pose même plus : cette espèce de papillon voveur, qui vit en « meutes » camassières, est assurément nuisible et doit être éliminé.

Les caméras seront d'ailleurs les premières à témoigner à charge. M 6, par exemple, s'est empressée de remonter un document diffusé il y a deux ans par « Zone interdite », son magazine de référence. On y voit, en direct ou presque, comment se déroulait la chasse de nuit à la princesse Diana dans les rues de Londres. Surprise à la sortie du cabinet de son psychiatre, la proie tente de fuir, mais les paparazzi la cerment. Eblouie par les flashes, elle s'immobilise sur un trottoir, cache son visage derrière un journal. Elle pleure, on perçoit ses sanglots. Quand elle parvient enfin à se réfugier dans sa voiture, elle est mitraillée à bout portant, des deux côtés à la fois. On imagine sans peine ce qu'a pu être l'hallali, l'autre nuit, dans le tunnel du pont de l'Alma, pour quelques pellicules à 250 000 dollars l'unité, sang compris.

TF 1 avait en stock deux scènes analogues, filmées de jour. La première montre Diana attendue par la « meute » à l'aéroport de Marbella. Elle essaie de s'abriter derrière une raquette de tennis qu'elle tient dans sa main gauche. L'un des paparazzi va jusqu'à se coller à la raquette dans l'espoir

d'un gros plan inédit. La seconde montre la princesse aux sports d'hiver, en Autriche. Elle s'avance vers la caméra qui l'épie, plaque la main sur l'objectif, prie le reporter d'images de « respecter » les vacances de ses enfants pendant qu'une autre caméra enregistre le tout sans qu'elle le sache. France 2 annonce, pour sa part, un « Envoyé spécial » consacré aux meurs des paparazzi dont les extraits sont prometteurs : il y est question de chasse en hélicoptère sur les pages.

L'émotion est si forte, les coupables si désignés qu'on en finirait par oublier que l'impact de ces images ne vaut que par l'intention qu'on leur prête pour les besoins du procès souhaité. Que faisaient ces caméras sur les trottoirs de Londres, à l'aéroport de Marbella, sur les pistes d'Autriche, sinon la même chose que les appareils photos qu'elles accompagnaient et qu'elles prétendent dénoncer ? Qui a acheté ces films ? A quel prix ? Et ces photos de Diana et de son ami Dodi, parues en France dans les dernières livraisons de magazines friands d'intimités, en quoi sont-elles différentes de celles montées en épingle par les tabloïds anglais puisqu'elles proviennent des mêmes sources ?

Le procès en réparation donne une bonne conscience à ceux qui ne veulent pas voir que les paparazzi ne sont que les pitbulls que nous entraînons à dévorer ces images auxquelles nous vouons un culte souverain, dans notre société de consommation médiatique devenue anthropophage.

LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.45 AVOCAT D'OFFICE Marchands de rêves. Téléfilm O de Daniel Vigne, avec Marlène Jobert (100 min). 699246 M ^e Moretti enquête sur la mort suspecte de l'amie de sa nièce. Elle découvre qu'elle adhérait à une secte...	20.50 JEUX SANS FRONTIÈRES Divertissement présenté par Olivier Mimne et Jean Riffes. Avec la participation pour la finale de la ville de La Clusaz (130 min). 77922604	20.50 LE TRAIN ■ ■ ■ Film de John Frankenheimer, avec Burt Lancaster (1964, N., 135 min). 77929517 D'après un fait divers réel, un grand film d'action savamment composé, dans une atmosphère historique authentique. 23.15 Journal, Météo.	20.45 ► QIU JU, UNE FEMME CHINOISE ■ ■ ■ Film de Zhang Yimou, avec Gong Li, Lei Lao Sheng, Zhi Jun (1992, v.o., 95 min). 988642 Lion d'or au Festival de Venise 1992 et prix d'interprétation féminine pour l'actrice. 22.20 Kinorama. Magazine.	20.45 WILLOW ■ ■ ■ Film de Ron Howard, avec Val Kilmer (1988, 145 min). 962604 Un conte magique qui mêle des souvenirs de Blanche-Neige aux références bibliques. Beaucoup de moyens matériels, des trinquages impressionnants...	20.35 BRAVEHEART Film de Mel Gibson, avec Mel Gibson (1995, 170 min). 21913888 Un paysan écossais dont la femme vient d'être assassinée prend la tête de la révolte contre le roi d'Angleterre. 23.25 Flash d'information.	France-Culture 20.00 Le Rythme et la Raison. Pascal Payen-Appenzeller [1/5]. 20.30 L'Histoire en direct. 1970 - 1981 : Le Larzac. 21.30 Paroles de l'intime. Louis Althusser (Lettres à Franca). 22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décoiffe. 0.05 Du jour au lendemain. Dominique Laplane (La Pensée d'outre-mots). 0.48 Les Cinglés du Music'Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
22.25 LE DROIT DE SAVOIR Magazine présenté par Charles Villeneuve. Saint-Cyr : Les hommes d'honneur (75 min). 3277159 L'équipe du Droit de Savoir à suivi les jeunes élèves officiers de la célèbre école de Saint-Cyr. 23.40 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Bastion pirate. 0.35 et 1.40, 3.45 TF 1 nuit. 0.45 et 3.55, 4.25 Histoires naturelles. Documentaire (65 min). 4154127 1.50 La Création. Concert. 4.50 Musique. Concert (10 min).	23.00 PERFORMANCE D'ACTEURS Spectacle présenté par Thierry Beccaro et Jango Edwards. [2/2] Le Gala d'ouverture du 17 ^e Festival international Performances d'acteurs à Cannes (75 min). 337449 0.15 Journal, Météo. 0.35 Rallye. Paris-Moscou. 0.50 Tatort. Série. Le coffre-fort (90 min). 6714173 2.25 Little Karim. Documentaire. 3.10 Safari Namibie. Documentaire. 3.50 24 heures d'infos. 4.00 Météo. 4.35 Rallye. Série. [2/7] (60 min).	23.40 SPIRALE ■ ■ ■ Film de Christopher Frank, avec Claire Nebout (1987, 90 min). 9284994 Un homme, directeur d'un laboratoire photographique, est ravagé par un amour fou pour une femme mystérieuse qu'il a rencontrée sur la Côte d'Azur, entourée d'une faune bizarre. 1.10 François Dolto. Documentaire d'Elisabeth Coronel et Arnaud de Mezamat. [1/3] Tu as choisi de naître (50 min). 1102227 2.00 New York District. Série. Le blues de l'assassin (45 min).	22.35 DÉLITS FLAGRANTS ■ ■ ■ Film documentaire de Raymond Depardon (1994, 110 min). 7796848 Au Palais de justice de Paris, les interrogatoires des petits délinquants pris en flagrant délit. 0.25 Court circuit. Courts métrages (30 min). 59666 15 sans billets, de Samuel Tassinaje. Un peintre fauché cherche à récupérer 1 500 francs prêtés à un ami. Le Regard, de Todd Kessler. Une fillette dérobe des boucles d'oreilles dans un magasin... 0.55 Eating ou le dernier secret des femmes ■ ■ ■ Film de Henry Jaglom (1990, rediff., 110 min). 96004666	23.10 LES DISPARIÉS DU PENSIONNAT Téléfilm Δ de Michael Robinson, avec David Keith, Alyssa Milano (100 min). 5983975 Des pensionnaires du collège religieux d'une petite île au large de Seattle ont disparu mystérieusement. 0.50 Jazz 6. Magazine. David Linx (vocaliste) et Diederik Wissels (piano), le charme du jazz belge (60 min). 4646005 2.55 Fréquentar. Invité : Pow-Wow (rediff.). 3.45 Movida opus 3. Documentaire. 4.35 Les Piégeurs (rediff., 25 min).	23.30 LE PLEIN DE SUPER ■ ■ ■ Film d'Alain Cavalier, avec Patrick Bouchitey (1975, 94 min). 4459333 Un employé de garage lillois doit conduire à Cannes la voiture américaine d'un client. Il part avec un ami infirmier. Tous deux recueillent un auto-stoppeur puis son cousin. 1.15 Tennis. En direct de Flushing Meadow : 8 ^e jour de l'US Open (344 min). 57553482	France-Musique 19.31 Festival de Lucerne. Concert donné en direct de la salle von Moos Stahl, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado : Symphonie n° 8 Inachevée, de Schubert ; Gesungene Zeit, de Rihm, Rudolf Kussmaul, violon ; Symphonie n° 9 La Grande, de Schubert. 22.00 Festival Pablo Casals à Prades. Concert donné le 9 août, à l'église Saint-Pierre, par le Chœur du Festival de Prades, dir. Jean-Pierre Lagard. 0.00 Comment l'entendez-vous ? (Rediff.). L'Univers de la Donna, par Esther Lamandier. 2.00 Les Nuits de France-Musique.

ABONNEZ-VOUS et économisez jusqu'à 450 F soit 60 numéros gratuits

1 AN - 1890 F au lieu de 2 340 F*

* Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F 6 MOIS - 1 038 F 1 AN - 1 890 F
 au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Je joins mon règlement soit : _____ F 701 MQ 006
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
 par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____
 Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 _____ Code postal : _____
 Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 123 F	1 560 F
3 mois	572 F	790 F

« Le Monde » (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year + LE MONDE * 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Chhampain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N.Y. Box 15-18, Chhampain N.Y. 129 19 1518
 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23 451-2983 USA - Tel : 800-428-30-03

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.
 Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
 LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc
 60646 Chantilly Cedex

TV 5	Paris Première	Festival	Disney Channel	Radio-Classique
19.30 Journal (TSR). 20.00 Des trains pas comme les autres. Brésil (France 2 du 28/8/97) 21.30 Les Belges du bout du monde. Magazine. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Thalassa. Magazine. 23.30 Enjeux - Le Point. Magazine. 0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).	20.05 Courts particuliers. Autour de Mathieu Kassovitz et Vincent Cassel. 21.00 Cyrano de Bergerac. Pièce de théâtre d'Edmond Rostand dans une mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Béatrice Agenin (180 min). 12317710	19.05 Jeux d'enfants. Téléfilm de Michel Léviand, avec Olivia Capeta (85 min). 34106246 20.30 Le Guepard ■ ■ ■ ■ ■ Film de Luchino Visconti (1962, 175 min). 12648246 23.25 La Goula. Court métrage de Roger Guillot (35 min).	20.00 Tous sur orbite. 20.10 Bec de Grive. Téléfilm (90 min). 6762642 21.40 Santo Bugito. 22.05 Thunder Alley. Rencontre accidentelle. 22.30 Planète Disney. 23.30 Sylvie et compagnie. Des parents à louer.	20.40 Les Soirées. Fernand Léger et la musique. Fonderie d'acier, de Mossolov, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly. 22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Mozart, Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.
Planète	France Supervision	Série Club	Téva	Chaînes d'information
19.35 La Passion de l'imam Hossein. La Tribu du tunnel. 20.35 La Femme américaine au XX ^e siècle. 21.25 Notre télévision. [1/6]. A vous Cognac-Jay. 23.10 Sur les traces de la nature. [9/13]. L'héritage de Chaka. 23.35 Carnet de vol, carnet de vie. Jean-Marie Conty raconte ses compagnons. 0.30 Aoteaora, terre de guerriers (55 min).	20.45 Il était une fois Hollywood ■ ■ ■ ■ ■ Film de Jack Haley Jr (1974, 125 min). 99270623 22.50 L'Étui à musique. Invité : Maurice Baquet. 23.15 Richard Strauss. Concert (55 min). 39611555 0.25 Bach Family. Concert (30 min). 65652289 0.55 Suite n° 1, de Bach. Concert (25 min). 45383395	19.50 Monsieur Ed. George Burns Meets Mister Ed. 20.15 Une famille pour deux. Un lit pour deux. 21.45 Edouard et ses filles. 22.45 et 1.30 Madame et ses flics. Mort en play-back. 22.30 Two. L'évasion. 23.45 Le Saint. Le jeu de la mort. 0.40 Nick chasseur de têtes. Roxane (50 min).	20.50 Une femme en péril. Téléfilm de Rod Hardy, avec Donna Mills (95 min). 504727333 23.00 Clair de lune. Les Topistos. 23.45 Femmes aux yeux ouverts. D'Anne-Laure Folly.	CNN Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30M Worldline.
Histoire	Ciné Cinéma	Canal Jimmy	Muzzik	LES CODES DU CSA
20.00 Il était une fois... les Français : Le Pain noir. [1/2] Le Père fraternité. Téléfilm de Serge Moati (71/6) (60 min). 501191555 21.00 Il était une fois... la France : Richelieu. Téléfilm de Jean-Pierre Decourt (1/6) (60 min). 504383536 22.00 Il était une fois... la France : D'Artagnan amoureux. Feuilletton [1/5]. 23.00 Histoire, le film : la croisée des destins ■ ■ ■ ■ ■ Film de George Cukor (1955, 120 min). 507188468	20.30 Mort d'un pourri ■ ■ ■ ■ ■ Film de Georges Lautner (1977, 125 min). 13107791 22.35 Les Racines du ciel ■ ■ ■ ■ ■ Film de John Huston (1958, v.o., 125 min). 38217975 0.40 Urga ■ ■ ■ ■ ■ Film de Nikita Mikhalkov (1991, 120 min). 94475531	20.00 Une fille à scandales. Alligators d'épout et jeux d'épée. 20.25 Souvenir. Numéro un : Joe Dassin. 21.30 New York Police Blues. Soupçons. 22.15 Chronique de la route. 22.20 SFW ■ ■ ■ ■ ■ Film de Jefery Levy (1995, 95 min). 34852081 23.55 The Temptations. Concert enregistré en 1989 (65 min). 95478555 1.00 Motor Trend. Magazine. 1.20 Star Trek. Nous, le peuple (50 min).	20.00 Une leçon particulière avec Kenneth Gilbert. 21.00 Eugène Onéguine. Opéra en trois actes en français de Piotr Ilitch Tchaïkovski enregistré au festival de Glyndebourne, en 1994. Solistes : Yvonne Minton, Elena Prokina (160 min). 561873265 23.40 Colin James à Montréal. Concert enregistré au Festival international de jazz de Montréal en 1996 (65 min). 507307536 0.45 L'Arpeggione de Schubert. Concert (30 min). 502960753	O Accord parental souhaitable. Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. □ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

EN VUE

■ De nombreux journalistes sud-africains s'étaient rassemblés, dimanche matin, devant la résidence de **Charles Spencer**, frère de Diana. Le paparazzo **Fanie Jason** se tenait à l'écart, de l'autre côté de la rue : depuis qu'il a pris en chasse Diana, en visite au Cap en 1996, le vicomte lui interdit d'approcher à moins de 10 mètres de sa personne et de 50 mètres de sa villa.

■ Les récentes photographies de Diana en croisière témoigneraient de son talent de manipulatrice : la presse, en ne parlant plus que des « *tourtereaux de la Riviera* », a passé du même coup sous silence l'anniversaire de **Camilla Parker Bowles**, la maîtresse de son ex-mari, estime **James Whitaker**, spécialiste des « *royals* » au *Daily Mirror*.

■ A la fin du séjour de Diana dans la villa de **Mohammed Al Fayed** à Saint-Tropez, la semaine dernière, les paparazzi s'étaient cotisés pour lui offrir un bouquet de fleurs.

■ « *Mastroianni pour être tranquille allait dans les châteaux romains, eux vont au Ritz où ils sont sous les yeux de tous* », a déclaré, après la mort de Diana, **Tazio Secchiaroli**, 72 ans, le photographe qui inspira le personnage du paparazzo dans *La Dolce Vita* de **Federico Fellini**.

■ La télévision chinoise a annoncé brièvement la mort de la princesse de Galles, à la fin du bulletin d'information, après une série de portraits de cadres modèles et un reportage sur des danseurs acrobatiques tibétains.

REPRODUIRE son image, la donner ou l'échanger et, désormais, la faire publier est la nouvelle coqueluche des adolescentes japonaises. Après la *pocket bell* (le Tatoo japonais), que possèdent 60 % des lycéennes, puis les téléphones portables, la diffusion de l'image personnelle est devenue un nouveau mode de communication chez les jeunes Japonaises, selon le quotidien *l'Asahi*, qui consacrait récemment un article de « une » à ce phénomène. Après *Egg*, qui l'a lancé il y a deux ans, deux autres mensuels ont suivi : *Pretty Club* et *Heart Candy* qui réservent chacun une quarantaine de pages aux photographies d'adolescentes.

Les *purikura* (Print Club), cette sorte de Photomaton apparue en 1995, ont désormais envahi les salles de jeux vidéo des quartiers jeunes de Tokyo. Une console, un écran et un rideau et, derrière, deux ou trois lycéennes dont on ne

Des jeunes filles en fleurs de papier

Plusieurs magazines, suivant une mode qui, à Tokyo, s'est emparée de la jeunesse, consacrent régulièrement des dizaines de pages à des photos d'adolescentes

voit plus que le bas de la jupe de l'uniforme, plissée et mini, et les chaussettes blanches tire-bouchonnées (*must* du moment). Agglutinées devant l'écran, elles choisissent sur la console les motifs de fond – souvent des figurines à la mode –, ou une légende que l'ordinateur va ensuite imprimer en arrière-plan de la photo.

En quelques minutes sortent seize minuscules Photomaton de 2 centimètres sur 2, sous forme de vignettes autocollantes d'un ou de deux ou trois visages rapprochés. De nouvelles machines permettent aussi d'obtenir un tampon à votre effigie. On compte 10 000 machines à mini-photomaton à travers l'archipel qui produisent chaque jour quelque 16 millions de minuscules portraits autocollants...

Tamponnées sur un cahier ou sur toute surface lisse, un bras par exemple, distribuées aux copains, collées sur des cartes de visite (même des lycéennes s'en font



faire) ou affichées sur les tableaux des salles de jeux vidéo, avec éventuellement les coordonnées d'un Tatoo ou d'un portable, ce sont des centaines de millions de frimousses qui circulent entre les ados nippons.

La vogue de ces magazines de photo (baptisés par l'expression anglaise « *give and take street magazine* ») démultiplie encore cette communication par la photo. *Egg*, qui annonce un tirage de 300 000 exemplaires, reçoit ainsi un millier de photos par mois adressées par ses lectrices. Les adolescentes (ou

adolescents, mais moins nombreux) remplissent une fiche contenue dans le magazine pour devenir « modèles » de la revue.

Aux photos d'amateurs s'ajoutent celles d'« élues » prises par des photographes de la publication, dans la rue ou un cadre familial, la chambre par exemple, pour figurer alors dans la rubrique « *come to my home* » : les photos se doivent alors d'être assorties de quelques détails intimes. Ceux qui veulent rencontrer les « modèles » dont les photos sont accompagnées de précisions sur l'âge, les mensurations et les *hobbies* peuvent écrire au magazine qui transmettra. Ces publications comportent d'ailleurs des publicités de clubs de rencontres : les filles qui se font enregistrer pouvant gagner quelques milliers de yens en répondant aux appels.

Aux pages de photos de jeunes nippones souriantes, ingénues, espiègles ou provocantes s'ajoutent

celles consacrées aux régimes diététiques, aux lieux à la mode et à la présentation des modèles d'appareils de photo jetables. Avoir en effet un appareil de photo jetable dans son sac est un nouveau « must » des lycéennes. Grâce au boom de l'image de soi chez les jeunes Japonais, Nihon Polaroid a vu ses ventes bondir de 50 % en un an.

Les albums de photos de jeunes étudiantes soucieuses de se faire connaître pour devenir modèle ou actrice est un phénomène qui date du début des années 1990. Il est concomitant à la mode disco, où les filles s'exhibaient dans des tenues légères en dansant sur des podiums avec les garçons à leurs pieds. Puis la mode était retombée. L'essor des « médias de communication personnelle » est porté par ce regain du désir de diffuser son image.

Philippe Pons

DANS LA PRESSE

FRANCE-SOIR

Bernard Morrot

■ Question sacrilège : si les paparazzi tant décriés hier par les déontologues de service n'avaient pas donné aux moindres faits et gestes de Diana un écho hystérique, les actions charitables qu'elle a menées en faveur des enfants cancéreux ou des victimes des mines anti-personnel auraient-elles eu un aussi grand retentissement ?

encore : la jeune et jolie princesse divorcée de l'héritier du trône d'Angleterre n'a-t-elle pas délibérément choisi d'utiliser sa notoriété due aux viols répétés de sa vie privée pour mieux faire connaître au grand public les souffrances des plus humbles ? Les gens de la rue l'ont compris qui, hier, pleuraient non seulement une princesse de conte de fées broyée dans son carrosse d'acier, mais aussi une gentille jeune femme au sourire tendre, si tendre...

LE FIGARO

Michel Schifres

■ Personne n'approuve que la vie privée soit violée – encore faut-il savoir ce que recouvre cette notion d'autant plus floue qu'elle paraît précise. Mais suivre des personnes célèbres qui ont fait l'après-midi des courses aux Champs-Élysées, qui ont dîné dans un des palaces de Paris, qui ont si souvent accepté avec joie d'être photographiés, qui ont parfois utilisé les médias, est-ce vraiment de l'« *acharnement média-*

tique » comme l'assure M^{me} Trautmann, souvent mieux inspirée ?

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Victime d'un mariage raté et de la raison d'Etat monarchique, décidée à refaire sa vie dans l'indépendance, sincèrement occupée des pauvres et des blessés de la vie, cette héroïne de papier glacé, a tenu son rôle sans déchoir. L'émotion du public est sans mélange et l'on a du mal à rappeler que la traque médiatique est

pour les « *royaux* » le revers d'une médaille qui leur procure gloire et fortune pour s'être seulement donné la peine de naître. La saga Diana passionnait la moitié du globe. Sa mort la transforme en tragédie pour tabloïd, avec sur le devant de la scène une princesse fragile et libre, tuée dans un dérapage médiatique autant qu'automobile. Extraordinaire conte moderne qui voit le démiurge de la communication provoquer la mort de sa créature et le public qu'il voulait satisfaire crier à l'assassin.

TF 1

17.05 21, Jump Street. Série. Cas de conscience.
17.55 Pour être libre. Série. Pour être libre.
18.25 Mokshù Patamû. Jeu.
19.00 Tous en jeu. Jeu. *Le nouveau quiz quotidien animé par Nagui.*
19.50 et **20.40** Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.45

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT ■■

Film de Robert Zemeckis, avec Kathleen Turner, Michael Douglas (1984, 110 min). 553043
Une romancière vole au secours de sa sœur, enlevée en Colombie.

22.35

Y A PAS PHOTO !

Magazine présenté par Laurent Fontaine et Pascal Bataille. Sujets : Gianni Versace ; David Ginola ; Les serial killers (100 min). 2557482
Une des nouveautés de la rentrée de TF 1.

0.15 Le Docteur mène l'enquête. Série. O Passage à tabac.
1.10 et **1.50**, **2.55**, **3.55**, **4.35**
TF 1 nuit.

1.20 Reportages. Magazine. Gaston, le roi du périph' (rediff.). **2.00** et **3.05**, **4.10** Histoires naturelles. Documentaire. **4.45** Musique (15 min).

France 2

17.05 Matt Houston. Série. Amnésie.
18.05 Les Années collège. Série. [2/2] Avoir seize ans.
18.40 Les Z'amours. Jeu.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.

20.50

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE ■■

Film d'Irvin Kershner, avec Mark Hamill, Harrison Ford (1980, 130 min). 77999376
Le combat de Luke Skywalker et de la princesse Leila contre Dark Vader.

23.05

LE RETOUR DU JEDI ■

Film de Richard Marquand, avec Mark Hamill, Harrison Ford (1983, 135 min). 9258260
Troisième épisode de La Guerre des étoiles, avec un héros, pas mal de créatures répugnantes, des effets spéciaux et des scènes d'action.

1.20 Journal, Météo. **1.35** Rallye. Paris-Moscou (rediff.). **1.50** Tatort. Série. Drôle de trouvaile (85 min). 6861425
3.20 24 heures d'infos. **3.30** Météo. **3.35** Jeux sans frontières. La finale (rediff., 115 min).

0.15 Françoise Dolto. [2/3] Parler vrai (55 min). 7735319
1.10 New York District. Série (45 min).

France 3

16.40 Minikeums. Dessins animés.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional.
20.02 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS

Divertissement présenté par Sylvain Augier. La Guadeloupe, Basse-Terre (115 min). 614289
22.55 Journal, Météo.

23.20

► GUYNEMER OU L'ESPRIT DE LA CHASSE

Documentaire de Jean-Pierre Chapel et Gilles Cayatte (55 min). 1211918
1914, la France est en guerre contre l'Allemagne. Elle crée les premières unités aériennes dont un jeune homme de vingt ans, Georges Guynemer, sera l'un des héros. Il décède en 1917, abattu au-dessus de la Belgique.

0.15 Françoise Dolto. [2/3] Parler vrai (55 min). 7735319
1.10 New York District. Série (45 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 D'un pôle à l'autre. [16/16] Patriot Hills (Antarctique) - Pôle Sud (30 min). 5260
19.30 7 1/2. Présenté par Vivienne Radermacher.
20.00 Archimède. Un cœur gros comme ça (25 min). 70956
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : UNE JOURNÉE CHEZ MA TANTE

AU MONT-DE-PIÉTÉ Documentaire de Christophe Otzenberger (45 min). 498802

A l'origine institution à vocation sociale, le Crédit municipal de Paris fonctionne comme un organisme financier.

● Lire page 27.

21.30

► SOIRÉE THÉMATIQUE : ARAGON

21.35 Aragon, le pouvoir magique des mots. Documentaire (110 min). 8371260
Portrait conçu en deux parties : « Changer la vie », de sa naissance en 1897 jusqu'à 1936, et « Transformer le monde », de 1936 jusqu'à sa mort en 1982.

23.25 La vie est à nous ■ Film de Jean Renoir (1936, N., 70 min). 7137024
0.35 ► Qiu Ju, une femme chinoise ■■ Film de Zhang Yimou (1992, rediff., 95 min). 3606715

2.10 Le Regard. Court-métrage de Todd Kessler (1995, 15 min). 4909929

Disney Channel

19.35 L'Incorrigible Cory.
20.00 Tous sur orbite.
20.10 Bandits, bandits ■■ Film de Terry Gilliam (1981, 110 min). 5124482
22.00 Honey West.
22.25 Richard Diamond.
22.40 Juste pour rire.
23.10 Profession critique.
23.35 Sylvie et compagnie. Opération tire-bouchon (25 min).

Téva

20.30 et **22.30** Téva interview. Invitée : Jehanne Collard.
20.55 Harcelée. Téléfilm d'Alan Metzger, avec Connie Sellecca (95 min). 504794005

23.00 Clair de lune. David père de famille.
23.45 Un été à Saint-Tropez (120 min).

Eurosport

20.00 X Games 1997. Sports fun. Sky surfing à San Diego (Californie).
21.00 Boxe. En direct. Combat en dix reprises : Mika Khilstrom (Fin.) - Mike Holden (GB) à Londres (120 min). 450647
23.00 World Cup Legends.
0.00 Equeation. Pulsar Crown Series en Allemagne (60 min).

Voyage

19.30 Vidéo guide : Egypte.
20.20 Deux jours en France.
20.35 Suivez le guide.
22.30 Planète aventure. La maîtrise du vide.
23.00 Chez Marcel. Magazine. Invité : Michel Drucker.
0.00 Vidéo guide : Tunisie.
0.50 Chronique Polac (60 min).

Muzzik

19.15 Eclat, Pierre Boulez. De Frank Schaffer.
20.10 et **1.10** Cardiff Singer of the World 1997. Concert enregistré le 15 juin 1997 (50 min). 509860227

21.00 Nuit russe à la Waldbühne. Concert interprété par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Seiji Ozawa (105 min). 505237685

22.45 Paco De Lucia et John McLaughlin. Concert (60 min). 502252591
23.45 Jazz 625 - Ben Webster. Concert enregistré au Marquee Club à Londres en 1964 (40 min). 501017802
0.25 Chants grégoriens. Concert (45 min). 509131357

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : **20.00** et **23.00** World Business Today. **20.30** et **21.00**, **1.00** World News. **21.30** World Report. **22.00** World News Europe. **22.30** Insight. **23.30** World Sport. **0.00** World View. **1.30** Moneyline. **2.15** American Edition.

Euronews

Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : **19.15**, **19.45**, **20.15**, **20.45**, **21.15**, **22.45** Economie. **19.20**, **20.20**, **21.20**, **22.20** Analysis. **19.30**, **20.09**, **20.39**, **21.09**, **21.39**, **22.09**, **22.39**, **23.09** Europa. **19.50**, **20.50**, **21.50**, **22.50** Sport. **23.15**, **0.15**, **1.15** No Comment. **23.45** Ecologia. **0.45** Artissimo. **1.45** Visa.

LCI

Journal toutes les demi-heures, avec, en soirée : **19.16** et **23.16** Ruth Elkrief. **20.13** et **20.45** Le 18-21. **20.30** et **22.30** Le Grand Journal. **21.10** et **22.12** Le Journal du Monde. **21.17** et **22.19**, **22.44** Journal de l'Economie. **21.26** Cinéma. **21.42** Talk culturel. **0.15** Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Aventures en Floride. Film de James B. Clark (1963, 90 min). Avec Chuck Connors. *Jeunesse.*
22.00 Touché ! Film de Jeff Kanew (1985, 110 min). Avec Anthony Edwards. *Espionnage.*
0.20 Sois belle et tais-toi. Film de Marc Allégret (1958, N., 100 min). Avec Henri Vidal. *Comédie.*

TMC

20.35 Les Tortues Ninja. Film de Steve Barron (1990, 100 min). Avec Judith Hoag. *Fantastique.*

TSR

20.35 The Mask. Film de Charles Russell (1994, 105 min). Avec Jim Carrey, Peter Green, Richard Jeni. *Comédie.*

TV 5

20.00 V comme vengeance. Téléfilm de Patrick Jamain (1/8), avec Roger Souza (100 min). 50023314
21.40 Carnets de voyage.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Strip Tease. Magazine.
23.30 Les Grandes Enigmes de la science. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [17/82]. Windsor versus Crown.
20.35 Histoires oubliées de l'aviation. [5/6]. Seadart.
21.05 Paul Bowles, le titan de Tanger.
22.00 La Passion de l'imam Hossein.
22.55 La Tribu du tunnel.
23.45 La Femme américaine au XX^e siècle.
0.40 Notre télévision. [1/6]. A vous Cognacq-Jay (55 min).

Paris Première

21.00 Maurice Chevalier. De Philippe Fortin.
21.50 Les Documents du JTS. Les lumières de la ville : Bourvil.
22.25 Rue Barbare ■ Film de Gilles Béhat (1983, 105 min). 25174840

Histoire

21.00 Mille et une vies : Jules Ferry. Téléfilm de Jacques Rouffio, avec Thierry Fortinneau (120 min). 507135376
23.00 De l'actualité à l'histoire. Animé par Marc Ferro et Jean-Pierre Langellier, éditorialiste au Monde. Film de Richard Fleischer (1980, 115 min). 80258050
21.35 The Jazz Singer ■ Film de Richard Fleischer (1980, 115 min). 80258050
23.45 Richard Strauss. Concert enregistré au Festival Richard Strauss, à Garmisch-Partenkirchen (55 min). 68144753
0.40 Il était une fois... Hollywood ■■ Film de Jack Haley Jr (1974, 130 min). 31720661

France Supervision

20.45 Les Francofolies 1997 : Verbecke, Milteau, Hugues Aufray. Concert (50 min). 72077840
21.35 The Jazz Singer ■ Film de Richard Fleischer (1980, 115 min). 80258050
23.45 Richard Strauss. Concert enregistré au Festival Richard Strauss, à Garmisch-Partenkirchen (55 min). 68144753
0.40 Il était une fois... Hollywood ■■ Film de Jack Haley Jr (1974, 130 min). 31720661

Ciné Cénéfil

20.30 Sérénade au bourreau Film de Jean Stellé (1951, N., 90 min). 2907314
22.00 Les Nouveaux Riches ■ Film d'André Berthomieu (1938, N., 90 min). 6935145

Ciné Cinémas

20.30 Méditerranée Film de Gabriele Salvatores (1991, 90 min). 2976444
22.00 Les Evadés ■■ Film de Frank Darabont (1995, v.o., 140 min). 43492260

Festival

20.30 Le Goût des fraises. Téléfilm de Franck Cassenti, avec François Cluzet (95 min). 62329555
22.05 Pognon sur rue. Téléfilm de Jean-Louis Bertucelli, avec Daniel Prévost (85 min). 57554550

Série Club

20.45 L'Age de cristal. La fille du temps.
21.35 Madame et ses flics. Le prix du cadavre.
22.30 Edouard et ses filles.
23.00 Le Saint. Les amateurs d'art.

Canal Jimmy

21.00 Spin City. La grève.
21.25 Cambouis. Magazine.
22.20 Portrait. Magazine.
22.25 Sinatra.
23.00 Star Trek : la nouvelle génération. Icare (v.o.).
23.45 Quatre en un. Magazine.
0.15 L'Homme invisible. La fusée.
0.45 Le Meilleur du pire.

Le groupe Promodès lance une double OPA pour prendre le contrôle de Casino

Le propriétaire de Continent et Champion investirait 25 milliards de francs

« **NOUS EXAMINERONS** les dossiers dans une logique offensive et non défensive », déclarait Paul-Louis Halley, le président du groupe de distribution Promodès, évoquant d'éventuelles acquisitions lors de l'assemblée générale de son groupe, au mois de mai. Lundi 1^{er} septembre, Promodès a décidé de passer à l'offensive. Le numéro cinq français de la grande distribution - enseignes Continent, Champion, Codex, 8 à Huit, etc. -, a déposé dans la matinée, auprès du Conseil des marchés financiers, deux offres publiques d'achat (OPA) sur « l'intégralité du capital des sociétés Casino et Rallye (qui contrôle 28 % de Casino) », précise un communiqué de Promodès.

Les prix proposés aux actionnaires des deux sociétés sont, pour Casino, de 340 francs l'action ordinaire, 272 francs l'action à dividende prioritaire et 120 francs le bon de souscription d'action ; pour Rallye, de 420 francs l'action ordinaire et 470,40 francs l'obligation remboursable en actions. Cela représente, selon Promodès, « un bonus de 19 % sur le cours moyen des

trois derniers mois de Casino ». Au total, les deux OPA représenteront un investissement de quelque 25 milliards de francs pour le groupe présidé par M. Halley. « Depuis sa création, la croissance externe a toujours fait partie de l'histoire de Promodès », explique le groupe. L'an dernier, le distributeur normand avait récupéré les restes de l'ancienne chaîne de superettes Félix Potin. Mais, cette fois, il s'agit clairement d'une opération « hostile ».

Les deux distributeurs ont tenté, depuis plusieurs mois, de trouver une solution amiable de rapprochement. Plus ou moins d'accord sur le principe, Paul-Louis Halley et Jean-Charles Naouri, actionnaire de contrôle de Casino et Rallye via sa holding financière Euris, sont l'un comme l'autre farouchement attachés à leur indépendance. Promodès insiste sur le « projet industriel » que représente ce rapprochement, tandis que M. Naouri a souligné à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas d'urgence pour Casino à grossir par croissance externe. L'ancien PDG de Casino, Georges

Plassat, avait même été « débarqué » en juin pour avoir évoqué la nécessité d'atteindre très vite la taille de 200 milliards de francs de chiffre d'affaires.

C'est dire que ce rapprochement était la dernière grande opération de concentration attendue en France, après le rachat de Docks de France par Auchan voici un an et l'entrée de Carrefour dans le capital de Cora, en décembre.

BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 66,5 %

Si les OPA réussissent, le nouvel ensemble Promodès-Casino devancera largement Carrefour, en tête des groupes de distribution capitalistes, avec un chiffre d'affaires cumulé de l'ordre de 170 milliards de francs (contre 154,9 milliards pour Carrefour). Par ailleurs, contrairement à Carrefour, Promodès-Casino serait un groupe « multifonction » (hypermarchés, supermarchés, commerces de proximité) ce qui lui permettrait de faire jeu égal avec les grands groupements d'indépendants, tels que Leclerc ou Intermarché. Enfin, géographiquement,

Promodès et Casino sont complémentaires au niveau international, le premier étant bien implanté dans le sud de l'Europe, le second à l'est (Pologne) et même aux Etats-Unis et au Mexique, où il possède une filiale de 158 magasins « cash and carry », Smart & Final.

Promodès, qui avait réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires consolidé hors taxe de 103,5 milliards de francs, a annoncé lundi un bénéfice net en hausse de 66,5 % au premier semestre 1997, à 528 millions de francs. Le groupe normand compte aujourd'hui 160 hypermarchés Continent et 700 supermarchés Champion, et emploie 55 000 personnes dans douze pays.

Casino, fondé par Geoffroy Guichard à Saint-Etienne au siècle dernier, détient 119 hypermarchés et 460 supermarchés, qui génèrent un chiffre d'affaires de 66,8 milliards. Le groupe doit annoncer lui aussi, mercredi, des résultats en forte hausse. Il n'a pas caché son intention de contre-attaquer.

Pascal Galinier

Quatre mille Palestiniens autorisés à revenir travailler en Israël

APRÈS plus d'un mois de bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, quatre mille Palestiniens ont été autorisés lundi 1^{er} septembre à revenir travailler en Israël, a-t-on annoncé de sources officielles israéliennes. Cette mesure concerne des Palestiniens mariés et âgés de plus de trente-cinq ans.

En outre, 250 enseignants de Cisjordanie employés à Jérusalem-Est, ainsi que 200 fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et 2 000 commerçants, ont été autorisés à accéder au territoire israélien ou à le traverser, a précisé un responsable du ministère de la défense, Shlomo Dror. « Nous avons transmis les listes de Palestiniens autorisés à revenir en Israël à l'Autorité palestinienne », a ajouté M. Dror. « Nous allons examiner chaque jour la levée progressive du bouclage en vue de permettre aux Palestiniens de venir gagner leur vie en Israël. »

60 000 Palestiniens disposaient d'un permis de travail en Israël avant le bouclage imposé à la suite du double attentat suicide qui avait tué 14 Israéliens le 30 juillet à Jérusalem - (AFP).

DÉPÊCHES

■ **CONGO** : seize à vingt enfants sont morts dimanche 31 août par noyade à la piscine de la cité de la NSele, une ancienne résidence du maréchal Mobutu transformée en centre de réinsertion pour enfants située à 60 km à l'est de Kinshasa, a annoncé la radio officielle congolaise, la Voix du peuple. L'accident aurait eu lieu lorsque des éléments de l'armée congolaise sont intervenus autour de la piscine, où des garçons avaient entrepris de déshabiller des filles. Les victimes faisaient partie d'un groupe de 2 000 à 3 000 enfants venus en excursion à la NSele. - (AFP)

■ **FAITS DIVERS** : un homme d'une quarantaine d'années a abattu ses beaux-parents à Calais (Pas-de-Calais) devant leur domicile, dans la nuit du dimanche 31 août au lundi 1^{er} septembre. Réfugié dans sa maison de Coulogne, dans la proche banlieue de Calais, il y a mis le feu, a tiré en direction des pompiers et des policiers et annoncé au téléphone son intention de se suicider. Blessé lors de l'assaut, lundi, à 6 heures, l'homme a été hospitalisé.

■ Le décès de la princesse de Galles nous oblige à reporter un entretien sur la Belgique avec la philosophe Isabelle Stengers, ainsi que notre page « Débats ».

La fin de l'impunité pour le clan Kennedy

NEW YORK

de notre correspondant

Il fut un temps où, aux Etats-Unis, s'appeler Kennedy permettait pratiquement d'échapper au droit commun, où les infidélités conjugales du président étaient protégées, où son jeune frère pouvait garder son siège de sénateur après un accident de voiture douteux dans lequel sa passagère avait trouvé la mort, bref où les Américains étaient prêts à tout pardonner à cette dynastie qu'ils surnommaient leur « famille royale ».

Ce temps, semble-t-il, est révolu. Poursuivi depuis plusieurs mois par la rébellion très publique de sa première femme et par les frasques extra-conjugales de l'un de ses frères, Joe Kennedy, quarante-cinq ans, l'un des fils de feu Robert Kennedy, a annoncé jeudi 28 août qu'il renonçait à briguer l'an prochain le poste de gouverneur du Massachusetts - un poste qu'il qualifiait il y a un mois encore de « meilleur job des Etats-Unis ». Sa deuxième femme à ses côtés, Joe Kennedy, qui occupe actuellement sous l'étiquette démocrate l'un des sièges de représentant au Massachusetts au Congrès, a expliqué en trébuchant sur les mots, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 28 août, qu'il craignait que sa candidature ne débouche sur une campagne centrée sur ses problèmes personnels et ceux de sa famille plutôt que sur les questions dont il aurait voulu entretenir l'électorat : l'éducation et la santé.

« Ce ne serait pas juste pour ma famille, et ce ne serait pas juste pour le peuple du Massachusetts », a-t-il déclaré, en précisant qu'il serait, en revanche, de nouveau candidat au renouvellement de son siège au Congrès en novembre 1998. Deuxième des onze enfants de Bob et Ethel Kennedy, Joe paraissait destiné à une carrière politique digne de celle de son père et de ses oncles, en dépit d'un divorce qui l'a séparé de

la mère de ses deux fils jumeaux, Sheila Rausch, et qui lui a permis d'épouser son chef de cabinet, Beth Kelly. Mais le dépôt d'une demande d'annulation de son premier mariage auprès du Vatican, grâce à laquelle il aurait pu épouser religieusement sa deuxième femme, a été pour l'épouse répudiée la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : dans un livre qui a fait le tour de tous les talk-shows télévisés, Sheila Rausch s'est révoltée contre cette procédure, offrant un portrait personnel peu flatteur de son ex-mari et ternissant quelque peu l'image Kennedy.

Parallèlement, l'un des frères cadets de Joe, Michael Kennedy, trente-neuf ans, affrontait les révélations de la presse de Boston sur la liaison qu'il aurait entretenue avec la baby-sitter de ses trois enfants, une adolescente de quatorze ans, et qui l'exposait à des poursuites judiciaires pour détournement de mineure.

Comme l'avait fait Ted Kennedy après l'accident de Chappaquiddick en 1969, Joe a donc choisi de présenter des excuses publiques à ses électeurs, en juin dernier, pour lui et son frère. Mais le mal était déjà fait : sa cote de popularité avait chuté de 60 % en janvier à 34 % en juillet, et les remontrances du cousin John dans les colonnes de son magazine *George*, ce mois-ci, n'ont rien fait pour renforcer l'image d'une famille harmonieuse. Les médias, certes, parlent beaucoup moins de la sœur aînée de Joe et Michael, Kathleen Kennedy-Townsend, qui mène tranquillement une carrière réussie de gouverneur adjoint du Maryland. Mais, pour les vingt-huit membres de la troisième génération du clan - qualifié récemment par *Newsweek* de « dynastie en déclin » -, la fameuse magie Kennedy s'est évaporée. L'indulgence aussi.

Sylvie Kauffmann

Nantes se donne des « agents d'accueil » pour faciliter le stationnement

Le dialogue avec les automobilistes plutôt que des contraventions

NANTES

de notre correspondant

Chemisette à carreaux bleu et blanc, veste bleue et ciré blanc en cas de pluie, les six « agents d'accueil stationnement » ont commencé à déambuler autour de la place Royale, à Nantes, le 1^{er} septembre. « Il s'agit de faire respirer un peu la ville, de remettre une présence humaine et du dialogue là où il n'y a plus que des machines », explique Albert Mahé, adjoint au maire (PS) et président de la Société d'économie mixte Nantes-gestion-équipements, qui les a recrutés.

Les agents d'accueil sont là pour informer, renseigner, écouter, porter le paquet de l'automobiliste cherchant ses clés, aider si besoin lors des manœuvres de stationnement. Ils n'ont pas de carnet de contraventions, et pas le moyen de prévenir la police en cas d'infraction.

Envisagée au départ, cette idée a été abandonnée au vu des réactions hostiles suscitées en conseil municipal. Tant mieux, sans doute, car ce mélange des genres n'aurait pas permis de mesurer l'impact que le service peut avoir sur le civisme. Et la police municipale ne viendra ni plus

ni moins qu'avant, c'est promis. « Nous faisons le pari que les automobilistes changeront de comportement s'ils sont informés oralement sur l'utilisation des horodateurs, l'existence de parkings couverts proches, la tarification, la présence de places réservées aux handicapés ou aux livraisons, si on leur signale où se trouve tel magasin ou équipement », ajoute Albert Mahé, convaincu que le dialogue sera plus payant que la crainte du papillon vert sur le pare-brise.

UNE EXPÉRIENCE DE QUATRE MOIS

Payant au sens strict du terme, puisque le taux d'utilisation des horodateurs sera l'un des critères d'évaluation de l'expérience. Alors que trouver une place libre à cet endroit est une gageure dans la journée, la moyenne quotidienne d'utilisation des horodateurs n'est que de 2 h 30 par place pour 8 heures payantes. L'effet du dialogue noué avec les automobilistes se mesurera donc à l'augmentation du nombre d'heures payées et à la rotation plus importante des véhicules qui devrait en découler.

Menée à la demande du ministère des transports, l'expérience s'étalera

sur quatre mois et sera suivie de près par un cabinet d'études spécialisé. Chaque soir, les agents d'accueil stationnement rempliront un compte rendu d'activité, un point hebdomadaire sera fait par la mission Déplacements de la ville de Nantes et deux enquêtes de satisfaction permettront de porter un jugement plus global.

Au-delà de l'impact attendu sur le stationnement, cette création d'emplois publics d'un genre nouveau est aussi suivie avec attention par la municipalité nantaise. « Ce ne sont pas des emplois "Aubry", puisque nous avons préparé l'opération avant la présentation du plan gouvernemental, mais ils pourraient très bien s'inscrire dans ce cadre », estime Albert Mahé. Les six agents d'accueil stationnement ont été embauchés sous contrat à durée déterminée de quatre mois. Ils travaillent à mi-temps et sont payés au SMIC plus 10 %. Si elle juge l'expérience concluante, la municipalité n'aura que l'embarras du choix pour l'étendre aux 5 264 places de stationnement payantes du centre-ville.

Adrien Favreau

Le miroir voyeur

par Pierre Georges

NI DUPES. Ni hypocrites. Ainsi meurent les princesses du temps. Ainsi naissent les légendes du siècle. A cent, à mille à l'heure, dans un carrosse tiré par six cents chevaux-vapeur et poursuivi par la meute de ceux qu'il faut bien appeler les chiens de presse. La chasse à courre s'est achevée en plein Paris, par une belle nuit d'été, de la façon la plus imbécile, la plus bête qui soit.

Lady Di et Dodi, la princesse et le milliardaire, un titre déjà pour scénario de romance d'été, sont morts dans le fracas et l'horreur d'un excès de légende comme de vitesse. Ils fuyaient l'actualité, la leur. Ils fuyaient ce miroir voyeur accroché à leurs basques et traîne. Ils fuyaient comme des voleurs, entre jeu de société et exaspération, les voleurs d'image.

L'accident est arrivé. Absurde, tragique, universel. Le monde entier sait désormais qu'il y a un tunnel sous l'Alma de Paris et que l'on peut y mourir d'une trajectoire d'étoile brisée par son trop grand scintillement. Ce lundi matin, sept paparazzi sont toujours en garde à vue, c'est-à-dire très exactement dans la situation où ils mettent en permanence leurs victimes, consentantes ou non. L'enquête dira leur part de responsabilité dans cette traque mortelle. Elle dira l'avant et peut-être l'après, si leur inconscience professionnelle les a conduits à photographier encore et toujours, comme mus par un ressort de coffre-fort, la fin sanglante de l'aventure.

Est-ce un hasard ? L'enquête a été confiée à la brigade criminelle. C'est dire qu'il y a, dans les têtes et les consciences, sinon dans les faits, soupçon de crime. Non d'un crime de sang, mais d'un crime de mœurs médiatiques, d'une per-

manente, incessante, exaspérante persécution. Photographe, photographe, photographe. Mitterrand sur son lit de mort, les petits plats d'un cannibale japonais, l'ex-mari de Stéphanie en ses pousseries sexuelles. Ou les amours et aventures de Lady Di.

Ni dupes, ni hypocrites. Nous sommes tous des paparazzi. Ou tous leurs clients. Tartuffes à l'occasion, indignés souvent, réprobateurs toujours, mais clients. Vieux et humain ressort d'un voyeurisme de l'actualité. Oh ! cela ne passe pas toujours par un acte délégué d'achat de la presse à sensation, par une volonté affichée d'en savoir et d'en voir toujours plus. Il est d'autres moyens, à commencer par la salle d'attente du médecin ou l'affichage kiosquier.

Nous sommes tous, ou presque, l'œil collé au viseur du paparazzo, comme au trou de la serrure. Voir, et condamner bien sûr, mais voir d'abord et condamner ensuite. La preuve ! Si cette mort de Diana fut un tel choc, un fait divers à retentissement universel, c'est que la légende a été soigneusement, universellement brodée, photo après photo, rumeur après rumeur, événement après événement. Cette jeune femme avait construit sa légende et nous avec elle, jouant de la presse et jouée par la presse. Elle s'était installée au sommet de notre mémoire visuelle et affective. Nous l'avons tant regardée, tant vue, donc tant aimée. Ou, qui sait, tant détestée, ce qui revient au même.

Sinon comment expliquer l'émotion ? Le grand roman-photo mondial des seize dernières années se termine pitoyablement. Dans la mort, les larmes de sang et d'encre. Entre Ritz, yacht, Mercedes, jet society, jeux de Cour et conte de faits.

Paris se reprend, Tokyo recule

LES VALEURS françaises ont débuté la semaine sous le signe de la hausse, lundi 1^{er} septembre, se reprenant sensiblement après avoir perdu 4,6 % la semaine dernière. Après quelques minutes de transactions, l'indice CAC 40 gagnait 0,82 % à 2 793,21 points.

Quelques heures plus tôt, le marché japonais avait terminé la séance sur un nouveau recul. L'indice Nikkei a perdu 255,12 points, soit 1,40 %, à 17 974,30 points. A la veille du week-end, il avait déjà perdu 222 points. Cette baisse s'est effectuée dans le calme. C'est la première fois depuis le 15 avril que l'indice phare de la Bourse de Tokyo s'inscrit sous les 18 000 points. Les acheteurs sont restés sur la défensive pendant toute la journée.

Sur le marché des changes, le dollar était en hausse face au franc

et au mark. La devise américaine s'échangeait à 6,1145 francs et 1,8167 deutschemark contre respectivement 6,0755 francs et 1,8062 deutschemark. En revanche, il céda du terrain face au yen à 120,83 yens contre 121,03 yens vendries.

Le marché obligataire français était stable, le contrat notionnel du Matif gagnant 2 centièmes à 129,70.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h48	01/09 Titres échangés	Capitalisation en F
Promodès	28953	66832866
Carrefour	15963	60224953
Elf Aquitaine	88064	59700825
LVMH Moët Hen.	33801	42940380
Finextel	317337	37128429
Total	58419	33754540
Rhone Poulenc A	143001	32304590,20
L'Oreal	13049	28724287
Alcatel Alsthom	31444	23508081
Axa	43073	16639067,60

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉMONDE

Cours relevés le lundi 1^{er} septembre, à 10 h 48 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
		Cours au 01/09	Var. en % 29/08	Fin. en % 29/08
Tokyo Nikkei	17974,30	-1,40	-7,16	
Hong Kong index	13425,65	-5,02	-0,19	
Tokyo. Nikkei sur 3 mois				
20681,10				
20004,40				
19327,70				
18651				
17974,30				
		3 juin	17 juillet	1 ^{er} sep.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 29/08	% 28/08	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,5900	-0,01	326	350
Ecu	6,6130	-0,05
États-Unis (1 usd)	6,0485	-0,37	5,8000	6,4000
Belgique (100 F)	16,3020	-0,02	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	298,8300	-0,01
Italie (1000 lir.)	3,4375	-0,17	3,2100	3,7100
Danemark (100 krk)	88,3900	-0,03	83	93
Irlande (1 iep)	9,0055	+0,52	8,5800	9,4200
Gde-Bretagne (1 L)	9,8075	+0,19	9,3300	10,1800
Grèce (100 drach.)	2,1385	-0,14	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	77,1700	-0,36	72,5000	82,5000
Suisse (100 F)	407,0900	-0,06	395	419
Norvège (100 k)	81,2800	-0,12	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,8290	-0,01	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9845	+0,01	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.)	3,3150	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,3590	-0,33	4,1000	4,7000
Japon (100 yens)	5,0636	-0,95	4,8900	5,2400

PARITÉS DU DOLLAR

FRANCFORT : USD/DM 1,8103
TOKYO : USD/Yens 120,8400

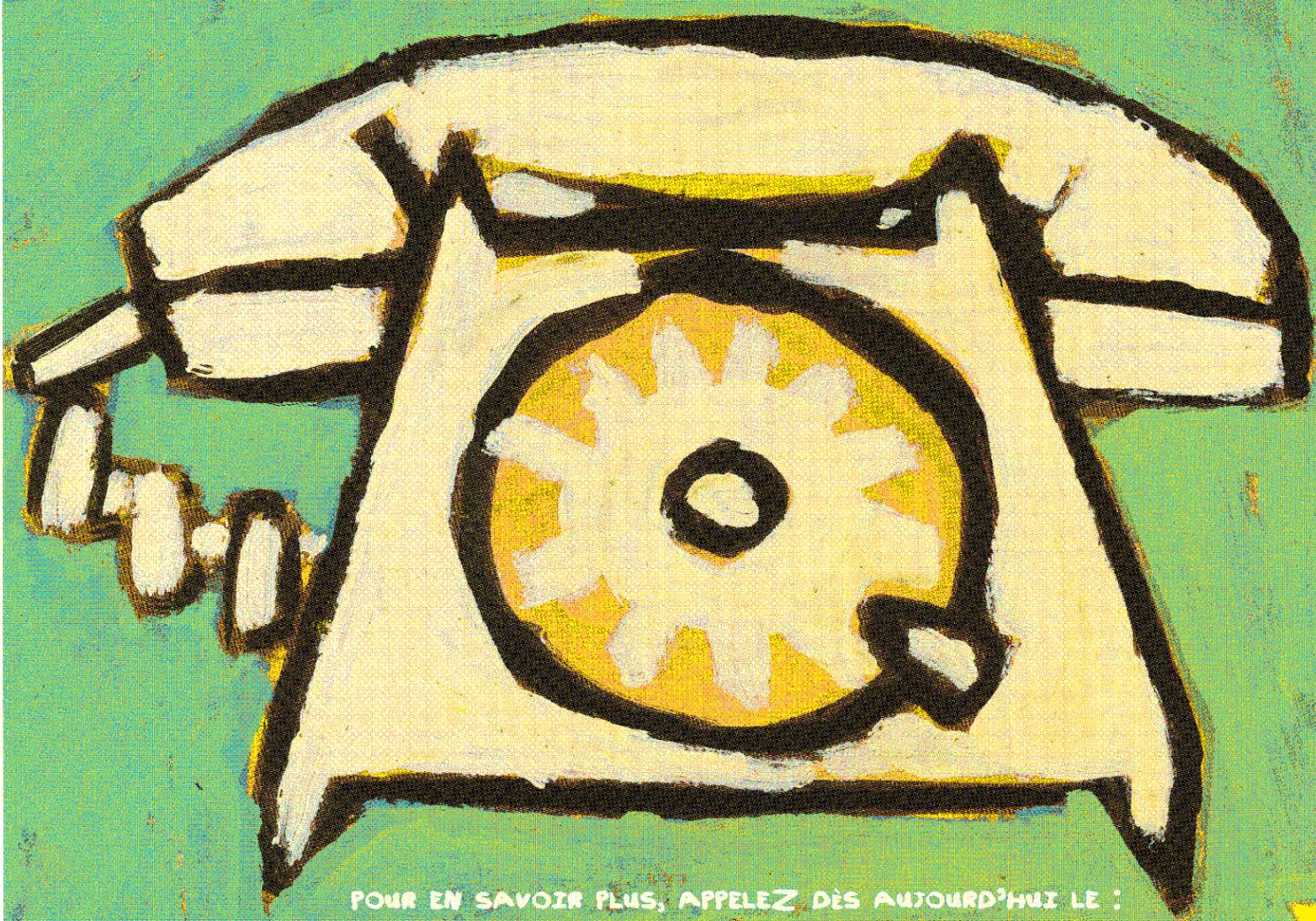
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 29/08	Jour	Taux 10 ans
France	3,13	5,57
Allemagne	3,10	5,67
Grande-Bretagne	7,06	7,07
Italie	6,88	6,73
Japon	0,52	2,24
États-Unis	5,65	6,30

MATIF

Echéances 29/08	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	81306	129,68
Déc. 97	11099	98,54
Mars 98	2	98,20

EN 1998, ILYAURA AU MOINS
DEUX TRÈS BONNES
COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.
EN VOICI UNE.



POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ DÈS AUJOURD'HUI LE :

0 800 01 01 98

À partir du 1^{er} janvier, vous aurez la liberté de choisir votre compagnie de téléphone. Avec CEGETEL, vous pourrez téléphoner de chez vous ou du bureau vers toutes les régions de France et partout dans le Monde.

CEGETEL est une grande compagnie française de télécommunications dont SFR et TAM TAM sont (dans la communication mobile) les marques les plus connues.

Pour en savoir plus sur ce qui va changer dans le téléphone en 1998, demandez notre brochure gratuite en appelant le 0 800.01.01.98 (appel gratuit).

